ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS397/AB/R
15 juillet 2011

(11-3500)

Original: anglais

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – MESURES ANTIDUMPING DÉFINITIVES VISANT CERTAINS ÉLÉMENTS DE FIXATION EN FER OU EN ACIER EN PROVENANCE DE CHINE

AB-2011-2

Rapport de l'Organe d'appel

I. Introduction 1
II. Arguments des participants et des participants tiers 6
A. *Allégations d'erreur formulées par l'Union européenne – Appelant* 6
1. Constatations du Groupe spécial concernant l'article 9 5) du Règlement antidumping de base "en tant que tel" 6
a) Champ d'application de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base 6
b) Article 6.10 de l'*Accord antidumping* 8
c) Article 9.2 de l'Accord antidumping 13
d) Article I:1 du GATT de 1994 17
e) Article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC* et article 18.4 de l'*Accord antidumping* 19
2. Constatations du Groupe spécial concernant l'article 9 5) du Règlement antidumping de base "tel qu'appliqué" dans l'enquête sur les éléments de fixation 19
3. Constatations du Groupe spécial au titre de l'article 6.4 et 6.2 de l'*Accord antidumping* 20
a) "Renseignements" assujettis aux obligations énoncées à l'article 6.4 et 6.2 de l'*Accord antidumping* 21
b) Question de savoir si les "renseignements" ont été mis à la disposition des parties intéressées "en temps utile" au sens de l'article 6.4 de l'*Accord antidumping* 23
c) Constatation du Groupe spécial au titre de l'article 6.2 de l'*Accord antidumping* 24
d) Conclusion 25
4. Constatations du Groupe spécial au titre de l'article 6.5 et 6.5.1 de l'*Accord antidumping* concernant les réponses non confidentielles au questionnaire 26
a) Résumés non confidentiels des réponses des producteurs nationaux au questionnaire 26
b) Traitement confidentiel des renseignements obtenus de Pooja Forge 28
5. Constatations du Groupe spécial au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* concernant la divulgation de l'identité des plaignants 31
B. *Arguments de la Chine – Intimé* 32
1. Constatations du Groupe spécial concernant l'article 9 5) du Règlement antidumping de base "en tant que tel" 32
a) Champ d'application de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base 32
b) Article 6.10 de l'*Accord antidumping* 35
c) Article 9.2 de l'Accord antidumping 40
d) Article I:1 du GATT de 1994 47
e) Article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC* et article 18.4 de l'*Accord antidumping* 49

2. Constatations du Groupe spécial concernant l'article 9 5) du Règlement antidumping de base "tel qu'appliqué" dans l'enquête sur les éléments de fixation 50
3. Constatations du Groupe spécial au titre de l'article 6.4 et 6.2 de l'*Accord antidumping* 50
a) "Renseignements" assujettis aux obligations énoncées à l'article 6.4 et 6.2 de l'*Accord antidumping* 51
b) Question de savoir si les "renseignements" ont été mis à la disposition des parties intéressées "en temps utile" au sens de l'article 6.4 de l'*Accord antidumping* 53
c) Constatation du Groupe spécial au titre de l'article 6.2 de l'*Accord antidumping* 56
d) Conclusion 57
4. Constatations du Groupe spécial au titre de l'article 6.5 et 6.5.1 de l'*Accord antidumping* concernant les réponses non confidentielles au questionnaire 57
a) Résumés non confidentiels des réponses des producteurs nationaux au questionnaire 57
b) Traitement confidentiel des renseignements obtenus de Pooja Forge 59
5. Constatations du Groupe spécial au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* concernant la divulgation de l'identité des plaignants 62
C. *Allégations d'erreur formulées par la Chine – Autre appelant* 64
1. Constatations du Groupe spécial au titre des articles 4.1 et 3.1 de l'*Accord antidumping* 64
a) Exclusion de certains producteurs 65
b) "Une proportion majeure" de la production nationale totale 72
c) Représentativité de l'échantillon de producteurs nationaux dans la détermination de l'existence d'un dommage 76
2. Constatations du Groupe spécial au titre de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* 77
a) Traitement par le Groupe spécial de l'argument de la Chine 78
b) Différences physiques 80
c) Différences de qualité 83
3. Constatations du Groupe spécial au titre de l'article 6.5, 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* concernant la divulgation de l'identité des plaignants 84
a) Exposé de "raisons valables" par les plaignants 85
b) Divulgation au titre de l'article 6.4 et 6.2 de l'*Accord antidumping* 87
4. Constatations du Groupe spécial selon lesquelles le formulaire de demande de traitement MET/IT n'était pas un "questionnaire" aux fins de l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping* 88
D. *Arguments de l'Union européenne – Intimé* 90
1. Constatations du Groupe spécial au titre des articles 4.1 et 3.1 de l'*Accord antidumping* 90

a) Exclusion de certains producteurs 90
b) "Une proportion majeure" de la production nationale totale 97
c) Représentativité de l'échantillon de producteurs nationaux dans la détermination de l'existence d'un dommage 101
2. Constatations du Groupe spécial au titre de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* 103
a) Traitement par le Groupe spécial de l'argument de la Chine 103
b) Différences physiques 104
c) Différences de qualité 108
3. Constatations du Groupe spécial au titre de l'article 6.5, 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* concernant la divulgation de l'identité des plaignants 109
a) Exposé de "raisons valables" par les plaignants 110
b) Divulgation au titre de l'article 6.4 et 6.2 de l'*Accord antidumping* 112
4. Constatations du Groupe spécial selon lesquelles le formulaire de demande de traitement MET/IT n'était pas un "questionnaire" aux fins de l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping* 112
E. *Arguments des participants tiers* 114
1. Brésil 114
2. Colombie 116
3. Japon 118
4. États-Unis 120
III. Questions soulevées dans le présent appel 123
IV. Constatations du Groupe spécial concernant l'article 9 5) du Règlement antidumping de base "en tant que tel" 129
A. *Introduction* 129
B. *Mesure en cause* 131
C. *Section 15 du Protocole d'accession de la Chine* 135
D. *Champ d'application de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base* 139
E. *Articles 6.10 et 9.2 de l'Accord antidumping* 146
1. Interprétation des articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping* 147
a) Article 6.10 de l'*Accord antidumping* 147
b) Article 9.2 de l'*Accord antidumping* 153
2. Application des articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping* 161
a) Question de savoir si l'Union européenne est en droit de présumer que, dans les NME, l'État et les exportateurs constituent une entité unique 162
b) Question de savoir si, dans les NME, l'État et les exportateurs peuvent être considérés comme une entité unique 168
3. Conclusions au titre des articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping* 173
F. *Article I:1 du GATT de 1994* 173
G. *Article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC et article 18.4 de l'Accord antidumping* 177

V. Constatations du Groupe spécial concernant l'article 9 5) du Règlement antidumping de base "tel qu'appliqué" dans l'enquête sur les éléments de fixation 178
VI. Autre appel de la Chine concernant les constatations du Groupe spécial au titre des articles 4.1 et 3.1 de l'*Accord antidumping* 181
A. *Introduction* 181
B. *Interprétation des articles 4.1 et 3.1 de l'Accord antidumping* 181
C. *Question de savoir si 27 pour cent de la production nationale totale dans l'enquête sur les éléments de fixation constituent "une proportion majeure" au sens de l'article 4.1 de l'Accord antidumping* 186
D. *Compatibilité de l'échantillon avec l'article 3.1 de l'Accord antidumping* 192
E. *Exclusion alléguée de certains producteurs* 196
1. Exclusion alléguée des producteurs qui ne soutenaient pas la plainte 196
2. Exclusion alléguée des producteurs qui n'ont pas répondu dans un délai de 15 jours 204
3. Exclusion alléguée de producteurs au titre de l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* 209
F. *Conclusion* 210
VII. Appel concernant les constatations du Groupe spécial relatives à certains aspects de la détermination de l'existence d'un dumping dans l'enquête sur les éléments de fixation au titre des articles 6.4, 6.2 et 2.4 de l'*Accord antidumping* 211
A. *Introduction* 211
B. *Contexte factuel pertinent* 211
C. *Interprétation pertinente des articles 6.4 et 2.4 de l'Accord antidumping* 214
D. *Appel de l'Union européenne concernant les constatations du Groupe spécial au titre de l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping* 221
E. *Autre appel de la Chine concernant les constatations du Groupe spécial au titre de l'article 2.4 de l'Accord antidumping* 228
F. *Conclusion* 237
VIII. Traitement confidentiel et divulgation de renseignements au titre de l'article 6.5 et 6.5.1 et de l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* 238
A. *Introduction* 238
B. *Traitement confidentiel des renseignements au titre de l'article 6.5 et 6.5.1* 240
C. *Exposé des producteurs nationaux indiquant les raisons pour lesquelles un résumé des renseignements confidentiels ne pouvait pas être fourni* 246
D. *Traitement confidentiel des renseignements communiqués par le producteur du pays analogue, Pooja Forge* 251
E. *Traitement confidentiel de l'identité des plaignants* 260
F. *Question de savoir si l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping concernant la non-divulgation de l'identité des plaignants relevait du mandat du Groupe spécial* 269
IX. Délai pour la présentation du formulaire de demande de traitement MET/IT 272
X. Constatations et conclusion 284

ANNEXE I Notification d'un appel présenté par l'Union européenne, WT/DS397/7

ANNEXE II Notification d'un autre appel présenté par la Chine, WT/DS397/8

AFFAIRES CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Argentine – Carreaux en céramique	Rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie*, WT/DS189/R, adopté le 5 novembre 2001
Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille	Rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil*, WT/DS241/R, adopté le 19 mai 2003
Australie – Saumons	Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Mesures visant les importations de saumons*, WT/DS18/AB/R, adopté le 6 novembre 1998
Brésil – Noix de coco desséchée	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Mesures visant la noix de coco desséchée*, WT/DS22/AB/R, adopté le 20 mars 1997
Brésil – Noix de coco desséchée	Rapport du Groupe spécial *Brésil – Mesures visant la noix de coco desséchée*, WT/DS22/R, adopté le 20 mars 1997, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS22/AB/R
Brésil – Pneumatiques rechapés	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Mesures visant l'importation de pneumatiques rechapés*, WT/DS332/AB/R, adopté le 17 décembre 2007
Canada – Automobiles	Rapport du Groupe spécial *Canada – Certaines mesures affectant l'industrie automobile*, WT/DS139/R, WT/DS142/R, adopté le 19 juin 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS139/AB/R, WT/DS142/AB/R
CE – Accessoires de tuyauterie	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil*, WT/DS219/AB/R, adopté le 18 août 2003
CE – Accessoires de tuyauterie	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil*, WT/DS219/R, adopté le 18 août 2003, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS219/AB/R
CE – Amiante	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant*, WT/DS135/AB/R, adopté le 5 avril 2001
CE – Bananes III (Équateur) (article 22:6 – CE)	Décision des arbitres *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes – Recours des Communautés européennes à l'arbitrage au titre de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS27/ARB/ECU, 24 mars 2000
CE – Bananes III	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997
CE – Bananes III	Rapports du Groupe spécial *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes* ("*CE – Bananes III*"), WT/DS27/R/ECU (Équateur) / WT/DS27/R/GTM, WT/DS27/R/HND (Guatemala et Honduras) / WT/DS27/R/MEX (Mexique) / WT/DS27/R/USA (États-Unis), adoptés le 25 septembre 1997, modifiés par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS27/AB/R
CE – Certaines questions douanières	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Certaines questions douanières*, WT/DS315/AB/R, adopté le 11 décembre 2006

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
CE – Hormones	Rapport de l'Organe d'appel *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)*, WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998
CE – Linge de lit	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/R, adopté le 12 mars 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS141/AB/R
CE – Morceaux de poulet	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés*, WT/DS269/AB/R, WT/DS286/AB/R, adopté le 27 septembre 2005, et Corr.1
CE – Sardines	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Désignation commerciale des sardines*, WT/DS231/AB/R, adopté le 23 octobre 2002
CE – Saumon (Norvège)	Rapport du Groupe spécial *Communautés Européennes – Mesure antidumping visant le saumon d'élevage en provenance de Norvège*, WT/DS337/R, adopté le 15 janvier 2008, et Corr.1
CE – Volailles	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Mesures affectant l'importation de certains produits provenant de volailles*, WT/DS69/AB/R, adopté le 23 juillet 1998
CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes et certains États membres – Mesures affectant le commerce des aéronefs civils gros porteurs*, WT/DS316/AB/R, adopté le 1er juin 2011
Chili – Système de fourchettes de prix (article 21:5 – Argentine)	Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles – Recours de l'Argentine à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS207/AB/RW, adopté le 22 mai 2007
Chine – Pièces automobiles	Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Mesures affectant les importations de pièces automobiles*, WT/DS339/AB/R, WT/DS340/AB/R, WT/DS342/AB/R, adopté le 12 janvier 2009
Chine – Publications et produits audiovisuels	Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Mesures affectant les droits de commercialisation et les services de distribution pour certaines publications et certains produits de divertissement audiovisuels*, WT/DS363/AB/R, adopté le 19 janvier 2010
Corée – Certains papiers	Rapport du Groupe spécial *Corée – Droits antidumping sur les importations de certains papiers en provenance d'Indonésie*, WT/DS312/R, adopté le 28 novembre 2005
Corée – Certains papiers (article 21:5 – Indonésie)	Rapport du Groupe spécial *Corée – Droits antidumping sur les importations de certains papiers en provenance d'Indonésie – Recours de l'Indonésie à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS312/RW, adopté le 22 octobre 2007
Corée – Produits laitiers	Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000
Corée – Produits laitiers	Rapport du Groupe spécial *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, WT/DS98/R et Corr.1, adopté le 12 janvier 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS98/AB/R

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Égypte – Barres d'armature en acier	Rapport du Groupe spécial *Égypte – Mesures antidumping définitives à l'importation de barres d'armature en acier en provenance de Turquie*, WT/DS211/R, adopté le 1er octobre 2002
États-Unis – Acier au carbone	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/AB/R, adopté le 19 décembre 2002
États-Unis – Acier laminé à chaud	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001
États-Unis – Acier laminé à chaud	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/R, adopté le 23 août 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS184/AB/R
États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits*, WT/DS176/AB/R, adopté le 1er février 2002
États-Unis – Coton upland (article 21:5 – Brésil)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Subventions concernant le coton upland – Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS267/AB/RW, adopté le 20 juin 2008
États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droits antidumping et droits compensateurs définitifs visant certains produits en provenance de Chine*, WT/DS379/R, adopté le 25 mars 2011, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS379/AB/R
États-Unis – Essence	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, WT/DS2/AB/R, adopté le 20 mai 1996
États-Unis – FSC	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"*, WT/DS108/AB/R, adopté le 20 mars 2000
États-Unis – Gluten de froment	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes*, WT/DS166/AB/R, adopté le 19 janvier 2001
États-Unis – Loi de 1916	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi antidumping de 1916*, WT/DS136/AB/R, WT/DS162/AB/R, adopté le 26 septembre 2000
États-Unis – Maintien de la réduction à zéro	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien en existence et en application de la méthode de réduction à zéro*, WT/DS350/AB/R, adopté le 19 février 2009
États-Unis – Maintien de la suspension	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la suspension d'obligations dans le différend CE – Hormones*, WT/DS320/AB/R, adopté le 14 novembre 2008
États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS212/AB/R, adopté le 8 janvier 2003
États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (article 21:5 – Japon)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction – Recours du Japon à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS322/AB/RW, adopté le 31 août 2009

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004
États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, WT/DS268/AB/R, adopté le 17 décembre 2004
États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (article 21:5 – Argentine)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine – Recours de l'Argentine à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS268/RW, adopté le 11 mai 2007, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS268/AB/RW
États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de certains produits en acier*, WT/DS248/AB/R, WT/DS249/AB/R, WT/DS251/AB/R, WT/DS252/AB/R, WT/DS253/AB/R, WT/DS254/AB/R, WT/DS258/AB/R, WT/DS259/AB/R, adopté le 10 décembre 2003
États-Unis – Viande d'agneau	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie*, WT/DS177/AB/R, WT/DS178/AB/R, adopté le 16 mai 2001
États-Unis – Viande d'agneau	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie*, WT/DS177/R, WT/DS178/R, adopté le 16 mai 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS177/AB/R, WT/DS178/AB/R
Guatemala – Ciment I	Rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique*, WT/DS60/AB/R, adopté le 25 novembre 1998
Guatemala – Ciment II	Rapport du Groupe spécial *Guatemala – Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique*, WT/DS156/R, adopté le 17 novembre 2000
Inde – Brevets (États-Unis)	Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*, WT/DS50/AB/R, adopté le 16 janvier 1998
Japon – DRAM (Corée)	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Droits compensateurs visant les mémoires RAM dynamiques en provenance de Corée*, WT/DS336/AB/R et Corr.1, adopté le 17 décembre 2007
Japon – Pommes	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Mesures visant l'importation de pommes*, WT/DS245/AB/R, adopté le 10 décembre 2003
Japon – Produits agricoles II	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Mesures visant les produits agricoles*, WT/DS76/AB/R, adopté le 19 mars 1999
Mexique – Huile d'olive	Rapport du Groupe spécial *Mexique – Mesures compensatoires définitives visant l'huile d'olive en provenance des Communautés européennes*, WT/DS341/R, adopté le 21 octobre 2008

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Mexique – Mesures antidumping visant le riz	Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping définitives visant la viande de bœuf et le riz, plainte concernant le riz*, WT/DS295/AB/R, adopté le 20 décembre 2005
Mexique – Mesures antidumping visant le riz	Rapport du Groupe spécial *Mexique – Mesures antidumping définitives visant la viande de bœuf et le riz, plainte concernant le riz*, WT/DS295/R, adopté le 20 décembre 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS295/AB/R
Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)	Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS132/AB/RW, adopté le 21 novembre 2001
Mexique – Tubes et tuyaux	Rapport du Groupe spécial *Mexique – Droits antidumping sur les tubes et tuyaux en acier en provenance du Guatemala*, WT/DS331/R, adopté le 24 juillet 2007

ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Abréviation	Description
Accord antidumping	*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994*
Accord de l'OMC	*Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce*
Accord SMC	*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires*
Code antidumping des Négociations Kennedy	*Accord relatif à la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce* issu des Négociations Kennedy, IBDD, S15/25, entré en vigueur le 1er juillet 1968
Convention de Vienne	*Convention de Vienne sur le droit des traités*, faite à Vienne le 23 mai 1969, 1155 UNTS 331; 8 International Legal Materials 679
Critères MET	Critères relatifs à l'octroi du traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché
Document général pour la divulgation	European Commission, Anti-dumping proceeding concerning imports of certain iron or steel fasteners originating in the People's Republic of China, Proposal to impose definitive measures, 3 November 2008) (pièce CHN-18 présentée au Groupe spécial)
Document d'information	European Commission, Anti-dumping proceeding concerning imports of certain iron or steel fasteners originating in the People's Republic of China, Non-imposition of provisional anti-dumping measures, 4 August 2008 (pièce CHN-17 présentée au Groupe spécial)
Fournisseurs IT	Fournisseurs des économies autres que de marché qui sont admis à bénéficier du traitement individuel
GATT de 1994	*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994*
IT	Traitement individuel
Mémorandum d'accord	*Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends*
NME	Économie autre que de marché
NPF	Nation la plus favorisée
NRP	Numéro de référence du produit
OMC	Organisation mondiale du commerce
ORD	Organe de règlement des différends
Procédures de travail	Procédures de travail pour l'examen en appel, WT/AB/WP/6, 16 août 2010
Protocole d'accession de la Chine	Protocole d'accession de la République populaire de Chine, WT/L/432
Rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine	Rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine, WT/ACC/CHN/49
Rapport du Groupe spécial	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Mesures antidumping définitives visant certains éléments de fixation en fer ou en acier en provenance de Chine*, WT/DS397/R

Abréviation	Description
Règlement antidumping de base	Règlement (CE) n° 1225/2009 du Conseil du 30 novembre 2009, relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de la Communauté européenne, *Journal officiel de l'Union européenne*, série L, n° 343 (22 décembre 2009) 51, et rectificatif, *Journal officiel de l'Union européenne*, série L, n° 7 (12 janvier 2010) 23 (pièce CHN-3 présentée au Groupe spécial)
Règlement définitif	Règlement (CE) n° 91/2009 du Conseil du 26 janvier 2009 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de certains éléments de fixation en fer ou en acier originaires de la République populaire de Chine, *Journal officiel de l'Union européenne*, série L, n° 29 (31 janvier 2009) 1 (pièce CHN-4 présentée au Groupe spécial)

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE
ORGANE D'APPEL

Communautés européennes[1] **– Mesures antidumping définitives visant certains éléments de fixation en fer ou en acier en provenance de Chine**

Union européenne, *appelant/intimé*
Chine, *intimé/autre appelant*

Brésil, *participant tiers*
Canada, *participant tiers*
Chili, *participant tiers*
Colombie, *participant tiers*
États-Unis, *participant tiers*
Inde, *participant tiers*
Japon, *participant tiers*
Norvège, *participant tiers*
Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, *participant tiers*
Thaïlande, *participant tiers*
Turquie, *participant tiers*

AB-2011-2

Présents:

Oshima, Président de la section
Hillman, membre
Unterhalter, membre

I. Introduction

1. L'Union européenne et la Chine font toutes deux appel de certaines questions de droit et interprétations du droit figurant dans le rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Mesures antidumping définitives visant certains éléments de fixation en fer ou en acier en provenance*

[1] Le présent différend a commencé avant l'entrée en vigueur du *Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne* et du *Traité instituant la Communauté européenne* (fait à Lisbonne le 13 décembre 2007) le 1er décembre 2009. Le 29 novembre 2009, l'Organisation mondiale du commerce a reçu une note verbale (WT/L/779) du Conseil de l'Union européenne et de la Commission des Communautés européennes indiquant que, en vertu du *Traité de Lisbonne*, à compter du 1er décembre 2009, l'"Union européenne" se substitue et succède à la "Communauté européenne". Le 13 juillet 2010, l'Organisation mondiale du commerce a reçu une deuxième note verbale (WT/Let/679) du Conseil de l'Union européenne confirmant que, avec effet à compter du 1er décembre 2009, l'Union européenne a remplacé la Communauté européenne et a assumé tous les droits et obligations de la Communauté européenne en ce qui concerne tous les Accords dont le Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce est le dépositaire et auxquels la Communauté européenne participe en tant que signataire ou partie contractante. Nous comprenons la référence à la "Communauté européenne" figurant dans les notes verbales comme une référence aux "Communautés européennes". L'Union européenne a demandé au Groupe spécial de remplacer le nom "Communautés européennes" par "Union européenne" dans le titre de l'affaire, mais le Groupe spécial a décidé de ne pas procéder à cette modification parce que les demandes de consultations et d'établissement d'un groupe spécial avaient toutes les deux été présentées par la Chine avant le 1er décembre 2009 et faisaient référence aux Communautés européennes, tout comme la décision de l'ORD portant établissement du Groupe spécial. Toutefois, toutes les communications des parties ont été présentées au Groupe spécial après cette date et font référence à l'Union européenne et le Groupe spécial a formulé ses constatations en se référant à l'Union européenne. (Rapport du Groupe spécial, paragraphes 6.4 et 6.5) Dans le présent rapport, nous nous référons aussi à l'Union européenne.

de Chine (le "rapport du Groupe spécial").[2] Le Groupe spécial a été établi le 23 octobre 2009 pour examiner une plainte de la Chine concernant la compatibilité "en tant que tel" de l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil du 22 décembre 1995 relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de la Communauté européenne, tel qu'il a été modifié[3], avec l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (l'"*Accord antidumping*"), l'"*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (le "GATT de 1994") et l'"*Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce* (l'"*Accord sur l'OMC*"), et la compatibilité de cette mesure, "telle qu'appliquée" dans l'enquête sur les éléments de fixation, avec l'*Accord antidumping*; et la compatibilité du Règlement (CE) n° 91/2009 du Conseil du 26 janvier 2009 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de certains éléments de fixation en fer ou en acier originaires de la République populaire de Chine (le "Règlement définitif")[4] avec l'*Accord antidumping*. Le Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil a ensuite été abrogé et remplacé par le Règlement (CE) n° 1225/2009 du Conseil du 30 novembre 2009 et les communications de la Chine au Groupe spécial portaient sur ce dernier Règlement (le "Règlement antidumping de base").[5]

2. Devant le Groupe spécial, la Chine contestait la compatibilité de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, "en tant que tel", avec les articles 6.10, 9.2, 9.3, 9.4 et 18.4 de l'*Accord antidumping*, des articles I:1 et X:3 a) du GATT de 1994 et de l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC*, parce qu'il exigeait des exportateurs de pays à économie autre que de marché qu'ils satisfassent à certains critères pour pouvoir bénéficier de marges de dumping individuelles et de taux de droits individuels. La Chine contestait aussi l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, "tel qu'appliqué" dans l'enquête sur les éléments de fixation, au titre des articles 6.10, 9.2 et 9.4 de l'*Accord antidumping*. En outre, la Chine contestait divers aspects de fond et aspects procéduraux du Règlement définitif, imposant des droits antidumping dans l'enquête sur les éléments de fixation, au titre des articles 2, 3, 4, 5, 6 et 12 de l'*Accord antidumping*. Ces aspects comprenaient les déterminations de la Commission concernant la représentativité, la définition de la branche de production nationale, le produit considéré, l'existence d'un dumping et la sous-cotation du prix, le volume et l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping et, enfin, le lien de causalité. S'agissant de la procédure, les contestations formulées par la Chine portaient sur la divulgation, par la

[2] WT/DS397/R, 3 décembre 2010.
[3] *Journal officiel des Communautés européennes*, série L, n° 56 (6 mars 1996) 2 (pièce CHN-1 présentée au Groupe spécial).
[4] *Journal officiel de l'Union européenne*, série L, n° 29 (31 janvier 2009) 1 (pièce CHN-4 présentée au Groupe spécial).
[5] *Journal officiel de l'Union européenne*, série L, n° 343 (22 décembre 2009) 51, et rectificatif, *Journal officiel de l'Union européenne*, série L, n° 7 (12 janvier 2010) 23 (pièce CHN-3 présentée au Groupe spécial).

Commission, de renseignements pertinents pour l'enquête, le traitement des renseignements confidentiels et les aspects procéduraux des allégations concernant le traitement individuel.

3. Le rapport du Groupe spécial a été distribué aux Membres de l'Organisation mondiale du commerce (l'"OMC") le 3 décembre 2010. Pour les raisons exposées dans son rapport, le Groupe spécial a formulé les constatations ci-après.

Le Groupe spécial a constaté que les allégations suivantes ne relevaient pas de son mandat:

a) l'allégation au titre de l'article 2.6 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne la définition du produit similaire;

b) l'allégation au titre de l'article 6.9 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne la non-divulgation alléguée de certains aspects de la détermination de la valeur normale; et

c) l'allégation au titre de l'article 6.9 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne les aspects procéduraux de la définition de la branche de production nationale.

Le Groupe spécial a constaté que l'Union européenne avait agi d'une manière incompatible avec:

a) les articles 6.10, 9.2 et 18.4 de l'*Accord antidumping*, l'article I:1 du GATT de 1994 et l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC* en ce qui concerne l'article 9 5) du Règlement antidumping de base;

b) les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne les déterminations relatives au traitement individuel dans l'enquête sur les éléments de fixation;

c) l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne le volume des importations faisant l'objet d'un dumping examiné dans l'enquête sur les éléments de fixation;

d) l'article 3.1 et 3.5 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne l'analyse du lien de causalité dans l'enquête sur les éléments de fixation;

e) l'article 6.4 et 6.2 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne certains aspects de la détermination de la valeur normale;

f) l'article 6.5.1 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne les versions non confidentielles des réponses au questionnaire de deux producteurs européens et l'article 6.5 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne le traitement confidentiel des renseignements figurant dans la réponse au questionnaire du producteur indien;

g) l'article 6.5 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne le traitement confidentiel des données d'Eurostat sur la production totale d'éléments de fixation de l'UE; et

h) l'article 6.5 de l'*Accord antidumping* du fait qu'elle a divulgué des renseignements confidentiels.

Le Groupe spécial a constaté que la Chine n'avait pas établi que l'Union européenne avait agi d'une manière incompatible avec:

a) l'article 5.4 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne la détermination de la représentativité dans l'enquête sur les éléments de fixation;

b) les articles 4.1 et 3.1 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne la définition de la branche de production nationale dans l'enquête sur les éléments de fixation;

c) l'article 2.1 et 2.6 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne le produit considéré dans l'enquête sur les éléments de fixation;

d) l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dumping dans l'enquête sur les éléments de fixation;

e) l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne la détermination de la sous-cotation du prix dans l'enquête sur les éléments de fixation;

f) l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne le fait d'avoir considéré les importations en provenance des producteurs et exportateurs non inclus dans l'échantillon/non examinés comme faisant l'objet d'un dumping dans l'enquête sur les éléments de fixation;

g) l'article 3.1 et 3.4 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne l'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale;

h) l'article 6.5, 6.4 et 6.2 de l'*Accord antidumping* relativement à la non-divulgation de l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte;

i) l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne le traitement confidentiel des données d'Eurostat sur la production totale d'éléments de fixation de l'UE;

j) l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne les aspects procéduraux de la définition de la branche de production nationale; et

k) l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne le délai accordé pour répondre aux demandes de renseignements.

Le Groupe spécial a appliqué le principe d'économie jurisprudentielle pour ce qui concerne les allégations de la Chine au titre de:

a) l'article 9.3 et 9.4 de l'*Accord antidumping* et de l'article X:3 a) du GATT de 1994 en ce qui concerne l'article 9 5) du Règlement antidumping de base;

b) l'article 9.4 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne les déterminations relatives au traitement individuel dans l'enquête sur les éléments de fixation;

c) l'article 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne le volume des importations faisant l'objet d'un dumping examiné dans l'enquête sur les éléments de fixation;

d) l'article 6.5.1 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne la réponse au questionnaire du producteur indien;

e) l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne les versions non confidentielles des réponses au questionnaire de deux producteurs européens et le traitement confidentiel des renseignements figurant dans la réponse au questionnaire du producteur indien; et

f) l'article 12.2.2 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne les aspects procéduraux des déterminations relatives au traitement individuel.

4. Le 25 mars 2011, l'Union européenne a notifié à l'Organe de règlement des différends (l'"ORD") son intention de faire appel de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci, conformément aux articles 16:4 et 17 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "Mémorandum d'accord") et a déposé une déclaration d'appel[6] ainsi qu'une communication en tant qu'appelant conformément aux règles 20 et 21, respectivement, des *Procédures de travail pour l'examen en appel* (les "*Procédures de travail*").[7]

5. Le 30 mars 2011, la Chine a notifié à l'ORD son intention de faire appel de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci, conformément aux articles 16:4 et 17 du Mémorandum d'accord et a déposé une déclaration d'un autre appel[8] ainsi qu'une communication en tant qu'autre appelant conformément à la règle 23 1) et à la règle 23 3), respectivement, des *Procédures de travail.* Le 12 avril 2011, l'Union européenne et la Chine ont chacune déposé une communication en tant qu'intimé.[9] Le 15 avril 2011, le Brésil, la Colombie, les États-Unis et le Japon ont chacun déposé une communication en tant que participant tiers.[10] Le même jour, le Canada, le Chili, l'Inde, la Norvège, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu et la Thaïlande ont chacun notifié leur intention de comparaître à l'audience en tant que participant tiers.[11] Le 18 avril 2011, la Turquie a notifié son intention de comparaître à l'audience en tant que participant tiers.[12]

6. L'audience d'appel a eu lieu du 4 au 6 mai 2011. Les participants et six des participants tiers (Brésil, Colombie, États-Unis, Inde, Japon et Norvège) ont fait des déclarations orales.[13] Les

[6] WT/DS397/7 (jointe en tant qu'annexe 1 au présent rapport).
[7] WT/AB/WP/6, 16 août 2010.
[8] WT/DS397/8 (jointe en tant qu'annexe II au présent rapport).
[9] Conformément aux règles 22 et 23 4) des *Procédures de travail*.
[10] Conformément à la règle 24 1) des *Procédures de travail*.
[11] Conformément à la règle 24 2) des *Procédures de travail*.
[12] Conformément à la règle 24 4) des *Procédures de travail*.
[13] La Turquie a formulé des remarques finales à l'audience.

participants et les participants tiers ont répondu aux questions posées par les membres de la section de l'Organe d'appel connaissant de l'appel.

II. Arguments des participants et des participants tiers

A. *Allégations d'erreur formulées par l'Union européenne – Appelant*

1. Constatations du Groupe spécial concernant l'article 9 5) du Règlement antidumping de base "en tant que tel"

7. L'Union européenne fait valoir que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec les articles 6.10, 9.2 et 18.4 de l'*Accord antidumping*, l'article I:1 du GATT de 1994 et l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC*[14], et demande à l'Organe d'appel d'infirmer ces constatations du Groupe spécial.[15]

a) Champ d'application de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base

8. L'Union européenne allègue que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base concernait non seulement l'imposition de droits antidumping, mais aussi le calcul des marges de dumping, et qu'il a fait erreur dans l'application de l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* lorsqu'il a constaté que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était, "en tant que tel", incompatible avec cette disposition. L'Union européenne soutient donc que la constatation, par le Groupe spécial, de l'existence d'une incompatibilité avec l'article 6.10 reposait sur une conception erronée du champ d'application de l'article 9 5), puisque l'article 6.10 traite de la détermination des marges de dumping, tandis que l'article 9 5) concerne l'imposition de droits antidumping.[16] L'Union européenne demande à l'Organe d'appel d'infirmer ces constatations du Groupe spécial.[17]

9. L'Union européenne fait valoir que, bien que le Groupe spécial ait considéré que le sens de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était une "question de fait", cette erreur peut être examinée par l'Organe d'appel puisque l'examen par un groupe spécial du droit interne d'un Membre de l'OMC en vue de déterminer si ce Membre s'est conformé à ses obligations dans le cadre de l'OMC

[14] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 14.
[15] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 227.
[16] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 88.
[17] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 110.

constitue une qualification juridique par le groupe spécial, qui peut faire l'objet d'un examen en appel au titre de l'article 17:6 du Mémorandum d'accord.[18]

10. Selon l'Union européenne, un examen de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base tel qu'il est libellé, fondé sur son texte et dans le contexte d'autres articles du Règlement antidumping de base, montre que l'article 9 5) porte exclusivement sur l'imposition de droits antidumping.[19] L'Union européenne soutient que, l'allégation de la Chine étant une allégation "en tant que tel", tout désaccord entre les parties au sujet de la portée de la mesure en cause aurait dû être résolu par un examen de l'article 9 5) tel qu'il est libellé. Étant donné que le texte de l'article 9 5) indique clairement que, telle qu'elle est libellée, cette disposition a trait uniquement à l'imposition de droits antidumping individuels ou à l'échelle nationale, de l'avis de l'Union européenne, le Groupe spécial aurait dû mettre un terme à son examen du champ d'application de l'article 9 5) à ce stade. L'Union européenne ajoute que, lorsque l'article 9 5) est lu dans le contexte d'autres dispositions du Règlement antidumping de base, la conclusion à laquelle l'on parvient concernant son sens et sa teneur est la même.[20]

11. L'Union européenne allègue que le Groupe spécial a fait erreur en concluant que rien dans les autres articles du Règlement antidumping de base cités par l'Union européenne "ne concern[ait] la question de savoir si une marge individuelle ser[ait] ou non calculée pour un producteur ou exportateur étranger", et affirme que d'autres dispositions du Règlement antidumping de base traitent directement ou indirectement de la question liminaire distincte de la détermination de marges de dumping individuelles. L'Union européenne fait référence: à l'article 2 7) du Règlement antidumping de base, qui détermine si les fournisseurs devraient bénéficier du traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché ("traitement MET") et si des marges de dumping individuelles seront calculées pour ces fournisseurs; à l'article 11 4) du Règlement antidumping de base, qui exige le calcul de marges de dumping individuelles dans le contexte des réexamens effectués pour les nouveaux exportateurs; et à l'article 11 8) du Règlement antidumping de base, qui exige l'établissement de marges de dumping sur une base individuelle dans le contexte des procédures de remboursement.[21] Selon l'Union européenne, les nombreuses références, dans le Règlement antidumping de base, à la détermination de marges de dumping individuelles sont logiques vu l'obligation énoncée à l'article 9 4) de fixer le plafond du montant des droits antidumping par, entre autres choses, référence à la marge de dumping établie. C'est donc l'article 9 4) qui indique que les

[18] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 89 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits*, paragraphe 105; et aux rapports de l'Organe d'appel *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 225).
[19] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 90.
[20] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 95.
[21] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 96.

autorités de l'Union européenne devraient calculer une marge de dumping individuelle par fournisseur.[22]

12. L'Union européenne soutient par ailleurs que le fonctionnement de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base dans le contexte des enquêtes antidumping confirme que cette disposition traite spécifiquement de l'imposition de droits antidumping. L'Union européenne explique que l'article 9 5) sert à identifier le fournisseur pertinent dans le contexte d'importations en provenance d'économies autres que de marché ("NME") (c'est-à-dire un fournisseur indépendant ou l'État et les entités exportatrices qui sont liées à l'État ou contrôlées par lui) et que les autres règles pertinentes permettent de déterminer le taux de droit approprié pour les fournisseurs bénéficiant d'un traitement individuel ("IT") et ceux qui n'en bénéficient pas. La constatation du Groupe spécial, selon laquelle l'article 9 5) détermine s'il sera établi une marge de dumping individuelle ou une marge applicable à l'échelle nationale pour un exportateur NME, ne tient pas compte du fait que la détermination de la marge de dumping pour un fournisseur admis à bénéficier d'une marge de dumping individuelle découle de la règle énoncée à l'article 9 4) du Règlement antidumping de base, dont la Chine n'a pas indiqué qu'elle était la mesure en cause dans le présent différend.[23] De plus, selon l'Union européenne, un droit individuel n'est pas automatiquement fondé sur une marge de dumping individuelle, qui sert de plafond pour le montant du droit antidumping.[24]

13. Enfin, l'Union européenne soutient que, même si la détermination de l'existence d'un dumping et l'imposition de droits sont des questions étroitement liées, cela ne veut pas dire que l'article 9 5), qui traite spécifiquement de l'imposition de droits antidumping, couvre aussi par implication toutes autres questions liées pouvant en découler par suite de son fonctionnement. L'Union européenne souligne que cette approche devrait être rejetée, en particulier dans le cas des allégations "en tant que tel".[25]

b) Article 6.10 de l'*Accord antidumping*

14. L'Union européenne allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* et ne s'est pas conformé à l'article 11 du Mémorandum d'accord en constatant que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* parce qu'il subordonnait le calcul de marges

[22] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 97.
[23] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 104.
[24] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 105.
[25] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 107.

de dumping individuelles pour les producteurs NME au respect des IT.[26] L'Union européenne demande à l'Organe d'appel d'infirmer cette constatation du Groupe spécial.[27]

15. L'Union européenne soutient que la première phrase de l'article 6.10 n'impose pas l'obligation absolue de déterminer des marges de dumping individuelles. L'expression "en règle générale" insérée avant le futur "détermineront" indique que l'obligation n'est qu'un principe général et non une obligation stricte à laquelle il convient de se conformer quelles que soient les circonstances et quoi qu'il arrive.[28] L'article 6.10 ne devrait pas être lu comme étant structuré à la manière d'une "règle/exception unique"; cet article établit plutôt une préférence pour la détermination de marges de dumping individuelles et mentionne ensuite une situation positive (l'échantillonnage) dans laquelle cette préférence "peut" ne pas être suivie.[29] Selon l'Union européenne, il n'y a aucun lien direct entre le principe général énoncé dans la première phrase et la possibilité de procéder à un échantillonnage énoncée dans la deuxième phrase de l'article 6.10.

16. L'Union européenne fait observer que de précédents groupes spéciaux ont interprété l'article 6.10 d'une manière plus souple que le présent Groupe spécial, c'est-à-dire comme n'exigeant pas dans tous les cas le calcul de marges de dumping individuelles pour chaque exportateur ou producteur connu. L'Union européenne fait référence au Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, qui a interprété les termes "exportateur … ou producteur" figurant à l'article 6.10 comme permettant de regrouper des entités distinctes pour constituer un fournisseur unique qui est la "source réelle de la discrimination par les prix".[30] L'Union européenne fait aussi référence au Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, qui a constaté que les termes "exportateur … ou producteur" figurant à l'article 6.10 signifiaient que l'autorité chargée de l'enquête pouvait calculer les marges de dumping en se fondant sur le comportement du producteur en matière de fixation des prix, en dépit de l'existence d'un exportateur connu pour le produit faisant l'objet de l'enquête.[31]

17. Selon l'Union européenne, le fait que la première phrase de l'article 6.10 ne contient pas de règle stricte, comme l'a constaté le Groupe spécial, est encore étayé par l'existence d'autres situations dans lesquelles la préférence n'a pas à être suivie. L'Union européenne donne en particulier les exemples suivants: 1) un exportateur ou un producteur qui ne coopère pas, pour lequel la marge de dumping est calculée sur la base des données de fait disponibles, conformément à l'article 6.8 de

[26] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 112.
[27] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 157.
[28] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 114.
[29] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 117.
[30] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 120 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, paragraphe 7.161).
[31] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 121 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.178).

l'*Accord antidumping*; 2) un exportateur qui exporte le produit d'un autre fournisseur (simple "négociant") et auquel on attribue la marge de dumping du fournisseur véritable; 3) la situation dans laquelle le véritable producteur du produit concerné ne peut pas être identifié; 4) la situation dans laquelle l'autorité chargée de l'enquête doit calculer une marge de dumping unique, sur la base d'une valeur normale et d'un prix à l'exportation construits car les renseignements dont elle dispose sont insuffisants; et 5) un producteur connu, lié à un exportateur ou à un producteur déjà assujetti à des droits antidumping, qui n'a pas exporté le produit pendant la période couverte par l'enquête et qui n'aurait pas droit à une marge de dumping individuelle dans l'enquête ou dans le contexte d'un réexamen conformément à l'article 9.5 de l'*Accord antidumping*.

18. L'Union européenne fait observer que le Groupe spécial a rejeté ces exemples au motif qu'ils étaient directement fondés sur d'autres dispositions de l'*Accord antidumping*, et qu'"à ce titre", ils ne pouvaient pas être considérés même potentiellement comme des exceptions à l'obligation de calculer des marges de dumping individuelles, mais qu'ils devaient plutôt être considérés comme des droits et obligations spécifiques par ailleurs prévus dans l'*Accord antidumping*. L'Union européenne soutient que, en agissant de la sorte, le Groupe spécial n'a pas tenu compte des principes fondamentaux d'interprétation des traités, puisque, si d'autres dispositions de l'*Accord antidumping* (comme l'article 6.8) permettent directement et expressément de déroger à la "règle impérative" énoncée dans la première phrase de l'article 6.10, la seule conclusion à laquelle celui qui interprète le traité peut aboutir est que l'article 6.10 ne peut pas être interprété d'une manière aussi rigide.[32] L'Union européenne estime que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base porte sur une situation autre que l'échantillonnage, dans laquelle la préférence exprimée à l'article 6.10 n'a pas à être suivie. Par conséquent, l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est, "en tant que tel", compatible avec l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*.

19. L'Union européenne allègue que, même à supposer que l'article 6.10 soit considéré comme énonçant une règle stricte qui exige que l'on détermine des marges de dumping individuelles pour chaque exportateur ou producteur connu, le Groupe spécial a fait erreur dans son application de l'article 6.10 puisqu'il n'a pas tenu compte du fait que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base avait pour objet d'identifier le fournisseur qui était la source réelle de la discrimination par les prix dans le contexte des importations en provenance de NME. À cet égard, l'Union européenne soutient que le but des critères IT est de déterminer si l'État et les entités qui n'agissent pas indépendamment de l'État devraient être traités comme un fournisseur unique.[33]

[32] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 122.
[33] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 137.

20. L'Union européenne se fonde sur les constatations du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, qui, selon elle, étayent l'idée que, aux fins de la détermination de marges de dumping individuelles, l'article 6.10 autorise les autorités chargées de l'enquête à déterminer que deux exportateurs ou producteurs ou plus font partie de la même entité.[34] L'Union européenne ajoute que "[r]ien dans l'*Accord antidumping* ne vient étayer l'idée que le Groupe spécial *Corée – Certains papiers* a étudié toute la gamme des relations existant entre des entités distinctes pour qu'elles soient considérées comme une entité unique". Selon l'Union européenne, l'*Accord antidumping* contient des dispositions où, directement ou indirectement, la relation entre deux entités distinctes est pertinente.[35]

21. L'Union européenne fait valoir que la détermination de marges de dumping individuelles pour chacune des entités juridiques, que celles-ci soient ou non *de jure* ou *de facto* liées les unes aux autres, serait contraire à l'objet et au but de l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*. Les autorités chargées de l'enquête devraient être autorisées à déterminer une marge de dumping pour des sociétés liées dans leur ensemble ou pour des sociétés qui, du fait de la relation étroite qui existe entre elles, se comportent sur le marché comme une entité unique.[36]

22. L'Union européenne souligne que le but de l'imposition et du recouvrement des droits antidumping est de cibler la source de la discrimination par les prix et qu'une identification correcte de l'exportateur ou producteur unique dans le cas où il existe plusieurs sociétés liées permet l'imposition de droits antidumping sur la source réelle de la discrimination par les prix. De l'avis de l'Union européenne, l'identification de la source réelle de la discrimination par les prix et l'application d'un taux de droit unique dans le cas de fournisseurs non-IT éviteraient un contournement potentiel et un dumping additionnel, qui pourraient se produire si des sociétés liées pouvaient faire passer les exportations par le fournisseur soumis au taux de droit le plus faible.[37]

23. L'Union européenne fait valoir que le critère de l'article 9 5) prend en compte non seulement des éléments qui démontrent l'existence d'une intervention ou d'un contrôle direct ou *de jure* de la part de l'État, mais aussi d'autres éléments qui limitent indirectement et *de facto* la capacité de l'exportateur à agir indépendamment de l'intervention de l'État. Contrairement à ce qu'a constaté le Groupe spécial, l'Union européenne soutient que l'article 9 5) ne se rapporte pas seulement au rôle joué par l'État dans la gestion des affaires dans un pays donné, mais qu'il vise également à déterminer s'il existe une relation étroite entre des entités juridiques distinctes et l'État dans les NME. Ainsi, le raisonnement du Groupe spécial *Corée – Certains papiers* est pleinement applicable à l'article 9 5), sachant que

[34] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 139.
[35] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 140.
[36] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 141.
[37] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 142.

l'objectif des critères IT est d'identifier la source réelle de la discrimination par les prix, c'est-à-dire le fournisseur unique du produit concerné, en raison de l'existence d'une relation étroite.[38]

24. Selon l'Union européenne, alors que, dans le cas des pays à économie de marché – comme le Groupe spécial *Corée – Certains papiers* l'a établi –, la relation étroite entre des entités juridiques distinctes doit être examinée au cas par cas, dans les NME, comme le rôle de l'État est différent de celui que joue l'État dans les pays à économie de marché, la présomption du contrôle de l'État est la règle générale. Par conséquent, selon l'Union européenne, le raisonnement du Groupe spécial *Corée – Certains papiers* s'applique pleinement dans le cas des importations en provenance de NME, à commencer par la présomption que tous les producteurs et exportateurs NME sont, en fait, des services de l'État. Les critères IT sont alors appliqués pour déterminer si chaque producteur ou exportateur, pris individuellement, peut démontrer qu'il agit indépendamment de l'État.[39]

25. L'Union européenne soutient en outre que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord parce qu'il n'a pas tenu compte des éléments de preuve présentés par l'Union européenne concernant la nature des NME et la situation de la Chine en tant que NME, et n'a pas non plus tenu compte du fait que le Protocole d'accession de la République populaire de Chine ("Protocole d'accession de la Chine")[40] conférait à l'Union européenne le droit de traiter la Chine comme une NME jusqu'en 2016. Selon l'Union européenne, ces éléments de preuve, qui n'ont pas été contestés par la Chine, viennent étayer la présomption sous-tendant l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, qui veut que tous les producteurs et exportateurs NME constituent avec l'État une entité unique. Toutefois, de l'avis de l'Union européenne, le Groupe spécial a ignoré ces éléments de preuve sans donner d'explications motivées et adéquates pour justifier sa conclusion[41] et a simplement indiqué qu'il n'était pas convaincu par cet argument et que l'Union européenne n'avait pas invoqué de fondement juridique qui l'aurait étayé.

26. Enfin, l'Union européenne allègue que le Groupe spécial a fait erreur en se fondant sur le fait que l'Union européenne appliquait un critère semblable à celui qui avait été appliqué dans l'affaire *Corée – Certains papiers* "en plus" du critère IT. L'Union européenne fait observer que son argument n'était pas que les deux critères étaient identiques, mais, plutôt, que la relation entre les fournisseurs non-IT et l'État "était similaire" à la relation dont le Groupe spécial *Corée – Certains papiers* avait constaté l'existence entre plusieurs entités juridiquement distinctes produisant le produit visé par l'enquête, pour lesquelles les autorités coréennes avaient calculé une marge unique, les traitant ainsi

[38] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 148.
[39] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 150.
[40] WT/L/432, 23 novembre 2001.
[41] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 154.

comme un producteur unique. À cet égard, l'Union européenne fait valoir que l'application des deux critères est dénuée de pertinence pour la question de savoir si l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est compatible avec l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*.[42]

c) Article 9.2 de l'Accord antidumping

27. L'Union européenne allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 9.2 de l'*Accord antidumping* et a agi en violation de l'article 11 du Mémorandum d'accord lorsqu'il a conclu que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était contraire à l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*, et elle demande à l'Organe d'appel d'infirmer cette constatation du Groupe spécial.[43]

28. L'Union européenne allègue que, comme l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*, l'article 9.2 n'énonce pas de règle impérative concernant l'imposition de droits antidumping, mais plutôt un principe ou une préférence. Elle fait valoir que l'article 9.2 reflète une approche à l'échelle du produit et à l'échelle du pays en ce qu'il fait référence à l'imposition d'un droit antidumping sur un "produit", et non sur une société.[44] L'Union européenne soutient que le fait que l'article 9.2 fait référence aux importations, de quelque source qu'elles proviennent, dont il aura été constaté qu'elles font l'objet d'un dumping et qu'elles causent un *dommage* est particulièrement important, puisque le dommage est un concept à l'échelle du pays, et non pas un concept propre à chaque société.[45]

29. L'Union européenne soutient donc que, contrairement à l'interprétation donnée par le Groupe spécial, l'article 9.2 n'impose pas l'obligation d'accorder un traitement individuel aux exportateurs ou aux producteurs ni de leur imposer des droits antidumping individuels. L'article 9.2 énonce simplement l'obligation de préciser le nom des exportateurs ou des producteurs lorsque cela est réalisable. Cette disposition qui, selon l'Union européenne, peut servir à distinguer entre les exportateurs ou producteurs inclus dans l'enquête antidumping et les nouveaux exportateurs ou producteurs qui peuvent demander un réexamen conformément à l'article 9.5 de l'*Accord antidumping*.[46]

30. L'Union européenne soutient que le Groupe spécial interprète l'article 9.2 comme prévoyant la même règle générale (droits individuels) et la même exception unique (l'échantillonnage) qu'à

[42] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 155.
[43] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphes 158 et 208.
[44] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 161.
[45] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 162.
[46] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 163.

l'article 6.10, ce qui rendrait l'article 9.2 superflu.[47] L'Union européenne fait valoir que le but de l'imposition de droits antidumping (à savoir de neutraliser ou d'empêcher le dumping) vient également étayer son interprétation selon laquelle l'article 9.2 ne prescrit pas l'imposition de droits antidumping individuels à tous les exportateurs et producteurs connus. À cet égard, l'Union européenne allègue que, dès lors que l'existence d'un dumping a été constatée pour le produit concerné pour ce qui est de certaines sociétés visées par l'enquête, un examen supplémentaire du comportement d'autres entités en matière de prix ne serait pas nécessaire pour imposer des droits antidumping en vue de neutraliser ou d'empêcher le dumping.[48]

31. À supposer que l'article 9.2 de l'*Accord antidumping* énonce une règle stricte prescrivant l'imposition de droits antidumping sur une base individuelle, l'Union européenne estime que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base ne relevait pas de l'exception prévue à la troisième phrase de l'article 9.2, qui ne pourrait être invoquée que lorsque les autorités considèrent que, vu le grand nombre de producteurs impliqués, il ne serait pas réalisable de nommer les exportateurs ou les producteurs individuellement. L'Union européenne est d'avis que, comme l'article 6.10, l'article 9.2 autorise expressément l'imposition de droits à l'échelle nationale dans des cas autres que celui de l'échantillonnage, en particulier lorsqu'il n'est "pas réalisable" de le faire sur une base individuelle, conformément à l'idée que ces dispositions devraient être interprétées d'une manière flexible.[49]

32. L'Union européenne fait observer que l'article 9.4 de l'*Accord antidumping* traite de la situation spécifique de l'imposition de droits antidumping lorsque des échantillons sont utilisés et soutient qu'interpréter l'expression "pas réalisable" figurant à l'article 9.2 comme concernant uniquement l'échantillonnage rendrait l'article 9.4 superflu et inutile.[50]

33. L'Union européenne fait valoir que l'interprétation donnée par le Groupe spécial de l'expression "pas réalisable" figurant à l'article 9.2 est à la fois superflue et trop rigide et que cette expression devrait être interprétée d'une manière flexible.[51] Selon l'Union européenne, la notion "pas réalisable" à l'article 9.2 englobe la notion "inefficace". Cette situation est envisagée à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, qui prévoit l'imposition de droits à l'échelle nationale, lorsque les droits antidumping ne peuvent être imposés sur une base individuelle pour des raisons "pratiques". L'Union européenne explique qu'il ne serait pas efficace d'imposer des droits antidumping individuels à des fournisseurs qui sont tous liés à l'État, puisque l'on pourrait ainsi contourner les droits

[47] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 163.
[48] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 164.
[49] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 168.
[50] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 170.
[51] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 174.

antidumping plus élevés imposés à certains exportateurs, pris individuellement en faisant passer, les exportations par les sociétés pour lesquelles les droits antidumping les plus faibles ont été calculés.[52]

34. L'Union européenne estime que son interprétation de l'exception au traitement individuel des producteurs ou exportateurs envisagée à l'article 9.2 est également confirmée par l'analyse des moyens complémentaires d'interprétation et, en particulier, par l'historique de la négociation et les circonstances de la conclusion de l'*Accord relatif à la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce* issu des Négociations Kennedy (le "*Code antidumping des Négociations Kennedy*").[53] Selon l'Union européenne, l'historique de la négociation et les circonstances de la conclusion de l'article 8 b) du *Code antidumping des Négociations Kennedy* montrent que les négociateurs étaient conscients des problèmes associés à l'imposition de droits antidumping sur les importations en provenance de NME. Ils ont expliqué que les droits antidumping pouvaient être imposés à l'échelle nationale dans les cas où il n'était "pas réalisable" de spécifier des droits antidumping sur une base individuelle. L'Union européenne fait observer qu'aucune limite n'a été imposée à la notion de "caractère irréalisable", qui incluait non seulement les cas dans lesquels les fournisseurs ne pouvaient pas faire l'objet d'un examen individuel parce qu'ils étaient trop nombreux ou parce qu'ils ne s'étaient pas fait connaître ou n'avaient pas pris part à des activités commerciales pendant la période couverte par le réexamen, mais aussi d'autres situations, comme les importations en provenance de NME. La notion de "caractère irréalisable" assurait la flexibilité nécessaire lorsque l'on imposait des droits antidumping pour corriger un dumping dommageable et, en même temps, préservait les droits des autres signataires au moyen de l'obligation de procéder à des remboursements.[54]

35. L'Union européenne allègue par ailleurs que le Groupe spécial a fait erreur en considérant que le fait que l'article 8 et l'article 2 g) avaient été introduits dans le *Code antidumping des Négociations Kennedy* conjointement et pour la première fois était dénué de pertinence. L'Union européenne fait observer que l'article 2 g), qui incorporait la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994, faisait spécifiquement référence à une situation dans laquelle "la détermination de la comparabilité des prix" présentait "des difficultés spéciales" et, de ce fait, à une situation où l'utilisation des méthodes normales pour déterminer l'existence d'un dumping n'était "pas réalisable".[55]

36. L'Union européenne allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans son application de l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*, qui, selon elle, n'exclut pas le fait que l'État peut être considéré

[52] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 187.
[53] IBDD, S15/25, entré en vigueur le 1er juillet 1968.
[54] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 184.
[55] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 182.

comme la source réelle de la discrimination par les prix ou comme un fournisseur unique aux fins de l'imposition de droits antidumping. L'Union européenne fait valoir que les termes "source" et "fournisseurs" qui figurent à l'article 9.2 peuvent également inclure l'État dans les cas où l'État est exportateur ou producteur puisque l'emploi de ces termes implique que les mesures antidumping visent à identifier le fournisseur qui est la source réelle de la discrimination par les prix. Il pourrait s'agir d'un exportateur, d'un producteur, ou d'un groupe de producteurs et/ou exportateurs liés.[56]

37. L'Union européenne fait valoir qu'en rejetant l'idée que, dans les NME, il est possible de présumer que l'État est la source de la discrimination par les prix, le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec les devoirs qui lui incombaient au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord parce qu'il n'avait pas tenu compte des éléments de preuve présentés par l'Union européenne concernant les NME en général et la situation de la Chine en tant que NME et qu'il n'avait pas donné d'explications motivées et adéquates en ce qui concerne ses constatations. Même si le Groupe spécial a déclaré qu'il examinait cette question ailleurs dans ses constatations, l'Union européenne soutient qu'il n'a pas fourni d'explications sur les raisons pour lesquelles on ne pouvait présumer que, dans les NME, l'État était un producteur et la source réelle de la discrimination par les prix. Dans la mesure où le Groupe spécial a examiné cette question dans son rapport, l'Union européenne fait valoir qu'il n'a pas fourni une explication motivée et adéquate en ce qui concerne sa constatation et n'a donc pas procédé à une analyse objective de la question.[57]

38. L'Union européenne allègue que, dans les NME, du fait du contrôle de l'État sur les moyens de production et de son intervention dans l'économie, y compris dans les relations commerciales internationales, toutes les exportations peuvent être considérées comme émanant de l'État, qui peut être tenu pour un fournisseur unique dont le comportement en matière de dumping peut être identifié et traité conformément aux disciplines de l'*Accord antidumping*. L'Union européenne soutient par ailleurs qu'elle a démontré que la Chine était une NME et que, conformément à la section 15 d) du Protocole d'accession de la Chine, elle était en droit de traiter la Chine comme une NME dans une procédure antidumping avec toutes les conséquences que cette détermination supposait.[58]

39. L'Union européenne fait valoir que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base ne servait pas à identifier la source de la discrimination par les prix parce qu'il avait adopté une conception étroite de la notion de "source de discrimination par les prix", qu'il considérait comme se limitant exclusivement à la détermination des prix à l'exportation. De l'avis de l'Union européenne, la source de la discrimination par les prix est à

[56] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 194.
[57] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 195.
[58] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 196.

la fois la détermination des prix à l'exportation et la détermination de la valeur normale, même s'il se peut que les fournisseurs NME ne contrôlent pas réellement la détermination de leur valeur normale. À cet égard, l'Union européenne fait observer que, si les disciplines antidumping tentent de remédier au phénomène de la discrimination par les prix au niveau international, l'article 2.1 de l'*Accord antidumping* n'exige pas qu'il y ait une décision consciente en matière de prix de la part de l'entité concernée, avec l'intention de procéder à un dumping. L'Union européenne fait en outre observer que les critères IT énoncés à l'article 9 5) ne se limitent pas à la détermination des prix à l'exportation, mais visent à identifier si la société ayant présenté une requête agit indépendamment de l'État dans ses activités d'exportation.[59]

40. En résumé, l'Union européenne allègue que l'article 9 5) sert à identifier le fournisseur pertinent dans le contexte d'importations en provenance de NME. Le fournisseur sera un fournisseur individuel s'il peut démontrer qu'il satisfait aux cinq critères IT. Toutefois, si tel n'est pas le cas, cela signifiera que le fournisseur non-IT n'est pas le véritable exportateur ou producteur, mais une entité qui n'agit pas indépendamment de l'État et devrait donc être assujettie au taux de droit applicable à l'échelle nationale imposé au fournisseur véritable.[60]

d) Article I:1 du GATT de 1994

41. L'Union européenne allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation et l'application de l'article I:1 du GATT de 1994 et a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord lorsqu'il a constaté que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec l'obligation NPF énoncée à l'article I:1 du GATT de 1994. L'Union européenne fait valoir qu'elle est en droit d'accorder un traitement formellement différent aux importations en provenance de pays à économie de marché et de NME parce que ces importations sont différentes par nature. L'Union européenne ajoute que les termes "sans condition" figurant à l'article I:1 n'empêchent pas de soumettre l'octroi d'un avantage à certaines conditions dans la mesure où cela n'entraîne pas une discrimination *de facto*.[61]

42. En outre, l'Union européenne allègue que l'avantage allégué accordé aux pays à économie de marché était fondé sur la nature des fournisseurs considérés, et non sur le produit lui-même. L'Union européenne soutient que c'était un "point très important que le Groupe spécial n'avait pas reconnu" car cela voulait dire qu'il n'y avait pas, dans la présente affaire, de discrimination entre produits similaires

[59] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 203.
[60] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 206.
[61] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 212.

provenant de pays différents.[62] L'Union européenne soutient par ailleurs que, en évaluant l'allégation de la Chine au titre de l'article I:1 du GATT de 1994 le Groupe spécial ne s'est pas acquitté de ses devoirs au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord parce qu'il n'a pas examiné les éléments de preuve présentés par l'Union européenne concernant la situation de la Chine en tant que NME. L'Union européenne affirme qu'elle a bien démontré que les pays à économie de marché et les NME étaient, par définition, dans une situation différente et que ces éléments de preuve justifiaient le traitement formellement différent qu'elle accordait aux importations en provenance de Chine.[63] Il en est ainsi, selon l'Union européenne, parce que la situation de la Chine en tant que NME n'a pas été déterminée unilatéralement par l'Union européenne, mais est fondée sur la section 15 d) du Protocole d'accession de la Chine. D'après l'Union européenne, le fait que le Groupe spécial n'a pas examiné ces éléments de preuve est contraire aux obligations qui lui incombent au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.[64]

43. L'Union européenne fait également valoir que le fait qu'au titre de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base les producteurs NME ont la possibilité de démontrer qu'ils sont indépendants de l'État garantit l'absence de discrimination puisque, si un fournisseur remplit les critères IT, il sera traité comme le fournisseur d'un pays à économie de marché.[65] L'Union européenne soutient par ailleurs que le fait que le Règlement antidumping de base répertorie explicitement les NME dont les producteurs seront soumis aux critères IT n'est pas pertinent pour la question de la non-discrimination, puisque cette liste est fondée sur des éléments de preuve indiquant que les pays mentionnés sont dans une même situation économique qui leur permet d'être classés parmi les NME, et que le Règlement confère donc le même traitement à tous les pays de la même catégorie.[66]

44. Enfin, l'Union européenne fait valoir que, même si l'Organe d'appel considérait que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible "en tant que tel" avec l'article I:1 du GATT de 1994, le traitement différent accordé aux importations en provenance de NME serait autorisé par les dispositions de l'*Accord antidumping*. L'Union européenne fait observer que le principe de la *lex specialis* et la *Note interprétative générale relative à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC* indiquent clairement que, lorsqu'il y a conflit entre une disposition de l'*Accord antidumping* et une disposition du GATT de 1994, c'est la première disposition qui devrait prévaloir. À cet égard, l'Union européenne fait valoir qu'il n'y a pas uniquement conflit entre une disposition du GATT de 1994 et une disposition de l'*Accord antidumping* dans les situations où une règle du GATT de 1994

[62] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 213.
[63] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 214.
[64] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 215.
[65] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 217.
[66] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 218.

interdit ce que prescrit une règle de l'*Accord antidumping*; il y a également conflit en cas d'"incompatibilité en ce qui concerne la teneur". Ce scénario inclut les situations dans lesquelles un accord interdit ce qu'un autre autorise. L'Union européenne relève par ailleurs que l'article 9.2 de l'*Accord antidumping* prescrit déjà l'imposition et le recouvrement de droits antidumping sur une base non discriminatoire.[67]

e) Article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC* et article 18.4 de l'*Accord antidumping*

45. En raison de son affirmation selon laquelle le Groupe spécial a constaté à tort que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible "en tant que tel" avec les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping*, l'Union européenne demande aussi à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations du Groupe spécial selon lesquelles elle a agi d'une manière incompatible avec l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC* et l'article 18.4 de l'*Accord antidumping* en n'assurant pas la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec ses obligations au titre des accords pertinents.

2. Constatations du Groupe spécial concernant l'article 9 5) du Règlement antidumping de base "tel qu'appliqué" dans l'enquête sur les éléments de fixation

46. L'Union européenne fait appel de la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, "tel qu'appliqué" dans l'enquête sur les éléments de fixation, est incompatible avec les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping*. Elle fait valoir que, puisque le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible "en tant que tel" avec les dispositions de l'*Accord antidumping*, l'Organe d'appel devrait également infirmer les constatations "tel qu'appliqué" du Groupe spécial concernant les déterminations faites dans l'enquête sur les éléments de fixation.[68]

47. L'Union européenne fait valoir que le Groupe spécial a appliqué la distinction "en tant que tel/tel qu'appliqué" d'une manière mécanique et a noté qu'il y avait des mesures pour lesquelles le résultat jugé incompatible avec les règles de l'OMC "en tant que tel" peut se produire ou non dans un contexte "tel qu'appliqué", suivant la configuration des faits. Elle soutient que, dans de tels cas, il ne peut pas être constaté que la même mesure "telle qu'appliquée" est incompatible avec les règles de l'OMC puisque, en réalité, le résultat ne se produit pas.[69] Elle fait observer que, bien que le Groupe spécial ait constaté que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible "en tant

[67] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 222.
[68] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 228.
[69] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 230.

que tel" avec les dispositions de l'*Accord antidumping* et du GATT de 1994, dans l'enquête sur les éléments de fixation, chacune des cinq sociétés ayant coopéré incluses dans l'échantillon et chacune des sociétés ayant coopéré qui ont fait individuellement l'objet d'un examen ont bénéficié d'un traitement individuel. Ainsi, d'après l'Union européenne, bien que le Groupe spécial ait constaté que l'article 9 5) "en tant que tel" empêchait le résultat que les fournisseurs NME étaient en droit d'obtenir du fait des obligations énoncées dans l'*Accord antidumping* et le GATT de 1994, dans une affaire où toutes les sociétés ayant demandé un traitement individuel bénéficient d'un tel traitement, rien ne permet de constater l'existence d'une incompatibilité "en tant que tel". Selon l'Union européenne, lorsque le Groupe spécial dit qu'il est possible que l'article 9 5) ait eu une incidence sur la participation des exportateurs chinois à l'enquête sur les éléments de fixation et/ou sur la qualité et la quantité des renseignements que ceux-ci ont fournis à la Commission, cela est pure conjecture et n'est pas étayé par des éléments de preuve.[70]

48. L'Union européenne fait valoir que le Groupe spécial a constaté que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base conduisait à un résultat particulier en l'absence des éléments de preuve requis pour justifier une telle conclusion. Selon elle, le Groupe spécial a fait erreur en concluant, après avoir constaté que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible "en tant que tel" avec les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping*, que "pour les mêmes raisons", son application dans le cadre de l'enquête sur les éléments de fixation était aussi incompatible avec ces deux dispositions. Par conséquent, même si l'Organe d'appel devait confirmer la constatation du Groupe spécial concernant l'article 9 5) "en tant que tel" et "tel qu'appliqué", l'Union européenne demande à l'Organe d'appel de modifier le raisonnement du Groupe spécial sur cette question.[71]

3. Constatations du Groupe spécial au titre de l'article 6.4 et 6.2 de l'*Accord antidumping*

49. L'Union européenne demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle elle a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.4 et 6.2 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne certains aspects de la détermination de la valeur normale. Selon elle, le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'article 6.4 et 6.2 exigeait de la Commission qu'elle divulgue la détermination factuelle de la manière dont elle avait regroupé les types de produits afin de déterminer la valeur normale. L'Union européenne soutient également que le Groupe spécial a formulé une constatation de violation de l'article 6.2 purement corollaire qui est incorrecte, étant donné les failles dans la constatation du Groupe spécial au titre de l'article 6.4. De plus, elle fait observer que le

[70] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 231.
[71] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 232.

Groupe spécial n'a pas tenu compte dans ses constatations de fait, de certains éléments de preuve importants versés au dossier, et a donc agi en violation de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

a) "Renseignements" assujettis aux obligations énoncées à l'article 6.4 et 6.2 de l'*Accord antidumping*

50. L'Union européenne allègue que le Groupe spécial a fait erreur lorsqu'"il a effectivement constaté que l'article 6.4 et 6.2 imposait aux autorités de l'UE chargées de l'enquête d'avoir divulgué la manière dont elles avaient décidé de regrouper les types de produits aux fins de la détermination de la valeur normale, avant la divulgation des faits essentiels, et dans le cadre de leur obligation de ménager l'accès au dossier inscrite à l'article 6.4."[72] Elle estime qu'une telle détermination factuelle des autorités chargées de l'enquête ne correspond pas au type de renseignements visés par l'obligation énoncée à l'article 6.4 de l'*Accord antidumping*. En fait, elle soutient que c'était simplement une détermination factuelle essentielle qui avait été divulguée à la fin de l'enquête sur les éléments de fixation dans le Document général pour la divulgation final[73], conformément à l'article 6.9 de l'*Accord antidumping*. L'Union européenne pose en principe qu'une interprétation adéquate du terme "renseignements" figurant à l'article 6.4, prenant en considération le contexte de l'article 6 dans son ensemble, étaye l'idée que les déterminations factuelles des autorités chargées de l'enquête ne sont pas assujetties à l'obligation énoncée à l'article 6.4.

51. L'Union européenne soutient que le terme "renseignements", lu à la lumière de la succession de droits et obligations exposés dans les divers paragraphes de l'article 6.1 à 6.8 de l'*Accord antidumping* renvoie à la connaissance des faits tels qu'ils ont été communiqués par les parties intéressées ou recueillis par les autorités chargées de l'enquête. Faisant référence aux constatations des Groupes spéciaux *Corée – Certains papiers*, *Corée – Certains papiers (article 21:5 – Indonésie)* et *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (article 21:5 – Argentine)*, l'Union européenne soutient que le terme "renseignements", tel qu'il est employé à l'article 6.4, concerne des faits et des "données brutes", plutôt qu'un "raisonnement", des déterminations factuelles ou des conclusions des autorités chargées de l'enquête.[74] Par ailleurs, elle estime que son point de vue est confirmé par les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE –*

[72] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 248.

[73] Le Document général pour la divulgation (European Commission, Anti-dumping proceeding concerning imports of certain iron or steel fasteners originating in the People's Republic of China, Proposal to impose definitive measures, 3 November 2008) (pièce CHN-18 présentée au Groupe spécial) était le document final pour la divulgation avant que la Commission ne publie le Règlement définitif.

[74] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphes 252 (citant le rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers (article 21:5 – Indonésie)*, paragraphe 6.82) et 253 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, paragraphe 7.199; et au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (article 21:5 – Argentine)*, paragraphe 7.124).

Accessoires de tuyauterie, qui "a assimilé" le terme "renseignements" figurant à l'article 6.4 à des faits, éléments de preuve ou données brutes qui n'avaient pas été divulgués aux parties intéressées.[75]

52. L'Union européenne soutient qu'une suite logique d'événements et de droits et obligations correspondants transparaît dans les différents paragraphes et alinéas de l'article 6 de l'*Accord antidumping*. En particulier, l'Union européenne fait observer que l'article 6.1 à 6.3 accorde aux parties le droit de présenter par écrit leurs propres éléments de preuve et de faire connaître leurs points de vue à une audience. L'article 6.6 et 6.7, quant à lui, impose aux autorités chargées de l'enquête l'obligation de vérifier les renseignements présentés par les parties, et l'article 6.8 autorise le recours aux "données de fait disponibles" lorsqu'une partie intéressée ne communique pas les renseignements nécessaires. Ainsi, affirme l'Union européenne, l'article 6.4 se limite à traiter du "droit que les parties ont de connaître ce que *les autres parties intéressées ont présenté* en termes d'éléments de preuve et de renseignements".[76] De plus, elle rappelle que l'article 6.9 exige que, avant d'établir une détermination finale, les autorités informent toutes les parties intéressées "des faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives". De l'avis de l'Union européenne, l'emploi de l'expression "faits essentiels" plutôt que du terme "renseignements" à l'article 6.9 indique que l'article 6.1 à 6.8 concerne le processus de collecte de renseignements, et que l'article 6.9 marque la fin du processus et exige une divulgation des conclusions factuelles essentielles de l'autorité. L'Union européenne soutient également que les différences entre les obligations au titre de l'article 6.4 et au titre de l'article 6.9 sont bien établies dans la jurisprudence de l'OMC. Par exemple, le Groupe spécial *Guatemala – Ciment II* a constaté que l'article 6.4, d'une manière générale, ménageait un droit d'"accès [au] dossier"[77], tandis que l'article 6.9 prévoyait une divulgation des constatations factuelles fondamentales concernant les renseignements reçus.

53. L'Union européenne fait observer que le Groupe spécial n'a pas reconnu les différences importantes entre les divers paragraphes de l'article 6 et a considéré à tort que l'article 6.4 s'appliquait également en ce qui concerne les constatations de fait des autorités divulguées au titre de l'article 6.9 de l'*Accord antidumping*. Cela tient au fait que le Groupe spécial n'a pas constaté que les éléments de preuve non confidentiels recueillis par la Commission n'avaient pas été mis à la disposition des parties intéressées. La constatation du Groupe spécial porte plutôt sur le fait que la Commission a indiqué, dans son Document général pour la divulgation, que la détermination de la valeur normale était

[75] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 254 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphes 138 à 141).
[76] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 260. (italique dans l'original)
[77] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 268 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 8.230).

fondée sur un groupe de produits correspondant à certains "types de produits", par opposition aux numéros de référence du produit ("NRP")[78], qui figuraient dans la demande de données des questionnaires envoyés aux producteurs et aux exportateurs chinois, mais n'a pas communiqué de renseignements concernant les caractéristiques pertinentes de ces "types de produits". Toutefois, l'Union européenne fait valoir que le groupe de produits ne constitue pas des données brutes communiquées par les parties intéressées ou recueillies par la Commission, mais "simplement la détermination par la Commission européenne de ce qui était un moyen adéquat de regrouper des produits par modèle ou par type, sur la base des renseignements relatifs aux types de produits qui figuraient dans le dossier public".[79] Le Groupe spécial a donc fait erreur en constatant que la Commission était tenue, au titre de l'article 6.4, de ménager en temps utile la possibilité aux parties intéressées chinoises de prendre connaissance de ces "renseignements".

b) Question de savoir si les "renseignements" ont été mis à la disposition des parties intéressées "en temps utile" au sens de l'article 6.4 de l'*Accord antidumping*

54. L'Union européenne allègue que le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective des faits lorsqu'il a constaté que l'Union européenne avait agi d'une manière incompatible avec l'article 6.4 de l'*Accord antidumping* en ne ménageant pas en temps utile aux producteurs chinois la possibilité de prendre connaissance des renseignements concernant les types de produits sur la base desquels la valeur normale avait été établie. En particulier, elle fait observer que le Groupe spécial n'a pas tenu compte de certains éléments de preuve déterminants et n'a donc pas examiné la totalité des éléments de preuve portés à sa connaissance, comme l'exige l'article 11 du Mémorandum d'accord.

55. L'Union européenne rappelle que le Groupe spécial s'est appuyé sur le Document général pour la divulgation final, publié le 3 novembre 2008, pour conclure que, pour la première fois au cours de l'enquête, les parties intéressées chinoises ont été informées que "la Commission [avait] fondé sa détermination de la valeur normale sur les "types de produit[s]", par opposition aux NRP", et que le Document général pour la divulgation ne "donn[ait] aucun renseignement sur les caractéristiques pertinentes de ces groupes ou sur la façon dont ils [avaient] été déterminés".[80] Toutefois, l'Union européenne fait valoir que le Groupe spécial n'a pas tenu compte de certains éléments de preuve versés au dossier qui contredisent cette constatation de fait. En particulier, le

[78] Les NRP comprennent les éléments suivants identifiés par la Commission: type d'éléments de fixation (par code NC); résistance/dureté; revêtement; présence de chrome dans le revêtement; diamètre; et longueur/épaisseur. (Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.293)

[79] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 274.

[80] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 283 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.485).

Document d'information[81], publié le 4 août 2008, contient les mêmes paragraphes que ceux qui figurent dans le Document général pour la divulgation auxquels le Groupe spécial a fait référence, avec exactement les mêmes références à l'utilisation des "types de produits". Le Document d'information, indiquant le recours aux "types de produits", a donc été envoyé à toutes les parties intéressées pour observations trois mois avant la publication du Document général pour la divulgation; pourtant, aucune demande visant à prendre connaissance des caractéristiques sur lesquelles les types de produits étaient fondés n'avait été reçue avant le 8 novembre 2008. En outre, le Groupe spécial n'a pas non plus tenu compte du fait que la décision de la Commission de regrouper les types de produits suivant la catégorie de résistance et la distinction entre éléments de fixation spéciaux et éléments de fixation ordinaires était fondée sur les arguments et renseignements présentés par les parties intéressées chinoises au cours de l'enquête. De fait, les parties intéressées chinoises ont pu présenter des exposés sur précisément les éléments qui avaient été utilisés par la Commission pour regrouper les types de produits. Par conséquent, de l'avis de l'Union européenne, il apparaît clairement que les parties intéressées ont eu en temps utile la possibilité de prendre connaissance des renseignements sur les types de produits et de présenter leur argumentation.

56. L'Union européenne estime par ailleurs que, même à supposer que les parties intéressées aient seulement été informées de l'utilisation des types de produits dans le Document général pour la divulgation, le fait qu'elle a en définitive divulgué le fondement des types de produits aux producteurs chinois reste inchangé. Sur la base de ces renseignements divulgués, une partie intéressée chinoise a présenté des observations dans une lettre datée du 24 novembre 2008, dans laquelle elle ne demandait pas de prorogation du délai ménagé pour la présentation d'autres arguments ni la communication d'éléments de preuve concernant la nécessité de procéder à des ajustements pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix.[82] Selon l'Union européenne, cette lettre, dont le Groupe spécial n'a pas tenu compte, démontre qu'une argumentation a été présentée sur la base des "renseignements" fournis et donc que les "renseignements" ont été mis à disposition en temps utile.

c) Constatation du Groupe spécial au titre de l'article 6.2 de l'*Accord antidumping*

57. L'Union européenne soutient que, parce qu'elle a démontré que la constatation du Groupe spécial au titre de l'article 6.4 était viciée, la constatation "purement corollaire" du Groupe spécial au

[81] European Commission, Anti-dumping proceeding concerning imports of certain iron or steel fasteners originating in the People's Republic of China, Non-imposition of provisional anti-dumping measures, 4 August 2008 (pièce CHN-17 présentée au Groupe spécial).

[82] Lettre du 24 novembre 2008 adressée à la Commission européenne par Van Bael & Bellis au nom de Kunshan Chenghe Standard Component Co. Ltd. (pièce EU-12 présentée au Groupe spécial).

titre de l'article 6.2 était également erronée.[83] De plus, elle estime que l'article 6.2 ne peut pas être lu comme étant une simple répétition du droit de prendre connaissance des renseignements énoncé à l'article 6.4.

58. L'Union européenne soutient que le Groupe spécial a formulé une constatation de violation de l'article 6.2 purement corollaire lorsqu'il a considéré que la violation de l'article 6.4 concernant l'accès aux renseignements constituait également une violation du droit général de se défendre énoncé, d'après les allégations, à l'article 6.2 de l'*Accord antidumping*. Elle soutient que le Groupe spécial a commis l'erreur de donner une lecture qui inclut dans l'article 6.2 l'obligation figurant à l'article 6.4, amalgamant ainsi indûment les deux dispositions, même si l'article 6.2 lui-même énonce une obligation importante mais limitée et spécifique. Elle trouve des éléments étayant ce point de vue dans la constatation formulée par le Groupe spécial *Corée – Certains papiers* selon laquelle l'article 6.2 ne "porte [pas] sur le droit des parties intéressées de prendre connaissance des renseignements versés au dossier".[84] L'Union européenne fait également valoir que la première phrase de l'article 6.2, qui fait référence à "toutes possibilités de défendre [les] intérêts [des parties intéressées]", ne peut pas "être lue comme une disposition fourre-tout concernant la régularité de la procédure", parce qu'une telle lecture "rendrait redondantes, dans les faits, *toutes* les autres dispositions de l'article 6 qui imposent des obligations spécifiques aux autorités chargées de l'enquête".[85]

d) Conclusion

59. En résumé, l'Union européenne affirme qu'une interprétation correcte des dispositions pertinentes, ainsi qu'une évaluation correcte des faits et des éléments de preuve versés au dossier, auraient dû amener le Groupe spécial à conclure qu'aucune violation de l'article 6.4, et donc aucune violation corollaire de l'article 6.2, n'avaient été démontrées. Par conséquent, l'Union européenne demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle elle a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.4 et 6.2 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne les types de produits utilisés aux fins de la détermination de la valeur normale.

[83] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 275.
[84] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 276 (citant le rapport du Groupe spécial, *Corée – Certains papiers*, paragraphe 7.306).
[85] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 277. (italique dans l'original)

4. Constatations du Groupe spécial au titre de l'article 6.5 et 6.5.1 de l'*Accord antidumping* concernant les réponses non confidentielles au questionnaire

60. L'Union européenne demande à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations du Groupe spécial selon lesquelles elle a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.5 et 6.5.1 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne les demandes de confidentialité et les résumés non confidentiels de renseignements confidentiels reçus au cours de l'enquête sur les éléments de fixation. En particulier, elle soutient que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que la Commission avait agi d'une manière incompatible avec l'article 6.5.1 parce qu'elle n'avait pas exigé des producteurs nationaux qu'ils présentent des exposés appropriés des raisons pour lesquelles les renseignements communiqués à titre confidentiel n'étaient pas susceptibles d'être résumés, et avec l'article 6.5 parce qu'elle avait traité comme confidentiels des renseignements reçus du producteur du pays analogue, Pooja Forge, sans examiner si des "raisons valables" justifiaient ce traitement confidentiel.

a) Résumés non confidentiels des réponses des producteurs nationaux au questionnaire

61. L'Union européenne allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application des obligations énoncées à l'article 6.5.1 de l'*Accord antidumping* lorsqu'il a constaté que la Commission n'avait pas exigé des producteurs nationaux qu'ils exposent "d'une manière appropriée" les raisons pour lesquelles un résumé des renseignements confidentiels ne pouvait pas être fourni. Selon l'Union européenne, l'article 6.5.1 impose seulement aux autorités chargées de l'enquête, en vertu de la "clause de l'effort maximal", l'obligation d'exiger des parties qu'elles fournissent des résumés non confidentiels de renseignements communiqués à titre confidentiel, ou alors, qu'elles exposent les raisons pour lesquelles un résumé ne peut pas être fourni.[86] L'Union européenne soutient que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'article 6.5.1 obligeait également les autorités chargées de l'enquête à veiller à ce que ces résumés ou ces exposés des raisons soient "appropriés".[87]

62. Suivant l'interprétation de l'article 6.5 de l'*Accord antidumping* proposée par l'Union européenne, les seules obligations imposées aux autorités chargées de l'enquête sont les suivantes: 1) ne pas divulguer de renseignements confidentiels sans l'autorisation spécifique de la partie qui les a communiqués; et 2) exiger des parties intéressées qu'elles fournissent des résumés non confidentiels des renseignements communiqués à titre confidentiel.[88] L'Union européenne fait valoir que l'article 6.5 a "avant tout" pour objet de garantir aux parties que les renseignements communiqués à

[86] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 298.
[87] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 310.
[88] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 314.

titre confidentiel seront traités comme tels et ne seront pas divulgués sans leur autorisation.[89] Ensuite, l'article 6.5.1 impose aux autorités, en vertu de la "clause de l'effort maximal", l'obligation d'exiger des parties qu'elles fournissent un résumé non confidentiel des renseignements communiqués à titre confidentiel, de façon que les autres parties intéressées puissent comprendre raisonnablement la substance des renseignements confidentiels.[90] D'après l'Union européenne, il est également "admissible" que les parties qui ont communiqué les renseignements ne résument pas certains d'entre eux, pour autant qu'elles indiquent qu'un résumé ne peut pas être fourni et présentent un "exposé des raisons" pour lesquelles un résumé ne peut pas être fourni.[91] L'Union européenne allègue que, puisque l'article 6.5 ne permet pas à une autorité de ne pas tenir compte des renseignements traités à juste titre comme confidentiels, indépendamment de la question de savoir si un résumé non confidentiel ou un exposé des raisons est fourni ou non, l'article 6.5.1 ne peut pas être lu comme exigeant strictement que de tels résumés ou exposés soient fournis.[92] "En l'absence du bâton nécessaire" qui permettrait à une autorité de sanctionner le non-respect, l'Union européenne insiste sur le fait que l'article 6.5.1 peut seulement imposer aux autorités, en vertu de la "clause de l'effort maximal", l'obligation d'"encourager les parties intéressées à être aussi transparentes que possible".[93] Elle ne considère pas qu'il résulterait d'une telle interprétation un quelconque "risque d'abus", contre lequel le Groupe spécial a mis en garde, tant que la demande de traitement confidentiel est justifiée.[94]

63. L'Union européenne fait valoir que les groupes spéciaux de l'OMC antérieurs qui ont interprété l'article 6.5.1 de l'*Accord antidumping* comme imposant aux autorités chargées de l'enquête d'exiger des parties qu'elles fournissent un exposé des raisons ont décrit les "limites de l'obligation imposée par l'article 6.5.1".[95] Le raisonnement du Groupe spécial *Mexique – Tubes et tuyaux* étaye cet argument et ce groupe spécial a indiqué que l'article 6.5 et 6.5.1 de l'*Accord antidumping* ne contenait pas d'obligation concernant la manière dont une autorité devait se conformer aux prescriptions y figurant.[96] L'Union européenne allègue également que le Groupe spécial a mal interprété les constatations formulées par le Groupe spécial *Mexique – Huile d'olive* lorsqu'il s'est appuyé sur cette affaire pour conclure que les "exposés généraux" *pro forma* des producteurs

[89] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 316.
[90] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 317.
[91] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 317.
[92] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 320.
[93] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 321.
[94] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 322.
[95] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 327.
[96] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 328.

nationaux n'étaient pas suffisants pour constituer un exposé approprié des questions pour lesquelles un résumé des renseignements confidentiels ne pouvait pas être fourni.[97]

b) Traitement confidentiel des renseignements obtenus de Pooja Forge

64. L'Union européenne soutient que le Groupe spécial a fait erreur en formulant des constatations au titre de l'article 6.5 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne le traitement confidentiel des réponses de Pooja Forge au questionnaire et que, en substance, il a également fait erreur dans son application du texte introductif de l'article 6.5 à Pooja Forge. En particulier, elle fait valoir que les allégations concernant la réponse de Pooja Forge au questionnaire ne figuraient pas dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine[98], et donc ne relevaient pas du mandat du Groupe spécial, et que le Groupe spécial avait par conséquent fait erreur en formulant des constatations à cet égard, en violation de l'article 7:1 du Mémorandum d'accord. À titre subsidiaire, elle allègue que la manière dont la Chine a présenté son allégation au titre de l'article 6.5 et la manière dont le Groupe spécial a traité cette allégation ont privé l'Union européenne de ses droits à une procédure régulière. Si l'Organe d'appel détermine que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en considérant que cette allégation relevait de son mandat et en formulant des constatations sur celle-ci, l'Union européenne affirme que le Groupe spécial a cependant fait erreur dans son application du texte introductif de l'article 6.5 parce que la prescription imposant d'exposer les "raisons valables" à l'appui d'une demande de traitement confidentiel s'applique seulement aux "parties intéressées" et non aux producteurs du pays analogue.

i) *Mandat et régularité de la procédure*

65. L'Union européenne allègue que le Groupe spécial n'avait pas compétence pour traiter l'allégation formulée par la Chine au titre de l'article 6.5 au sujet des réponses de Pooja Forge au questionnaire, puisque cette allégation ne figurait pas dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine, comme le prescrit l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. La partie pertinente de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine ne mentionnait pas le producteur indien Pooja Forge et il y "[était] indiqué sans ambiguïté que la Chine formul[ait] seulement une allégation concernant les producteurs nationaux".[99] L'Union européenne reconnaît qu'elle n'a pas présenté formellement cette contestation devant le Groupe spécial, mais affirme que le Groupe spécial avait l'obligation d'examiner sa sphère de compétence de sa propre initiative, et qu'il ne l'a pas fait. Dans l'affaire *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, l'Organe d'appel a

[97] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 329.
[98] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphes 335 à 339.
[99] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 335.

expliqué que "les groupes spéciaux ne [pouvaient] simplement faire abstraction de questions qui touch[aient] au fondement de leur compétence"[100] et, dans l'affaire *Guatemala – Ciment I*, il a constaté qu'un groupe spécial devait déterminer si une partie "avait dûment indiqué une mesure antidumping pertinente dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial" avant de pouvoir constater qu'il avait compétence pour examiner un différend.[101] L'Union européenne a donc fait valoir que, en formulant des constatations sur cette allégation, le Groupe spécial a agi en violation de l'article 7:1 du Mémorandum d'accord.[102]

66. Si l'Organe d'appel devait constater que les allégations de la Chine concernant la réponse de Pooja Forge au questionnaire relevaient du mandat du Groupe spécial, l'Union européenne fait valoir, à titre subsidiaire, que le Groupe spécial a agi en violation de ses obligations au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord parce que la manière dont il a traité celle allégation a privé l'Union européenne de ses droits à une procédure régulière. Citant l'affaire *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, l'Union européenne fait valoir que le Groupe spécial a utilisé ses questions d'une manière inadmissible pour "plaider la cause"[103] de la Chine. C'est seulement dans sa réponse à la question n° 71 du Groupe spécial que la Chine a commencé à formuler ses allégations concernant la réponse de Pooja Forge au questionnaire[104]; et c'est seulement dans sa réponse à la question n° 103 du Groupe spécial, après la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, que la Chine a "finalement précisé qu'elle avait effectivement formulé une allégation au titre à la fois de l'article 6.5 et de l'article 6.5.1 au sujet de la réponse de Pooja Forge au questionnaire".[105]

67. L'Union européenne indique que le Groupe spécial lui-même a admis que l'allégation n'était pas claire et que ce manque de clarté l'avait amené à poser des questions à la Chine à ce sujet.[106] Bien que le Groupe spécial ait laissé entendre le contraire, l'Union européenne a allégué tout au long de la procédure qu'elle n'était "pas en mesure de fournir des réponses adéquates en raison de la confusion" entourant l'allégation de la Chine.[107] Pour ces raisons, l'Union européenne demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle elle a agi d'une manière

[100] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 337 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 36).
[101] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 338 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Ciment I*, paragraphe 88).
[102] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 339.
[103] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphes 342 et 343 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 343).
[104] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 343.
[105] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 344.
[106] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 345 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.522).
[107] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 346.

incompatible avec l'article 6.5 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne le traitement confidentiel des renseignements figurant dans la réponse du producteur indien, Pooja Forge, au questionnaire.

ii) *Application de l'article 6.5 aux producteurs du pays analogue*

68. En substance, l'Union européenne fait valoir que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 6.5 lorsqu'il a constaté que la Commission n'avait pas exigé du producteur indien, Pooja Forge, qu'il démontre qu'il existait des "raisons valables" de traiter de manière confidentielle certains renseignements concernant les types de produits dans sa réponse au questionnaire. Selon l'Union européenne, l'article 6.5 s'applique seulement aux "parties à une enquête", ce qui inclut les "parties intéressées" telles qu'elles sont définies à l'article 6.11 de l'*Accord antidumping*.[108] L'Union européenne soutient que le Groupe spécial a implicitement reconnu cette interprétation lorsqu'il a utilisé l'expression "parties intéressées" pour formuler ses constatations concernant cette allégation.[109] La définition des "parties intéressées" n'inclut pas les producteurs de pays tiers analogues et l'Union européenne indique qu'elle n'a pas qualifié Pooja Forge de "partie intéressée" dans son règlement en ce qui concerne l'enquête sur les éléments de fixation, ce qu'elle aurait pu faire au titre de l'article 6.11.[110] Par conséquent, puisque Pooja Forge ne pouvait pas être considérée comme une "partie intéressée" dans l'enquête sur les éléments de fixation, la prescription de l'article 6.5 imposant d'exposer les "raisons valables" ne lui était pas applicable.[111]

69. L'Union européenne souligne que cet argument "n'est pas un simple attachement formel au texte".[112] En fait, il est l'interprétation qui "est la plus logique compte tenu des réalités des enquêtes portant sur des pays [NME]".[113] Dans les enquêtes visant des NME, les autorités doivent s'en remettre à la volonté des producteurs de pays tiers de coopérer au cours de l'enquête, alors qu'ils ne sont pas tenus de le faire. La difficulté inhérente à cette situation est attestée par le fait que la Commission n'a trouvé que deux producteurs disposés à coopérer dans l'enquête sur les éléments de fixation, dont seulement un, Pooja Forge, a communiqué des renseignements suffisamment détaillés pour pouvoir servir de base à l'établissement de la valeur normale. L'Union européenne fait valoir que ses autorités chargées de l'enquête n'ont pas de pouvoirs coercitifs sur les producteurs d'un pays analogue et que, par conséquent, il ne serait pas réalisable d'appliquer les prescriptions de l'article 6.5 à ces producteurs. D'après l'Union européenne, avoir des données fiables et vérifiables provenant de tierces

[108] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 349.
[109] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 350.
[110] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphes 352 et 353 (citant le Règlement définitif, *supra*, note de bas de page 4).
[111] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 354.
[112] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 356.
[113] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 356.

parties est un avantage pour l'enquête, même si ces données sont fournies à titre confidentiel et sans indication des "raisons valables".[114]

5. Constatations du Groupe spécial au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* concernant la divulgation de l'identité des plaignants

70. L'Union européenne demande à l'Organe d'appel d'infirmer la détermination du Groupe spécial selon laquelle l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.4 et 6.2 de l'*Accord antidumping* concernant l'identité des plaignants relevait de son mandat. Bien que le Groupe spécial ait constaté que la Commission n'avait pas agi en violation de ces dispositions en ne divulguant pas l'identité des plaignants ni celle de ceux qui soutenaient la plainte, l'Union européenne fait valoir que le Groupe spécial n'aurait jamais dû formuler des constatations sur ces allégations puisqu'elles ne figuraient pas dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine. D'après l'Union européenne, l'article 6.4 et 6.2 contient des obligations multiples, et il ne suffit donc pas juste d'en faire mention sans autre précision.

71. En particulier, l'Union européenne allègue que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine ne fait pas référence à l'identité des plaignants dans le cadre de ses allégations au titre de l'article 6.2 et 6.4, et elle souligne que, dans la présente affaire, la simple mention de l'article 6.2 et 6.4 n'était pas suffisante pour énoncer clairement le problème.[115] Selon l'Union européenne, le Groupe spécial a décrit de manière erronée son argument comme alléguant que la Chine n'avait pas fourni "un bref exposé du fondement juridique d'une allégation au titre de l'article 6.4 et 6.2". D'après elle, "[l]a question était de savoir si la façon dont la demande d'établissement d'un groupe spécial était établie énonçait *clairement* le problème".[116] En particulier, l'Union européenne conteste l'interprétation du Groupe spécial selon laquelle "la nature des droits et obligations énoncés à l'article 6.4 et 6.2 est telle qu'un renvoi à ces dispositions, sans autre explication, pourrait suffire pour informer le Membre défendeur de la nature de l'allégation que le plaignant pourrait formuler".[117] Elle fait valoir que, bien que l'Organe d'appel ait constaté que, dans certains cas, il pouvait suffire d'énumérer les dispositions du droit de l'OMC au titre desquelles une partie plaignante pouvait par la suite développer ses arguments, il a également indiqué, dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*, que cela n'était pas approprié dans les cas où les dispositions énumérées ne contenaient pas une seule obligation distincte, mais des obligations multiples.[118] Selon l'Union européenne, le fait que la Chine a formulé une allégation à la fois au titre de l'article 6.2 et au titre de

[114] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 357.
[115] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphes 365 et 372.
[116] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphes 369 et 370.
[117] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphes 378 et 379.
[118] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 381.

l'article 6.4 donne à penser qu'il est nécessairement question d'au moins deux obligations et que, de plus, "ces obligations multiples s'appliquent dans des situations multiples au cours d'une enquête antidumping".[119]

B. *Arguments de la Chine – Intimé*

1. Constatations du Groupe spécial concernant l'article 9 5) du Règlement antidumping de base "en tant que tel"

72. La Chine demande à l'Organe d'appel de rejeter l'appel de l'Union européenne et de confirmer les constatations du Groupe spécial selon lesquelles l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible avec les articles 6.10, 9.2 et 18.4 de l'*Accord antidumping*, l'article I:1 du GATT de 1994 et l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC*.[120]

a) Champ d'application de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base

73. La Chine estime que le "sens" ou "champ d'application" de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est une question de fait que l'Organe d'appel n'a pas compétence pour examiner au titre de l'article 17:6 du Mémorandum d'accord. Toutefois, au cas où l'Organe d'appel s'estimerait compétent pour examiner cette question, elle estime que le Groupe spécial a constaté à juste titre que l'article 9 5) concernait non seulement l'imposition de droits antidumping mais aussi le calcul des marges de dumping.[121]

74. La Chine estime que le "sens" ou "champ d'application" de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base constitue une question de fait qui ne peut être examinée que dans le cadre d'un appel formé sur la base d'une allégation présentée au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord. Par conséquent, elle rejette l'argument de l'Union européenne selon lequel le champ d'application de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est une question de droit et, donc, susceptible d'être examiné en appel au titre de l'article 17:6 du Mémorandum d'accord. Elle soutient que, puisque le "sens" ou "champ d'application" de l'article 9 5) n'était pas clair tel que l'article était libellé, l'examen effectué par le Groupe spécial faisait nécessairement intervenir une évaluation factuelle en relation avec le fonctionnement de cette disposition dans la pratique. Comme l'Organe d'appel l'a indiqué dans l'affaire *Chine – Pièces automobiles*, "il peut y avoir des cas dans lesquels l'examen [du droit interne] par un groupe spécial ira au-delà du texte de l'instrument tel qu'il est libellé, auquel cas un examen

[119] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 382.
[120] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 364.
[121] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 67.

plus approfondi peut être nécessaire et peut faire intervenir des éléments factuels".[122] Dans cette affaire, l'Organe d'appel a précisé aussi que chaque fois qu'il serait demandé à un groupe spécial, pour déterminer le sens du droit interne d'un Membre, d'aller au-delà du texte de l'instrument tel qu'il était libellé, il n'interviendrait pas à la légère sur les constatations de fait formulées par le groupe spécial à cet égard.[123] La Chine rappelle que, dans l'affaire considérée, la détermination du "sens" ou "champ d'application" de l'article 9 5) n'a pas été faite par le Groupe spécial uniquement d'après le libellé de cette disposition, mais qu'elle a aussi donné lieu à des évaluations factuelles concernant le fonctionnement de l'article dans la pratique. Étant donné que le "sens" ou "champ d'application" de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est une question de fait et que l'Union européenne n'a pas soulevé cette question au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord en tant que manquement du Groupe spécial à l'obligation de procéder à une évaluation objective des faits, ladite question de fait ne relève pas du présent appel.

75. La Chine soutient que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base concerne non seulement l'imposition de droits antidumping mais aussi la détermination des marges de dumping. Le fait que l'article 9 5) ne contient pas les mots "marges de dumping" n'est pas suffisant, selon elle, pour conclure automatiquement que cet article ne traite pas du tout des marges de dumping et se rapporte seulement à l'imposition de droits antidumping. À cet égard, elle souscrit au raisonnement du Groupe spécial selon lequel il est nécessaire d'examiner le fonctionnement de l'article 9 5) dans son ensemble pour préciser le sens de cette disposition et, en particulier, pour déterminer si elle concerne aussi le calcul des marges de dumping même si elle ne le dit pas expressément. Le Groupe spécial est à juste titre allé au-delà du seul texte de l'article 9 5) et en a examiné aussi le contexte et le fonctionnement, conformément aux principes établis par l'Organe d'appel dans les affaires *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion* et *États-Unis – Acier au carbone*, afin de s'assurer du sens de cette disposition.[124]

76. La Chine conteste l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle l'examen du contexte fourni par d'autres articles du Règlement antidumping de base, comme les articles 2, 9 4) et 9 6), confirme que l'article 9 5) a trait seulement à l'imposition de droits antidumping. Toutefois, elle note qu'aucune de ces autres dispositions ne traite de la question de savoir si la marge de dumping pour les exportateurs ou les producteurs NME doit être déterminée sur une base individuelle ou à l'échelle nationale. Elle n'est pas d'accord avec l'Union européenne lorsque celle-ci affirme que l'article 9 5) du

[122] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 73 (citant les rapports de l'Organe d'appel *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 225).

[123] Voir la communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 74.

[124] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 82 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 168; et au rapport de l'Organe d'appel *États Unis – Acier au carbone*, paragraphe 157).

Règlement antidumping de base reprend l'article 9.2 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne l'imposition de droits et l'obligation de déterminer des marges de dumping individuelles pour chaque exportateur ou producteur connu. Même à supposer que cela soit correct, la Chine relève qu'il n'y a aucune disposition dans le Règlement antidumping de base qui reprenne l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* pour ce qui est de la détermination des marges de dumping. Elle estime que l'article 9 4) du Règlement antidumping de base énonce simplement le principe voulant que le taux de droit ne dépasse pas la marge de dumping mais n'indique pas comment la marge de dumping devrait être déterminée, ni si cette marge doit être déterminée sur une base individuelle ou à l'échelle nationale pour les exportateurs NME.[125] Elle soutient ainsi que l'article 9 5) est la disposition qui régit deux questions distinctes, mais très étroitement liées, à savoir la détermination des marges de dumping et l'imposition de droits antidumping. Par conséquent, le fait de satisfaire aux cinq prescriptions relatives au traitement individuel qui sont énumérées à l'article 9 5) détermine non seulement si le producteur-exportateur est assujetti à un droit antidumping individuel mais aussi s'il remplit les conditions requises pour la détermination d'une marge de dumping individuelle.

77. La Chine note que le fonctionnement de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base confirme en outre que cette disposition concerne à la fois la détermination des marges de dumping et l'imposition de droits. Contrairement à ce qu'affirme l'Union européenne, elle soutient que le point de savoir si un exportateur ou un producteur chinois a droit à la détermination d'une marge de dumping individuelle ne découle pas de l'article 9 4), qui établit la prescription voulant que la marge de dumping constitue le plafond du droit antidumping, mais découle en fait de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base. En effet, pendant la procédure de groupe spécial, l'Union européenne a confirmé que le fait qu'un producteur-exportateur était un "fournisseur non-IT", et ne remplissait donc pas les conditions de l'article 9 5), voulait dire non seulement que ce producteur-exportateur se verrait appliquer un droit antidumping applicable à l'échelle nationale mais aussi qu'aucune marge de dumping individuelle ne serait déterminée pour lui.[126] La Chine rappelle que, pour imposer un droit antidumping, les autorités chargées de l'enquête doivent d'abord déterminer une marge de dumping et elle estime donc qu'il est logique qu'un droit antidumping individuel ne puisse être imposé que si la marge de dumping correspondante a été également calculée sur une base individuelle.[127]

78. Par conséquent, la Chine estime que l'examen de la manière dont l'article 9 5) fonctionne dans la pratique confirme clairement la conclusion à laquelle le Groupe spécial est arrivé en se fondant sur une analyse de l'article 9 5) dans le contexte des autres dispositions du Règlement antidumping de

[125] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 93.
[126] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 98 (faisant référence à la réponse de l'Union européenne à la question n° 6 a) du Groupe spécial).
[127] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 106.

base, à savoir que l'article 9 5) concerne non seulement l'imposition de droits antidumping mais aussi la détermination des marges de dumping.[128]

b) Article 6.10 de l'*Accord antidumping*

79. La Chine estime que le Groupe spécial a conclu à juste titre que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* parce qu'il subordonnait le calcul de marges individuelles pour les producteurs NME au respect des critères IT. Elle considère que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en constatant que l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* énonçait une règle stricte voulant qu'une marge de dumping individuelle soit calculée pour chaque producteur ou exportateur connu et que l'utilisation d'un échantillon était la seule exception à cette règle.[129]

80. La Chine estime que l'utilisation du futur "détermineront" dans la première phrase de l'article 6.10 établit le caractère impératif de cette disposition et elle soutient que si les rédacteurs avaient, en fait, simplement voulu exprimer une préférence, comme le soutient l'Union européenne, ils auraient utilisé l'expression "devraient déterminer" au lieu de "détermineront". De la même façon, ils auraient pu indiquer expressément que la dérogation à la règle générale était admise dans des situations autres que celle qui est mentionnée dans la deuxième phrase de l'article 6.10. Toutefois, les rédacteurs n'ont pas utilisé de tels termes. Selon la Chine, l'expression "en règle générale" est nécessaire dans la mesure où elle crée un "lien entre l'obligation énoncée dans la première phrase de l'article 6.10, qui constitue la règle, et l'exception à cette règle figurant dans la deuxième phrase de cette disposition".[130] La Chine affirme que la structure de l'article 6.10 confirme la conclusion selon laquelle la première phrase énonce la règle principale ("les autorités **détermineront**"), tandis que la deuxième phrase énonce l'exception à cette règle ("Dans les cas où … une telle **détermination** sera irréalisable").[131]

81. La Chine relève que, même dans les cas où un échantillon aura été utilisé, l'article 6.10.2 exige des autorités chargées de l'enquête qu'elles déterminent une marge de dumping individuelle pour tout exportateur ou producteur qui n'a pas été choisi initialement et qui présente les renseignements nécessaires à temps, sauf dans les cas où le nombre d'exportateurs ou de producteurs est si important que des examens individuels compliqueraient indûment la tâche desdites autorités. Par conséquent, l'article 6.10.2 confirme l'importance fondamentale de la règle voulant que les marges

[128] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 107.
[129] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 111.
[130] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 114.
[131] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 121. (caractères gras dans l'original)

de dumping soient déterminées sur une base individuelle pour chaque exportateur ou producteur.[132] De fait, lire la première phrase de l'article 6.10 comme établissant simplement une "préférence", comme le soutient l'Union européenne, signifierait que les autorités chargées de l'enquête sont simplement invitées à déterminer des marges de dumping individuelles. Cette conclusion, selon la Chine, rendrait ladite phrase inutile.[133]

82. La Chine rappelle qu'une constatation du Groupe spécial *Mexique – Mesures antidumping visant le riz* a confirmé que l'utilisation d'un échantillon était la seule exception à l'obligation énoncée dans la première phrase de l'article 6.10. Dans ce différend, le Groupe spécial a conclu qu'"[u]ne exception [était] prévue à cette règle lorsque les producteurs ou exportateurs étrangers [étaient] trop nombreux. Dans ces cas, une marge de dumping individuelle ne [serait] calculée que pour un échantillon représentatif".[134] L'utilisation dans le rapport anglais de l'article défini "the" précédant le mot "exception" indique que le Groupe spécial ne considérait pas que la deuxième phrase de l'article 6.10 constituait simplement une exception parmi différents écarts possibles par rapport à la règle. La Chine qualifie les rapports des groupes spéciaux cités par l'Union européenne, à savoir *Corée – Certains papiers* et *CE – Saumon (Norvège)*, de non pertinents pour la question considérée, puisque ni l'un ni l'autre groupe spécial n'a essayé dans ces différends de clarifier le point de savoir si l'exception prévue dans la deuxième phrase de l'article 6.10 était la seule exception à la règle énoncée dans la première phrase. La Chine considère aussi que la mention par l'Union européenne d'autres dispositions de l'*Accord antidumping* qui "ménageraient aux autorités chargées de l'enquête une certaine flexibilité dans l'application des règles pertinentes"[135] n'étaye pas la position de l'Union européenne. Au contraire, en incluant le mot "normalement", les articles 2.4, 2.5, 5.8, 9.3.1 et 11.4 de l'*Accord antidumping* étayent plutôt l'idée que, si les rédacteurs avaient voulu ne pas établir une obligation stricte au titre de la première phrase de l'article 6.10, ils auraient utilisé un libellé plus clair à cet effet, tout comme ils l'ont fait dans les articles mentionnés par l'Union européenne.

83. La Chine affirme en outre qu'aucun des exemples donnés par l'Union européenne ne montre de manière convaincante qu'il y a d'autres situations hypothétiques, en dehors de l'utilisation d'un échantillon, qui peuvent justifier de ne pas calculer une marge individuelle pour chaque exportateur ou producteur connu. En particulier, dans le cas où un exportateur ou producteur qui avait consenti initialement à coopérer décide de cesser de coopérer pendant l'enquête, le fait que la marge de dumping pour cet exportateur est fondée sur les meilleurs renseignements disponibles et est donc

[132] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 125.
[133] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 118.
[134] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 126 (citant le rapport du Groupe spécial *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 7.137).
[135] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 151 (citant la communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 133).

de facto la même que celle qui a été déterminée pour les autres exportateurs qui n'ont pas coopéré ne rend pas cette marge de dumping non individuelle.[136] De même, dans le cas d'un exportateur qui n'a pas produit le produit concerné pendant la période couverte par l'enquête mais l'a simplement "vendu", le fait que les autorités chargées de l'enquête ne peuvent pas calculer une marge de dumping individuelle pour ce "négociant" ne constitue pas une exception à la première phrase de l'article 6.10; de fait, c'est une possibilité qui découle directement de l'obligation générale énoncée dans la première phrase de l'article 6.10 de déterminer une marge individuelle pour "chaque exportateur **ou** producteur connu".[137] Enfin, dans les cas où un producteur connu n'aura pas exporté le produit concerné pendant la période couverte par l'enquête, la Chine note qu'aucune marge de dumping – qu'elle soit individuelle ou collective – ne peut être déterminée pour un producteur qui n'exporte pas et que, une fois que ce producteur aura commencé à exporter, il se verra appliquer, conformément à l'article 9.5 de l'*Accord antidumping*, une marge de dumping individuelle à moins qu'il ne soit lié à des producteurs ou exportateurs existants.[138] La Chine soutient que les deux autres exemples donnés par l'Union européenne reposent sur la pratique unilatérale de l'Union européenne et ne sont donc pas pertinents pour l'interprétation de la première phrase de l'article 6.10.[139]

84. La Chine rejette aussi l'argument subsidiaire de l'Union européenne selon lequel l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est compatible avec l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* parce qu'il "vise à identifier le fournisseur pertinent conformément à la première phrase de l'article 6.10".[140] En fait, elle conteste l'allégation de l'Union européenne selon laquelle "l'article 9 5) du Règlement de base suit la même logique [que le critère *Corée – Certains papiers*] et cherche à identifier le fournisseur pertinent dans le contexte spécifique d'importations en provenance de pays à économie autre que de marché" qui est soit un exportateur chinois agissant indépendamment de l'État (fournisseur IT), soit l'État considéré conjointement avec les entités exportatrices liées (fournisseurs non-IT) qui n'agissent pas indépendamment de l'État.[141] Selon la Chine, la pratique antidumping de l'Union européenne confirme que l'objet de l'article 9 5) n'est pas d'identifier l'"exportateur" ou le "producteur" au sens de la première phrase de l'article 6.10. D'ailleurs, la Chine note que les critères IT prévus à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base ne sont appliqués qu'une fois que les exportateurs ou les producteurs ont été identifiés par la Commission. Par conséquent, l'objet ultime de ces critères n'est pas, comme l'affirme l'Union européenne, d'identifier le fournisseur unique du

[136] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 139.
[137] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 143. (caractères gras dans l'original)
[138] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 149.
[139] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphes 146 et 147.
[140] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 165 (citant la communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, page 47, titre b)).
[141] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 173 (faisant référence à la communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 142).

produit visé par l'enquête. Si les critères IT avaient effectivement pour objet d'identifier le fournisseur pertinent, ils ne seraient pas appliqués après que le fournisseur a été identifié par la Commission mais, de fait, en premier lieu pour identifier ce fournisseur. La Chine souscrit à la constatation du Groupe spécial selon laquelle le fait que "la Commission détermine d'abord quels groupes de sociétés, le cas échéant, devraient être traités comme un producteur ou exportateur unique, et applique ensuite les critères [IT] à chaque producteur ou exportateur "unique" dont elle constate l'existence sur la base de ces critères … montre clairement que la Commission elle-même établit une distinction entre le critère visant à déterminer si des entités juridiques distinctes devraient être traitées comme un producteur/exportateur unique aux fins des déterminations de l'existence d'un dumping et les critères [IT] prévus à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base".[142]

85. La Chine estime que, contrairement au critère de l'affaire *Corée – Certains papiers*, l'article 9 5) part de l'idée que, dans les NME, tous les exportateurs ou producteurs sont liés à l'État et fait reposer la charge de prouver le contraire sur chaque exportateur ou producteur, auquel il est demandé, pour réfuter cette présomption, de fournir des éléments de preuve indiquant qu'il a été satisfait en totalité aux prescriptions IT énoncées à l'article 9 5). Selon le critère de l'affaire *Corée – Certains papiers*, au contraire, c'est aux autorités chargées de l'enquête qu'il incombe d'établir l'existence d'"une relation structurelle et commerciale suffisamment étroite entre des producteurs pris individuellement pour justifier qu'ils soient traités comme une entité unique".[143] Le Groupe spécial a donc conclu à juste titre que "les points de départ différents des deux critères et les charges de la preuve différentes en cause montr[aient] à quel point ces deux critères [étaient] différents".[144] La Chine note aussi que la Commission applique un critère semblable à celui de l'affaire *Corée – Certains papiers* dans toutes ses enquêtes antidumping, indépendamment de la question de savoir si le pays importateur est une économie de marché ou une NME; toutefois, dans les cas où des importations en provenance des NME sont visées, la Commission applique en plus les critères IT.[145]

86. La Chine rappelle que l'Union européenne justifie le renversement de la charge de la preuve au titre des critères IT par rapport au critère de l'affaire *Corée – Certains papiers* en se fondant sur la simple affirmation selon laquelle il existe une présomption de contrôle de l'État dans les NME. Selon elle, cette présomption est dénuée de tout fondement juridique. La Chine note qu'il y a aussi beaucoup de sociétés publiques ou contrôlées par l'État dans les pays à économie de marché et ne voit pas pourquoi ces sociétés bénéficient d'une marge de dumping individuelle alors que la même chose

[142] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 182 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.97).
[143] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 186.
[144] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 187 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.95).
[145] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 189.

ne s'applique pas aux sociétés publiques ou contrôlées par l'État dans les NME. La Chine note aussi que l'Union européenne mentionne une autre présomption pour justifier la présomption précédente du "contrôle de l'État", à savoir que la Chine est une NME et que l'Union européenne est autorisée à la traiter comme telle en vertu du Protocole d'accession de la Chine. À cet égard, la Chine estime que son Protocole d'accession autorise simplement certains Membres de l'OMC à appliquer une dérogation temporaire et limitée à certaines règles de l'*Accord antidumping* concernant la détermination de la valeur normale mais ne comporte en aucun cas une reconnaissance générale du fait que la Chine est une NME.[146] En tout état de cause, elle souligne que le point de savoir si la Chine est une économie de marché ou une NME est sans pertinence en l'espèce parce que la première phrase de l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* ne fait pas de distinction entre les importations en provenance des économies de marché et les importations en provenance des NME pour ce qui est de déterminer les marges de dumping. Elle note en outre que le Groupe spécial a traité ce point expressément et complètement. Par conséquent, rien ne justifie l'allégation additionnelle de l'Union européenne selon laquelle le Groupe spécial n'a pas agi conformément à son devoir, au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, de procéder à une évaluation objective des faits.[147]

87. La Chine affirme en outre qu'il y a des différences importantes entre le critère énoncé dans l'affaire *Corée – Certains papiers* et les critères IT prévus à l'article 9 5) parce que la nature de la relation examinée dans ces critères est fondamentalement différente: alors que le critère de l'affaire *Corée – Certains papiers* examine les liens existant entre des sociétés, les critères IT prévus à l'article 9 5) portent sur la relation entre des sociétés et l'État. Selon la Chine, il y a une différence fondamentale entre l'examen de la relation structurelle et commerciale existant entre différentes sociétés et l'examen prévu à l'article 9 5), qui concerne l'influence politique exercée par l'État ou son intervention dans la gestion des activités commerciales des producteurs-exportateurs concernés.[148] Le Groupe spécial *Corée – Certains papiers* est arrivé à la conclusion qu'il y avait une relation structurelle et commerciale étroite entre trois sociétés en se fondant sur plusieurs constatations de fait, à savoir: i) que la société mère avait un pouvoir de contrôle important; ii) qu'il y avait des éléments communs pour ce qui était de la gestion des sociétés; iii) que les sociétés harmonisaient leurs activités commerciales de manière à atteindre des objectifs d'entreprise communs; et iv) que la société mère jouait pratiquement le rôle de seule intermédiaire pour ce qui était des ventes sur le marché intérieur. La Chine soutient que les critères IT énoncés à l'article 9 5) concernent des éléments qui sont propres à l'exercice d'une fonction gouvernementale en général, et non des éléments pertinents pour établir l'existence d'un contrôle de l'État, que ce soit *de jure* ou *de facto*. De fait, ces critères font intervenir

[146] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 195.
[147] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 197.
[148] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 204.

une évaluation du point de savoir si les exportateurs sont libres de rapatrier les capitaux et les bénéfices, si les prix à l'exportation sont décidés librement, si la majorité des actions appartient à des particuliers, si les opérations de change sont exécutées au taux du marché et si l'intervention de l'État n'est pas de nature à permettre le contournement des mesures antidumping lorsque les exportateurs bénéficient de taux de droits individuels. En substance, par conséquent, la relation examinée par les critères IT et celle qui est examinée dans l'affaire *Corée – Certains papiers* ne sont pas de nature comparable. La Chine estime en outre que, même à supposer que les critères IT cherchent effectivement à identifier les circonstances du contrôle de l'État, ces critères sont si contraignants qu'ils empêchent les exportateurs chinois de bénéficier d'un traitement individuel même dans les cas où il n'y a pas de relation étroite.[149]

88. Enfin, la Chine note que, même à supposer que l'Union européenne cherche à identifier un exportateur ou producteur unique en appliquant les critères IT prévus à l'article 9 5), aucune marge de dumping individuelle n'est calculée en fin de compte pour l'"État". En effet, le principe voulant qu'une "marge de dumping individuelle" soit déterminée pour chaque exportateur ou producteur exigerait qu'une marge de dumping individuelle soit déterminée pour l'"État", c'est-à-dire le groupe de sociétés dont il a été constaté qu'elles ne remplissaient pas les conditions IT. Selon la Chine, l'Union européenne ne détermine pas une telle marge pour l'"État" mais détermine en fait une marge de dumping "résiduelle" applicable à l'échelle nationale qui est, dans la plupart des cas, fondée sur les "données de fait disponibles" et applicable à tous les producteurs-exportateurs non-IT ayant coopéré, ainsi qu'à tous les producteurs-exportateurs n'ayant pas coopéré.[150]

c) Article 9.2 de l'Accord antidumping

89. La Chine estime que le Groupe spécial a conclu à juste titre que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*. L'article 9.2 prévoit que les droits antidumping doivent être imposés sur une base individuelle et qu'un droit applicable à l'échelle nationale ne peut être imposé que dans les circonstances expressément visées dans la troisième phrase de l'article 9.2. La troisième phrase de l'article 9.2, toutefois, n'autorise pas l'imposition automatique d'un droit applicable à l'échelle nationale dans le cas des importations en provenance de NME. En outre, l'"État" ne peut pas être considéré comme un "fournisseur" ou une "source" au sens de l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*.[151]

[149] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 209.
[150] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 211.
[151] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 219.

90. La Chine estime que le fait que la première phrase de l'article 9.2 mentionne l'imposition de droits antidumping en ce qui concerne un "produit" n'emporte pas autorisation d'imposer des droits applicables à l'échelle nationale. Selon elle, il n'y a aucune contradiction à reconnaître que l'imposition de droits antidumping est faite pour des "produits", de même que pour chaque "producteur" ou "exportateur" visé. De fait, le Groupe spécial *CE – Linge de lit* a indiqué que "des marges de dumping individuelles [étaient] établies pour chaque producteur ou exportateur visé par l'enquête et pour chaque produit visé par l'enquête".[152] La Chine souscrit à l'interprétation que le Groupe spécial a donnée du terme "sources" comme désignant nécessairement les "producteurs" et/ou "exportateurs" des produits visés par l'enquête. Cette interprétation est étayée par l'article 8 de l'*Accord antidumping*, lorsqu'il est lu conjointement avec la première phrase de l'article 9.2, qui fait référence aux "sources dont un engagement en matière de prix … aura été accepté". Par définition, seuls des exportateurs – et non des pays – peuvent proposer de tels engagements en matière de prix. La Chine trouve aussi des éléments à l'appui de cette conclusion dans le libellé de l'article 9.2, qui fait lui-même référence aux "source[s] … dont il aura été constaté qu'elles font l'objet d'un dumping". Étant donné que le dumping est déterminé sur une base individuelle, il s'ensuit que les "source[s] … dont il aura été constaté qu'elles font l'objet d'un dumping" doivent faire référence aux exportateurs dont il aura été constaté sur une base individuelle qu'ils pratiquent le dumping.[153] La Chine décrit la mention par l'Union européenne du terme "dommage" figurant dans la première phrase de l'article 9.2 comme étant entièrement dénuée de pertinence aux fins de déterminer si l'article 9.2 contient l'obligation que des droits antidumping soient imposés sur une base individuelle. Alors que le terme "dommage" est un concept applicable à l'échelle nationale et non un concept propre à une société, le Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)* a fait observer que "[l']*Accord antidumping* indiqu[ait] clairement que la détermination de l'existence d'un dumping [était] individuelle" même si "une seule détermination de l'existence d'un dommage [était] établie dans le cadre de chaque enquête".[154]

91. La Chine rejette la lecture que l'Union européenne fait du terme "approprié" figurant dans la première phrase de l'article 9.2 comme désignant le "taux de droit approprié pour le pays concerné" et estime que l'utilisation du terme "approprié" confirme plutôt la règle voulant que les droits antidumping soient imposés sur une base individuelle. Le Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)* a défini le terme "approprié" comme signifiant ""adéquat" ou "qui convient" dans le contexte d'une

[152] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 224 (citant le rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit*, paragraphe 6.118).
[153] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 226.
[154] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 227 (citant le rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.128).

enquête antidumping".[155] À cet égard, la Chine note que le contexte d'une enquête antidumping inclut la détermination de la marge de dumping, qui doit, en règle générale, être calculée sur une base individuelle conformément aux articles 2 et 6.10 de l'*Accord antidumping*. Par conséquent, un droit antidumping doit être réputé "approprié" pour un producteur-exportateur particulier lorsqu'il ne dépasse pas la marge de dumping individuelle déterminée pour ce producteur-exportateur. La Chine note aussi que la première phrase de l'article 9.2 dispose qu'un droit antidumping (singulier) dont les montants seront appropriés (pluriel) sera recouvré sur les importations, de quelque source qu'elles proviennent.[156]

92. S'agissant de l'interprétation de la deuxième phrase de l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*, la Chine estime que le Groupe spécial a constaté à juste titre que l'obligation de "faire connaître le nom" de chaque "fournisseur" comportait nécessairement l'obligation d'imposer des droits antidumping sur une base individuelle. Elle souscrit à l'interprétation donnée par le Groupe spécial du terme "fournisseurs" figurant dans les deuxième et troisième phrases de l'article 9.2 comme désignant des "producteurs" ou "exportateurs" étrangers du produit faisant l'objet de l'enquête antidumping pris individuellement. À cet égard, elle rejette l'argument de l'Union européenne selon lequel la deuxième phrase de l'article 9.2 impose simplement l'obligation de "faire connaître le nom" et selon lequel cette obligation de "nommer" peut servir à établir une distinction entre les exportateurs ou les producteurs qui sont assujettis aux droits antidumping frappant ce produit et les nouveaux exportateurs qui peuvent demander un réexamen au titre de l'article 9.5 de l'*Accord antidumping*. Elle ne voit pas quelle utilité aurait l'obligation de faire connaître le nom de chaque fournisseur si l'obligation générale énoncée à l'article 9.2 n'était pas de déterminer et d'imposer des droits antidumping sur une base individuelle.[157]

93. La Chine souligne que les articles 6.10 et 9.4 de l'*Accord antidumping* constituent le contexte pertinent aux fins d'interpréter l'article 9.2 et de confirmer que celui-ci énonce l'obligation d'imposer des droits antidumping individuels à chaque fournisseur. À son avis, l'obligation de déterminer des marges de dumping individuelles qui est énoncée à l'article 6.10 serait vidée de son sens si l'article 9.2 ne contenait pas une règle semblable. Dans le même ordre d'idées, si, en vertu de la deuxième phrase de l'article 9.4, un droit antidumping individuel doit être imposé aux producteurs ou exportateurs qui n'ont pas été inclus dans l'échantillon dans la mesure où ils ont fourni les renseignements nécessaires, il s'ensuit logiquement qu'un droit antidumping individuel doit nécessairement être déterminé pour les producteurs/exportateurs qui sont inclus dans l'échantillon (si un échantillon est utilisé), ainsi que pour

[155] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 228 (citant le rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.704).
[156] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 229.
[157] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 232.

tous les producteurs/exportateurs qui auront fourni les renseignements nécessaires (si un échantillon n'est pas utilisé).[158] Lorsque l'article 9.2 de l'*Accord antidumping* est lu dans son contexte, il devient évident que les autorités chargées de l'enquête ont l'obligation générale d'imposer des droits antidumping sur une base individuelle et que la seule exception à cette règle est celle qui est indiquée dans la troisième phrase de l'article 9.2.

94. La Chine conteste l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle le fait "que l'article 9.2 n'exige pas l'imposition individuelle de droits antidumping à tous les exportateurs ou producteurs connus est aussi étayé par le but de l'imposition de droits antidumping", à savoir "neutraliser *ou* empêcher le dumping".[159] L'article VI:2 du GATT de 1994 prévoit assurément que tout Membre pourra percevoir sur tout produit faisant l'objet d'un dumping un droit antidumping dont le montant ne dépassera pas la marge de dumping afférente à ce produit "en vue de neutraliser ou d'empêcher le dumping"; toutefois, selon la Chine, cela n'autorise pas les Membres à imposer des droits antidumping sur la base de n'importe quelles circonstances ni suivant n'importe quelle méthode qu'ils souhaitent choisir pour le calcul de la marge de dumping.[160]

95. La Chine souscrit à l'interprétation du Groupe spécial selon laquelle la troisième phrase de l'article 9.2 permet l'imposition de droits applicables à l'échelle nationale lorsque deux conditions sont remplies. Premièrement, il doit y avoir "plusieurs fournisseurs du même pays" et, deuxièmement, il faut "qu'il ne soit pas réalisable de les nommer tous". Toutefois, la Chine rejette l'interprétation de l'expression "pas réalisable" (*impracticable* dans la version anglaise) que fait l'Union européenne et qui amène celle-ci à donner de l'article 9.2 une lecture permettant l'imposition de droits antidumping applicables à l'échelle nationale dans des cas autres que le scénario de l'utilisation d'un échantillon. Elle considère qu'une interprétation correcte du terme "impracticable" conformément à l'article 31 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités*[161] (la "*Convention de Vienne*") n'amène pas à conclure, comme l'Union européenne l'affirme, que l'exception prévue dans la troisième phrase de l'article 9.2 inclut les situations dans lesquelles l'imposition de droits individuels serait rendue "inefficace" (en ne neutralisant pas ou n'empêchant pas effectivement le dumping). Le sens ordinaire du mot "impracticable" est "impossible in practice" (impossible en pratique), mais il n'englobe pas quelque chose qui est "inefficace[], irréaliste[] ou non adapté[] à une utilisation dans un but particulier".[162] La Chine ne voit pas en quoi quelque chose qui est impossible "pour des raisons

[158] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 237.
[159] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 239 (citant la communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 164 (italique dans l'original)).
[160] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 241.
[161] Faite à Vienne le 23 mai 1969, 1155 R.T.N.U. 331; 8 International Legal Materials 679.
[162] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 249 (citant la communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 172).

pratiques" couvrirait les situations dans lesquelles l'imposition de droits antidumping sur une base individuelle serait "inefficace" aux fins de neutraliser ou d'empêcher le dumping.

96. La Chine note en outre que le terme "impracticable" est utilisé dans d'autres dispositions de l'*Accord antidumping* et dans d'autres accords visés. L'article 6.10 de l'*Accord antidumping* indique expressément que c'est le "nombre important de producteurs ou d'exportateurs" qui fait que les déterminations individuelles en matière de dumping sont "impracticable" (*irréalisables* dans la version française). Il découle du libellé de cette disposition que "impracticable" désigne quelque chose qui est irréaliste "pour des raisons pratiques". De même, l'article 8.3 de l'*Accord antidumping* établit expressément que le cas où "le nombre d'exportateurs effectifs ou potentiels est trop élevé" constitue un exemple du caractère irréalisable. La Chine note que, dans l'*Accord antidumping*, le mot "(im)practicable" est également utilisé dans les articles 6.1.1, 6.4, 6.13, 12.2.1 et au paragraphe 7 de l'Annexe II et que, dans toutes ces dispositions, il désigne quelque chose qui est (n'est pas) possible pour des raisons pratiques, et non pas quelque chose qui est (n'est pas) efficace. En outre, le mot "practicable" figure à l'article 22:3 du Mémorandum d'accord. À cet égard, dans l'affaire *CE – Bananes III (Équateur) (article 22:6 – CE)*, les arbitres ont souligné la différence entre le sens du terme "practicable" et celui du terme "effective" en disant que "le sens ordinaire du terme "*practicable*" [était] "qui est disponible ou utile dans la pratique" … En revanche, le terme "*effective*" signifi[ait] par connotation "qui produit beaucoup d'effet", "qui fait forte impression", "qui produit un effet ou un résultat"".[163]

97. La Chine conteste aussi l'argument de l'Union européenne selon lequel, le but de l'imposition et du recouvrement de droits antidumping étant de neutraliser ou d'empêcher le dumping, l'imposition de droits sur une base individuelle devient "irréalisable" lorsque cette imposition rend les droits inefficaces parce qu'ils n'agissent pas réellement sur la "source de discrimination par les prix". Elle note que l'Union européenne n'explique ni ne définit la notion vague de "source de discrimination par les prix", et rappelle qu'il n'y a dans l'article VI du GATT de 1994 ou l'*Accord antidumping* aucune règle qui traite cette question. La Chine estime en outre que, même si le but de l'*Accord antidumping* est de neutraliser ou d'empêcher le dumping, aucune de ses dispositions n'autorise les Membres de l'OMC à imposer des droits antidumping suivant une méthode qu'ils choisissent en s'écartant manifestement de l'obligation énoncée à l'article premier dudit accord, qui dispose sans ambiguïté qu'une mesure antidumping sera appliquée dans les seules circonstances prévues à l'article VI du GATT de 1994, et à la suite d'enquêtes ouvertes et menées en conformité avec les dispositions de

[163] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 264 (citant la Décision des arbitres *CE – Bananes III (Équateur) (article 22:6 – CE)*, paragraphes 70 à 72).

l'*Accord antidumping*.[164] Elle note par ailleurs que, même à supposer que l'expression "pas réalisable" signifie "inefficace", ce qui n'est "pas réalisable" au titre de la deuxième phrase de l'article 9.2 est l'action de "nommer" les fournisseurs sur une base individuelle et non l'action d'"imposer" des droits sur une base individuelle.[165] Enfin, bien qu'il ne soit pas nécessaire, selon la Chine, de recourir à des moyens complémentaires d'interprétation au sens de l'article 32 de la *Convention de Vienne* puisque l'application des règles coutumières d'interprétation consacrées par l'article 31 ne laisse pas le sens ambigu ou obscur ni ne conduit à un résultat qui est manifestement absurde ou déraisonnable, les travaux préparatoires confirment l'interprétation selon laquelle l'expression "pas réalisable" se rapporte seulement à l'existence de "plusieurs fournisseurs du même pays" aux fins de l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*.

98. En particulier, la Chine soutient que l'examen de l'historique de la négociation de l'article 8 du *Code antidumping des Négociations Kennedy* (devenu l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*) confirme que le but des rédacteurs était de préciser si un Membre serait autorisé à imposer des droits antidumping seulement en ce qui concerne les exportateurs particuliers dont il a été constaté qu'ils faisaient l'objet d'un dumping ou, en plus, sur toutes les importations en provenance du pays d'origine des importations faisant l'objet d'un dumping.[166] La Chine note qu'on ne trouve absolument aucune référence à la question spécifique des importations en provenance de NME dans l'historique de la négociation de cette disposition. En outre, elle estime que le fait que l'article 2 g) du *Code antidumping des Négociations Kennedy* (qui incorpore la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994) a également été examiné et finalement inclus dans le *Code antidumping* pendant les Négociations Kennedy ne démontre pas que la deuxième note additionnelle et l'article 8 visent nécessairement les mêmes questions.[167] Selon la Chine, il n'y a au contraire aucun lien entre la note additionnelle et l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*.

99. La Chine souscrit à l'interprétation donnée par le Groupe spécial des termes "sources" et "fournisseurs" comme désignant "les producteurs ou exportateurs étrangers du produit faisant l'objet de l'enquête antidumping pris individuellement".[168] S'agissant de l'allégation de l'Union européenne selon laquelle l'État chinois peut être réputé "fournisseur" véritable, elle estime que, même si l'État pouvait être considéré comme un "fournisseur", il serait néanmoins nécessaire de prouver qu'il "exporte" ou "produit" effectivement le produit concerné. Autrement dit, le fait que l'État peut avoir une certaine influence sur la façon dont les producteurs-exportateurs mènent leurs activités

[164] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 269.
[165] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 270.
[166] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphes 274 à 285.
[167] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 286.
[168] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 292 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.104).

commerciales ne suffit pas à établir que l'État lui-même est un "exportateur" ou un "producteur". S'agissant de l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle le terme "fournisseur" peut aussi désigner la "source réelle de la discrimination par les prix", la Chine estime qu'il n'y a aucun fondement juridique, que ce soit dans le libellé de l'article 9.2 ou dans l'historique de la négociation de cette disposition, qui étayerait une telle conclusion.[169]

100. La Chine estime en outre que, même à supposer que les termes "source" ou "fournisseur" puissent inclure d'une manière ou d'une autre la notion de "source réelle de la discrimination par les prix", le Groupe spécial a constaté à juste titre qu'on ne pouvait pas présumer que l'État était la source de la discrimination par les prix. De l'avis de la Chine, l'absence de tout fondement juridique à l'appui d'une telle présomption suffit pour rejeter l'allégation de l'Union européenne et, par conséquent, le Groupe spécial n'a pas manqué à son obligation de procéder à une évaluation objective de la question comme l'exige l'article 11 du Mémorandum d'accord. En particulier, l'argument selon lequel il peut être présumé que l'État est la "source de la discrimination par les prix" dans les NME découle d'une autre présomption, à savoir que la Chine est effectivement une NME, ce que celle-ci conteste aussi. De fait, la Chine rappelle que son Protocole d'accession ne contient pas un point convenu selon lequel la Chine est une NME mais qu'il énonce simplement la possibilité, limitée dans le temps et seulement à des Membres de l'OMC spécifiques, de déroger aux règles générales régissant la détermination de la valeur normale. Selon la Chine, le fait que de nombreux pays ont reconnu expressément qu'elle était une économie de marché confirme cette position.[170]

101. La Chine soutient que, même à supposer que les termes "fournisseurs" ou "sources" puissent être lus comme faisant référence à la "source de la discrimination par les prix", les critères IT énoncés à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base n'ont pas pour but d'identifier la "source de la discrimination par les prix". D'ailleurs, si c'était le cas, il n'y aurait aucune raison que l'Union européenne applique un traitement différent aux économies de marché et aux NME. La Chine note au contraire que, selon l'Union européenne, l'influence ou l'intervention de l'État dans les NME fait de celui-ci la "source de la discrimination par les prix", alors que la même influence ou intervention de l'État dans les économies de marché ne fait pas de l'État la "source de la discrimination par les prix".[171]

[169] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 300.
[170] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 304.
[171] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 312.

d) Article I:1 du GATT de 1994

102. La Chine estime que le Groupe spécial a constaté à juste titre que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994. Elle estime aussi que le Groupe spécial n'a pas manqué à son obligation de se conformer à l'article 11 du Mémorandum d'accord et qu'il n'a pas fait erreur en constatant que l'*Accord antidumping* n'autorisait pas le traitement différent des importations en provenance des NME prévu à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base.

103. La Chine souscrit à la conclusion du Groupe spécial selon laquelle l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'obligation NPF énoncée à l'article I:1 du *GATT de 1994*. Elle conteste la lecture que l'Union européenne fait de l'expression "sans condition" comme permettant qu'un avantage soit accordé sous réserve de conditions pour autant que cela n'entraîne pas une discrimination *de facto*. En particulier, dans l'affaire *Canada – Automobiles*, le Groupe spécial a indiqué clairement que, dès lors qu'un avantage en soi avait été accordé à un quelconque produit d'un Membre de l'OMC, l'obligation de l'accorder "sans condition" au produit similaire de tout autre Membre de l'OMC signifiait que "l'octroi de cet avantage ne [pourrait] pas être soumis à des conditions pour ce qui est de la situation ou du comportement desdits pays".[172] Eu égard à cette constatation, il est incompatible *de jure* avec l'obligation énoncée à l'article I:1 du GATT de 1994 de subordonner la détermination de marges de dumping individuelles et l'imposition de droits individuels (l'avantage accordé à tous les Membres de l'OMC considérés comme des économies de marché) au respect des prescriptions de l'article 9 5) énonçant les critères IT (la condition imposée à la Chine). C'est seulement dans la situation hypothétique où ces critères seraient censés s'appliquer à tous les pays – qu'ils aient le statut d'économie de marché ou de NME – qu'il serait nécessaire de prouver que l'article 9 5) entraîne une discrimination *de facto* pour constater l'existence d'une violation de l'article I:1 du GATT de 1994. La Chine rejette l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle aucune discrimination ne découle de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base parce que les importations en provenance des économies de marché ne sont pas "similaires" aux importations en provenance des NME. Elle soutient par ailleurs que la question de savoir si les importations en provenance des économies de marché sont ou ne sont pas différentes par nature est sans pertinence aux fins du présent différend, précisément parce que la mesure en cause, telle qu'elle est libellée, n'est pas neutre quant à l'origine.[173]

[172] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 323 (citant le rapport du Groupe spécial *Canada – Automobiles*, paragraphe 10.18).
[173] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 328.

104. La Chine note que le Groupe spécial a examiné l'argument de l'Union européenne selon lequel les importations en provenance de NME présentent une différence quant à leur nature qui justifie un traitement différent. À cet égard, le Groupe spécial a conclu à juste titre que l'Union européenne affirmait simplement que les importations en provenance des économies de marché et les importations en provenance des NME étaient différentes par nature, sans fournir des éléments de preuve factuels suffisants pour étayer cette présomption. En particulier, l'examen effectué par un groupe spécial et le poids qu'il accorde aux éléments de preuve présentés relèvent du pouvoir discrétionnaire du groupe spécial, à qui il appartient de juger les faits[174] et, en l'espèce, le Groupe spécial a effectivement examiné les éléments de preuve dont il était saisi mais a finalement conclu que ceux-ci étaient insuffisants pour étayer l'argument de l'Union européenne.

105. La Chine estime en outre que la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994 ne reflète pas la reconnaissance par les Membres du fait que les importations en provenance des économies de marché et les importations en provenance des NME sont différentes par nature. Selon la Chine, la note additionnelle fait référence non aux NME mais seulement aux pays dont le commerce fait l'objet d'un monopole complet ou presque complet et où tous les prix intérieurs sont fixés par l'État, ce qui n'est pas le cas de la Chine. En outre, la Chine rappelle que le fait que les exportateurs NME peuvent être en mesure de montrer qu'ils agissent indépendamment de l'État fait douter de la différence fondamentale de nature alléguée entre les importations en provenance des économies de marché et les importations en provenance des NME. Elle relève aussi que rien dans son Protocole d'accession ne peut être interprété comme un point convenu selon lequel la Chine est une NME. Elle fait valoir que, aux termes de l'article 15 de son Protocole d'accession, les Membres de l'OMC auront seulement le droit d'"utiliser une méthode qui ne sera pas fondée sur une stricte comparaison avec les prix ou les coûts intérieurs en Chine"[175] lorsqu'ils détermineront la valeur normale. L'article 15 du Protocole d'accession n'autorise en aucun cas les Membres à déroger aux principes énoncés dans l'*Accord antidumping* voulant que les marges de dumping et les droits antidumping soient déterminés et imposés sur une base individuelle. En tout état de cause, la Chine estime que, même à supposer que son Protocole d'accession permette aux Membres de l'OMC de traiter la Chine comme une NME, cela ne démontrerait toujours pas que les importations en provenance des NME sont différentes par nature et, partant, qu'un traitement différent est justifié.[176]

106. La Chine demande à l'Organe d'appel de confirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est contraire à l'article I:1 du GATT de 1994,

[174] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 339 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États Unis – Gluten de froment*, paragraphe 151).
[175] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 344.
[176] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 345.

même dans le cas où il infirmerait les constatations formulées par le Groupe spécial au titre des articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping*. Elle rejette l'argument de l'Union européenne selon lequel, s'il est constaté que l'article 9 5) est compatible avec les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping*, cet article doit aussi, par définition, être compatible avec l'article I:1 du GATT de 1994 en vertu du principe de la *lex specialis* énoncé dans la *Note interprétative générale relative à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC*. La Chine rappelle que le Groupe spécial *CE – Bananes III* a établi qu'il n'y avait conflit que dans le cas où les obligations figurant dans différents accords ne pouvaient pas être respectées simultanément.[177] Par conséquent, elle ne voit pas en l'espèce de conflit effectif entre l'*Accord antidumping* et l'article I:1 du GATT de 1994. À son avis, même si l'Organe d'appel devait constater que l'*Accord antidumping* ne dit rien (et, partant, n'énonce pas d'interdiction expresse) sur la question de savoir si les autorités de l'enquête peuvent utiliser des critères spéciaux lorsqu'elles examinent, s'agissant des seules importations en provenance de NME, s'il faut imposer un droit applicable à l'échelle nationale ou un droit par société, il lui faudrait encore examiner si l'article I:1 du GATT de 1994 interdit de traiter différemment les Membres de l'OMC lorsqu'ils décident de l'imposition d'un droit applicable à l'échelle nationale ou d'un droit individuel.[178]

e) Article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC* et article 18.4 de l'*Accord antidumping*

107. La Chine demande à l'Organe d'appel de confirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC* et l'article 18.4 de l'*Accord antidumping*. Elle estime que, pour les raisons qui précèdent, l'Organe d'appel devrait aussi constater que l'Union européenne a manqué à l'obligation d'"assurer[ ] la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec ses obligations telles qu'elles sont énoncées dans les Accords figurant en annexe, conformément à l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC*. De la même façon, l'Union européenne n'a pas "pris toutes les mesures nécessaires, de caractère général ou particulier, pour assurer … la conformité de [ses] lois, réglementations et procédures administratives avec les dispositions de l'[*Accord antidumping*]", conformément à l'article 18.4 de l'*Accord antidumping*.[179]

[177] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphes 356 et 357 (faisant référence aux rapports du Groupe spécial *CE – Bananes III*, paragraphes 7.159 et 7.160).
[178] Voir la communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 359.
[179] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 363.

2. Constatations du Groupe spécial concernant l'article 9 5) du Règlement antidumping de base "tel qu'appliqué" dans l'enquête sur les éléments de fixation

108. La Chine demande à l'Organe d'appel de confirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle les autorités de l'UE ont agi en violation des articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne les déterminations IT dans l'enquête sur les éléments de fixation. Elle estime qu'une mesure dont il est constaté qu'elle est "en tant que telle" incompatible avec les obligations dans le cadre de l'OMC sera aussi nécessairement incompatible "telle qu'appliquée". Elle note que l'Union européenne s'appuie sur le fait que toutes les sociétés ayant coopéré qui ont demandé un traitement individuel l'ont obtenu pour affirmer que l'application de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base n'a pas réellement conduit à un déni des droits contenus dans les règles de l'OMC pertinentes, en l'occurrence le droit à un traitement individuel. Elle souligne que l'article 9 5) non seulement empêche que les fournisseurs NME d'aboutir au résultat qu'ils sont en droit d'obtenir, mais leur impose également une charge additionnelle en exigeant d'eux qu'ils demandent et démontrent qu'ils remplissent les conditions énoncées à l'article 9 5).[180] Par conséquent, le Groupe spécial a conclu à juste titre que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible "en tant que tel" avec les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping* et, pour les mêmes motifs, également incompatible "tel qu'appliqué" dans le cadre de cette enquête.[181]

3. Constatations du Groupe spécial au titre de l'article 6.4 et 6.2 de l'*Accord antidumping*

109. La Chine demande à l'Organe d'appel de confirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.4 de l'*Accord antidumping* en ne ménageant pas en temps utile aux parties intéressées chinoises la possibilité de prendre connaissance des renseignements relatifs aux types de produits sur la base desquels la valeur normale avait été établie. De plus, elle demande à l'Organe d'appel de confirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.2 de l'*Accord antidumping* parce que les parties intéressées chinoises n'étaient pas en mesure de défendre leurs intérêts. Elle demande à l'Organe d'appel de rejeter dans sa totalité l'appel de l'Union européenne au titre de ces dispositions.

[180] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 369.

[181] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 370 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.148).

a) "Renseignements" assujettis aux obligations énoncées à l'article 6.4 et 6.2 de l'*Accord antidumping*

110. La Chine estime que les types de produits utilisés pour la détermination de la valeur normale ont été considérés à juste titre par le Groupe spécial comme des "renseignements" au sens de l'article 6.4 de l'*Accord antidumping*.

111. En ce qui concerne l'interprétation de l'article 6.4, la Chine soutient que le sens ordinaire du terme "renseignements" indique qu'il s'agit d'un terme général qui couvre tout type de connaissances ou de faits et ne se limite pas, comme l'Union européenne le fait valoir, aux "faits et données brutes plutôt [qu'aux] déterminations factuelles et conclusions des autorités chargées de l'enquête".[182] À son avis, cette interprétation est confirmée par les autres dispositions de l'*Accord antidumping* dans lesquelles ce terme est utilisé, y compris les articles 2.4, 5.2, 8.6 et 11.2. Cette interprétation est également confirmée par la constatation du Groupe spécial *Corée – Produits laitiers* selon laquelle le terme "renseignements" figurant à l'article 12:2 de l'*Accord sur les sauvegardes* est différent des termes "points de fait et de droit" en ce sens qu'il est plus général.[183]

112. La Chine fait valoir qu'aucun des différends antérieurs sur lesquels l'Union européenne s'appuie n'étaye l'interprétation selon laquelle le terme "renseignements" se limite aux "faits et données brutes". La constatation du Groupe spécial *Corée – Certains papiers (article 21:5 – Indonésie)* confirme simplement que les autorités chargées de l'enquête doivent être saisies des renseignements pertinents dans la procédure antidumping considérée et ne limite pas le sens de "renseignements" à "données brutes".[184] En outre, l'Union européenne invoque à tort les constatations du Groupe spécial *Corée – Certains papiers* parce que ces constatations étayent en fait l'idée que le terme "renseignements" couvre également les faits tels qu'ils sont traités par l'autorité chargée de l'enquête.[185] Quant à la constatation du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (article 21:5 – Argentine)*, elle indique simplement que l'article 6.4 s'applique aux "renseignements" par opposition au "raisonnement", mais ne donne pas à entendre que les renseignements se limitent aux données brutes et aux faits.[186] La

[182] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 380 (citant la communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 253).
[183] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 379 (citant le rapport du Groupe spécial *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 7.125).
[184] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphes 391 (citant le rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers (article 21:5 – Indonésie)*, paragraphe 6.82) et 392.
[185] Voir la communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 393 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, paragraphe 7.201).
[186] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 394 (citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (article 21:5 – Argentine)*, paragraphe 7.124).

Chine fait en outre valoir que, dans l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie*, l'Organe d'appel n'a pas assimilé le terme "renseignements" figurant à l'article 6.4 à des "données brutes", comme le fait valoir l'Union européenne[187], mais a simplement pris note de la constatation de fait du Groupe spécial selon laquelle le raisonnement de l'autorité, ainsi que certaines données brutes, n'avaient pas été divulgués aux parties intéressées.[188] De plus, les renseignements dont il a été constaté qu'ils étaient couverts par l'article 6.4 dans ladite affaire contenaient des données qui avaient été traitées, agrégées et résumées par l'autorité chargée de l'enquête, ainsi que l'évaluation de ces données par l'autorité. La Chine ajoute que les "renseignements" dont il a été constaté qu'ils étaient assujettis à l'article 6.4 dans l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie* sont donc semblables aux types de produits dans l'enquête sur les éléments de fixation, qui sont des catégories de produits établies sur la base de données brutes fournies par le producteur indien, Pooja Forge.

113. La Chine soutient que le mot "pertinents" figurant à l'article 6.4 étaye l'interprétation selon laquelle les "renseignements" visés à l'article 6.4 ne se limitent pas aux données brutes et aux faits, mais couvrent tous types de faits que les parties intéressées jugent pertinents pour la présentation du dossier. Quant au contexte fourni par les autres paragraphes de l'article 6, elle fait valoir que l'Union européenne a essayé, à tort, de créer une division artificielle entre la portée des différentes obligations énoncées à l'article 6, et il apparaît qu'elle fait valoir qu'il ne peut y avoir aucun chevauchement de ces obligations. De l'avis de la Chine, il y a un certain chevauchement des différents paragraphes de l'article 6 et, dans certains cas, une série de faits peuvent donner lieu à une violation de plusieurs obligations en matière de régularité de la procédure. En particulier, l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle les paragraphes 1 à 3 de l'article 6 de l'*Accord antidumping* traitent uniquement du droit d'une partie de présenter ses propres éléments de preuve et arguments est incorrecte compte tenu du texte de ces dispositions. Cette affirmation ne tient pas non plus compte du caractère interdépendant du droit d'une partie de présenter des communications et de son droit d'être informée de ce que présentent les autres parties intéressées.

114. De plus, la Chine soutient que la référence répétée à l'article 6.5 faite dans les autres paragraphes de l'article 6 illustre le caractère interdépendant des droits et obligations au titre de l'article 6, et affaiblit les distinctions artificielles que l'Union européenne a essayé d'établir entre les différents paragraphes de l'article 6. En outre, rappelant son avis selon lequel le terme "renseignements" figurant à l'article 6.4 a une connotation large et peut également inclure les données qui ont été traitées ou organisées par l'autorité chargée de l'enquête, la Chine estime que le terme

[187] Voir la communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 254.

[188] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 395 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphes 138 à 141).

"renseignements" figurant à l'article 6.4 couvre un champ encore plus large que les "faits essentiels examinés" visés à l'article 6.9. Par conséquent, fait valoir la Chine, la distinction établie par l'Union européenne entre les "renseignements" visés à l'article 6.4 et les "faits essentiels examinés" visés à l'article 6.9 est sans fondement. Enfin, la Chine estime que ce serait aller à l'encontre de l'objet et du but des importantes obligations énoncées à l'article 6 de l'*Accord antidumping* que d'interpréter la portée du terme "renseignements" de manière restrictive, ce qui priverait les parties intéressées de leurs droits essentiels à une procédure régulière. De l'avis de la Chine, les seules limitations au droit accordé à l'article 6.4 sont celles qui sont expressément énoncées dans la disposition elle-même.

115. S'agissant des faits de l'enquête sur les éléments de fixation, la Chine juge "plutôt absurde" que l'Union européenne fasse valoir que les "types de produits" doivent simplement être "divulgués par les autorités chargées de l'enquête comme étant des "faits essentiels" au sens de l'article 6.9".[189] L'argument de l'Union européenne impliquerait que, jusqu'à la divulgation des "faits essentiels" vers la fin de l'enquête, les parties intéressées n'auraient aucun moyen de savoir sur quelle base les produits utilisés aux fins de la détermination de la valeur normale ont été regroupés en "types de produits". La Chine fait valoir que cela aurait pour effet de mettre les parties intéressées dans l'incapacité non seulement de formuler des observations sur le caractère approprié des catégories de produits, mais aussi, ne connaissant pas les caractéristiques physiques des types de produits, de demander des ajustements conformément à l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*. Elle ajoute que cela serait également incompatible avec la prescription énoncée au paragraphe 151 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine à l'OMC ("rapport du Groupe de travail de l'accession" de la Chine)[190], qui veut que la procédure d'enquête soit transparente et que des possibilités suffisantes soient ménagées aux producteurs et exportateurs chinois pour leur permettre de formuler des observations.

b) Question de savoir si les "renseignements" ont été mis à la disposition des parties intéressées "en temps utile" au sens de l'article 6.4 de l'*Accord antidumping*

116. La Chine soutient que l'Union européenne ne démontre pas que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord dans son évaluation des faits en relation avec sa constatation selon laquelle l'Union européenne n'a pas mis à disposition les renseignements en temps utile. Elle fait valoir que les éléments de preuve auxquels l'Union européenne fait référence n'ont pas été délibérément ignorés par le Groupe spécial et que, en tout état

[189] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 456.
[190] WT/ACC/CHN/49.

de cause, les conclusions que l'Union européenne tire de ces éléments de preuve sont incorrectes et dépourvues de pertinence.

117. La Chine soutient que, au cours de la procédure du Groupe spécial, l'Union européenne n'a pas fait référence au Document d'information pour réfuter l'allégation de la Chine selon laquelle l'Union européenne avait agi d'une manière incompatible avec l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping*. En fait, devant le Groupe spécial, l'Union européenne a fait valoir que le Document d'information ne devait pas être pris en compte parce qu'il s'agissait d'"un document informel qui refl[était] simplement un travail en cours et n'[avait] aucun statut juridique, que ce soit en droit communautaire ou dans le contexte de l'Accord antidumping".[191] Par conséquent, rien ne permet à l'Union européenne d'affirmer que le Groupe spécial n'a pas tenu compte du Document d'information alors qu'elle-même n'alléguait pas que ce document constituait un élément de preuve pertinent.

118. En tout état de cause, la Chine considère que le Document d'information ne devrait pas amener à une conclusion différente de celle à laquelle est parvenu le Groupe spécial. Le parallélisme entre le libellé du Document général pour la divulgation et le libellé du Document d'information en ce qui concerne les "types de produits" n'enlève rien, de l'avis de la Chine, à la conclusion du Groupe spécial sur cette question pour deux raisons essentielles. Premièrement, le libellé pertinent était une simple déclaration de l'Union européenne selon laquelle elle avait déterminé la valeur normale "par type de produits". Cependant, de l'avis de la Chine, cela ne changeait en rien l'impression qu'avaient les producteurs chinois puisque la simple référence à des "types de produits" était faite sans qu'il soit clairement indiqué que ces types de produits étaient différents des types de produits établis sur la base des NRP complets. Compte tenu de la pratique constamment suivie par l'Union européenne au cours des enquêtes antérieures, qui consistait à faire la comparaison sur la base du NRP, ces renseignements n'étaient pas suffisants pour tirer les conclusions qui s'imposaient, à savoir qu'il y avait une différence entre les "types de produits" et les NRP.

119. Deuxièmement, la Chine soutient que ni le Document d'information ni le Document général pour la divulgation n'étaient suffisamment spécifiques pour permettre à un producteur chinois de savoir sur quelle base la comparaison serait faite. Le Document général pour la divulgation ne donnait aucun renseignement quant aux caractéristiques pertinentes de ces groupes de produits, ni sur la façon dont ils étaient déterminés, et il en va de même pour le Document d'information. La Chine fait valoir que le "contexte factuel étaye une interprétation selon laquelle l'utilisation d'un libellé aussi

[191] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 473 (citant la deuxième communication écrite de l'Union européenne au Groupe spécial, paragraphe 120).

ambigu par la Commission était délibérée"[192], comme l'a ensuite montrée la réponse très ambiguë donnée par la Commission aux deux exportateurs chinois qui avaient des doutes quant à la comparaison et avaient demandé des précisions. Pour la Chine, ce n'était que lorsque ces exportateurs avaient posé une deuxième question que la Commission avait clairement indiqué que les types de produits n'avaient pas été établis sur la base des NRP complets, mais l'avaient plutôt été sur la base de la catégorie de résistance et de la distinction entre les éléments de fixation ordinaires et les éléments de fixation spéciaux.

120. La Chine soutient en outre que, même à supposer que les producteurs chinois aient été informés de l'utilisation de types de produits soit par le Document d'information, soit par le Document général pour la divulgation, cela serait sans pertinence pour l'examen de la question de savoir si l'Union européenne s'était conformée à l'article 6.4 de l'*Accord antidumping*. L'article 6.4 exige qu'une autorité ménage "en temps utile … la possibilité" de prendre connaissance des renseignements demandés par les parties intéressées. Dans l'enquête sur les éléments de fixation, la Commission n'a pas indiqué aux parties intéressées chinoises sur quelle base elle avait établi sa détermination de la valeur normale avant le dernier jour ouvrable précédant la fin du délai imparti pour formuler des observations, suite à deux demandes des parties intéressées chinoises. Par conséquent, la constatation du Groupe spécial selon laquelle les autorités chargées de l'enquête ont ménagé "en temps utile … la possibilité" de prendre connaissance des renseignements demandés est bien étayée par les éléments de preuve pertinents versés au dossier.

121. La Chine estime que l'affirmation faite par l'Union européenne concernant la capacité des producteurs chinois de présenter leur argumentation sur la base des "renseignements" fournis par l'Union européenne a été rejetée à juste titre par le Groupe spécial comme étant dénuée de pertinence pour son analyse au titre de l'article 6.4 de l'*Accord antidumping*. Les observations de certains exportateurs chinois auxquelles l'Union européenne fait référence ont été formulées, d'après la Chine, dans un contexte qui n'avait absolument aucun rapport avec la détermination des types de produits qui seraient utilisés pour la comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation. La Chine estime que le Groupe spécial a examiné ces "argumentations" mais a conclu à juste titre qu'elles étaient dénuées de pertinence pour l'évaluation de l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.4.

122. En ce qui concerne la lettre du 24 novembre 2008[193] dans laquelle l'une des parties intéressées chinoises qui avaient demandé des renseignements concernant les types de produits formulait une observation au sujet de ce "renseignement", la Chine n'est pas d'accord avec l'Union européenne

[192] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 484.
[193] Pièce EU-12 présentée au Groupe spécial, *supra*, note de bas de page 82.

lorsqu'elle dit que cet élément de preuve indiquait qu'une possibilité de prendre connaissance des renseignements "en temps utile" avait été ménagée. Elle soutient que la teneur des renseignements communiqués aux parties intéressées chinoises n'était pas suffisante pour permettre une demande étayée d'ajustements additionnels. En particulier, l'Union européenne n'a pas fourni la liste des "types de produits" ni indiqué leur corrélation avec les NRP, bien que ces renseignements aient été demandés. En outre, aucun renseignement précis concernant la distinction entre les éléments de fixation spéciaux et les éléments de fixation ordinaires n'a été fourni par la Commission. La Chine estime que le fait que le producteur chinois n'a pas demandé une prorogation est dénué de pertinence, parce que c'était à la Commission de fournir les renseignements en temps utile, et non aux parties intéressées d'essayer d'avoir plus de temps. Ainsi, le Groupe spécial a décidé à juste titre de ne pas s'appuyer sur cette lettre pour formuler sa constatation.

c) Constatation du Groupe spécial au titre de l'article 6.2 de l'*Accord antidumping*

123. La Chine estime que, bien que l'Union européenne allègue que la constatation corollaire du Groupe spécial au titre de l'article 6.2 est erronée, elle ne fournit pas d'arguments additionnels autres que ceux qu'elle a présentés dans le cadre de ses arguments au titre de l'article 6.4 de l'*Accord antidumping*. De plus, contrairement à ce qu'affirme l'Union européenne, le Groupe spécial n'a pas donné de l'article 6.2 une lecture qui inclut l'obligation énoncée à l'article 6.4, amalgamant ainsi les deux dispositions. En fait, même s'il peut y avoir des dispositions plus spécifiques que l'article 6.2 qui s'appliquent à une certaine allégation, il peut être nécessaire pour un groupe spécial d'examiner aussi les allégations au titre de l'article 6.2.

124. La Chine soutient également que la qualification de "purement corollaire"[194] que l'Union européenne fait de la constatation du Groupe spécial au titre de l'article 6.2 est erronée. En fait, le Groupe spécial a constaté l'existence d'une violation de l'article 6.2 qui était indépendante de l'article 6.4, au motif que les producteurs chinois n'avaient pas eu toutes possibilités de défendre leurs intérêts parce que la Commission n'avait fourni des renseignements concernant les types de produits utilisés dans la détermination de la valeur normale qu'à un stade très avancé de la procédure. Ainsi, d'après la Chine, le Groupe spécial a constaté l'existence d'une double violation de l'article 6.2: i) une violation corollaire découlant de l'article 6.4; et ii) une violation distincte découlant du fait que la Commission n'avait pas dûment fourni des renseignements qui auraient permis aux producteurs chinois de défendre leurs intérêts pendant l'enquête.

[194] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 505 (citant la communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphes 236, 244, 247 et 275).

d) Conclusion

125. Sur la base des arguments ci-dessus, la Chine demande à l'Organe d'appel de confirmer les constatations du Groupe spécial selon lesquelles l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* pour ce qui est de certains aspects de la détermination de la valeur normale, et en particulier les renseignements concernant les "types de produits", leurs caractéristiques et leur relation avec les NRP.

4. Constatations du Groupe spécial au titre de l'article 6.5 et 6.5.1 de l'*Accord antidumping* concernant les réponses non confidentielles au questionnaire

126. La Chine demande à l'Organe d'appel de confirmer les constatations du Groupe spécial selon lesquelles l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.5 et 6.5.1 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne les réponses non confidentielles des producteurs nationaux au questionnaire, et le traitement confidentiel des réponses de Pooja Forge au questionnaire. En particulier, elle pense comme le Groupe spécial que l'article 6.5.1 exige que les autorités chargées de l'enquête fassent en sorte que les parties fournissent des résumés non confidentiels "appropriés" des renseignements communiqués à titre confidentiel, ou, dans des circonstances exceptionnelles, qu'elles exposent "d'une manière appropriée" les raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni. La Chine soutient en outre que le Groupe spécial a déterminé à juste titre qu'il pouvait formuler des constatations sur les allégations de la Chine concernant les réponses de Pooja Forge au questionnaire. Pour ce qui est du fond de cette allégation, la Chine affirme que l'article 6.5 s'applique aux producteurs du pays analogue parce que ceux-ci peuvent être considérés comme des "parties à une enquête" ou, à titre subsidiaire, parce que l'Union européenne a créé une nouvelle catégorie de "parties intéressées" lorsqu'elle a utilisé une autre méthode pour déterminer la valeur normale faisant intervenir des producteurs d'un pays analogue.

a) Résumés non confidentiels des réponses des producteurs nationaux au questionnaire

127. La Chine pense comme le Groupe spécial que l'article 6.5.1 de l'*Accord antidumping* exige que l'autorité chargée de l'enquête fasse en sorte, lorsque les renseignements fournis à titre confidentiel ne peuvent pas faire l'objet d'un résumé non confidentiel, que les raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni soient exposés "d'une manière appropriée". D'après elle, l'article 6.5.1 comporte une obligation en deux parties. Premièrement, l'article 6.5.1 oblige l'autorité chargée de l'enquête à exiger des résumés non confidentiels des renseignements confidentiels ou, le cas échéant, un exposé des raisons pour lesquelles un résumé ne peut pas être fourni. Deuxièmement, l'autorité chargée de l'enquête doit exiger que ces résumés ou exposés des raisons soient "appropriés" pour

satisfaire à l'article 6.5.1.[195] De l'avis de la Chine, interpréter cette disposition d'une manière qui permettrait un respect de ses termes qui ne soit pas "approprié" rendrait l'obligation inutile et serait contraire à un corollaire de la règle générale d'interprétation voulant qu'un interprète ne donne pas une lecture qui rendrait "redondantes ou inutiles" les dispositions d'un traité.[196]

128. La Chine rappelle à l'Organe d'appel que, comme plusieurs groupes spéciaux l'ont déjà reconnu dans leurs rapports, l'*Accord antidumping* vise les Membres de l'OMC, pas les parties privées[197], et il appartient donc à l'autorité chargée de l'enquête d'un Membre de déterminer si une partie a étayé son allégation selon laquelle un résumé des renseignements confidentiels ne peut pas être fourni.[198] Elle ne partage pas l'avis de l'Union européenne selon lequel les autorités n'ont pas de "bâton"[199] pour faire respecter une telle obligation et donne à entendre que tant l'article 6.5.2[200] que l'article 6.8[201] permettent aux autorités de ne pas tenir compte des renseignements qui ne sont pas fournis en conformité avec l'article 6.5 dans son ensemble. En outre, la Chine soutient que les obligations de l'Union européenne au titre de l'article 6.5.1 ne sont pas affectées par le fait que les exportateurs chinois n'ont pas demandé de façon affirmative des résumés améliorés[202], ni par le fait que les exportateurs étaient en mesure de présenter des exposés sur les questions qui étaient en relation avec les renseignements confidentiels sans avoir reçu des résumés améliorés.[203]

129. Contrairement à l'interprétation de l'Union européenne, la Chine fait valoir que l'article 6.5 n'est qu'un aspect de la prescription générale en matière de transparence énoncée tant à l'article 6.5 qu'à l'article 6.5.1 et que l'article 6.5.1 "délimite étroitement" le droit au traitement confidentiel.[204] Par conséquent, nonobstant la protection du caractère confidentiel, il faut que les parties intéressées aient accès aux résumés non confidentiels des renseignements confidentiels pour pouvoir exercer leurs droits procéduraux fondamentaux. Ce n'est que dans des circonstances exceptionnelles, lorsqu'un résumé ne peut pas être fourni, que l'on peut déroger à l'obligation de fournir un résumé non confidentiel. De l'avis de la Chine, si ces conditions ne sont pas remplies, le traitement confidentiel doit être refusé ou il ne doit pas être tenu compte des renseignements.[205] Considéré dans le cadre

[195] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 523.
[196] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphes 523 et 524.
[197] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 525.
[198] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 527.
[199] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 530 (citant la communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 321).
[200] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 531.
[201] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 532.
[202] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 534.
[203] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 535.
[204] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphes 537 et 538.
[205] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 538.

général de l'article 6, le traitement confidentiel est donc plutôt une exception à l'objectif principal qui est de faire en sorte que les parties intéressées aient toutes possibilités de défendre leurs intérêts.[206]

130. La Chine soutient en outre que le texte de l'article 6.5.1 – qui prévoit que les autorités "exigeront" des résumés non confidentiels et que ces résumés "seront" suffisamment détaillés – ne laisse pas entendre qu'il s'agit uniquement d'une clause de l'"effort maximal". En fait, l'article 6.5.1 prévoit "l'obligation d'obtenir le résultat requis, indépendamment de la nature des efforts entrepris par les autorités chargées de l'enquête".[207] Mais même si l'article 6.5.1 contenait effectivement une clause de l'"effort maximal", la Chine fait valoir que l'Union européenne ne s'y est de toute façon pas conformée. Le Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier* a analysé ce que l'on entendait par l'"effort maximal" d'une partie et a constaté que cette expression "connot[ait] un effort supérieur à celui qui serait considéré comme "raisonnable" étant donné les circonstances" et impliquait "un degré élevé d'effort".[208] Alors que la Commission aurait pu demander aux producteurs nationaux de fournir des résumés non confidentiels, elle ne l'a pas fait en ce qui concerne l'exposé des raisons pour lesquelles un résumé ne pouvait être fourni dans le cas où aucun résumé n'avait été présenté.[209] La Chine demande instamment à l'Organe d'appel d'accepter les constatations du Groupe spécial *Mexique – Huile d'olive*, qui a estimé que l'autorité chargée de l'enquête devait examiner les raisons invoquées par une partie pour ne pas fournir de résumé des renseignements confidentiels, et déterminer si ces raisons constituaient des circonstances exceptionnelles.[210] Elle conteste également la lecture que l'Union européenne fait de cette affaire comme se distinguant, du point de vue des faits, de l'enquête sur les éléments de fixation.[211]

b) Traitement confidentiel des renseignements obtenus de Pooja Forge

i) *Mandat et régularité de la procédure*

131. En réponse à la contestation du mandat par l'Union européenne, la Chine demande à l'Organe d'appel de confirmer les constatations du Groupe spécial selon lesquelles il était saisi à bon droit des allégations de la Chine concernant les réponses de Pooja Forge au questionnaire. L'Union européenne n'a pas présenté cette allégation devant le Groupe spécial et la Chine soutient que l'Union européenne

[206] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphes 540 et 541.
[207] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 549.
[208] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 551 (citant le rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier*, paragraphe 7.244).
[209] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 552.
[210] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 557 (citant le rapport du Groupe spécial *Mexique – Huile d'olive*, paragraphe 7.92).
[211] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 558.

a donc renoncé à son droit de voir son objection portée devant l'Organe d'appel.[212] La Chine cite le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, dans lequel il est indiqué qu'un Membre qui "n'a pas soulevé ses objections en temps opportun, bien qu'il ait eu une ou plusieurs possibilités de le faire" peut être réputé avoir renoncé à son droit de les faire examiner par un groupe spécial.[213]

132. Même si l'Organe d'appel constate que l'Union européenne n'a pas renoncé à son droit de soulever cette objection en appel, la Chine fait valoir que son allégation au titre de l'article 6.5 concernant les réponses de Pooja Forge au questionnaire relevait du mandat du Groupe spécial. À son avis, sa demande d'établissement d'un groupe spécial satisfaisait aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord parce que le fondement juridique de l'allégation était clair. La Chine fait observer que l'Organe d'appel a établi une distinction entre les "allégations" et les "arguments"[214], et soutient que l'article 6:2 ne l'oblige pas à expliquer "*pourquoi* et *en quoi* la mesure en cause constitue une violation" des dispositions énumérées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.[215] Elle affirme que, en incluant certains de ses arguments dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, elle a simplement laissé présager les arguments qu'elle développerait ultérieurement dans les communications qu'elle présenterait au Groupe spécial et que cela ne peut être interprété comme restreignant la portée de son allégation.[216] En outre, explique la Chine, la référence qu'elle fait dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial aux "producteurs nationaux" avait trait uniquement à ses allégations au titre de l'article 6.5.1 et non à ses allégations au titre de l'article 6.5, dont le Groupe spécial avait constaté qu'il avait été enfreint pour ce qui était des réponses au questionnaire communiquées par Pooja Forge à titre confidentiel.[217] Enfin, la Chine note que l'examen du caractère suffisant d'une demande d'établissement d'un groupe spécial au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord fait intervenir un critère en deux étapes, exposé par le Groupe spécial *CE – Linge de lit* comme suit: "la première étape consiste à examiner le texte proprement dit de la demande, à la lumière de la nature des dispositions juridiques en question; la deuxième étape consiste à se demander si le défendeur a été lésé par la formulation des allégations dans ladite demande, compte tenu du déroulement de la procédure du Groupe spécial".[218] La Chine allègue que le fait que l'Union

[212] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 570.
[213] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 574 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 50).
[214] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 578 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 139; et le rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 141).
[215] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 577.
[216] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 584.
[217] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 584.
[218] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 585 (citant le rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit*, paragraphe 6.26).

européenne n'a même pas formulé cette allégation devant le Groupe spécial confirme qu'il n'a pas été porté atteinte à sa capacité de défendre ses intérêts.

133. En ce qui concerne l'allégation subsidiaire de l'Union européenne, la Chine relève que le Groupe spécial a examiné la question de la régularité de la procédure et a suffisamment examiné les préoccupations de l'Union européenne lorsqu'il a traité cette allégation. Ayant déterminé que la Chine n'avait pas présenté d'arguments ni d'éléments de preuve concernant une quelconque catégorie de renseignements autres que les "types de produits", le Groupe spécial a limité les allégations de la Chine concernant Pooja Forge aux renseignements confidentiels relatifs à cette seule catégorie.[219] En tout état de cause, la Chine estime que le Groupe spécial n'a pas plaidé sa cause et elle met en avant plusieurs de ses communications au Groupe spécial qui, fait-elle valoir, étaient suffisantes pour permettre au Groupe spécial d'établir la constatation à laquelle il est finalement parvenu. Ces communications ne se limitaient d'ailleurs pas aux réponses aux questions du Groupe spécial, mais comprenaient également la version non confidentielle des réponses de Pooja Forge au questionnaire elles-mêmes, ainsi que des arguments présentés par la Chine dans sa deuxième communication écrite au Groupe spécial.[220] Enfin, de l'avis de la Chine, l'Union européenne n'a pas été privée de "possibilités adéquates" de répondre aux allégations de la Chine. En fait, elle a choisi de ne pas répondre parce qu'elle pensait que l'allégation "devrait être rejetée sans examen quant au fond".[221]

ii) *Application de l'article 6.5 aux producteurs du pays analogue*

134. La Chine conteste l'allégation de l'Union européenne selon laquelle l'article 6.5 de l'*Accord antidumping* ne s'appliquait pas à Pooja Forge parce que cette dernière n'était pas une "partie intéressée". Elle fait valoir que l'article 6.5 s'applique expressément aux "parties à une enquête", qui est une notion plus vaste que celle de "parties intéressées" telle qu'elle est définie à l'article 6.11, et inclurait les producteurs d'un pays tiers analogue participant à l'enquête. Cette interprétation est étayée par l'utilisation ultérieure d'expressions plus générales telles que "a person supplying the information" et "the supplier of the information" (la personne qui a fourni les renseignements).[222] La Chine allègue que l'utilisation constante d'une expression autre que "parties intéressées" amène à conclure que c'est un sens différent qui est visé et que, par conséquent, Pooja Forge n'avait pas besoin de correspondre à la définition de "partie intéressée" pour être considérée comme une "partie à l'enquête".[223] Elle observe que Pooja Forge a présenté une grande quantité de données, que ces

[219] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 588.
[220] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphes 591 et 592.
[221] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 593.
[222] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 602.
[223] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 599.

données ont été utilisées par la Commission comme base de calcul de la valeur normale et que la Commission a même rendu visite à Pooja Forge afin de vérifier ces données.[224] Par conséquent, de l'avis de la Chine, Pooja Forge "a pris part" à l'enquête sur les éléments de fixation et devrait être considérée comme une "partie à l'enquête".[225]

135. En réponse à l'argument de l'Union européenne selon lequel il ne fait pas sens, compte tenu des réalités des enquêtes antidumping portant sur des NME, d'appliquer les prescriptions de l'article 6.5 aux producteurs du pays analogue, la Chine affirme que c'est l'inverse qui est vrai. À son avis, les autorités chargées de l'enquête disposent d'une grande marge de manœuvre pour déterminer la valeur normale dans le contexte des enquêtes impliquant des pays à économie autre que de marché et, par conséquent, il est encore plus important que le processus soit aussi transparent que possible et que des possibilités suffisantes soient ménagées aux producteurs chinois pour leur permettre d'examiner les renseignements relatifs à la valeur normale et de formuler des observations à leur sujet.[226]

136. Même si l'Organe d'appel détermine que l'article 6.5 s'applique uniquement aux "parties intéressées" telles qu'elles sont définies à l'article 6.11, la Chine estime que Pooja Forge devrait être considérée comme une "partie intéressée" dans l'enquête sur les éléments de fixation. Dans l'affaire *Japon – DRAM (Corée)*, l'Organe d'appel a constaté que les "parties intéressées" devaient également inclure les entités dont la participation était pertinente "pour procéder à une enquête objective et pour obtenir des renseignements ou des éléments de preuve pertinents pour l'enquête en question"[227], et la Chine soutient qu'un producteur analogue correspond directement à la description donnée par l'Organe d'appel. Elle fait valoir également que l'Union européenne elle-même a désigné Pooja Forge comme une "partie intéressée" aux fins de l'article 6.5 en incluant dans des documents uniquement destinés aux producteurs du pays analogue des instructions sur la manière de fournir des renseignements confidentiels en conformité avec l'article 6 de l'*Accord antidumping*.[228]

5. Constatations du Groupe spécial au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* concernant la divulgation de l'identité des plaignants

137. La Chine réplique à l'Union européenne, qui conteste le mandat concernant la divulgation de l'identité des plaignants au titre de l'article 6.4 et 6.2 de l'*Accord antidumping*, en signalant que

[224] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 603.
[225] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 603.
[226] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 606 (citant le rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine, paragraphe 151).
[227] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 608 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Japon – DRAM (Corée)*, paragraphe 242).
[228] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphes 609 à 611.

l'Union européenne n'établit pas de distinction entre les "allégations" et les "arguments", et identifie donc le critère erroné pour déterminer si une demande d'établissement d'un groupe spécial expose le fondement juridique de la plainte d'une manière qui soit "suffisant[e] pour énoncer clairement le problème".[229] La Chine demande instamment à l'Organe d'appel de suivre le critère établi dans ses rapports antérieurs qui, à son avis, exige que "l'indication du fondement juridique de la plainte [permette] de mieux comprendre la nature de l'obligation en cause de façon à ce que le défendeur soit en mesure de se défendre".[230]

138. La Chine fait valoir qu'elle a indiqué son allégation "avec précision" lorsqu'elle a établi, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, que la mesure en cause était contraire à l'article 6.4 et 6.2 de l'*Accord antidumping* "parce que [l'Union européenne] n'[avait] pas ménagé aux producteurs/exportateurs chinois, pendant toute la durée de l'enquête, toutes possibilités de défendre leurs intérêts et ne leur [avait] pas ménagé en temps utile la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents pour la présentation de leurs dossiers".[231] D'après la Chine, cela suffisait pour indiquer quelles étaient ses "allégations" et elle n'était pas obligée d'inclure des "arguments" expliquant comment l'Union européenne avait manqué à ses obligations. De plus, le fait que la Chine a effectivement inclus plusieurs arguments dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial ne devrait pas être interprété comme limitant la portée de ses allégations à ces seuls arguments.[232] En outre, la Chine ne partage pas l'avis de l'Union européenne selon lequel sa demande d'établissement d'un groupe spécial n'était pas suffisamment spécifique pour "énoncer clairement le problème", parce que l'article 6.4 et l'article 6.2 pris ensemble contenaient des obligations multiples. En ce qui concerne l'article 6.2, la Chine souligne qu'elle a uniquement inclus la première phrase de cette disposition dans son allégation et n'avait pas l'intention d'invoquer l'article tout entier.[233] Elle soutient que, s'il peut y avoir de multiples façons d'agir en violation de ces dispositions, on peut en dire autant de toutes les dispositions de l'*Accord antidumping*, ce qui ne signifie pas que chacune contient des obligations multiples.[234]

139. Enfin, la Chine soutient que, dans son examen du caractère suffisant d'une demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Organe d'appel doit tenir compte du point de savoir s'il a été "porté atteinte" à la capacité du défendeur de se défendre, "compte tenu du déroulement de la

[229] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphes 626 à 628.
[230] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 633 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 141; au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 130; et au rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphes 124 et 127).
[231] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 634.
[232] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphes 635 à 638 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 153).
[233] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 645.
[234] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 648.

procédure du groupe spécial".[235] De l'avis de la Chine, "indépendamment" de la question de savoir si la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine était conforme à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, l'Union européenne ne peut obtenir gain de cause lorsqu'elle conteste le mandat, à moins qu'elle ne démontre avec succès l'existence d'une telle atteinte.[236] Compte tenu de la manière non équivoque dont la Chine a présenté ses allégations dans sa première communication écrite au Groupe spécial et dans ses clarifications ultérieures en réponse aux questions du Groupe spécial, la Chine insiste sur le fait que l'Union européenne ne peut pas montrer qu'il a été porté atteinte à sa capacité de se défendre dans cette affaire.[237]

C. *Allégations d'erreur formulées par la Chine – Autre appelant*

1. Constatations du Groupe spécial au titre des articles 4.1 et 3.1 de l'*Accord antidumping*

140. La Chine demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Union européenne n'a pas agi d'une manière incompatible avec les articles 4.1 et 3.1 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne la définition de la branche de production nationale dans l'enquête sur les éléments de fixation. Premièrement, la Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'Union européenne n'avait pas agi d'une manière incompatible avec les articles 4.1 et 3.1 de l'*Accord antidumping* en excluant de la définition de la branche de production nationale les producteurs qui ne soutenaient pas la plainte concernant l'existence d'un dumping préjudiciable et les producteurs qui s'étaient fait connaître plus de 15 jours après la publication de l'avis d'ouverture de l'enquête. Par ailleurs, la Chine affirme que le Groupe spécial a fait erreur en rejetant son allégation selon laquelle, dans l'enquête sur les éléments de fixation, la branche de production nationale comprenant des producteurs représentant 27 pour cent de la production totale estimée d'éléments de fixation de l'UE n'incluait pas les producteurs nationaux dont les productions additionnées "constitu[ai]ent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits" au sens de l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*. Enfin, la Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'Union européenne n'avait pas agi d'une manière incompatible avec les articles 4.1 et 3.1 de l'*Accord antidumping* en établissant une détermination de l'existence d'un dommage sur la base d'un échantillon de producteurs qui n'était pas représentatif de la branche de production nationale.

---

[235] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 632 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 127).
[236] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 653.
[237] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphes 654 à 658.

a) Exclusion de certains producteurs

141. La Chine allègue que le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective des faits, comme le prescrivent l'article 11 du Mémorandum d'accord et l'article 17.6 de l'*Accord antidumping*, lorsqu'il a constaté que l'Union européenne n'avait pas exclu les producteurs qui ne soutenaient pas la plainte de la définition de la branche de production nationale. En outre, elle fait valoir que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 4.1 de l'*Accord antidumping* et a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en constatant que l'Union européenne n'avait pas agi en violation de l'article 4.1 de l'*Accord antidumping* en excluant de la branche de production nationale les producteurs qui ne s'étaient pas manifestés dans un délai de 15 jours après l'ouverture de l'enquête antidumping. La Chine soutient aussi que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* en rejetant son allégation au titre de cette disposition uniquement parce qu'il a rejeté son allégation au titre de l'article 4.1 de cet accord.

i) *Exclusion des producteurs qui ne soutenaient pas la plainte*

142. La Chine rappelle la constatation formulée par l'Organe d'appel au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord selon laquelle "la question de savoir si un groupe spécial a procédé à une "évaluation objective" des faits est une question *de droit*, qui peut faire l'objet d'un appel".[238] De plus, l'Organe d'appel a constaté que pour s'acquitter de sa tâche au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, "un groupe spécial a l'obligation d'examiner **tous** les éléments de preuve dont il est saisi, et pas seulement ceux qui sont présentés par l'une ou l'autre des parties, et d'évaluer la pertinence et la force probante de chacun d'entre eux".[239] L'Organe d'appel a également souligné que les groupes spéciaux ne pouvaient pas établir de constatations positives qui ne soient pas fondées sur les éléments de preuve contenus dans leur dossier.[240]

143. Abordant les faits de la cause en l'espèce, la Chine soutient qu'elle a allégué devant le Groupe spécial que l'Union européenne avait exclu à tort de la définition de la branche de production nationale tous les producteurs qui ne soutenaient pas la plainte concernant le dumping préjudiciable allégué causé par les importations d'éléments de fixation en provenance de Chine. Le Groupe spécial

[238] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 46 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 151 (italique dans l'original); et faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 132).

[239] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 50 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 137). (caractères gras ajoutés par la Chine)

[240] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 50 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 142, faisant lui-même référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphes 161 et 162).

n'a cependant pas procédé à une évaluation objective des faits et a constaté à tort que la Commission n'avait pas exclu les producteurs qui ne soutenaient pas la plainte de la définition de la branche de production nationale. La Chine allègue que, pour arriver à sa constatation, le Groupe spécial s'est fondé uniquement sur l'affirmation factuelle de l'Union européenne selon laquelle au moins un producteur qui n'avait pas soutenu la plainte d'une manière affirmative avant l'ouverture de l'enquête avait été inclus dans la définition de la branche de production nationale. Selon elle, cette affirmation de l'Union européenne n'était pas corroborée par des éléments de preuve, même si de tels éléments de preuve "étaient manifestement accessibles à [l'Union européenne] en tant qu'autorités chargées de l'enquête".[241] Par exemple, l'Union européenne aurait pu communiquer la liste des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte et qui s'étaient manifestés avant l'ouverture de l'enquête. Pourtant, en réponse à la préoccupation exprimée par la Chine au sujet de la fiabilité de cette déclaration, le Groupe spécial a dit qu'il "n'a[vait] aucune raison de mettre en doute l'affirmation de ce fait par l'Union européenne à cet égard".[242] Par conséquent, soutient la Chine, "en traitant comme un fait établi une simple affirmation faite par l'[Union européenne] sans éléments de preuve à l'appui, le Groupe spécial a commis une erreur fondamentale et n'a donc pas procédé à une évaluation objective des faits comme le veut l'article 11 du Mémorandum d'accord".[243]

144. La Chine soutient en outre que le Groupe spécial "n'a pas tenu compte de l'explication fournie par la Chine"[244], ainsi que d'autres éléments de preuve pertinents, qui montraient que la Commission savait si le producteur qui aurait gardé le silence avant l'ouverture de l'enquête soutenait de fait la plainte. Elle estime que, comme l'indique la réponse de l'Union européenne à une question posée par le Groupe spécial, la Commission a enquêté sur la position de tous les producteurs connus concernant la plainte et devait donc être au courant de la position du producteur qui aurait gardé le silence avant l'ouverture de l'enquête, mais qui a été inclus dans la définition de la branche de production nationale après l'ouverture de l'enquête.[245] De plus, le Document d'information, que la Commission a publié plusieurs mois avant de conclure l'enquête, montrait clairement que la Commission avait enquêté sur la position de tous les producteurs connus concernant la plainte, et en avait connaissance. En "ne tenant pas compte"[246] des éléments de preuve en question, le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective, comme le prescrit l'article 11 du Mémorandum d'accord, lorsqu'il a constaté que le fait affirmé par l'Union européenne, à savoir qu'un producteur qui avait gardé le silence avant

[241] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 65.
[242] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 63 (citant le rapport du Groupe spécial, note de bas de page 473 relative au paragraphe 7.214).
[243] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 66.
[244] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 69.
[245] Communication de la Chine, en tant qu'autre appelant, paragraphe 82 (faisant référence à la réponse de l'Union européenne aux questions n° 88 et 89 du Groupe spécial).
[246] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 82.

l'ouverture de l'enquête avait été inclus dans la définition de la branche de production nationale, démontrait nécessairement que la Commission n'avait pas exclus les producteurs qui ne soutenaient pas la plainte.

145. La Chine affirme en outre que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord car il "n'a pas tenu compte" des trois éléments de preuve ci-après présentés par la Chine qui démontraient que l'Union européenne avait exclu tous les producteurs qui ne soutenaient pas la plainte de la définition de la branche de production nationale.[247] En particulier, le considérant 114 du Règlement définitif définit la branche de production nationale comme étant constituée de 45 producteurs communautaires "qui ont soutenu la plainte et ont pleinement coopéré à l'enquête". Le Groupe spécial a reconnu que le libellé du Règlement définitif signifiait que "seuls des producteurs ayant exprimé leur soutien à la plainte [avaient] été inclus dans la branche de production nationale".[248] Toutefois, le Groupe spécial "n'a pas tenu compte du libellé sans ambiguïté" du Règlement définitif dans son évaluation des faits[249] et n'a pas expliqué pourquoi il n'avait pas jugé cet élément de preuve pertinent pour sa constatation.

146. De plus, la Chine soutient que, devant le Groupe spécial, elle a fait mention du Document d'information publié par la Commission un semestre avant la publication du Règlement définitif, dans lequel la Commission expliquait les déterminations préliminaires qu'elle avait établies dans l'enquête sur les éléments de fixation. La Chine fait valoir que le Document d'information montre que la branche de production nationale a été initialement définie comme comprenant uniquement les 86 producteurs qui avaient soutenu la plainte et avaient pleinement coopéré à l'enquête. Malgré cela, le Groupe spécial a décidé de ne pas se fonder sur le Document d'information, constatant qu'il s'agissait "d'un document de travail qui fai[sai]t état des progrès de l'enquête à ce stade et n'[avait] pas de statut juridique dans le droit communautaire" et que, par conséquent, il ne "faisa[i]t [pas] partie de la mesure" en cause devant le Groupe spécial.[250] Selon la Chine, le Groupe spécial n'a pas tenu compte, à tort, de cet élément de preuve car le Document d'information fait partie du dossier d'enquête et constitue un élément de preuve pertinent. Finalement, la Chine soutient qu'elle a présenté au Groupe spécial une lettre envoyée par la Commission en réponse aux demandes de précisions de deux producteurs chinois concernant certains aspects du Document général pour la divulgation.[251] Dans la

[247] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 85.
[248] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 89 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.214).
[249] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 89.
[250] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 92 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.214).
[251] Lettre du 18 novembre 2008 adressée par la Commission européenne à Van Bael & Bellis en réponse à la lettre de Van Bael & Bellis du 12 novembre 2008, communiquée au Groupe spécial en tant que

lettre, la Commission disait que le volume de production de la branche de production communautaire indiqué dans le Document général pour la divulgation correspondait à celui des "producteurs communautaires qui soutenaient la plainte et avaient pleinement coopéré à l'enquête".[252] De l'avis de la Chine, cet élément de preuve montre que seuls les producteurs qui soutenaient la plainte ont été inclus dans la définition de la branche de production nationale. Le Groupe spécial n'a cependant pas fait référence à la lettre en question et n'a donc "pas du tout tenu compte" des éléments de preuve dans son analyse.[253]

147. Sur cette base, la Chine demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Union européenne n'a pas exclu les producteurs qui ne soutenaient pas la plainte de la définition de la branche de production nationale. Elle demande en outre à l'Organe d'appel de compléter l'analyse et de constater que l'Union européenne a exclu les producteurs qui ne soutenaient pas la plainte de la définition de la branche de production nationale et que, ce faisant, l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*. La Chine fait valoir que, mis à part les deux exceptions prévues à l'article 4.1, aucune autre catégorie de producteurs ne peut être exclue par les autorités chargées de l'enquête de la définition de la branche de production nationale. Elle trouve des éléments à l'appui de sa position dans le texte de l'article 4.1, ainsi que dans la constatation du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)* selon laquelle, au titre de l'article 4.1, il n'est pas admissible d'exclure de la définition de la branche de production nationale certaines catégories de producteurs du produit similaire autres que ceux qui sont visés aux alinéas i) et ii) de cette disposition.[254]

ii) *Exclusion des producteurs qui ne se sont pas manifestés dans un délai de 15 jours après l'ouverture de l'enquête*

148. La Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation juridique et a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en constatant que l'Union européenne n'avait pas agi d'une manière incompatible avec l'article 4.1 de l'*Accord antidumping* en excluant de la définition de la branche de production nationale tous les producteurs qui ne s'étaient pas manifestés dans un délai de 15 jours après l'ouverture de l'enquête.

---

pièce CHN-39 présentée au Groupe spécial. Le Document général pour la divulgation, *supra*, note de bas de page 73 était la version finale avant que la Commission ne publie le Règlement définitif.

[252] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 97 (citant la pièce CHN-39 présentée au Groupe spécial, *supra*, note de bas de page 251, page 1). (soulignage de la Chine omis)

[253] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 99.

[254] En vertu de l'article 4.1 i), les producteurs nationaux qui sont liés aux exportateurs ou aux importateurs, ou qui sont eux-mêmes importateurs du produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping peuvent être exclus. L'article 4.1 ii) dispose en outre que la branche de production nationale peut être limitée de manière à inclure seulement les producteurs d'une région géographique donnée, si certains critères sont remplis.

149. Selon la Chine, le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation de l'article 4.1 lorsqu'il a constaté que "[r]ien dans l'article 4.1 n'empêcherait les autorités chargées de l'enquête de fixer des délais aux sociétés pour qu'elles se manifestent en vue de leur inclusion dans la branche de production nationale".[255] De l'avis de la Chine, l'article 4.1 interdit l'exclusion de toute catégorie de producteurs, à l'exception de celles qui sont visées par les alinéas i) et ii), et la prohibition s'applique aux producteurs définis en tant que catégorie sur la base du délai dans lequel ils doivent se manifester. La Chine estime que l'imposition d'un délai aux producteurs nationaux pour se manifester peut être admissible lorsqu'il est nécessaire pour les autorités chargées de l'enquête de terminer une enquête dans le délai prescrit à l'article 5.10 de l'*Accord antidumping*. Le délai doit toutefois être contrebalancé par les droits des parties intéressées à une procédure régulière. Par conséquent, tout délai accordé par les autorités chargées de l'enquête aux producteurs pour se manifester doit être "raisonnable" et "suffisant".[256] La Chine estime en outre qu'un délai ne serait pas admissible si les autorités chargées de l'enquête continuaient d'envisager d'inclure les producteurs qui se manifestaient après le délai, mais décidaient en fin de compte de ne pas les inclure, car cela constituerait un processus d'exclusion délibéré incompatible avec l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*.

150. La Chine soutient que le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective des faits, comme le prescrit l'article 11 du Mémorandum d'accord, lorsqu'il a constaté que l'Union européenne "n'a[vait] pas agi de manière à exclure" les producteurs qui ne s'étaient pas fait connaître dans un délai de 15 jours après l'ouverture de l'enquête.[257] La Chine estime que tant le Règlement définitif que le Document d'information indiquent que la branche de production nationale comprend les producteurs communautaires qui ont exprimé le souhait d'être inclus dans l'échantillon dans le délai de 15 jours. Par ailleurs, comme le Groupe spécial l'a également noté, il semblait que "d'autres producteurs aient été considérés en vue de leur inclusion dans la branche de production nationale", même si en fin de compte aucun de ces producteurs n'avait été inclus dans la branche de production nationale.[258] De l'avis de la Chine, cela montre que la Commission a envisagé d'inclure des producteurs autres que ceux qui s'étaient manifestés dans le délai de 15 jours, mais a décidé de ne pas le faire. Compte tenu des éléments de preuve ci-dessus, fait valoir la Chine, le Groupe spécial aurait dû conclure que la Commission avait agi de manière à exclure les producteurs qui ne s'étaient pas manifestés dans le délai de 15 jours.

[255] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 123 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.219).
[256] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 125.
[257] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 117 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.215).
[258] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 120 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.215).

151. En outre, la Chine affirme que le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective des faits, comme le prescrit l'article 11 du Mémorandum d'accord, en constatant que la Chine n'avait pas établi que le délai de 15 jours accordé par la Commission était insuffisant ou déraisonnable. La Chine soutient qu'elle a justifié, devant le Groupe spécial, l'insuffisance et le caractère déraisonnable du délai de 15 jours à l'aide des arguments et éléments de preuve suivants. Premièrement, le délai de 15 jours est "très court et fait que les plaignants et les sociétés soutenant l'enquête seront bien plus susceptibles" que les producteurs qui y sont opposés de se manifester dans le délai imparti.[259] La Chine estime que cet argument est étayé par les éléments de preuve, qui montrent que les 46 producteurs qui constituaient la branche de production nationale soutenaient tous la plainte et se sont tous manifestés dans le délai de 15 jours. De surcroît, comme le montre le Document d'information, "un grand nombre de" producteurs qui étaient opposés à la plainte ou qui n'avaient pas exprimé un avis n'ont pas été inclus dans la définition de la branche de production nationale.[260] Par ailleurs, en exigeant que les producteurs se manifestent dans un délai de 15 jours et expriment la volonté d'être inclus dans l'échantillon dans ce délai, l'Union européenne a adopté une approche qui était "fondamentalement non objective" du fait que les producteurs opposés à l'enquête étaient moins susceptibles de vouloir faire partie de l'échantillon.[261] Enfin, la Chine affirme que le délai de 15 jours ménagé pour répondre au formulaire relatif à l'échantillonnage n'est pas le même que celui dans lequel il a été demandé à une partie intéressée de se faire connaître dans le cadre de l'avis d'ouverture de l'enquête, qui était de 40 jours. La Chine soutient, par conséquent, qu'elle a dûment étayé son argument présenté au Groupe spécial selon lequel le délai de 15 jours était déraisonnable et, de ce fait, incompatible avec l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*.

152. Sur cette base, la Chine demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle la Commission "n'a pas agi de manière à exclure"[262] les producteurs qui ne s'étaient pas fait connaître dans un délai de 15 jours après l'ouverture de l'enquête, et que "le simple fait que la branche de production nationale telle qu'elle a été définie en définitive n'inclut aucune proportion particulière de producteurs ... qui ne se sont pas manifestés dans le délai de 15 jours ne démontre pas que l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 4.1 de l'[*Accord antidumping*] pour définir la branche de production nationale".[263] De plus, la Chine demande à l'Organe d'appel de conclure que le délai de 15 jours ménagé aux producteurs nationaux pour se

[259] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 135.
[260] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 136.
[261] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 137.
[262] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.215. Voir aussi la communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 141.
[263] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.219. Voir aussi la communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 141.

manifester n'était ni raisonnable ni suffisant et que l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 4.1 en fixant un tel délai.

iii) *Incompatibilité avec l'article 3.1 de l'Accord antidumping*

153. La Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* en rejetant l'allégation qu'elle a formulée au titre de cette disposition car il a constaté que l'Union européenne n'avait pas agi d'une manière incompatible avec l'article 4.1 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne la définition de la branche de production nationale. Selon la Chine, les allégations distinctes qu'elle a formulées en s'appuyant sur deux fondements juridiques différents au titre de l'article 4.1 et de l'article 3.1 exigeaient que le Groupe spécial examine si le fait d'exclure de la branche de production nationale les producteurs qui ne soutenaient pas la plainte et ceux qui ne s'étaient pas manifestés dans le délai de 15 jours était incompatible avec les prescriptions énoncées dans chacune de ces dispositions.

154. La Chine soutient que l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* exige que la détermination de l'existence d'un dommage soit fondée sur des "éléments de preuve positifs" et comporte un "examen objectif", entre autres choses, de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur les producteurs nationaux. Ainsi, en excluant les producteurs qui ne soutenaient pas la plainte de la définition de la branche de production nationale, l'action de l'Union européenne était "fondamentalement partiale et non objective" car elle "favoris[ait] les intérêts d'un groupe de parties intéressées, à savoir les plaignants".[264] De plus, l'exclusion des producteurs qui ne s'étaient pas fait connaître dans le délai de 15 jours était également "partiale" et "non objective"[265], puisque l'Union européenne avait inclus uniquement les producteurs qui s'étaient manifestés dans ce délai et avaient exprimé la volonté de faire partie de l'échantillon. De l'avis de la Chine, il faut d'abord définir la branche de production nationale à partir de laquelle l'échantillon pourra être choisi. En incluant dans la définition de la branche de production nationale uniquement les producteurs voulant faire partie de l'échantillon, l'approche de l'Union européenne a confondu deux étapes différentes du processus de sélection d'un échantillon. Étant donné que les producteurs ne voulant pas être inclus dans l'échantillon "ne soutenaient probablement pas l'enquête"[266], cette approche accroissait la probabilité que seules les sociétés qui soutenaient la plainte seraient incluses dans la définition de la branche de production nationale et, partant, rendait plus probable la constatation de l'existence d'un dommage. Par voie de conséquence, affirme la Chine, en incluant dans la branche de production nationale uniquement les producteurs qui s'étaient manifestés dans le délai de 15 jours et avaient exprimé leur

[264] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 155.
[265] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 156.
[266] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 162.

volonté de faire partie de l'échantillon, l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* en ne procédant pas à un examen objectif de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale.

155. Sur cette base, la Chine demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle "la Chine [n'a] formul[é] aucune autre allégation à l'appui de cette allégation de violation de l'article 3.1"[267] de l'*Accord antidumping* et selon laquelle son allégation doit donc être rejetée, et de conclure que l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec cette disposition en ce qui concerne la définition de la branche de production nationale.

b) "Une proportion majeure" de la production nationale totale

156. La Chine estime que le Groupe spécial a fait erreur en rejetant son allégation selon laquelle la branche de production nationale, telle qu'elle était définie par l'Union européenne, ne comprenait pas les producteurs nationaux dont les productions additionnées du produit similaire constituaient une "proportion majeure" de la production nationale totale. Selon la Chine, le Groupe spécial a conclu à tort que le fait que la Commission s'est fondée sur la présomption selon laquelle 25 pour cent de la production nationale totale constituaient "une proportion majeure" au sens de l'article 4.1 de l'*Accord antidumping* était, en lui-même, insuffisant pour démontrer que la définition de la branche de production nationale dans le présent différend était incompatible avec l'article 4.1. De plus, le Groupe spécial a conclu à tort que les facteurs autres que quantitatifs évoqués par la Chine n'étaient pas pertinents pour l'examen de la question de savoir si la branche de production nationale définie par la Commission répondait à la prescription relative à "une proportion majeure" énoncée à l'article 4.1.

i) *Interprétation de l'expression "une proportion majeure"*

157. La Chine estime que l'interprétation de l'expression "une proportion majeure" sur la base de son sens ordinaire et compte tenu du contexte conduit à une seule interprétation admissible, qui est différente de celle qu'a adoptée le Groupe spécial. Citant les définitions pertinentes données par les dictionnaires, la Chine fait valoir que l'expression anglaise "a major proportion" signifie a "share" (une part) de l'ensemble qui est "unusually important, serious or significant" (inhabituellement importante, considérable ou notable).[268] Par conséquent, les producteurs nationaux dont les productions constituent une proportion majeure doivent être représentatifs de l'ensemble. Pour étayer

[267] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.221. Voir aussi la communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 171.

[268] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphes 185 (citant *The New Shorter Oxford English Dictionary*, 4ème édition, L. Brown (éd.) (Clarendon Press, 1993), Vol. 2, page 2381) et 188 (citant *ibid.*, Vol. 1, page 1670).

ses dires, la Chine rappelle la constatation formulée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* selon laquelle les expressions "l'ensemble" et "une proportion majeure" figurant à l'article 4:1 c) de l'*Accord sur les sauvegardes* visent "la nature représentative des producteurs qui forment la branche de production nationale"[269], ainsi que la constatation formulée par le Groupe spécial dans ce différend selon laquelle les termes ont trait à "la représentativité des données relatives à la situation de la branche de production" nationale.[270] La Chine estime que, bien que le Groupe spécial ait constaté que le terme "majeur" signifiait "important, considérable ou notable", il n'a pas pris en compte le critère du caractère "représentatif" en ce qui concerne l'expression "une proportion majeure".[271]

158. Selon la Chine, l'expression "l'ensemble des producteurs nationaux", qui constitue le contexte immédiat de l'expression "une proportion majeure", indique que "[l]a raison pour laquelle il est permis de définir la branche de production nationale comme s'entendant des producteurs qui constituent seulement une "proportion majeure" est l'impossibilité pratique pour les autorités chargées de l'enquête dans certains cas d'obtenir les renseignements demandés auprès de tous les producteurs du produit similaire".[272] La Chine rappelle que les alinéas i) et ii) de l'article 4.1 autorisent expressément l'exclusion de deux catégories de producteurs de la définition de la branche de production nationale. Selon elle, il serait superflu d'énoncer des conditions précises pour l'application de deux exclusions si de toute façon les autorités chargées de l'enquête pouvaient à leur guise exclure tout autre producteur de la définition de la branche de production nationale pour autant que les producteurs restants constituent encore une proportion majeure. De plus, compte tenu de la prescription énoncée à l'article 3.1 selon laquelle la détermination de l'existence d'un dommage "se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif", la Chine fait valoir qu'"une proportion majeure" doit être suffisamment représentative de "l'ensemble" de la production nationale pour garantir que l'examen portant sur la branche de production, telle qu'elle est définie, sera "objectif" au sens de l'article 3.1 de l'*Accord antidumping*.

159. Par conséquent, soutient la Chine, la question de savoir si la prescription relative à "une proportion majeure" est remplie doit être évaluée à la lumière des circonstances spécifiques d'une affaire, y compris "la possibilité dans la pratique pour les autorités chargées de l'enquête d'inclure davantage de producteurs dans la branche de production communautaire que ceux qui y avaient

[269] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 185 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 91).
[270] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 186 (citant le rapport du Groupe spécial *États Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 7.73). (soulignage de la Chine omis)
[271] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 190.
[272] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 195.

effectivement été inclus, le nombre de producteurs et l'exclusion de certaines catégories de producteurs du champ de la branche de production nationale".[273]

ii) *Question de savoir si la branche de production nationale définie dans l'enquête sur les éléments de fixation répond à la prescription relative à "une proportion majeure"*

160. La Chine soutient que, comme l'indique le Règlement définitif dans l'enquête sur les éléments de fixation, les producteurs de l'UE dont la production représentait 27 pour cent de la production nationale totale constituaient "l'industrie communautaire au sens de l'article 4, paragraphe 1, et de l'article 5, paragraphe 4, du [Règlement antidumping de base]".[274] Les articles 4 1) et 5 4) du Règlement antidumping de base sont en grande partie similaires aux articles 4.1 et 5.4 de l'*Accord antidumping*, si ce n'est que l'article 4 1) du Règlement antidumping de base définit "une proportion majeure" comme étant égale à 25 pour cent de la production nationale totale, à savoir le point de repère minimal pour répondre à la prescription en matière de représentativité énoncée à l'article 5 4). Ainsi, il n'est "pas contesté" que la Commission a conclu dans l'enquête sur les éléments de fixation "que les producteurs nationaux formant la branche de production nationale constituaient "une proportion majeure" seulement parce qu'ils représentaient plus de 25 pour cent de la production nationale totale".[275]

161. La Chine soutient que l'article 5.4 de l'*Accord antidumping* énonce simplement un critère permettant de déterminer si la prescription en matière de représentativité est remplie et si une enquête peut être ouverte. L'article 4.1, par contre, définit "la branche de production nationale" et constitue donc un exercice très différent de celui qui consiste à mesurer le degré de soutien d'une plainte au sens de l'article 5.4. En conséquence, selon la Chine, il est "juridiquement incorrect" d'établir un lien automatique entre la prescription relative à "une proportion majeure" et le point de repère minimal de 25 pour cent pour satisfaire à la prescription en matière de représentativité.[276] De plus, la Chine estime que la question de savoir si la prescription relative à "une proportion majeure" est remplie ne peut pas être déterminée dans l'abstrait, sur la base d'un point de repère quantitatif, mais dépend des faits de la cause. Pour la Chine, en se fondant sur cette règle pour définir la branche de production nationale, sans évaluer les circonstances spécifiques de la présente affaire, la Commission a agi d'une manière incompatible avec l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*.[277] Ainsi, le Groupe spécial "a commis une erreur juridique fondamentale en constatant que "l'affirmation d'après laquelle la

[273] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 201.
[274] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 211 (citant le Règlement définitif, *supra*, note de bas de page 4, considérant 114).
[275] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 216.
[276] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 237.
[277] Voir la communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphes 223 à 228, et 240.

Commission s'[était] fondée sur une présomption n'[était] pas suffisante à elle seule pour démontrer *prima facie* que la définition de la branche de production nationale en l'espèce [était] incompatible avec l'article 4.1 de l'[*Accord antidumping*]"".[278]

162. La Chine soutient en outre que le Groupe spécial a fait erreur en n'examinant pas certains facteurs autres que quantitatifs dont la Chine a fait valoir qu'ils étaient pertinents pour l'examen de la question de savoir si la prescription relative à "une proportion majeure" avait été remplie dans l'enquête sur les éléments de fixation. En particulier, la Chine fait valoir que, étant donné que les producteurs qui étaient opposés à la plainte ou qui avaient gardé le silence avaient été exclus de la définition de la branche de production nationale, "la branche de production nationale", telle qu'elle avait été définie par la Commission, n'était pas représentative de l'ensemble de la branche de production et ne représentait donc pas "une proportion majeure" de la production de cette dernière.[279] En outre, le Groupe spécial a fait erreur en constatant que la possibilité pour l'autorité chargée de l'enquête d'inclure un plus grand nombre de producteurs dans la définition de la branche de production nationale ou la faisabilité de cette action, ainsi que les raisons pour lesquelles elle ne l'avait pas fait, étaient dénuées de pertinence pour un examen de la question de savoir si la prescription relative à "une proportion majeure" était remplie. Comme le montrent les éléments de preuve pertinents, la Commission avait désigné dès le début de l'enquête "au moins 114 producteurs représentant 45 pour cent de la production nationale totale".[280] Cela étant, la Commission a en fin de compte exclu plus de la moitié de ces producteurs de la définition de la branche de production nationale, quand bien même il lui aurait été possible d'inclure plus de producteurs. Enfin, la Chine affirme que le nombre de producteurs constituant la branche de production nationale est pertinent pour une détermination de la question de savoir si un certain pourcentage en termes de volume de production constitue une proportion majeure. Pourtant, le Groupe spécial n'a pas pris en compte le fait que, bien qu'il y ait eu plus de 300 producteurs d'éléments de fixation dans l'Union européenne, la définition de la branche de production nationale englobait uniquement 45 producteurs. Selon la Chine, "[c]ela constitue une proportion très limitée qui ne peut pas être considérée comme une "proportion majeure"".[281]

163. Sur cette base, la Chine demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle "[m]ême en prenant pour hypothèse que des facteurs autres que quantitatifs sont pertinents aux fins des producteurs nationaux au titre de l'article 4.1, nous ne pensons pas que les

[278] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 227 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.225).
[279] Voir la communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphes 245 à 249.
[280] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 254.
[281] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 258.

facteurs avancés par la Chine à cet égard soient pertinents en l'espèce, ou en général".[282] La Chine demande par ailleurs à l'Organe d'appel de conclure que, compte tenu de ces facteurs autres que quantitatifs, les producteurs nationaux constituant la branche de production nationale dans l'enquête sur les éléments de fixation ne représentaient pas une "proportion majeure" de ladite branche de production.

c) Représentativité de l'échantillon de producteurs nationaux dans la détermination de l'existence d'un dommage

164. La Chine estime que le Groupe spécial a fait erreur en rejetant son allégation selon laquelle l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* dans le choix d'un échantillon des producteurs nationaux aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage. Elle allègue que le Groupe spécial a commis les deux erreurs spécifiques suivantes.

165. Premièrement, la Chine affirme que le Groupe spécial a rejeté à tort son affirmation selon laquelle, étant donné que "seul un échantillon valable d'un point de vue statistique [était] suffisamment représentatif aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage"[283], l'échantillon de producteurs choisi par la Commission sur la base du plus gros volume de production qui pouvait raisonnablement faire l'objet d'une enquête n'était pas représentatif de la branche de production nationale. Selon la Chine, malgré l'absence d'une disposition spécifique de l'*Accord antidumping* traitant de la question de l'échantillonnage de la branche de production nationale aux fins de l'évaluation du dommage, "les autorités chargées de l'enquête sont tenues en vertu de l'obligation énoncée à l'article 3.1 de l'[*Accord antidumping*] de faire en sorte que la détermination de l'existence d'un dommage comporte un examen objectif et se fonde sur des éléments de preuve positifs".[284] La Chine affirme que, dans le contexte de la détermination de l'existence d'un dumping, au titre de l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*, il peut être justifié de limiter l'échantillon au plus grand pourcentage du volume des exportations sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter étant donné que "des remboursements peuvent être obtenus ultérieurement si un producteur donné ne pratique pas effectivement le dumping".[285] Comme "il n'existe pas de système similaire qui prendrait en compte l'absence de dommage en ce qui concerne certains producteurs nationaux", il est "fondamental" qu'un échantillon dans le contexte du dommage soit suffisamment représentatif de l'ensemble de la branche

[282] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.230. Voir aussi la communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 259.
[283] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 265 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.239).
[284] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 270.
[285] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 272 (citant le rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, note de bas de page 309 relative au paragraphe 7.132).

de production nationale.[286] Par conséquent, pour la Chine, un échantillon ne peut pas uniquement être fondé sur le plus gros volume sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter, mais devrait prendre en compte d'autres critères tels que l'utilisation d'un échantillon valable d'un point de vue statistique.

166. Deuxièmement, la Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur en concluant que la Chine n'avait pas démontré "que l'autorité de l'UE chargée de l'enquête aurait pu examiner l'existence d'un dommage pour l'ensemble de la branche de production nationale qu'elle avait définie, ou au moins qu'elle aurait pu inclure plus de producteurs dans l'échantillon".[287] La Chine affirme que, comme elle l'a démontré devant le Groupe spécial, la Commission a examiné certains facteurs de dommage pour toute la branche de production nationale telle qu'elle avait été définie, à savoir les 45 producteurs nationaux. Ainsi, contrairement à ce qu'avait constaté le Groupe spécial, la Commission aurait aussi pu analyser les autres facteurs de dommage pour toute la branche de production nationale, telle qu'elle avait été définie, plutôt que relativement aux seuls producteurs inclus dans l'échantillon.

167. Sur cette base, la Chine demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Union européenne n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* dans le choix d'un échantillon de la branche de production nationale et de conclure que l'Union européenne, en choisissant l'échantillon destiné à la détermination de l'existence d'un dommage uniquement sur la base du volume de production et en incluant dans l'échantillon seulement six producteurs représentant 17,5 pour cent de la production nationale totale, a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 de l'*Accord antidumping*.[288]

2. Constatations du Groupe spécial au titre de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*

168. La Chine demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Union européenne n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne la comparaison du prix d'exportation et de la valeur normale dans la détermination de l'existence d'un dumping. La Chine allègue que le Groupe spécial a aussi agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en n'examinant pas son argument selon lequel la Commission n'a pas indiqué aux parties intéressées quels renseignements étaient nécessaires pour assurer une comparaison équitable. La Chine estime par ailleurs que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 2.4 et qu'il a agi d'une

[286] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 272.
[287] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 276 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.240).
[288] Voir la communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphes 275 et 278; et le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.241.

manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en rejetant l'allégation de la Chine selon laquelle la Commission n'a pas apporté d'ajustements pour tenir compte des différences dans les caractéristiques physiques indiquées dans les NRP. Enfin, la Chine soutient que le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation et l'application de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en rejetant son allégation selon laquelle la Commission n'a pas apporté d'ajustements pour tenir compte des différences de qualité.

a) Traitement par le Groupe spécial de l'argument de la Chine

169. La Chine rappelle que, au début de l'enquête sur les éléments de fixation, il a été demandé aux producteurs chinois de fournir des renseignements sur les produits sur la base des NRP indiqués par la Commission et qu'"il était clair"[289] que les NRP seraient utilisés afin d'assurer une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale. Bien que la Commission ait ultérieurement décidé de ne pas utiliser les NRP aux fins de la comparaison des prix et se soit fondée au lieu de cela sur certains "types de produit", elle n'a informé les producteurs chinois de ce changement qu'un jour ouvrable avant le délai accordé pour la présentation d'observations concernant le Document général pour la divulgation. Devant le Groupe spécial, la Chine a allégué que, conformément à la dernière phrase de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*, la Commission était tenue d'informer les producteurs chinois du fait que la comparaison n'était pas effectuée sur la base des NRP et de leur donner des possibilités suffisantes de présenter des observations. Pour autant, le Groupe spécial n'a pas traité cet argument, notant qu'il s'agissait "du principal argument qu'avan[çait] la Chine dans le cadre de son allégation au titre de l'article 6.2, 6.4, 6.5 et 6.9 de l'[*Accord antidumping*]"[290], et n'a pas expliqué pourquoi il n'était pas nécessaire d'examiner l'argument dans le contexte de l'allégation formulée par la Chine au titre de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*. La Chine soutient que le Groupe spécial n'a donc pas traité un argument de fond de la Chine qui était essentiel pour l'évaluation de la question de savoir si l'Union européenne avait agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*. Le fait que le Groupe spécial n'a pas traité cet argument a "priv[é] la Chine d'un règlement complet de la question en cause" et "constituerait … l'application indue du principe d'économie jurisprudentielle".[291]

170. La Chine demande par conséquent à l'Organe d'appel de constater que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en ne traitant pas l'argument de la Chine au titre de la dernière phrase de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*. Si l'Organe d'appel

[289] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 297.
[290] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 314 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.98).
[291] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 312.

estime que le Groupe spécial "a implicitement rejeté l'argument de la Chine"[292], la Chine demande à l'Organe d'appel de constater que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application[293] de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*.

171. La Chine demande en outre à l'Organe d'appel de compléter l'analyse et de constater que le fait que la Commission n'a pas informé les parties intéressées du changement intervenu dans la base de la comparaison des prix constitue une violation de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*. Elle estime que les constatations de fait pertinentes que le Groupe spécial a formulées dans son examen de l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* offre la base factuelle pour compléter l'analyse. En particulier, le Groupe spécial a constaté que les "producteurs chinois [avaient] été informés très tardivement dans la procédure des types de produits qui avaient constitué la base des comparaisons sous-tendant les déterminations de l'existence d'un dumping établies par la Commission" et que, malgré la demande des producteurs chinois, "la Commission ne leur a[vait] pas ménagé en temps utile la possibilité de prendre connaissance des renseignements pertinents".[294] De plus, le Groupe spécial a constaté à juste titre que, sans les renseignements concernant la base sur laquelle il serait effectivement procédé à la comparaison, "il serait difficile, voire impossible, pour les producteurs étrangers de solliciter les ajustements qu'ils juge[aie]nt nécessaires pour garantir une comparaison équitable".[295] La Chine estime donc que la Commission avait l'obligation d'informer les parties intéressées de la base sur laquelle il était procédé à la comparaison entre le prix d'exportation et la valeur normale, et de ménager suffisamment de temps pour que les parties intéressées présentent des observations ou demandent des ajustements. Comme la Commission ne l'a pas fait, la Chine demande à l'Organe d'appel de constater que l'Union européenne n'a pas "indiqué aux parties en question quels renseignements étaient nécessaires pour assurer une comparaison équitable" et a imposé "une charge de la preuve déraisonnable auxdites parties"[296], et a donc agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*.

[292] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 315.
[293] Bien que la communication de la Chine en tant qu'autre appelant allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation (voir le paragraphe 296), la Chine a précisé à l'audience que son allégation visait aussi l'application par le Groupe spécial de l'article 2.4 aux faits de la cause.
[294] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 325 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.492).
[295] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 326 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.491).
[296] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 332.

b) Différences physiques

i) *Interprétation et application de l'article 2.4 par le Groupe spécial*

172. La Chine estime que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application[297] de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en rejetant l'argument de la Chine selon lequel l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en n'évaluant pas les caractéristiques physiques indiquées dans les NRP et en n'apportant pas d'ajustements pour en tenir compte.

173. La Chine estime que, au titre de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*, l'obligation de tenir dûment compte des différences physiques signifie que l'autorité chargée de l'enquête doit au moins évaluer les différences identifiées en vue de déterminer si un ajustement est ou non requis. Elle allègue que cela est confirmé par les constatations pertinentes formulées par le Groupe spécial *Argentine – Carreaux en céramique* et le Groupe spécial *CE – Accessoires de tuyauterie*.[298] Compte tenu du fait que la Commission a initialement identifié les caractéristiques physiques mentionnées dans les NRP comme étant "nécessaires pour procéder à une "comparaison équitable"", mais qu'elle a ultérieurement décidé de fonder plutôt la comparaison sur les types de produit[299], la Chine soutient que l'article 2.4 impose une "double obligation"[300] à la Commission. En particulier, la Commission était tenue: i) premièrement, d'évaluer toutes les différences dans les caractéristiques physiques qui avaient été identifiées dans les NRP pour déterminer si elles affectaient la comparabilité des prix; et ii) de conclure, sur la base de cette évaluation, que les ajustements étaient vraiment requis pour assurer une comparaison équitable.[301] Pourtant, la Commission n'a fait ni l'un ni l'autre.

174. La Chine soutient que, en rejetant son argument selon lequel la Commission avait agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4, le Groupe spécial a constaté à tort qu'il n'y avait aucun élément de preuve dans le dossier qui démontrait que les éléments inclus dans les NRP affectaient nécessairement la comparabilité des prix. À son avis, le Groupe spécial n'a pas établi de distinction entre l'analyse en deux étapes que la Commission était tenue d'effectuer car sa constatation ne concernait que la deuxième étape décrite ci-dessus. De fait, les constatations pertinentes du Groupe

[297] Bien que la communication de la Chine en tant qu'autre appelant allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation (voir les paragraphes 296, 344 et 367), la Chine a précisé à l'audience que son allégation visait également l'application par le Groupe spécial de l'article 2.4 aux faits de la cause.

[298] Voir la communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphes 353 et 354 (citant le rapport du Groupe spécial *Argentine – Carreaux en céramique*, paragraphe 6.113; et le rapport du Groupe spécial *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 7.157).

[299] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 337.

[300] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 346.

[301] Voir la communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 346.

spécial établissaient clairement que les caractéristiques physiques mentionnées dans les NRP constituaient des différences qui avaient été identifiées par les autorités chargées de l'enquête. En particulier, le Groupe spécial a constaté que le fait que la Commission avait demandé de fournir les renseignements sur la base des NRP "laiss[ait] ... entendre ... que ces éléments pourraient affecter la comparabilité des prix".[302] La Chine soutient par ailleurs que, étant donné que les parties intéressées avaient l'impression que la comparaison des prix était effectuée sur la base des NRP, elles n'avaient pas demandé au cours de l'enquête d'ajustements concernant les caractéristiques physiques indiquées dans les NRP. Néanmoins, comme la Chine l'a affirmé devant le Groupe spécial, les parties intéressées ont tout au long de l'enquête mis l'accent sur l'importance qu'il y avait à utiliser les NRP afin d'assurer une comparaison équitable. Pourtant, le Groupe spécial n'est pas "arrivé à la conclusion logique" selon laquelle, du fait que les caractéristiques physiques "*pourraient* affecter la comparabilité des prix", elles avaient été identifiées comme étant des différences que la Commission était tenue d'évaluer.[303]

175. La Chine remet également en cause la constatation du Groupe spécial selon laquelle, bien que les renseignements présentés sur la base des NRP puissent fort bien faciliter le processus de comparaison, "l'obligation de procéder à une comparaison équitable énoncée à l'article 2.4 ne varie pas selon la forme sous laquelle les renseignements sont demandés ou reçus".[304] Selon la Chine, comme la Commission avait identifié certaines caractéristiques physiques comme pouvant affecter la comparabilité des prix, elle était tenue d'évaluer ces caractéristiques pour déterminer si des ajustements étaient nécessaires pour assurer une comparaison équitable.

176. Sur cette base, la Chine demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial établissant que "l'argument selon lequel la Commission aurait dû examiner si les éléments exclus de la comparaison nécessitaient néanmoins des ajustements n'équivaut pas à établir *prima facie* l'existence d'une violation de l'article 2.4"[305], et de constater que le fait que l'Union européenne n'a pas évalué les différences identifiées dans les NRP constitue une violation de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*.

[302] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 359 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.301). (soulignage de la Chine omis)
[303] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 361. (italique dans l'original)
[304] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 365 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.303).
[305] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 368 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.306).

ii) *Fait que le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective des faits*

177. La Chine estime que le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective des faits en constatant que la Chine n'avait mentionné aucun élément de preuve dont aurait été saisie l'autorité chargée de l'enquête à l'appui de son allégation selon laquelle les caractéristiques incluses dans les NRP faisaient apparaître des différences affectant la comparabilité des prix. À titre préliminaire, la Chine rappelle que la Commission, en n'informant pas les parties intéressées de la base de la comparaison des prix, a mis les producteurs chinois dans l'impossibilité de demander des ajustements et de fournir les éléments de preuve nécessaires.

178. De plus, la Chine soutient qu'elle a démontré au Groupe spécial que la Commission disposait d'éléments de preuve montrant que les caractéristiques incluses dans les NRP étaient des différences affectant la comparabilité des prix et justifiant des ajustements. En particulier, le fait que certaines caractéristiques physiques figuraient dans les NRP montre que ces caractéristiques affectaient la comparabilité des prix, car l'utilisation des NRP avait été identifiée par les autorités chargées de l'enquête, au début de l'enquête, comme étant nécessaire pour assurer une comparaison équitable. De plus, plusieurs caractéristiques incluses dans les NRP ont été utilisées par la Commission aux fins de l'analyse de la sous-cotation du prix concernant les producteurs d'éléments de fixation chinois et européens dans la détermination de l'existence d'un dommage, y compris le type de revêtement appliqué et l'utilisation d'un chrome coûteux dans le revêtement. La Chine allègue aussi qu'elle a soumis au Groupe spécial les trois éléments de preuve additionnels ci-après pour démontrer que les caractéristiques incluses dans les NRP affectaient nécessairement la comparabilité des prix: i) une déclaration des producteurs communautaires, dans le contexte de l'examen de la comparabilité entre les éléments de fixation de l'UE et les éléments de fixation chinois, concernant le fait que les matières premières représentent 40 à 55 pour cent des coûts, chiffres pouvant être inférieurs pour les produits de petit diamètre; ii) une déclaration de la Chambre de commerce chinoise, dans le même contexte, selon laquelle il était nécessaire d'ajouter aux différences mentionnées dans les NRP une distinction entre les éléments de fixation ordinaires et les éléments de fixation spéciaux; et iii) un exposé au nom d'une partie intéressée chinoise selon laquelle les caractéristiques incluses dans les NRP ne sont pas suffisamment détaillées pour différencier les qualités intermédiaires des éléments de fixation. La Chine affirme donc que, en ne tenant pas compte des éléments de preuve ci-dessus, le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective des faits, comme le prescrit l'article 11 du Mémorandum d'accord.

179. De plus, la Chine soutient que l'article 17.6 i) de l'*Accord antidumping* impose au Groupe spécial de déterminer si l'établissement des faits par la Commission était correct et si son évaluation

des faits en question était impartiale et objective. Étant donné que la Commission "n'a pas tenu compte des éléments de preuve dont elle disposait et qui démontraient que les caractéristiques incluses dans les NRP pouvaient affecter la comparabilité des prix", "il est clair" que l'établissement des faits par la Commission n'était pas correct et que son évaluation de ces faits n'était pas impartiale et objective.[306] Ainsi, le Groupe spécial, en constatant qu'il serait inopportun pour lui d'examiner si les caractéristiques incluses dans les NRP faisaient apparaître des différences affectant la comparabilité des prix, "n'a pas tenu compte de l'obligation qui lui était imposée par l'article 17.6 i)" de l'*Accord antidumping*.[307]

180. Sur cette base, la Chine demande à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations ci-dessus du Groupe spécial. Elle lui demande en outre de compléter l'analyse et de constater que l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en n'apportant pas les ajustements nécessaires pour tenir compte des différences dans les caractéristiques physiques identifiées dans les NRP. Cela tient au fait qu'une autorité chargée de l'enquête objective et impartiale aurait dû conclure, sur la base de tous les éléments présentés à la Commission, que les caractéristiques incluses dans les NRP décrites en l'espèce indiquaient des différences affectant la comparabilité des prix et que, par voie de conséquence, celles-ci devaient être prises en compte au moyen d'ajustements.

c) Différences de qualité

181. La Chine affirme que le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation et l'application de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en rejetant l'allégation de la Chine selon laquelle l'Union européenne avait agi d'une manière incompatible avec cette disposition en n'apportant pas les ajustements nécessaires pour tenir compte des différences de qualité affectant la comparabilité des prix.

182. La Chine rappelle que, au titre de l'article 2.4, les autorités chargées de l'enquête doivent au moins évaluer les différences de caractéristiques physiques identifiées en vue de déterminer si un ajustement est nécessaire ou non pour assurer une comparaison équitable du prix d'exportation et de la valeur normale. En l'espèce, "[i]l n'est pas contesté qu'au moins un des exportateurs chinois" a envoyé une lettre demandant que des ajustements soient apportés pour tenir compte des différences de qualité entre les éléments de fixation indiens et chinois.[308] De plus, la Commission a "reconn[u] l'existence de différences de qualité" dans le Règlement définitif en disant que "[t]oute différence de qualité qui pourrait subsister du point de vue de l'utilisateur [pouvait] faire l'objet d'un ajustement au titre des

[306] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 387.
[307] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 386.
[308] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 410.

différences physiques".[309] La Commission a également indiqué dans une lettre adressée à certains exportateurs chinois que des ajustements avaient été apportés pour tenir compte du coût du contrôle de la qualité qui "refl[était] la différence générale au niveau de la qualité".[310] Pour la Chine, cela montre également que des différences de qualité avaient été identifiées et que la Commission aurait dû les évaluer. La Chine soutient par conséquent que le Groupe spécial a fait erreur en ne concluant pas que la Commission avait agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* parce qu'elle n'avait pas évalué les différences de qualité identifiées.

183. La Chine estime en outre que, en constatant que la Commission n'avait pas agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*, le Groupe spécial "n'a[vait] pas tenu compte du fait" que la Commission avait reconnu l'existence de différences de qualité. Selon la Chine, l'autorité chargée de l'enquête a l'obligation de demander les renseignements nécessaires si elle estime qu'un ajustement allégué n'est pas suffisamment justifié. Par conséquent, "à tout le moins, la Commission aurait dû demander des renseignements additionnels à ce sujet".[311] La Chine soutient par conséquent que le Groupe spécial a fait erreur en droit en ne concluant pas que le fait que la Commission n'avait pas indiqué d'autres renseignements qui seraient nécessaires pour assurer une comparaison équitable et le fait qu'elle n'avait pas apporté les ajustements appropriés étaient incompatibles avec l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*.

3. Constatations du Groupe spécial au titre de l'article 6.5, 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* concernant la divulgation de l'identité des plaignants

184. La Chine demande à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations du Groupe spécial selon lesquelles l'Union européenne n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 6.5, 6.4 et 6.2 de l'*Accord antidumping* lorsqu'elle n'a pas divulgué aux producteurs chinois l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte. La Chine fait valoir que l'allégation des plaignants ayant trait à des "mesures de rétorsion commerciales potentielles" n'était pas suffisante pour satisfaire à l'obligation d'exposer des "raisons valables" au titre de l'article 6.5, et que le Groupe spécial a violé l'article 11 du Mémorandum d'accord dans son évaluation de cette allégation. À supposer que l'Organe d'appel constate que l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte n'a pas été dûment traitée comme des renseignements confidentiels, la Chine demande à l'Organe d'appel de compléter l'analyse pour constater que l'Union européenne a donc également violé l'article 6.4 et 6.2 de l'*Accord*

[309] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 411 (citant le Règlement définitif, *supra*, note de bas de page 4, considérant 52).
[310] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 413 (citant la lettre du 21 novembre 2008 adressée par la Commission européenne à Van Bael & Bellis en réponse à la lettre de Van Bael & Bellis du 17 novembre 2008 (pièce CHN-31 présentée au Groupe spécial), point 5).
[311] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 420.

antidumping lorsqu'elle n'a pas divulgué les renseignements en question aux exportateurs chinois qui en avaient fait la demande.

a) Exposé de "raisons valables" par les plaignants

185. La Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que la Commission avait établi que des "raisons valables" existaient pour le traitement confidentiel de l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte au titre de l'article 6.5 de l'*Accord antidumping*. La Chine observe que l'obligation d'exposer des "raisons valables" est, selon les termes utilisés par le Groupe spécial *Mexique – Tubes et tuyaux*, d'"une importance cruciale" pour empêcher des parties d'abuser des privilèges attachés au traitement confidentiel et pour "maintenir l'équilibre entre l'intérêt de confidentialité et la capacité d'une autre partie intéressée de défendre ses droits tout au long d'une enquête antidumping".[312] De l'avis de la Chine, si chaque demande de confidentialité exige des éléments de preuve étayant des "raisons valables", dans le cas de renseignements qui ne sont pas "de nature" confidentielle, comme l'identité des plaignants, "un seuil plus élevé doit être satisfait".[313]

186. La Chine fait valoir que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de la prescription relative aux "raisons valables" car, selon elle, l'article 6.5 ne s'applique pas à des mesures de rétorsion commerciales qui sont uniquement de nature hypothétique. Elle soutient que, dans la plainte, les producteurs nationaux ont demandé un traitement confidentiel de leur identité à cause de "mesures de rétorsion potentielles" qui "pourraient" se produire, mais n'ont pas allégué ou démontré qu'un "effet défavorable notable" ""se produirait" si un traitement confidentiel n'[était] pas accordé". Pour la Chine, l'article 6.5 a trait aux situations qui "*auraient* un effet défavorable notable" sur les parties qui fournissent les renseignements et l'emploi du terme "pourraient" par les plaignants suggère que "la probabilité qu'un effet préjudiciable se produise est assez éloignée".[314]

187. Selon la Chine, les plaignants n'ont fourni aucun élément de preuve pour étayer l'affirmation figurant dans la plainte selon laquelle une menace de mesures de rétorsion commerciales potentielles existait. Le Groupe spécial a lui-même reconnu que le "seul *élément de preuve* dont disposait la Commission était la plainte" et que "[l]a Commission s'[était] appuyée sur cette déclaration, bien que rien n'indique que les plaignants [avaient] fourni des éléments de preuve pour justifier leur préoccupation à ce sujet".[315] De l'avis de la Chine, le raisonnement figurant dans la plainte, selon

[312] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 447 (citant le rapport du Groupe spécial *Mexique – Tubes et tuyaux*, paragraphe 7.380).
[313] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 449.
[314] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphes 450 à 453.
[315] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 458 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.453).

lequel des mesures de rétorsion pourraient provenir des clients des plaignants qui achetaient également les produits en cause en provenance de Chine, constituait une "simple déclaration" et ne constituait manifestement pas des éléments de preuve. La Chine soutient qu'une interprétation de l'article 6.5 qui n'exige pas des éléments de preuve étayant des "raisons valables" "est contraire tant au texte qu'au *ratio legis* de l'article 6.5" et "porte gravement atteinte à l'équilibre délicat recherché dans cette disposition dans le but de protéger les intérêts de toutes les parties intéressées".[316]

188. La Chine fait en outre valoir que la charge de la preuve au titre de l'article 6.5 incombe à la partie qui demande un traitement confidentiel et que le Groupe spécial a violé l'article 11 du Mémorandum d'accord lorsqu'il a, de manière inadmissible, transféré cette charge à la Chine. Le Groupe spécial a constaté que la Chine n'avait pas "contest[é] ... l'affirmation factuelle" figurant dans la plainte, et n'avait "présenté aucun élément de preuve établissant que cette affirmation était infondée, déraisonnable ou fausse, ni ne l'a[vait] même fait valoir".[317] De la même manière, il a constaté que la preuve de l'existence de "mesures de rétorsion commerciales potentielles" n'était pas susceptible d'être obtenue et que, par conséquent, l'allégation des plaignants serait suffisante "sauf s'il y a[vait] une raison de croire que la crainte d'une mesure de rétorsion [était] déraisonnable, infondée ou fausse – et la Chine n'en a[vait] donné aucune".[318] Pour la Chine, il appartenait aux plaignants dans le cadre de l'enquête de présenter des "éléments de preuve convaincants" pour justifier leur allégation et il n'incombait pas à la Chine de présenter à un groupe spécial de l'OMC des éléments de preuve établissant qu'il n'existait pas de "raisons valables".[319] De plus, même si la Chine avait l'obligation de présenter des éléments de preuve venant contredire l'allégation des plaignants concernant des mesures de rétorsion commerciales potentielles, elle a été empêchée de le faire car elle n'a jamais eu accès à l'identité de ces plaignants.[320]

189. Devant le Groupe spécial, la Chine a allégué que la divulgation par la Commission de l'identité des producteurs inclus dans l'échantillon dans le contexte de la détermination de l'existence d'un dommage démontrait qu'il n'avait pas pu exister de raisons valables pour justifier le traitement confidentiel précédemment appliqué par la Commission à l'identité de ces producteurs en tant que plaignants et en tant que sociétés soutenant la plainte. En divulguant les noms des producteurs inclus dans l'échantillon, affirme la Chine, la Commission a donc ainsi également révélé les noms de plusieurs plaignants et/ou de ceux qui soutenaient la plainte. Le fait que les producteurs nationaux

[316] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 463.
[317] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 464 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.452).
[318] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 464 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.453).
[319] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphes 464 et 467.
[320] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 468.

n'ont pas demandé que leur identité soit gardée confidentielle dans ce contexte également montre, selon la Chine, qu'il n'existait pas de "raisons valables" pour traiter leur identité comme étant confidentielle à un stade antérieur de la procédure.[321] En appel, la Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur en rejetant cet argument car le dossier du Groupe spécial contenait des éléments de preuve clairs montrant que toute la branche de production nationale, telle qu'elle avait été définie par la Commission, et par conséquent également les producteurs nationaux inclus dans l'échantillon aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage, comprenait uniquement les plaignants et ceux qui soutenaient la plainte.[322]

190. La Chine allègue aussi que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'identification des sociétés en tant que producteurs inclus dans l'échantillon ne susciterait pas les mêmes préoccupations pour ces sociétés que leur désignation en tant que plaignants et en tant que sociétés soutenant la plainte, et que, dans l'enquête sur les éléments de fixation, il n'était pas vrai que les producteurs inclus dans l'échantillon étaient nécessairement les plaignants ou ceux qui soutenaient la plainte. La Chine fait valoir que le premier argument est "sans fondement" parce que le Groupe spécial n'a pas expliqué pourquoi les producteurs inclus dans l'échantillon n'auraient pas les mêmes préoccupations que les plaignants et ceux qui soutenaient la plainte. Quant au dernier point, la Chine estime que cette conclusion était erronée car elle était fondée sur une "simple affirmation" de l'Union européenne selon laquelle "au moins une société incluse dans l'échantillon n'était pas, en fait, un plaignant ou une société qui soutenait la plainte".[323]

b) Divulgation au titre de l'article 6.4 et 6.2 de l'*Accord antidumping*

191. À supposer que l'Organe d'appel infirme la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Union européenne a traité à juste titre l'identité des plaignants comme des renseignements confidentiels au titre de l'article 6.5 de l'*Accord antidumping*, la Chine demande que l'Organe d'appel infirme également les constatations corollaires du Groupe spécial au titre de l'article 6.4 et 6.2 de l'*Accord* et constate au lieu de cela que le fait que la Commission n'a pas divulgué l'identité des plaignants était incompatible avec les deux dispositions.[324] À cette fin, la Chine fait valoir que l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte aurait dû être divulguée conformément à l'article 6.4 car ce renseignement a été "utilisé" par la Commission pour sa détermination de la représentativité et était donc ""pertinent" pour la présentation des dossiers [des producteurs chinois]"

[321] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 471.
[322] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphes 473 et 474.
[323] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 477 (citant le rapport du Groupe spécial, note de bas de page 940 relative au paragraphe 7.454).
[324] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 482.

à cet égard.[325] La Chine fait aussi valoir que l'identité des plaignants aurait dû être divulguée au titre de l'article 6.2 de l'*Accord antidumping* pour ménager aux producteurs "toutes possibilités de défendre leurs intérêts".[326] Selon la Chine, l'article 6.2 est de portée "si large" qu'une violation de l'article 6.4 "entraîne nécessairement une violation de l'article 6.2".[327] Même indépendamment d'une violation de l'article 6.4, la Chine estime cependant que la Commission a violé l'article 6.2 parce que, du fait qu'elle n'a pas divulgué le nom des sociétés en question, elle n'a pas ménagé aux producteurs chinois la possibilité de dûment examiner et présenter des arguments concernant la détermination de la représentativité par la Commission.[328]

4. Constatations du Groupe spécial selon lesquelles le formulaire de demande de traitement MET/IT n'était pas un "questionnaire" aux fins de l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping*

192. La Chine demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle la Commission n'a pas agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping* lorsqu'elle a ménagé aux producteurs chinois un délai de 15 jours seulement après la publication de l'avis d'ouverture de l'enquête pour présenter un formulaire de demande de traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et/ou de traitement individuel ("formulaire de demande de traitement MET/IT"). En particulier, la Chine fait valoir que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que le délai de 30 jours requis pour la présentation des "questionnaires" prévu à l'article 6.1.1 s'appliquait uniquement au "questionnaire général initial" adressé dans une enquête.[329] À titre subsidiaire, la Chine soutient que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que le formulaire de demande de traitement MET/IT n'était pas le questionnaire général initial envoyé aux exportateurs étrangers dans une enquête visant une NME.

193. La Chine estime que le Groupe spécial a fait erreur en interprétant le terme "questionnaires" comme désignant uniquement le "questionnaire général initial adressé dans une enquête antidumping à chacune des parties intéressées par l'autorité chargée de l'enquête à l'ouverture ou après l'ouverture de l'enquête, questionnaire qui demande des renseignements sur toutes les questions pertinentes relatives aux principales questions qui devront être tranchées (dumping, dommage et lien de causalité)".[330] En revanche, la Chine demande instamment à l'Organe d'appel de constater que le

[325] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphes 483 et 484.
[326] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 487.
[327] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 487.
[328] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 488.
[329] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 501 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.574).
[330] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 501 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.574).

terme "questionnaires" vise toutes les demandes de renseignements faites par le biais d'une série de questions qui sont assez importantes pour justifier une vérification, pour autant que l'application d'un délai complet de 30 jours n'empêche pas les autorités chargées de l'enquête de respecter le délai général prévu à l'article 5.10 de l'*Accord antidumping* pour terminer une enquête.[331]

194. La Chine observe que le sens ordinaire du terme "questionnaire" est très large et viserait *a priori* tout document utilisé par l'autorité chargée de l'enquête pour demander des renseignements sous la forme d'"une série de questions formulées".[332] Elle souligne aussi le fait que ce terme est utilisé au pluriel à l'article 6.1.1, ce qui donne à penser que la disposition ne s'appliquerait pas uniquement aux questionnaires multiples, mais que chaque producteur étranger peut recevoir plusieurs questionnaires assortis d'un délai de 30 jours tout au long de l'enquête.[333] La Chine fait valoir que l'article 6.1 et 6.2 de l'*Accord antidumping* offre le contexte approprié pour l'interprétation de l'article 6.1.1 et note que l'Organe d'appel a constaté que ces dispositions "énon[çaient] les droits fondamentaux liés à la régularité de la procédure" dans les enquêtes antidumping et prévoyaient "de larges possibilités pour les sociétés interrogées de défendre leurs intérêts".[334] La Chine allègue que la mention d'un "questionnaire" aux paragraphes 6 et 7 de l'Annexe I de l'*Accord antidumping* (Procédures à suivre pour les enquêtes sur place menées conformément au paragraphe 7 de l'article 6) montre que le terme désigne les demandes de renseignements qui sont "si importants" qu'ils doivent être vérifiés par l'autorité chargée de l'enquête – description qui engloberait le formulaire de demande de traitement MET/IT.[335] Enfin, la Chine fait valoir que le but du délai prévu à l'article 6.1.1, à savoir que les autorités chargées de l'enquête conservent la possibilité de "contrôler et d'accélérer le processus d'enquête", ne signifie pas que le terme "questionnaires" peut désigner un seul document.[336] La Chine allègue qu'il n'aurait pas été porté atteinte à la capacité de la Commission de compléter l'enquête sur les éléments de fixation en temps voulu si un délai de 30 jours au total avait été ménagé aux producteurs chinois pour présenter le formulaire de demande de traitement MET/IT.[337]

195. Même si l'Organe d'appel détermine que le Groupe spécial a correctement interprété le terme "questionnaires" figurant à l'article 6.1.1, la Chine fait valoir que le Groupe spécial a violé l'article 11 du Mémorandum d'accord et l'article 17.6 i) de l'*Accord antidumping* lorsqu'il n'a pas constaté que, pour les exportateurs étrangers d'un NME, le formulaire de demande de traitement MET/IT est le

[331] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 538.
[332] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 509.
[333] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 510.
[334] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 513 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 241).
[335] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 526.
[336] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 533.
[337] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 536.

questionnaire général initial. La Chine estime que ce formulaire comporte un grand nombre de questions qui sont les mêmes que celles qui sont visées dans d'autres questionnaires initiaux et que le propre aveu du Groupe spécial selon lequel les questionnaires initiaux ne couvrent pas, tous, les mêmes éléments donne à penser qu'il n'était pas nécessaire que le formulaire de demande de traitement MET/IT englobe toutes les questions visées dans l'enquête pour être considéré comme étant le "questionnaire initial".

D. *Arguments de l'Union européenne – Intimé*

1. Constatations du Groupe spécial au titre des articles 4.1 et 3.1 de l'*Accord antidumping*

196. L'Union européenne demande à l'Organe d'appel de rejeter l'appel de la Chine concernant la constatation du Groupe spécial selon laquelle elle n'a pas agi d'une manière incompatible avec les articles 4.1 et 3.1 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne la définition de la branche de production nationale dans l'enquête sur les éléments de fixation. Elle soutient que, comme le Groupe spécial l'a constaté à juste titre, elle n'a pas exclu de la définition de la branche de production nationale les producteurs qui ne soutenaient pas la plainte. L'Union européenne n'a pas non plus agi d'une manière incompatible avec les articles 4.1 et 3.1 de l'*Accord antidumping* en n'incluant pas dans la définition de la branche de production nationale les producteurs qui s'étaient fait connaître plus de 15 jours après la publication de l'avis d'ouverture de l'enquête. Elle estime en outre que le Groupe spécial a rejeté à juste titre l'affirmation de la Chine selon laquelle la branche de production nationale définie par la Commission, comprenant les producteurs dont la production représentait 27 pour cent de la production nationale totale, ne satisfaisait pas à la prescription relative à "une proportion majeure" figurant à l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*. Enfin, en ce qui concerne l'allégation de la Chine concernant la représentativité de l'échantillon aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage, l'Union européenne soutient que l'allégation n'a pas été dûment soumise au Groupe spécial et que, par conséquent, elle n'entrait pas dans le champ de l'examen en appel. En tout état de cause, l'Union européenne affirme que les arguments formulés par la Chine à l'appui de cette allégation sont dénués de fondement.

a) Exclusion de certains producteurs

197. L'Union européenne estime que la Chine ne démontre pas que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord et l'article 17.6 i) de l'*Accord antidumping* en constatant que l'Union européenne n'a pas exclu les producteurs qui ne soutenaient pas la plainte de la définition de la branche de production nationale. En outre, la Chine n'a pas

démontré que le Groupe spécial avait fait erreur dans son interprétation de l'article 4.1 de l'*Accord antidumping* ou avait agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en rejetant l'allégation de la Chine selon laquelle l'exclusion des producteurs qui ne s'étaient pas manifestés dans le délai de 15 jours était incompatible avec l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*. De plus, la Chine ne démontre pas que le Groupe spécial a commis une erreur de droit lorsqu'il a rejeté l'allégation "corollaire"[338] qu'elle avait formulée au titre de l'article 3.1 de l'*Accord antidumping*.

i) *Exclusion des producteurs qui ne soutenaient pas la plainte*

198. L'Union européenne soutient qu'"[i]l est bien établi" qu'un groupe spécial, en tant que juge des faits, dispose d'une marge discrétionnaire importante. Le pouvoir discrétionnaire n'est pas sans limite et il pourrait y avoir manquement à l'obligation de procéder à une évaluation objective des faits si l'on "ignor[ait] de propos délibéré" ou refusait d'examiner les éléments de preuve, ou dans le cas où l'on "fauss[ait]" ou "déform[ait] intentionnellement" les éléments de preuve.[339] Selon l'Union européenne, la jurisprudence pertinente au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord indique qu'une violation de cette disposition n'est pas "une simple erreur de jugement dans l'appréciation des éléments de preuve mais une erreur fondamentale qui met en doute la bonne foi d'un groupe spécial".[340]

199. Passant aux faits de la cause, l'Union européenne estime que le Groupe spécial a pris en considération à juste titre, comme faisant partie de l'ensemble des éléments de preuve qui lui ont été présentés, les "renseignements fournis par l'[Union européenne] selon lesquels au moins un producteur qui avait gardé le silence avant l'ouverture de l'enquête et qui, par conséquent, n'avait pas "soutenu la plainte" a été inclus dans la définition de la branche de production nationale".[341] Le Groupe spécial "a eu raison de supposer la bonne foi de l'[Union européenne]"[342] et il n'y avait aucune raison de douter de la véracité des renseignements compte tenu des éléments de preuve pertinents versés au dossier. En particulier, l'Union européenne a donné le nom du producteur en question, au lieu de faire "une vague référence à un mystérieux producteur non identifié qu'il n'aurait pas été possible de vérifier".[343] En outre, contrairement à ce qu'affirme la Chine, à savoir que l'Union européenne aurait dû fournir la liste des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte afin d'étayer les renseignements qu'elle avait fournis, l'Union européenne a indiqué au Groupe spécial qu'elle était

[338] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 107.
[339] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 50 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 133). (soulignage de l'Union européenne omis)
[340] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 50 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 133). (soulignage de l'Union européenne omis)
[341] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 53.
[342] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 61.
[343] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 57.

disposée à fournir cette liste, mais a aussi souligné que celle-ci avait été traitée comme confidentielle. Le Groupe spécial n'a pas demandé à consulter la liste et il ne relève pas du mandat de l'Organe d'appel d'examiner maintenant des éléments de preuve au sujet desquels des constatations de fait ont été formulées par le Groupe spécial.

200. En outre, l'Union européenne soutient que les renseignements qu'elle a fournis au Groupe spécial concernant le producteur qui ne soutenait pas la plainte visaient "principalement à *confirmer* les [autres] renseignements déjà fournis par l'[Union européenne] selon lesquels aucun producteur n'a été exclu au motif qu'il ne soutenait pas la plainte".[344] En particulier, elle affirme qu'elle a présenté des éléments de preuve sous la forme de formulaires relatifs à l'échantillonnage qui ont été envoyés au moment de l'ouverture de l'enquête à tous les producteurs connus aux fins de définir la branche de production nationale et qui ne comprenaient pas de question concernant le soutien de la plainte. De plus, les considérants 23 à 25 du Règlement définitif confirment aussi que tous les producteurs qui ont rempli les formulaires relatifs à l'échantillonnage dans le délai de 15 jours et qui ont indiqué vouloir coopérer ont été inclus dans la définition de la branche de production nationale, indépendamment du point de savoir s'ils soutenaient ou non la plainte. Ainsi, affirme l'Union européenne, la Chine laisse entendre de manière erronée qu'elle a formulé une "simple affirmation"[345] lorsqu'elle a donné le nom du producteur qui ne soutenait pas la plainte. En fait, cet élément de preuve a été étayé et confirmé par d'autres éléments de preuve versés au dossier. Par conséquent, le Groupe spécial n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord parce qu'il a tenu compte de l'ensemble des éléments de preuve susmentionnés dans son évaluation des faits.

201. L'Union européenne estime en outre que rien n'étaye l'allégation de la Chine selon laquelle la Commission savait si le producteur inclus dans l'échantillon qui ne soutenait pas la plainte au moment de l'ouverture de l'enquête a effectivement soutenu l'enquête lorsqu'il s'est manifesté après l'ouverture de celle-ci. Selon elle, la Chine "émet des hypothèses" sur ce que la Commission aurait pu savoir concernant la position du producteur en ce qui concerne la plainte, "alors qu'il a effectivement été établi qu'il s'agissait d'un producteur qui i) avait gardé le silence avant l'ouverture de l'enquête et ii) avait ultérieurement … retourn[é] un formulaire relatif à l'échantillonnage dans lequel aucune question n'était posée au sujet du soutien de la plainte".[346] En conséquence, le Groupe spécial a constaté à juste titre que, "[b]ien que la Chine continue d'affirmer que la Commission a enquêté au sujet de la position des producteurs de l'UE en ce qui concerne la plainte, les seuls éléments de preuve présentés au Groupe spécial, à savoir les formulaires relatifs à l'échantillonnage, n'étay[aient] pas cette

[344] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 58. (italique dans l'original)
[345] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 59 (citant la communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 66).
[346] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 63.

affirmation."[347] L'Union européenne affirme que les "éléments de preuve" fournis par la Chine à cet égard étaient fondés sur "certaines déclarations malencontreuses figurant dans le Document d'information et dans [le Règlement définitif]".[348] D'après l'Union européenne, ces déclarations étaient dues à une certaine "confusion"[349] entre la question de la prescription en matière de représentativité et la définition de la branche de production nationale, qui a été créée par l'enquête menée par la Commission, après l'ouverture de l'enquête, concernant l'allégation des parties intéressées chinoises selon laquelle la prescription en matière de représentativité n'avait pas été respectée. Même si la Chine désapprouve le poids accordé par le Groupe spécial aux "éléments de preuve" allégués, l'examen et la mise en balance par un groupe spécial des éléments de preuve présentés relèvent du pouvoir discrétionnaire dont il dispose en tant que juge des faits.

202. Enfin, l'Union européenne soutient qu'en alléguant que le Groupe spécial "n'a pas tenu compte"[350] de trois éléments de preuve et, par conséquent, qu'il a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord, la Chine formule une allégation qui concerne simplement l'appréciation par le Groupe spécial des éléments de preuve dans la limite du pouvoir discrétionnaire dont il dispose en tant que juge des faits. En particulier, le Groupe spécial s'est appuyé à bon droit sur les considérants 23 à 25 du Règlement définitif, qui montrent que le soutien de la plainte n'était pas une condition pour être inclus dans la définition de la branche de production nationale, bien qu'il soit fait référence aux "producteurs qui soutiennent la plainte" dans la définition de la branche de production nationale figurant dans le Règlement définitif. "De la même manière", l'Union européenne fait valoir que "le Groupe spécial a mis en contexte les déclarations prêtant à confusion dans le Document d'information informel en appelant l'attention sur le fait qu'il s'agissait d'un simple document de travail n'ayant aucune valeur juridique dans l'[Union européenne]."[351] Enfin, elle affirme que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en ne traitant pas expressément la lettre mentionnée par la Chine parce qu'un groupe spécial "n'est pas tenu d'examiner, dans son rapport, chacun des éléments de preuve sans exception".[352] En tout état de cause, la Chine a interprété de manière erronée la lettre sur laquelle elle cherchait à s'appuyer, qui n'indiquait pas que le soutien de la plainte était une condition pour être inclus dans la définition de la branche de production nationale.

---

[347] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 64 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.75).

[348] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, note de bas de page 47 relative au paragraphe 65.

[349] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, note de bas de page 47 relative au paragraphe 65.

[350] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 68 (citant la communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 85).

[351] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 72.

[352] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 73 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 202).

203. Sur cette base, l'Union européenne estime que l'allégation de la Chine selon laquelle le Groupe spécial a commis une erreur fondamentale en n'accordant pas le même poids aux éléments de preuve comme l'a fait la Chine et a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord doit être jugée sans fondement.

ii) *Exclusion des producteurs qui ne se sont pas manifestés dans un délai de 15 jours après l'ouverture de l'enquête*

204. L'Union européenne affirme que la Chine n'établit pas que le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation juridique et a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en constatant que l'Union européenne n'avait pas agi d'une manière incompatible avec l'article 4.1 de l'*Accord antidumping* en excluant de la définition de la branche de production nationale tous les producteurs qui ne s'étaient pas manifestés dans un délai de 15 jours suivant l'ouverture de l'enquête.

205. L'Union européenne soutient que la Chine reconnaît qu'il est "admissible"[353] d'imposer aux producteurs nationaux un délai pour se manifester, ce qui remet en cause son affirmation selon laquelle l'article 4.1 interdit l'exclusion de toutes catégories de producteurs à l'exception de celles qui sont prévues aux alinéas i) et ii). En outre, rien n'étaye l'argument de la Chine selon lequel l'imposition aux producteurs d'un délai pour se manifester est "inadmissible si les autorités chargées de l'enquête … étudient la possibilité d'inclure les producteurs qui ne se sont pas manifestés dans le délai imparti et décident finalement de ne pas les inclure".[354] En effet, la Chine n'explique pas pourquoi elle accepte qu'on puisse avoir recours à des délais, mais s'oppose ensuite à ce que ces délais soient effectivement appliqués par les autorités. L'Union européenne estime que les autorités chargées de l'enquête ont le droit, au titre de l'article 6.14 de l'*Accord antidumping*, de maintenir un contrôle sur les enquêtes et d'imposer des délais afin d'agir avec diligence pour ce qui est de l'enquête. De plus, les autorités sont tenues d'imposer de tels délais afin de satisfaire à l'obligation qui leur incombe au titre de l'article 5.10 de l'*Accord antidumping* de terminer l'enquête dans un délai compris entre 12 et 18 mois. L'Union européenne estime en outre que, dans l'enquête sur les éléments de fixation, le délai de 15 jours excluait les producteurs, qu'ils soutiennent ou non la plainte, et constituait un moyen raisonnable et objectif de définir la branche de production nationale.

206. L'Union européenne soutient que rien n'étaye l'allégation de la Chine selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en constatant que

[353] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 78 (citant la communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 125).
[354] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 81 (citant la communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 126).

l'Union européenne n'avait pas délibérément exclu les producteurs qui s'étaient manifestés après le délai de 15 jours. Le Document d'information, auquel la Chine fait référence pour étayer son allégation, reflète simplement, "d'une manière quelque peu confuse"[355], le fait que la Commission a tenu compte de l'allégation des parties intéressées chinoises, selon laquelle la prescription en matière de représentativité n'avait pas été remplie, en contactant des producteurs nationaux additionnels au sujet de leur volume de production et de leur position concernant la plainte. En outre, le Groupe spécial a examiné les éléments de preuve pertinents et a constaté que "le fait que la Commission [avait] envisagé [d']inclure [les producteurs additionnels dans] la branche de production nationale étay[ait] [son] point de vue selon lequel elle n'[avait] pas simplement exclu les producteurs qui ne s'étaient pas manifestés dans le délai de 15 jours".[356] Selon l'Union européenne, l'allégation de la Chine selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en formulant cette constatation est "fondée sur une lecture délibérément erronée du rapport du Groupe spécial" parce que celui-ci a simplement "formulé la conclusion factuelle selon laquelle les autorités ont appliqué le délai qu'elles avaient fixé pour les producteurs nationaux, mais qu'en faisant cela elles n'avaient pas fait la sourde oreille aux demandes des exportateurs visant à contacter davantage de producteurs".[357]

207. L'Union européenne fait valoir que l'affirmation de la Chine selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en constatant que la Chine n'avait pas démontré le caractère déraisonnable du délai de 15 jours est également dénuée de fondement. Comme le Groupe spécial l'a constaté à juste titre, la Chine n'a présenté aucun élément de preuve concernant le caractère déraisonnable ou insuffisant allégué du délai de 15 jours. La simple "conjecture" de la Chine selon laquelle un délai aussi court que 15 jours fait qu'il est plus probable que les plaignants et ceux qui soutiennent la plainte soient les seuls à se manifester ne constitue pas un tel élément de preuve.[358] En outre, contrairement à ce que fait valoir la Chine, lier la possibilité d'être inclus dans la branche de production nationale à la volonté d'un producteur d'être inclus dans l'échantillon est sans rapport avec la question de savoir si le délai de 15 jours est raisonnable. Cela tient au fait que les renseignements demandés dans le formulaire relatif à l'échantillonnage concernant les produits fabriqués et le volume de production étaient faciles à fournir et, pour indiquer sa volonté d'être inclus dans l'échantillon, il suffisait de cocher la case correspondante du formulaire. Enfin, l'Union européenne soutient que l'affirmation de la Chine selon laquelle le délai de 15 jours imparti pour répondre au formulaire relatif à l'échantillon n'est pas le même que le délai dans lequel il était

[355] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 89.
[356] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 90 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.215).
[357] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 91.
[358] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 96.

demandé à une partie intéressée de se faire connaître, prévu dans l'avis d'ouverture de l'enquête est "tout simplement erronée". Cela tient au fait que l'avis d'ouverture de l'enquête prévoit clairement un délai de 15 jours pour l'inclusion dans la branche de production nationale et un délai de 40 jours imparti aux parties intéressées pour qu'elles se fassent connaître "sauf indication contraire".[359]

208. Sur cette base, l'Union européenne demande à l'Organe d'appel de rejeter les allégations et les arguments de la Chine susmentionnés ainsi que la demande de celle-ci visant à ce que l'analyse soit complétée.

iii) *Incompatibilité avec l'article 3.1 de l'Accord antidumping*

209. L'Union européenne soutient que le Groupe spécial a déterminé à juste titre que la Chine n'avait pas fourni d'éléments *prima facie* au titre de l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* parce que les arguments qu'elle avait avancés au titre de cette disposition étaient subordonnés à ses arguments au titre de l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*. À l'appui de son appel au titre de l'article 3.1, la Chine répète simplement ses arguments concernant l'exclusion alléguée des producteurs qui ne soutenaient pas la plainte et le caractère déraisonnable allégué du délai de 15 jours. Ce sont les mêmes arguments que ceux qu'elle avait présentés au titre de l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*, et que le Groupe spécial a rejetés à juste titre. Ainsi, compte tenu des constatations formulées par le Groupe spécial au titre de l'article 4.1 et étant donné que les arguments avancés par la Chine au titre de l'article 3.1 étaient identiques aux arguments avancés au titre de l'article 4.1, le Groupe spécial n'a pas fait erreur en rejetant l'allégation de la Chine au titre de l'article 3.1. L'Union européenne ajoute que l'appel de la Chine n'indique aucune erreur de droit dans la constatation formulée par le Groupe spécial au titre de l'article 3.1, mais décrit simplement les erreurs alléguées commises par la Commission dans sa définition de la branche de production nationale. Par conséquent, l'Union européenne soutient que, puisque la Chine "n'a jamais formulé d'argument indépendant au titre de l'article 3.1 de l'*Accord antidumping*"[360], l'Organe d'appel doit aussi rejeter l'appel de la Chine au titre de cette disposition.

210. L'Union européenne soutient en outre qu'il faut aussi rejeter l'argument de la Chine selon lequel la manière dont la Commission a défini la branche de production nationale était partiale. L'affirmation de la Chine selon laquelle "[i]l est beaucoup moins probable que les sociétés opposées à l'enquête veuillent faire partie de l'échantillon par rapport aux entreprises qui soutiennent l'enquête"[361]

[359] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 101. (caractères gras de l'Union européenne omis)
[360] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 108.
[361] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 113 (citant la deuxième communication écrite de la Chine au Groupe spécial, paragraphe 548).

est "pure conjecture".[362] Même si cela était vrai, cela ne veut pas dire qu'une autorité ne peut pas utiliser la coopération comme critère de définition de la branche de production nationale. Faute de pouvoir d'assignation à comparaître, la Commission avait le droit de poursuivre son enquête sur la base de faits communiqués par les producteurs qui coopéraient tant que leur production représentait une proportion majeure de la production nationale totale. Enfin, l'Union européenne fait observer que l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* exige seulement que les autorités procèdent à un examen objectif des éléments de preuve positifs en ce qui concerne la branche de production nationale telle qu'elle est définie à l'article 4.1. L'article 3.1 concerne donc uniquement la manière dont sont examinées les données communiquées par les producteurs qui étaient inclus dans la définition de la branche de production nationale, question qui n'a pas été soulevée dans l'appel de la Chine au titre de cette disposition.

211. Sur cette base, l'Union européenne demande à l'Organe d'appel de rejeter l'appel de la Chine au titre de l'article 3.1 de l'*Accord antidumping*.

b) "Une proportion majeure" de la production nationale totale

212. À titre préliminaire, l'Union européenne indique qu'elle souhaite faire part de sa préoccupation au sujet de ce qu'elle considère comme un changement allégué de position de la Chine en ce qui concerne l'interprétation de l'expression "une proportion majeure" figurant à l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*. Devant le Groupe spécial, la Chine a souscrit à l'interprétation donnée par le Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille* selon laquelle le terme "majeur" signifiait "important, sérieux ou notable", et à laquelle l'Union européenne souscrivait également. Bien que la position initiale de la Chine ait été qu'"une proportion majeure" devait être aussi proche que possible de 100 pour cent, celle-ci "a clairement abandonné sa position initiale" en admettant que le terme "majeur" en termes abstraits pouvait même correspondre à un pourcentage inférieur à 25 pour cent.[363] Ainsi, notant que les parties étaient d'accord au sujet de l'interprétation de l'expression "une proportion majeure", le Groupe spécial a axé son examen sur le point de savoir si la Chine s'était acquittée de la charge qui lui incombait de prouver que, en l'espèce, 27 pour cent de la production nationale totale n'étaient pas une proportion majeure. En conséquence, selon l'Union européenne, puisque le Groupe spécial "s'est appuyé sur" l'accord existant entre les parties au sujet de l'interprétation juridique pour développer son raisonnement, il n'est "tout

[362] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 113.
[363] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 138.

simplement pas crédible ni approprié" que la Chine affirme en appel que l'interprétation avancée par le Groupe spécial n'est pas admissible.[364]

213. L'Union européenne estime en outre que, comme le Groupe spécial l'a constaté à juste titre, en dépit de la présomption alléguée sur laquelle s'est appuyée la Commission pour définir la branche de production nationale, la Chine n'a pas établi que la production de la branche de production nationale telle qu'elle était définie par la Commission, comme représentant 27 pour cent de la production nationale totale, ne constituait pas "une proportion majeure" au sens de l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*. Enfin, l'allégation de la Chine selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur en rejetant certains facteurs autres que quantitatifs est également infondée. Ces facteurs autres que quantitatifs comprennent l'exclusion alléguée de certains producteurs, la possibilité réelle d'obtenir des renseignements de la part de tous les producteurs et le nombre de producteurs.

i) *Interprétation de l'expression "une proportion majeure"*

214. L'Union européenne estime que, puisque le texte de l'article 4.1 de l'*Accord antidumping* fait référence à "une proportion majeure" et qu'il n'emploie pas d'expressions telles que "la majorité", cette disposition n'exige pas que la branche de production nationale soit constituée de producteurs représentant plus de 50 pour cent de la production nationale. Cette interprétation est étayée par la constatation du Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*[365] et la Chine ne prétend pas le contraire. L'Union européenne soutient en outre que, sur la base de son sens ordinaire, l'expression "une proportion majeure" signifie une proportion "importante, sérieuse ou notable" de la production nationale totale. Bien que la définition donnée par le dictionnaire sur laquelle s'appuie la Chine définisse le terme "major" (majeur) comme "*unusually* important, serious or significant"[366] (exceptionnellement important, sérieux ou notable), l'Union européenne estime que le qualificatif "exceptionnellement" n'est pas particulièrement significatif.

215. L'Union européenne souscrit à l'argument de la Chine selon lequel, pour représenter une "proportion", la production des producteurs nationaux concernés doit constituer une "partie" ou une "part" de l'ensemble. Cependant, elle affirme que la Chine "fait un raccourci logique sans fondement lorsqu'elle indique qu'"[*e*]*n autres termes*, ces producteurs doivent être représentatifs de

[364] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 141.
[365] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 147 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, paragraphes 7.341 et 7.342).
[366] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 142 (faisant référence à la communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphes 10, 188 et 189). (italique ajouté par l'Union européenne)

l'ensemble".[367] Il n'y a rien de fondamentalement "représentatif" dans le terme "proportion" parce qu'il désigne simplement un ratio. De plus, étant donné que l'article 4.1 fait référence aux "productions additionnées", l'expression "une proportion majeure" doit être examinée du point de vue de la quantité de la production. L'Union européenne soutient en outre que la constatation formulée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, à laquelle la Chine fait référence pour étayer sa position, porte sur le sens de l'expression "l'ensemble des producteurs" et non sur celui de l'expression "une proportion majeure" et ne permet donc pas d'étayer la position de la Chine.[368]

216. L'Union européenne estime que la Chine affirme de manière infondée que "[l]a raison pour laquelle il est permis de définir la branche de production nationale comme s'entendant des producteurs qui constituent seulement "une proportion majeure" est l'impossibilité pratique pour les autorités chargées de l'enquête dans certains cas d'obtenir les renseignements demandés auprès de tous les producteurs du produit similaire".[369] Elle soutient que l'article 4.1 fait simplement référence à deux options possibles pour définir la branche de production nationale et que le mot "ou" indique qu'il n'y a pas de hiérarchie ni de préférence entre ces deux options. En outre, contrairement aux affirmations de la Chine, les alinéas i) et ii) de l'article 4.1 ne limitent pas le pouvoir discrétionnaire de l'autorité chargée de l'enquête, mais autorise simplement celle-ci à limiter le nombre total de producteurs admissibles. L'Union européenne souligne que son interprétation n'aboutirait pas, comme la Chine le laisse entendre, à l'exclusion arbitraire de catégories de producteurs. Au contraire, si l'autorité agit d'une manière objective et impartiale en définissant la branche de production nationale, par exemple, en incluant uniquement les producteurs voulant coopérer, la définition de la branche de production nationale sera compatible avec l'article 4.1, même si elle est constituée de producteurs dont la production représente moins de 100 pour cent de la production nationale totale. Enfin, l'Union européenne ne souscrit pas à l'argument de la Chine selon lequel l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* contient des éléments contextuels étayant l'idée que l'expression "une proportion majeure" exige que la branche de production nationale ainsi définie soit représentative de l'ensemble des producteurs nationaux. L'article 3.1 impose plutôt des obligations en matière de détermination de l'existence d'un dommage et n'impose pas d'obligations en ce qui concerne la définition de la branche de production nationale.

[367] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 151 (citant la communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 185). (italique ajouté par l'Union européenne)

[368] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 153 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 91).

[369] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 155 (citant la communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 195).

ii) *Question de savoir si la branche de production nationale définie dans l'enquête sur les éléments de fixation répond à la prescription relative à "une proportion majeure"*

217. L'Union européenne estime qu'il appartient à la Chine, en tant que partie plaignante, d'établir *prima facie* que l'Union européenne n'a pas défini correctement la branche de production nationale dans l'enquête sur les éléments de fixation parce que les productions additionnées représentant 27 pour cent de la production nationale totale ne constituaient pas "une proportion majeure" au sens de l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*. Bien que la Chine ait fait valoir devant le Groupe spécial que la Commission s'est fondée à tort sur une présomption voulant que les producteurs représentant 25 pour cent de la production nationale totale constituent une proportion majeure de la production nationale, elle a aussi admis que, en fonction des circonstances, même un pourcentage inférieur à 25 pour cent pouvait être suffisant. Ainsi, le Groupe spécial a exigé à juste titre que la Chine fournisse des éléments de preuve démontrant que, en l'espèce, 27 pour cent n'étaient pas une part importante, sérieuse ou notable de la production nationale totale.

218. Selon l'Union européenne, la Chine allègue effectivement que les autorités ont l'obligation indépendante d'expliquer le fondement de leur conclusion selon laquelle un certain pourcentage de production est "majeur" dans les circonstances de l'affaire. Cependant, l'article 4.1 n'impose pas une telle obligation. Cela est confirmé par la constatation du Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille* selon laquelle les autorités n'ont pas l'obligation d'expliquer en termes exprès comment elles ont fait pour constater qu'un pourcentage inférieur à 50 pour cent pouvait être considéré comme une proportion majeure".[370] L'Union européenne soutient que, devant le Groupe spécial, la Chine n'a pas nié que la branche de production nationale telle qu'elle était définie incluait des grandes et des petites entreprises ainsi que des producteurs de différents types d'éléments de fixation. En outre, au cours de l'enquête sur les éléments de fixation, les exportateurs chinois n'ont pas mis en doute le caractère représentatif de la définition de la branche de production nationale et la Commission n'avait donc pas l'obligation de traiter ces préoccupations. À cet égard, l'argument avancé par la Chine en appel selon lequel la Commission s'appuie sur une règle voulant qu'"une proportion majeure" soit automatiquement équivalente à 25 pour cent de la production nationale totale "est erroné et totalement dénué de pertinence".[371] Cela tient au fait que la Chine n'a pas contesté la disposition pertinente du Règlement antidumping de base de l'Union européenne concernant une telle "règle". En conséquence, l'Organe d'appel n'est pas saisi de ces dispositions et, en tout état de cause, aucun élément de preuve versé au dossier ne démontre que le Règlement

[370] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 178 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, paragraphe 7.343).
[371] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 186.

antidumping de base énonce une règle impérative empêchant la Commission de conclure, dans les circonstances spécifiques d'une affaire, que 25 pour cent n'équivalent pas à une proportion majeure.

219. L'Union européenne soutient néanmoins que le Règlement antidumping de base reflète sa position selon laquelle l'article 5.4 de l'*Accord antidumping* fournit des indications contextuelles importantes concernant le sens de l'expression "une proportion majeure" figurant à l'article 4.1 de cet accord. En particulier, l'article 5.4 dispose qu'une demande d'ouverture d'enquête antidumping doit être présentée "par la branche de production nationale ou en son nom" et que cela est le cas lorsqu'il est établi que les producteurs nationaux soutenant la demande représentent au moins 25 pour cent de la production nationale totale. Par conséquent, il est "admissible de considérer que les producteurs qui représentent 25 pour cent ou plus de la production nationale peuvent *légitimement* représenter une proportion majeure de la production totale et que, comme expliqué plus haut, cela était le cas dans l'enquête sur les éléments de fixation".[372]

220. S'agissant de l'allégation de la Chine selon laquelle le Groupe spécial n'a pas examiné certains facteurs autres que quantitatifs, l'Union européenne affirme que la Chine répète simplement les arguments formulés pour étayer son point de vue selon lequel l'expression "une proportion majeure" exige que la branche de production nationale ainsi définie soit représentative de l'ensemble des producteurs nationaux. Elle fait valoir que les autorités ne peuvent pas délibérément exclure une catégorie de producteurs. Cependant, si l'exclusion résulte uniquement de l'application d'un délai raisonnable ou est la conséquence du fait que la branche de production est fragmentée, elle n'est pas incompatible avec l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*. En outre, contrairement à ce qu'affirme la Chine, le nombre de producteurs n'est pas un élément pertinent pour la définition de la branche de production nationale parce que l'article 4.1 concerne le volume de production.

221. Sur cette base, l'Union européenne estime que le Groupe spécial a constaté à juste titre que la Chine n'avait pas démontré *prima facie* que la définition de la branche de production nationale en l'espèce était incompatible avec l'article 4.1 de l'*Accord antidumping* et demande à l'Organe d'appel de rejeter l'appel de la Chine.

c) Représentativité de l'échantillon de producteurs nationaux dans la détermination de l'existence d'un dommage

222. L'Union européenne allègue, à titre préliminaire, que l'appel de la Chine concerne le rejet par le Groupe spécial d'une allégation qui ne relevait pas de son mandat. Dans sa demande

[372] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 187. (italique dans l'original)

d'établissement d'un groupe spécial[373], la Chine alléguait que l'Union européenne avait agi d'une manière incompatible avec les articles 4.1 et 3.1 de l'*Accord antidumping* parce que la Commission avait effectué la détermination de l'existence d'un dommage sur la base d'un échantillon de producteurs représentant 17,5 pour cent seulement de la production communautaire totale du produit similaire en 2006. Cependant, dans sa deuxième communication écrite présentée au Groupe spécial, la Chine a formulé l'"allégation entièrement nouvelle" selon laquelle l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* en utilisant un échantillon fondé sur le volume le plus important pouvant raisonnablement faire l'objet d'une enquête, n'utilisant pas de ce fait une méthode d'échantillonnage qui garantissait que l'échantillon était suffisamment représentatif de la branche de production nationale.[374] L'Union européenne fait valoir que cette nouvelle allégation n'est aucunement liée à l'allégation formulée par la Chine au titre de l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* indiquée dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial et qu'elle n'a, par conséquent, pas été soumise à bon droit à l'Organe d'appel.

223. L'Union européenne estime que l'allégation de la Chine au titre de l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* est, en tout état de cause, dénuée de fondement. L'article 3.1 ne prescrit aucune méthode d'échantillonnage pour la détermination de l'existence d'un dommage. Bien que l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*, concernant l'échantillonnage dans la détermination de l'existence d'un dumping, ne soit pas directement applicable dans le contexte des déterminations de l'existence d'un dommage, le fait que la Commission a suivi l'une des deux méthodes d'échantillonnage prévues dans cette disposition indique que sa méthode n'était pas déraisonnable ou partiale. De plus, comme le Groupe spécial l'a constaté à juste titre, la Chine n'a pas présenté de facteurs autres que le volume qui auraient dû être pris en compte. L'Union européenne soutient en outre que rien n'étaye l'allégation de la Chine selon laquelle la Commission aurait pu inclure davantage de producteurs nationaux dans l'échantillon. Le Groupe spécial a constaté à juste titre que le simple fait que certains facteurs macro-économiques avaient été examinés sur la base de données communiquées par l'ensemble des 45 producteurs constituant la branche de production nationale ne démontrait pas que la Commission aurait pu examiner l'ensemble des facteurs microéconomiques sur la même base. Cette constatation relève du pouvoir discrétionnaire dont dispose le Groupe spécial en tant que juge des faits et la Chine ne formule aucune allégation au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord à ce sujet.

224. Sur cette base, l'Union européenne demande à l'Organe d'appel de rejeter l'appel de la Chine concernant la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'échantillon choisi par la Commission n'était pas incompatible avec l'article 3.1 de l'*Accord antidumping*.

[373] WT/DS397/3, 13 octobre 2009.
[374] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 214.

2. Constatations du Groupe spécial au titre de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*

225. L'Union européenne demande à l'Organe d'appel de rejeter l'appel de la Chine concernant la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Union européenne n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne la comparaison entre le prix d'exportation et la valeur normale dans la détermination de l'existence d'un dumping. Selon l'Union européenne, chacune des trois allégations formulées en appel par la Chine est dénuée de fondement et devrait être rejetée.

a) Traitement par le Groupe spécial de l'argument de la Chine

226. L'Union européenne estime que l'allégation de la Chine selon laquelle le Groupe spécial a agi en violation de l'article 11 du Mémorandum d'accord parce que, selon les allégations, il n'a pas traité l'argument de la Chine concernant le manque de communication des autorités de l'UE sur les renseignements requis pour garantir une comparaison équitable est dénuée de fondement.

227. L'Union européenne soutient que la "prémisse factuelle sur laquelle repose l'allégation de la Chine est erronée"[375] parce que celle-ci n'a pas présenté au Groupe spécial d'allégation ou d'argument de fond concernant le fait allégué que la Commission n'a pas informé les parties intéressées de ce que les NRP n'étaient pas utilisés dans la comparaison des prix. En fait, la Chine a soulevé cette question devant le Groupe spécial dans sa deuxième communication écrite simplement pour réfuter l'argument de l'Union européenne selon lequel aucune partie intéressée n'avait demandé d'ajustements et pour étayer son allégation selon laquelle il aurait fallu procéder à des ajustements. Par conséquent, le Groupe spécial n'a pas "fait abstraction d'un argument de fond avancé par la Chine"[376] parce qu'il ne lui a pas été demandé d'émettre un avis sur un tel argument. L'Union européenne estime en outre que les références faites par la Chine aux constatations de l'Organe d'appel sur "l'application indue du principe d'économie jurisprudentielle" sont "totalement dénuées de pertinence" étant donné que ces constatations concernent la décision d'un groupe spécial de ne pas traiter certaines "allégations", et non certains "arguments", qui lui avaient été présentées.[377] De plus, puisque les groupes spéciaux ont le pouvoir discrétionnaire de ne traiter que les arguments qu'ils jugent nécessaires pour se prononcer sur une allégation particulière, "le fait qu'un argument donné concernant cette allégation n'est pas expressément traité dans la partie "Constatations" du rapport ne permet pas, en soi, de conclure que ce groupe spécial a omis de procéder à l'"évaluation objective de la question dont il est saisi", prescrite à

[375] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 249.
[376] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 252 (citant la communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 306).
[377] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 255.

l'article 11 du *Mémorandum d'accord*".[378] Par conséquent, l'Union européenne estime que la Chine n'a pas démontré que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en ne traitant pas l'argument de la Chine.

228. L'Union européenne soutient en outre que la Chine n'étaye pas l'allégation qu'elle a présentée à titre subsidiaire selon laquelle, si l'Organe d'appel considère que le Groupe spécial a rejeté implicitement l'argument de la Chine, il devrait constater que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*. Selon l'Union européenne, étant donné que le Groupe spécial n'a pas formulé de constatation à ce sujet et qu'il n'a pas dépassé les limites de son pouvoir discrétionnaire en ne traitant pas l'argument de la Chine, l'Organe d'appel n'a aucune raison d'examiner cette erreur de droit alléguée concernant une constatation qui n'existe pas.

b) Différences physiques

i) *Interprétation et application de l'article 2.4 par le Groupe spécial*

229. L'Union européenne soutient que l'allégation de la Chine selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation et l'application de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* concernant l'obligation de la Commission d'évaluer toutes les caractéristiques incluses dans les NRP et d'effectuer les ajustements nécessaires, est tout aussi dénuée de fondement. Selon elle, l'interprétation juridique de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* faite par le Groupe spécial "correspond à l'interprétation" avancée par la Chine selon laquelle une autorité doit évaluer les différences identifiées qui peuvent affecter la comparabilité des prix.[379] Cela est confirmé par la constatation du Groupe spécial selon laquelle, au titre de l'article 2.4, les autorités "doi[ven]t prendre des dispositions pour se faire une idée claire de l'ajustement demandé et déterminer ensuite **si cet ajustement est justifié et jusqu'à quel point**".[380]

230. L'Union européenne estime que l'appel de la Chine ne concerne pas une question de droit, mais concerne plutôt le fait que la Chine ne souscrit pas à la constatation de fait du Groupe spécial concernant le rôle et la pertinence des caractéristiques incluses dans les NRP et ne conteste pas "d'une manière convaincante" cette constatation au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.[381] Elle

[378] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 255 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, paragraphe 135).
[379] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 272.
[380] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 271 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.298, citant lui-même le rapport du Groupe spécial *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 7.158 (caractères gras ajoutés par le Groupe spécial)).
[381] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 263.

rappelle l'argument avancé par la Chine devant le Groupe spécial selon lequel, puisque les caractéristiques incluses dans les NRP avaient été identifiées par les autorités elles-mêmes comme affectant la comparabilité des prix, la Commission avait l'obligation au moins d'évaluer si ces différences affectaient ou non effectivement la comparabilité des prix, et aurait dû conclure ultérieurement que des ajustements étaient effectivement nécessaires. Ainsi, l'argument de la Chine repose sur l'hypothèse selon laquelle la Commission avait identifié les caractéristiques incluses dans les NRP comme affectant la comparabilité des prix. Le Groupe spécial ne souscrivait toutefois pas à la "prémisse factuelle" sur laquelle reposait l'affirmation de la Chine[382], constatant plutôt que le fait que la Commission avait utilisé les NRP comme outil pour la collecte de renseignements ne voulait pas dire qu'elle avait identifié chacune des caractéristiques incluses dans les NRP comme affectant nécessairement la comparabilité des prix. Le Groupe spécial a constaté en outre que la Chine n'avait signalé aucun élément de preuve dont aurait été saisi l'autorité chargée de l'enquête qui étayerait son affirmation selon laquelle la Commission considérait que toutes les caractéristiques incluses dans les NRP affectaient nécessairement la comparabilité des prix. Selon l'Union européenne, ces constatations de fait sont sans rapport avec le point de savoir s'il existe ou non une distinction, comme il est allégué par la Chine, entre l'évaluation des différences identifiées et la réalisation d'ajustements pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix.

231. L'Union européenne soutient en outre que, en tout état de cause, suivant une interprétation correcte de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*, elle s'est acquittée de ses obligations au titre de cette disposition. Premièrement, l'article 2.4 exige d'une autorité chargée de l'enquête qu'elle demande les renseignements qui peuvent être nécessaires pour assurer une comparaison équitable et pour déterminer s'il est justifié de procéder à des ajustements. L'Union européenne a demandé à toutes les parties intéressées d'organiser les renseignements relatifs aux produits sur la base des NRP "[qui constituent] simplement un outil"[383] permettant d'établir une correspondance entre les ventes à l'exportation et les ventes intérieures dans le pays analogue. Deuxièmement, en vertu de l'article 2.4, il incombe aux producteurs du pays visé par l'enquête de justifier leur demande d'ajustement. L'Union européenne rappelle que les parties intéressées ont souligné, tout au long de l'enquête sur les éléments de fixation, l'importance de la distinction entre éléments de fixation ordinaires et éléments de fixation spéciaux et la Commission a tenu compte de cette distinction dans les types de produits utilisés aux fins de la comparaison des prix. Troisièmement, en vertu de l'article 2.4, l'autorité chargée de l'enquête est uniquement tenue de procéder à des ajustements pour tenir compte des différences dont il a été démontré qu'elles affectaient la comparabilité des prix et non pour tenir compte de toutes autres différences. Conformément à cette obligation, la Commission a déterminé qu'il avait été démontré

[382] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 267.
[383] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 277.

qu'une seule des caractéristiques incluses dans les NRP, à savoir la résistance, affectait la comparabilité des prix. À cet égard, l'Union européenne soutient que la Chine a fait une déclaration factuelle inexacte selon laquelle "les parties intéressées ont souligné tout au long de l'enquête qu'il était d'une importance fondamentale que la comparaison soit faite sur la base des NRP".[384] Par conséquent, la Commission a respecté toutes les obligations découlant de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* et a procédé à une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix d'exportation en faisant une comparaison entre les éléments de fixation en fonction de leur catégorie de résistance et de la distinction entre éléments de fixation spéciaux et éléments de fixation ordinaires.

232. Sur cette base, l'Union européenne demande à l'Organe d'appel de rejeter l'appel de la Chine concernant la constatation du Groupe spécial selon laquelle la Commission n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en ne procédant pas à des ajustements pour tenir compte des différences alléguées indiquées au moyen des caractéristiques incluses dans les NRP.

ii) *Fait que le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective des faits*

233. L'Union européenne estime que, avant de traiter les allégations spécifiques formulées par la Chine, il peut être utile de rappeler le rôle des NRP dans l'enquête sur les éléments de fixation. Selon elle, les NRP constituent un outil de collecte de renseignements consistant en une "liste très préliminaire" des caractéristiques de produit potentiellement pertinentes qui peuvent ou non affecter la comparabilité des prix.[385] Le point de savoir si les NRP seront finalement utilisés dépend de nombreux facteurs, y compris les arguments des parties et les limitations pratiques des renseignements disponibles. Dans l'enquête sur les éléments de fixation, l'Union européenne fait valoir que le fait que le producteur indien n'a pas fourni de renseignements de la manière détaillée exigée par les NRP impliquait qu'une approche différente fondée sur les types de produits était devenue préférable. En outre, les éléments de preuve versés au dossier indiquent que la catégorie de résistance et la distinction entre éléments de fixation ordinaires et éléments de fixation spéciaux, sur la base desquelles la Commission a déterminé les types de produits, étaient deux principales caractéristiques mentionnées par les parties intéressées au cours de l'enquête, y compris les parties intéressées chinoises. L'Union européenne estime en outre que les parties intéressées chinoises n'ont pas évoqué d'autres caractéristiques affectant la comparabilité des prix au cours de l'enquête, même après qu'elles ont été informées que la comparaison des prix avait été effectuée sur la base des types de produits plutôt que des NRP. L'argument de la Chine selon lequel les parties intéressées n'ont pas

[384] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 287 (citant la communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 360).
[385] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 292.

demandé d'ajustements parce qu'elles supposaient que toutes différences affectant la comparabilité des prix seraient prises en compte dans les caractéristiques incluses dans les NRP est contredit par le fait que les parties intéressées chinoises ont présenté, pendant l'enquête, des arguments concernant l'importance de la catégorie de résistance bien que celle-ci ait été l'une des caractéristiques incluses dans les NRP.

234. Passant à l'allégation de la Chine selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord, l'Union européenne soutient que la Chine n'a pas indiqué d'éléments de preuve qui n'ont pas été pris en compte par le Groupe spécial. Premièrement, la Chine répète son affirmation erronée selon laquelle le fait que certaines caractéristiques physiques étaient indiquées dans les NRP prouvait que ces caractéristiques affectaient la comparabilité des prix. Pourtant, comme le Groupe spécial l'a constaté à juste titre, l'utilisation des NRP comme outil de collecte de renseignements ne signifiait pas que les caractéristiques qui y étaient indiquées affectaient nécessairement la comparabilité des prix. Deuxièmement, bien que la Chine ait fait savoir au Groupe spécial que la Commission aurait dû procéder à des ajustements pour tenir compte des caractéristiques incluses dans les NRP telles que le type de revêtement et l'utilisation de chrome, elle n'a pas formulé de telles allégations devant la Commission. L'Union européenne souligne que le devoir du Groupe spécial était d'examiner si la détermination faite par la Commission était raisonnable compte tenu des éléments de preuve dont elle était saisie plutôt que des affirmations faites au cours de la procédure du Groupe spécial. Troisièmement, s'agissant des trois éléments de preuve que la Chine allègue avoir présentés au Groupe spécial, les deux premiers sont des déclarations faites par la branche de production de l'UE dans le contexte de discussions concernant la comparabilité entre les éléments de fixation de l'UE et ceux de la Chine et, par conséquent, ne concernent pas la question de la comparabilité des prix entre les éléments de fixation indiens et chinois. Quant au troisième élément de preuve, il concerne un exposé fait au nom d'une partie intéressée chinoise soulignant la nécessité de différencier les éléments de fixation selon qu'il s'agit de produits ordinaires ou de produits de niche, ce qui ne traite pas non plus de l'importance alléguée des caractéristiques incluses dans les NRP. Ainsi, la Chine ne démontre pas que le Groupe spécial a délibérément ignoré, faussé ou refusé d'examiner les éléments de preuve qu'elle avait présentés. Au contraire, le Groupe spécial a examiné l'ensemble des éléments de preuve dans leur intégralité, y compris la reconnaissance par la Chine qu'aucune partie intéressée n'avait évoqué de facteurs affectant la comparabilité des prix autres que ceux qui avaient été pris en compte par la Commission et il a formulé sa conclusion sur cette base. Le Groupe spécial n'a pas agi en violation de l'article 11 du Mémorandum d'accord simplement parce qu'il n'a pas examiné chaque élément de preuve ou chaque argument présenté par la Chine.

235. L'Union européenne soutient que la Chine n'étaye pas son allégation selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 17.6 i) de l'*Accord antidumping* et ne fournit aucun élément de preuve à l'appui de cette allégation. Comme le Groupe spécial l'a constaté, la Chine n'avait indiqué aucun élément de preuve qui avait été présenté aux autorités chargées de l'enquête pour étayer son affirmation selon laquelle toutes les caractéristiques incluses dans les NRP constituaient des différences affectant la comparabilité des prix. Puisque le Groupe spécial avait pour tâche d'examiner le caractère raisonnable de la détermination faite par la Commission, il a considéré à bon droit qu'il ne devait pas procéder à un examen de ces éléments de preuve pour déterminer s'il aurait formulé une conclusion différente. Par conséquent, l'appel de la Chine portant sur ce point ainsi que sa demande visant à ce que l'analyse soit complétée doivent être rejetés.

c) Différences de qualité

236. L'Union européenne soutient que, bien que la Chine allègue que le Groupe spécial avait fait erreur dans son interprétation juridique, elle ne signale, dans son appel, aucune erreur de droit commise par le Groupe spécial dans l'interprétation de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*. Au lieu de cela, l'interprétation avancée par la Chine correspond à la constatation du Groupe spécial selon laquelle une autorité doit examiner si et dans quelle mesure il faut procéder à des ajustements. L'Union européenne indique en outre qu'elle convient que les caractéristiques ayant été reconnues comme affectant la comparabilité des prix, ou pour lesquelles les éléments de preuve requis ont été fournis, doivent être évaluées afin de déterminer si et dans quelle mesure il peut être nécessaire de procéder à des ajustements.

237. Toutefois, en l'espèce, rien ne prouvait qu'il y avait une différence de qualité qui affectait la comparabilité des prix entre les éléments de fixation chinois et indiens. En particulier, pour ce qui est de la lettre dans laquelle un producteur chinois demandait des ajustements pour tenir compte des différences de qualité, le Groupe spécial a constaté à juste titre que cette lettre n'était étayée par aucun élément de preuve. De plus, l'affirmation de la Chine selon laquelle la Commission n'a pas évalué les différences de qualité et n'a pas procédé à des ajustements pour en tenir compte est fondée sur une lecture erronée du Règlement définitif. Comme le Groupe spécial l'a constaté à juste titre, le considérant du Règlement définitif auquel la Chine a fait référence concerne les éléments de fixation produits en Chine et dans l'Union européenne et ne mentionne même pas les éléments de fixation produits en Inde. En outre, la lettre adressée par la Commission à certains exportateurs chinois ne mentionne aucune différence de qualité, mais indique qu'un ajustement a été effectué pour tenir compte d'une seule différence, à savoir que le producteur indien contrôlait régulièrement la qualité avant l'expédition, alors qu'en général les producteurs chinois ne le faisaient pas.

238. Par conséquent, l'Union européenne fait valoir que l'allégation de la Chine au titre de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* est fondée sur la prémisse factuelle erronée selon laquelle la Commission a reconnu qu'il existait certaines différences de qualité. Étant donné que le Groupe spécial a constaté à juste titre qu'aucun élément de preuve ne montrait que la Commission avait reconnu cela, l'Union européenne demande à l'Organe d'appel de rejeter l'appel de la Chine selon lequel le Groupe spécial a fait erreur en constatant que la Commission n'avait pas agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en n'évaluant pas les différences de qualité et en ne procédant pas à des ajustements pour en tenir compte.

3. Constatations du Groupe spécial au titre de l'article 6.5, 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* concernant la divulgation de l'identité des plaignants

239. L'Union européenne demande à l'Organe d'appel de confirmer les constatations formulées par le Groupe spécial au titre de l'article 6.5 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne la divulgation de l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte. À titre préliminaire, elle soulève deux préoccupations d'ordre juridictionnel. Premièrement, elle indique que l'allégation formulée par la Chine au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord dans sa communication en tant qu'autre appelant n'était pas incluse dans sa déclaration d'un autre appel et que, par conséquent, elle n'a pas été soumise à bon droit à l'Organe d'appel.[386] Deuxièmement, selon l'Union européenne, l'argument de la Chine concernant la divulgation de l'identité des producteurs inclus dans l'échantillon semble contester la mise en balance des éléments de preuve par le Groupe spécial et aurait dû être présenté d'une manière plus appropriée au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord. Comme l'article 11 n'a pas été mentionné dans ce contexte dans la déclaration d'un autre appel présentée par la Chine, cette allégation devrait elle aussi être rejetée par l'Organe d'appel comme ne relevant pas du champ de l'examen en appel.[387] Sur le fond, l'Union européenne fait valoir que le Groupe spécial a constaté à juste titre qu'elle avait agi d'une manière compatible avec l'article 6.5 en traitant comme confidentielle l'identité des plaignants afin d'empêcher que certains de leurs clients ne prennent des mesures de rétorsion commerciales. Il découle de la confirmation de la constatation formulée par le Groupe spécial à cet égard que l'Union européenne demande aussi à l'Organe d'appel de confirmer la constatation corollaire du Groupe spécial selon laquelle elle a agi d'une manière compatible avec l'article 6.4 et 6.2 de l'*Accord antidumping*.

[386] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 362.
[387] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 363.

a) Exposé de "raisons valables" par les plaignants

240. L'Union européenne relève d'abord que la Chine ne conteste pas les constatations du Groupe spécial selon lesquelles la détermination de la représentativité faite par la Commission était compatible avec ses obligations au titre de l'*Accord antidumping* et que la Chine "confirme" de ce fait que l'identité de ces sociétés était "un faux problème du point de vue des droits des parties intéressées en tant que défendeurs".[388] En réponse aux allégations spécifiques formulées par la Chine, l'Union européenne ne souscrit pas à l'affirmation de la Chine selon laquelle il faut atteindre un seuil plus élevé pour exposer des "raisons valables" dans le cas de renseignements qui ne sont pas "de nature" confidentielle. En revanche, elle souscrit à la détermination du Groupe spécial selon laquelle la question pertinente était de savoir "si la justification fondée sur les mesures de rétorsion commerciales potentielles fournie par les plaignants dans l'enquête sur les élément de fixation pouvait constituer une "raison valable" au sens de l'article 6.5".[389]

241. S'agissant de l'allégation de la Chine selon laquelle les plaignants étaient tenus de démontrer qu'il y "aurait", et non qu'il "pourrait y avoir", des mesures de rétorsion commerciales, l'Union européenne soutient que "la distinction établie par la Chine est artificielle".[390] À l'article 6.5, le temps conditionnel est employé dans certains exemples de renseignements qui seraient de nature confidentielle et il n'implique pas que, dans tous les cas, la partie qui communique les renseignements doit montrer qu'il en résultera inévitablement un dommage. Selon l'Union européenne, il n'apparaît pas que l'affirmation de la Chine couvre le "risque" qu'un dommage se produise et ne tient pas compte du but de l'article 6.5 qui est "précisément de s'assurer qu'un effet défavorable redouté … reste hypothétique et ne se concrétise pas effectivement".[391] Selon elle, l'interprétation donnée par la Chine modifierait l'équilibre prévu à l'article 6.5, non pas en faveur des parties qui demandent le traitement confidentiel de leurs renseignements, mais véritablement à leur détriment, et "découragerait l'ouverture d'enquêtes et la coopération en général".[392]

242. L'Union européenne conteste l'allégation de la Chine selon laquelle le Groupe spécial s'est appuyé sur une "simple affirmation" pour justifier de "raisons valables" en faisant valoir qu'il a effectivement examiné "les éléments de preuve à la lumière de la justification spécifique fournie comme "raison valable"" et qu'il a pris en considération le "critère d'examen particulier" dont il disposait pour examiner les décisions de l'autorité chargée de l'enquête.[393] L'Union européenne

[388] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 365.
[389] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 369.
[390] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 371.
[391] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 371.
[392] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 372.
[393] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 375.

affirme qu'il existe des moyens perfectionnés et subtils de prendre des mesures de rétorsion commerciales et que, par conséquent, il est très difficile pour une partie de prouver que de telles mesures risquent d'être prises.[394] Compte tenu de cette difficulté, le Groupe spécial a logiquement cherché ensuite des éléments de preuve pour montrer "que la crainte d'une mesure de rétorsion [était] déraisonnable, infondée ou fausse".[395] Le Groupe spécial n'a pas agi en violation de l'article 11 du Mémorandum d'accord en attendant de la Chine qu'elle fournisse des éléments de preuve à ce sujet parce que, comme l'Union européenne le fait valoir, les règles normales régissant les procédures de règlement des différends exigent en réalité du plaignant – en l'espèce la Chine – qu'il établisse *prima facie* l'existence d'une incompatibilité.[396] En tout état de cause, l'Union européenne allègue que le Groupe spécial n'a pas constaté qu'il n'existait "aucun élément de preuve" pour étayer l'affirmation des plaignants selon laquelle leurs clients achetaient aussi le produit en cause auprès de producteurs chinois. En fait, cette affirmation était en soi "essentielle" pour les constatations du Groupe spécial et "a servi à étayer" les préoccupations des plaignants au sujet des mesures de rétorsion commerciales.[397] En outre, l'Union européenne explique que le fait que davantage d'éléments de preuve concernant les mesures de rétorsion commerciales potentielles n'ont pas été divulgués ne signifie pas que ces éléments de preuve n'ont pas été soumis à la Commission, en particulier en ce qui concerne la nature et le fonctionnement du marché des éléments de fixation lui-même.[398]

243. L'Union européenne considère que l'allégation de la Chine concernant la divulgation de l'identité des producteurs nationaux inclus dans l'échantillon remet fondamentalement en cause la mise en balance des éléments de preuve par le Groupe spécial et que, comme aucune allégation n'a été formulée au titre de l'article 11, elle n'entre pas, par conséquent, dans le champ du présent appel.[399] L'allégation de la Chine repose sur sa propre allégation selon laquelle les éléments de preuve présentés au Groupe spécial démontraient sans équivoque que tous les producteurs inclus dans l'échantillon soutenaient aussi la plainte et que la divulgation de l'identité des producteurs inclus dans l'échantillon avait pour effet de divulguer aussi l'identité de ceux qui soutenaient la plainte. L'Union européenne soutient toutefois que la présentation par la Chine des éléments de preuve est incomplète et que le même document abondamment cité par la Chine indique aussi que les données et les chiffres présentés "correspondent à ***deux ensembles différents de sociétés***", faisant référence aux ensembles

[394] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 376.
[395] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 378 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.453).
[396] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 378.
[397] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 379.
[398] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 380 et note de bas de page 338 y relative.
[399] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 363.

de sociétés qui soit soutenaient la plainte soit coopéraient avec les autorités chargées de l'enquête.[400] L'allégation de la Chine selon laquelle le Groupe spécial s'est uniquement appuyé sur l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle "au moins une société incluse dans l'échantillon n'était pas, en fait, un plaignant ou une société qui soutenait la plainte" est, selon l'Union européenne, non seulement "infondée", mais aussi "manifestement hors de la sphère de compétence de l'Organe d'appel".[401] Enfin, l'Union européenne souligne que c'est précisément l'identification d'une société comme étant à l'origine de l'ouverture d'une enquête qui créerait un danger "analogue au risque de dénonciation".[402]

b) Divulgation au titre de l'article 6.4 et 6.2 de l'*Accord antidumping*

244. L'Union européenne ne formule aucun argument de fond pour répondre à la demande de la Chine visant à ce que l'Organe d'appel complète l'analyse pour constater que, parce que l'identité des plaignants n'a pas été dûment traitée comme confidentielle, la non-divulgation par la Commission des noms des sociétés était aussi incompatible avec l'article 6.4 et 6.2 de l'*Accord antidumping*. Si l'Organe d'appel détermine que ces allégations relevaient de la sphère de compétence du Groupe spécial, l'Union européenne demande que les constatations du Groupe spécial selon lesquelles elle n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 6.4 et 6.2 soient confirmées. Puisque les allégations formulées par la Chine au titre de l'article 6.4 et 6.2 "dépendent entièrement" de l'allégation qu'elle a formulée au titre de l'article 6.5, l'Union européenne soutient que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en constatant que l'identité des plaignants était un renseignement confidentiel au titre de l'article 6.5 et, par conséquent, qu'il n'a pas pu faire erreur en constatant que l'Union européenne n'a pas agi en violation de l'article 6.4 et 6.2.

4. Constatations du Groupe spécial selon lesquelles le formulaire de demande de traitement MET/IT n'était pas un "questionnaire" aux fins de l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping*

245. À titre préliminaire, l'Union européenne fait valoir que les allégations formulées par la Chine au titre de l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping* ne peuvent être valables que si l'Organe d'appel infirme l'interprétation du terme "questionnaires" donnée par le Groupe spécial parce que l'allégation formulée à titre subsidiaire par la Chine en vertu de l'article 11 du Mémorandum d'accord n'était pas indiquée dans sa déclaration d'un autre appel et, par conséquent, n'a pas été soumise à bon droit à l'Organe d'appel. L'Union européenne demande toutefois que l'Organe d'appel confirme les constatations du Groupe spécial au titre de l'article 6.1.1 parce que son interprétation du terme

[400] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 384 (citant la déclaration orale de l'Union européenne à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 100 et 101). (caractères gras ajoutés par l'Union européenne en appel)
[401] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 387.
[402] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 385.

"questionnaires" est également étayée par deux rapports de groupes spéciaux antérieurs[403] et parce que l'autre interprétation suggérée par la Chine rendrait le sens du terme "questionnaires" "arbitraire et tributaire d'une analyse au cas par cas".[404] En réalité, l'Union européenne indique qu'elle adopte comme sien le raisonnement du Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, qui traitait de la disposition parallèle figurant dans l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* (l'"*Accord SMC*").[405]

246. L'Union européenne fait valoir en outre que la définition du terme "questionnaire" donnée dans les dictionnaires ne correspond pas à son "sens ordinaire" aux fins de l'interprétation parce que celui-ci ne peut être discerné que par référence au contexte et à la lumière de l'objet et du but de ce terme. Comme l'a constaté le Groupe spécial *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, les termes généraux du texte introductif de l'article 6.1 confirment que les demandes de renseignements ne tomberont pas toutes sous le coup de "la règle spécifique du délai de 30 jours pour se voir ménager "d'amples possibilités"" énoncée à l'article 6.1.1.[406] L'Union européenne soutient que cette interprétation contextuelle du terme "questionnaires" comme s'appliquant uniquement au questionnaire général initial est encore étayée par l'utilisation systématique du terme au singulier dans la note de bas de page 15 relative à l'article 6.1.1 et dans l'Annexe I de l'*Accord antidumping*.[407] Elle fait valoir en outre que la question de savoir si une demande de renseignements est "si importante" qu'elle appelle une vérification ou si l'octroi d'un délai de 30 jours pour retourner cette demande empêchera l'autorité d'achever l'enquête en temps utile, sont deux questions qui exigeront une détermination au cas par cas en fonction des circonstances d'une enquête donnée et qui ne devraient pas faire partie de la définition du terme "questionnaires".[408]

247. Si l'Organe d'appel constate que les allégations formulées à titre subsidiaire par la Chine sont soulevées à bon droit en appel, l'Union européenne affirme que le Groupe spécial a constaté à juste titre que le formulaire de demande de traitement MET/IT ne constituait pas un "questionnaire" selon l'interprétation qu'il en a donné. Bien que certains des renseignements figurant dans le formulaire de demande de traitement MET/IT puissent recouper des renseignements demandés dans des questionnaires plus généraux, l'Union européenne fait valoir que le but de ce formulaire diffère

[403] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphes 410 à 415 (citant le rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier*, paragraphes 7.276 et 7.277; et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphes 15.23 à 15.37).
[404] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 418.
[405] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 416.
[406] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 420.
[407] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 420.
[408] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphes 421 à 423.

complètement de celui de ces questionnaires et que sa portée est beaucoup plus limitée.[409] Si l'Organe d'appel devait souscrire à l'application de l'article 6.1.1 suggérée par la Chine, il devrait constater que chaque demande de renseignements qui "joue un rôle" dans l'enquête entrerait dans le champ du terme "questionnaire" et nécessiterait un délai de 30 jours pour être achevée[410], résultat que l'Union européenne prie instamment l'Organe d'appel de rejeter.

E. *Arguments des participants tiers*

1. Brésil

248. Le Brésil ne souscrit pas à la constatation du Groupe spécial selon laquelle il n'y a qu'une seule exception à l'obligation énoncée à l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* de déterminer des marges de dumping individuelles pour chaque exportateur connu ou producteur du produit visé par l'enquête. Le Brésil soutient qu'il existe plusieurs interprétations plausibles de la deuxième phrase de l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*. Dans le cas où de multiples interprétations d'une disposition d'un traité sont "possibles", l'Organe d'appel a clairement indiqué que les règles coutumières d'interprétation imposaient aux interprètes du traité de ne pas présumer que l'obligation la plus contraignante était celle que les rédacteurs du traité avaient prévue.[411] De l'avis du Brésil, il semble "raisonnable" d'interpréter la deuxième phrase de l'article 6.10 comme une exception spécifique à la première phrase de l'article 6.10, mais qui n'est pas la seule. De fait, l'utilisation de l'expression anglaise "as a rule" à la première phrase de l'article 6.10 montre le caractère général de l'obligation, qui traduit simplement une préférence pour l'utilisation d'une méthode spécifique. Cette conclusion est encore confirmée par les versions française et espagnole, qui commencent, respectivement, par les expressions "en règle générale" et "*por regla general*". Par contre, il n'y a aucune expression limitative ou restrictive, comme "à moins que" ou "uniquement dans les cas où" à la deuxième phrase de l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*.[412]

249. Le Brésil soutient que l'une des situations dans lesquelles la règle générale du calcul d'une marge de dumping individuelle énoncée à la première phrase de l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* n'est pas applicable est celle où les prix et les coûts ne sont pas établis selon les règles de l'économie de marché. Cette conclusion est étayée par l'article 2.7 de l'*Accord antidumping*, qui fait référence à la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994, et, dans le cas particulier de la Chine, renforcée par la section 15 a) ii) de son Protocole d'accession. Conformément à ces

[409] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 429.
[410] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 431.
[411] Communication du Brésil en tant que participant tiers, paragraphe 12 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 165).
[412] Communication du Brésil en tant que participant tiers, paragraphe 9.

dispositions, les autorités chargées de l'enquête peuvent, lorsqu'elles déterminent la marge de dumping, utiliser une méthode différente, pour la comparabilité des prix, de celle qui découle des articles 2 et 6.10 de l'*Accord antidumping*. Le Brésil fait observer que, dans l'affaire *Corée – Certains papiers*, le Groupe spécial a reconnu qu'il pouvait y avoir des situations dans lesquelles le fait de traiter des entités juridiques distinctes comme un exportateur unique aux fins de la détermination des marges de dumping constituait une méthode appropriée, compatible avec les règles de l'OMC.[413] Bien que ce précédent concerne une enquête visant des sociétés qui opéraient dans les conditions d'une économie de marché, le Brésil affirme que le fait de traiter des entités comme un "exportateur unique" est d'autant plus justifié dans le cas des NME.[414] Le Groupe spécial lui-même a reconnu qu'il était possible de considérer toutes les sociétés opérant dans les conditions NME comme constituant avec l'État un exportateur unique, mais cette déclaration semble être en contradiction avec la conclusion finale du Groupe spécial, selon laquelle l'échantillonnage est la seule exception à l'obligation de déterminer des marges de dumping individuelles.[415]

250. À propos de la présomption établie par l'article 9 5) du Règlement antidumping de base concernant la relation entre les sociétés visées par l'enquête et l'État dans les NME, le Brésil considère que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que cette présomption n'avait pas de fondement juridique. De l'avis du Brésil, les autorités chargées de l'enquête sont autorisées par le droit de l'OMC à imposer aux exportateurs ou producteurs chinois la charge de prouver que leur branche de production est soumise aux conditions d'une économie de marché dans son fonctionnement, et, notamment, de démontrer qu'ils opèrent indépendamment de l'État. Les expressions "peuvent/ne peuvent pas démontrer clairement" figurant à la section 15 a) i) et ii) sont l'élément textuel essentiel indiquant que le traitement accordé aux exportateurs ou producteurs chinois dépend de leur capacité à démontrer que les conditions d'une économie de marché existent dans leur branche de production. Le Brésil soutient également que, puisque les conditions NME constituent un facteur dont les Membres ont reconnu qu'il affectait la comparabilité des prix, les renseignements sur la comparabilité des prix entrent dans le champ de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*. Par conséquent, il est autorisé, en vertu de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*, d'imposer aux exportateurs ou aux producteurs chinois la charge de prouver l'existence de conditions d'une économie de marché, pour autant que cette charge est raisonnable.[416]

[413] Communication du Brésil en tant que participant tiers, paragraphe 26 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, paragraphe 7.161).
[414] Communication du Brésil en tant que participant tiers, paragraphe 28.
[415] Communication du Brésil en tant que participant tiers, paragraphe 30.
[416] Communication du Brésil en tant que participant tiers, paragraphe 40.

251. S'agissant de l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*, le Brésil rejette la conclusion du Groupe spécial selon laquelle, vu les similarités entre l'article 9.2 et l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*, l'obligation de nommer les fournisseurs correspond à l'obligation de calculer des marges de dumping individuelles.[417] Le Brésil estime que l'*Accord antidumping* porte, dans des dispositions distinctes, sur la détermination des marges de dumping et l'imposition de droits antidumping et il considère que le parallélisme établi par le Groupe spécial entre ces dispositions fondamentales est fantaisiste. Les différences textuelles entre l'article 9.2 et l'article 6.10 indiquent clairement que les Membres entendaient leur donner une portée différente. En outre, dans les affaires *États-Unis – Essence* et *CE – Hormones*, l'Organe d'appel a affirmé que celui qui interprétait un traité ne devait pas faire abstraction du choix de termes différents dans le texte des dispositions de ce traité.[418] Lorsqu'il fait référence à la nécessité de faire connaître le nom des fournisseurs concernés, l'article 9.2 de l'*Accord antidumping* n'établit aucune autre obligation que celle de *faire connaître le nom*, ainsi, les autorités chargées de l'enquête n'ont pas à imposer des droits différents pour chacun d'entre eux. De l'avis du Brésil, les autorités chargées de l'enquête peuvent légitimement imposer le même droit antidumping à tous les exportateurs ou producteurs connus pour autant que ce droit est égal ou inférieur à la marge de dumping la plus faible établie pour ces exportateurs/producteurs.[419]

2. Colombie

252. En ce qui concerne l'interprétation de l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*, la Colombie ne souscrit pas à la constatation du Groupe spécial selon laquelle la règle énoncée dans cette disposition n'autorise aucune autre exception que celle de l'échantillonnage. La Colombie estime qu'il est également possible d'établir une marge de dumping unique si, après avoir évalué les éléments de preuve disponibles, les autorités chargées de l'enquête concluent que les producteurs et les exportateurs NME sont considérés comme constituant avec l'État une entité unique. La Colombie considère toutefois qu'il n'existe aucun fondement juridique direct dans le cadre juridique de l'OMC permettant d'établir une présomption générale que tous les producteurs et exportateurs NME constituent avec l'État une entité unique aux fins de la détermination de la marge de dumping et de l'imposition de droits antidumping. L'évaluation de l'existence d'un lien entre les producteurs/exportateurs et l'État est donc une question de preuve et devrait se faire au cas par cas. La Colombie donne de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base une lecture qui fixe un seuil en matière d'éléments de preuve pour établir l'existence d'un lien entre des producteurs/exportateurs et

[417] Communication du Brésil en tant que participant tiers, paragraphe 45.
[418] Communication du Brésil en tant que participant tiers, paragraphes 49 et 50 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 19; et au rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 164).
[419] Communication du Brésil en tant que participant tiers, paragraphe 56.

l'État dans les NME aux fins de la détermination de la marge de dumping. À son avis, dans la mesure où ce seuil comporte les éléments permettant de recueillir les preuves nécessaires pour démontrer que ce lien n'existe pas, il est compatible avec l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*. La Colombie estime également que l'Organe d'appel peut prendre en compte les indications fournies par le Protocole d'accession de la Chine et le rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine en ce qui concerne les préoccupations exprimées par les Membres au sujet des enquêtes antidumping visant des produits en provenance de Chine.[420]

253. La Colombie ne souscrit pas à l'interprétation donnée par le Groupe spécial de l'article 9.2 de l'*Accord antidumping* et rejette sa conclusion selon laquelle l'article 9.2 n'autorise pas l'imposition d'un droit antidumping unique à l'échelle nationale dans une enquête visant une NME. De l'avis de la Colombie, rejeter l'interprétation donnée par l'Union européenne du terme "appropriés" figurant à l'article 9.2 comme désignant le taux de droit approprié pour le pays concerné pourrait conduire à une situation où, même si le montant "approprié" du droit antidumping à recouvrer est un montant applicable à l'échelle nationale, ce droit antidumping à l'échelle nationale ne peut pas être imposé. Cela limiterait la possibilité qu'ont les Membres de recouvrer le montant approprié des droits antidumping dans un cas donné.[421] La Colombie réaffirme qu'elle croit comprendre que, comme il n'existe aucun fondement juridique pour établir une présomption générale ayant force de preuve que les producteurs et les exportateurs agissent comme une entité unique sous le contrôle de l'État dans les NME, l'autorité chargée de l'enquête a besoin d'une base factuelle pour étayer la conclusion selon laquelle un droit antidumping unique applicable à l'échelle nationale doit être imposé. L'article 9 5) du Règlement antidumping de base fixe le seuil en matière d'éléments de preuve que l'Union européenne applique pour déterminer quel type de relations existe entre les exportateurs et producteurs et l'État dans les NME et, dans la mesure où ce seuil fournit les éléments permettant de prouver l'existence d'un lien, il peut être considéré comme une base factuelle pour l'imposition d'un droit antidumping unique applicable à l'échelle nationale.[422]

254. La Colombie fait sienne la constatation du Groupe spécial selon laquelle la détermination de la manière dont les produits étaient groupés par type était le genre de "renseignements" visés par les prescriptions de l'article 6.4 de l'*Accord antidumping*. Dans l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie*, le Groupe spécial a défini le type de renseignements que l'article 6.4 imposait aux autorités de divulguer comme étant "des renseignements qui ne seraient pas initialement en la possession d'une partie intéressée et seraient donc inconnus ou peu familiers à une partie intéressée s'ils ne lui étaient

[420] Communication de la Colombie en tant que participant tiers, paragraphe 13.
[421] Communication de la Colombie en tant que participant tiers, paragraphe 23.
[422] Communication de la Colombie en tant que participant tiers, paragraphe 28.

pas divulgués au cours d'une enquête".[423] Compte tenu de cette définition, la Colombie estime que l'indication de la manière de classer les produits pendant l'enquête relève des renseignements visés à l'article 6.4 de l'*Accord antidumping* et elle souligne le fait que le classement des produits détermine la façon dont les producteurs et exportateurs visés par l'enquête étayeront leur défense.[424]

3. Japon

255. Le Japon souscrit à la constatation du Groupe spécial selon laquelle la première phrase de l'article 6.10 établit l'obligation de déterminer une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur ou producteur concerné, pris individuellement, avec une seule et unique exception, à savoir la possibilité d'utiliser des échantillons spécifiée à la deuxième phrase de l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*. De l'avis du Japon, l'article 6.10 a un caractère purement procédural, en ce qu'il impose l'obligation procédurale de déterminer des marges de dumping individuelles pour chaque exportateur connu ou producteur et il ne porte pas sur les questions de fond concernant la détermination de marges de dumping individuelles.[425] Par conséquent, les dispositions qui ont trait aux questions de fond, comme les articles 2 et 6.8 de l'*Accord antidumping*, ne peuvent pas être considérées comme des exceptions à la règle énoncée à l'article 6.10. En outre, la manière dont l'autorité chargée de l'enquête peut définir les termes "exportateur" ou "producteur" au sens de la première phrase de l'article 6.10 n'a rien à voir avec la relation entre les première et deuxième phrases de l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*.[426]

256. Le Japon estime par ailleurs que la lecture faite par le Groupe spécial dans l'affaire *Corée – Certains papiers* est peut-être trop étroite, en particulier lorsqu'on l'applique dans le contexte des NME. De l'avis du Japon, les principes découlant de ce précédent – c'est-à-dire le fait que des entités juridiques distinctes peuvent être traitées comme un exportateur ou producteur unique "s'il y a entre [elles] une relation assez étroite pour justifier ce traitement"[427] – s'appliquent de la même façon à la relation entre l'État et des entités juridiques privées. Dans ce sens, le Japon a des doutes quant au point de savoir si le fonctionnement de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est en fait "fondamentalement différent" du critère de l'affaire *Corée – Certains papiers*, comme l'a conclu le Groupe spécial. Le Japon se demande également si la question de savoir à qui revient la charge de prouver s'il y a entre des entités distinctes une relation assez étroite pour qu'elles soient considérées

[423] Communication de la Colombie en tant que participant tiers, paragraphe 30 (citant le rapport du Groupe spécial *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 7.208).
[424] Communication de la Colombie en tant que participant tiers, paragraphe 32.
[425] Communication du Japon en tant que participant tiers, paragraphe 8.
[426] Communication du Japon en tant que participant tiers, paragraphe 9.
[427] Communication du Japon en tant que participant tiers, paragraphe 14 (citant le rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, paragraphe 7.161).

comme un exportateur ou un producteur unique est pertinente pour l'interprétation de l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* dans la mesure où cette disposition ne fait pas référence à la charge de la preuve. De toute manière, le Japon considère que la section 15 a) et la section 15 d) du Protocole d'accession de la Chine qui font peser la charge de la preuve sur les producteurs visés par l'enquête ou sur la Chine elle-même, fournissent manifestement un contexte pertinent à cet égard.[428]

257. Le Japon souscrit à la constatation du Groupe spécial selon laquelle les termes "source" et, par implication "fournisseurs" figurant à l'article 9.2 de l'*Accord antidumping* peuvent être interprétés comme désignant l'État lorsqu'il est démontré que l'État est le producteur ou l'exportateur véritable du produit en question.[429] De même, le Japon adhère à l'argument de l'Union européenne selon lequel l'État peut être la source de la discrimination par les prix. Toutefois, il se demande si le Groupe spécial a fourni une base suffisante pour conclure que l'article 9.2 de l'*Accord antidumping* interdisait aux Membres de présumer que l'État, dans une NME, était la source de la discrimination par les prix. À son avis, on peut pour le moins se demander si les Membres ne seraient pas, de toute manière, autorisés à présumer que l'État chinois est la source de la discrimination par les prix sur la base de la section 15 a) et de la section 15 d) du Protocole d'accession de la Chine, lues conjointement avec le paragraphe 151 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine. Le Japon maintient toutefois que toute présomption à cet égard doit être réfragable.[430]

258. Le Japon ne souscrit pas à la constatation du Groupe spécial selon laquelle le terme "impracticable" (pas réalisable) employé à l'article 9.2 de l'*Accord antidumping* doit être interprété comme à l'article 6.10, c'est-à-dire en prenant en compte une situation où le nombre de producteurs ou d'exportateurs est très important. De l'avis du Japon, le fait qu'il n'est pas réalisable de nommer tous les fournisseurs, comme le prévoit la troisième phrase de l'article 9.2, a trait au recouvrement du montant approprié des droits antidumping, comme le prévoit la première phrase de l'article 9.2. Un risque élevé de contournement peut être l'une des raisons pour lesquelles il n'est pas réalisable de nommer chaque producteur ou exportateur, pris individuellement, pour lequel une marge de dumping a été calculée.[431] Compte tenu du contexte, la portée de la troisième phrase de l'article 9.2 pourrait très bien être interprétée d'une manière plus large et ne pas se limiter à la situation décrite à la deuxième phrase de l'article 6.10, à savoir l'exception que représente l'échantillonnage. Le Japon fait observer que l'on ne trouve aucune mention dans le texte de l'article 9.2 ou de l'article 6.10 indiquant que les exceptions prévues, respectivement, aux troisième et deuxième phrases de chacune de ces

[428] Communication du Japon en tant que participant tiers, paragraphe 18.
[429] Communication du Japon en tant que participant tiers, paragraphe 20 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, note de bas de page 278 relative au paragraphe 7.103).
[430] Communication du Japon en tant que participant tiers, paragraphe 24.
[431] Communication du Japon en tant que participant tiers, paragraphe 33.

dispositions doivent être lues conjointement; et il ajoute qu'alors que l'article 6.10 limite explicitement le "caractère irréalisable" à une seule situation spécifique (dans les cas "où le nombre d'exportateurs, de producteurs, d'importateurs ou de types de produits visés sera si important"), l'article 9.2 ne prévoit aucune limitation de ce type, explicite, ou même implicite.[432]

4. États-Unis

259. Les États-Unis font valoir que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation selon laquelle l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* interdit aux autorités chargées de l'enquête d'exiger des exportateurs ou des producteurs NME qu'ils démontrent leur indépendance vis-à-vis de l'État avant de leur accorder une marge de dumping individuelle. De l'avis des États-Unis, l'interprétation donnée par le Groupe spécial de l'article 6.10 comme prescrivant une règle unique en ce qui concerne la manière dont les autorités chargées de l'enquête doivent peser les éléments de preuve dans tous les cas n'est pas compatible avec la reconnaissance, ailleurs dans les Accords de l'OMC, du fait que les NME peuvent présenter une complexité factuelle additionnelle dans une enquête antidumping.[433] Les États-Unis soutiennent que la deuxième note interprétative additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994 reconnaît que la comparaison avec les prix intérieurs peut ne pas être possible dans une NME où l'intervention de l'État est omniprésente et qu'elle autorise les Membres à appliquer une autre méthode de comparaison des prix en fondant la valeur normale sur les données d'un pays analogue. En outre, le Protocole d'accession de la Chine reconnaît l'intervention omniprésente des pouvoirs publics dans l'économie chinoise en autorisant les Membres à établir des prescriptions différentes en matière de preuve pour les sociétés opérant en Chine. Plus spécifiquement, le Protocole reconnaît que, sauf démonstration contraire par les producteurs chinois, l'intervention des pouvoirs publics empêchera les principes du marché de fonctionner dans la branche de production pertinente qui produit le produit considéré.[434]

260. Les États-Unis estiment également que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation selon laquelle l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* interdit à l'autorité chargée de l'enquête d'utiliser des critères, tels que ceux qui sont établis à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, pour déterminer si une société est suffisamment distincte de l'État pour établir une marge de dumping individuelle pour cette entité. Selon les États-Unis, l'*Accord antidumping* ne définit ni le terme "exportateur" ni le terme "producteur" et ne fixe pas non plus de critères que l'autorité chargée de l'enquête doit examiner avant de conclure qu'une société ou un groupe de sociétés particuliers

[432] Communication du Japon en tant que participant tiers, paragraphe 36.
[433] Communication des États-Unis en tant que participant tiers, paragraphe 12.
[434] Communication des États-Unis en tant que participant tiers, paragraphe 13.

constituent un "exportateur" ou un "producteur".[435] Par conséquent, la détermination du point de savoir si une société constitue l'exportateur ou le producteur pertinent, y compris le choix des critères à utiliser pour établir cette détermination, relèverait manifestement du pouvoir discrétionnaire de l'autorité chargée de l'enquête. Les États-Unis soutiennent que, dans une NME telle que la Chine, l'intervention de l'État pourrait avoir une influence sur les sociétés et les prix, l'État étant ainsi semblable à une société mère qui prend des décisions commerciales pour chaque société. En outre, il y a des éléments de preuve substantiels indiquant que cette intervention de l'État existe dans l'économie chinoise, comme les préoccupations exprimées par les Membres à cet égard pendant les négociations sur l'accession de la Chine.[436] Par conséquent, contrairement à ce qu'a constaté le Groupe spécial, il est logique que l'autorité chargée de l'enquête de l'Union européenne confirme qu'une société chinoise fonctionne comme un exportateur ou un producteur distinct de l'État avant d'attribuer une marge de dumping individuelle à cette société. Les États-Unis ne souscrivent pas à l'argument de la Chine selon lequel le fait d'imposer aux sociétés de NME de démontrer qu'elles remplissent les conditions requises pour bénéficier de marges de dumping individuelles entraîne l'application d'une règle rigide et contraignante pour les sociétés chinoises. Au lieu de cela, cette prescription donne aux autorités chargées de l'enquête la souplesse nécessaire pour tenir compte des évolutions intervenant dans ces NME.[437]

261. Les États-Unis soutiennent que le Groupe spécial a fait erreur dans son application de l'article I:1 du GATT de 1994 en constatant que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec cette disposition. À leur avis, les produits chinois posent "des problèmes méthodologiques aux autorités chargées de l'enquête" pour déterminer les coûts et les prix pour ces produits en raison de l'intervention omniprésente de l'État.[438] L'article 9 5) du Règlement antidumping de base vise ainsi à remédier à une situation particulière liée à la nature de l'économie chinoise. De plus, plusieurs règles de l'OMC, y compris la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994 et le Protocole d'accession de la Chine, reconnaissent explicitement que, dans le contexte des procédures antidumping et des procédures en matière de droits compensateurs, les produits d'un Membre peuvent être traités différemment de ceux d'un autre Membre. Les États-Unis soutiennent également que le Groupe spécial a mal interprété l'article 9 de l'*Accord antidumping* lorsqu'il a constaté que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec l'article 9.2 de l'*Accord antidumping* parce que l'article 9.2 exigeait de l'autorité qu'elle "[fasse] connaître le nom du ou des fournisseurs du produit concerné" lorsqu'elle imposait un droit. Selon les

[435] Communication des États-Unis en tant que participant tiers, paragraphe 16.
[436] Communication des États-Unis en tant que participant tiers, paragraphe 19 (faisant référence au rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine, paragraphes 50, 51 et 150).
[437] Communication des États-Unis en tant que participant tiers, paragraphe 21.
[438] Communication des États-Unis en tant que participant tiers, paragraphe 23.

États-Unis, l'*imposition* de droits antidumping concerne toujours des *produits*, et non des exportateurs ou producteurs pris individuellement.[439] Le concept d'imposition de droits à des exportateurs ou des producteurs, sur lequel le Groupe spécial s'est fondé pour établir sa détermination, n'a donc aucun fondement dans l'*Accord antidumping*. De plus, l'obligation de "faire connaître le nom du fournisseur" énoncée à l'article 9.2 n'impose pas à l'autorité de calculer des marges de dumping individuelles pour chaque exportateur ou producteur.

262. Les États-Unis font observer que, même s'ils ne prennent pas position sur les faits particuliers en cause dans le présent différend, ils estiment, comme la Chine, qu'une définition de la branche de production nationale limitée de façon étroite aux parties qui soutiennent activement l'enquête ou souhaitent y participer d'une autre manière ne permet pas un "examen objectif" de la question de savoir si la branche de production nationale subit un dommage important au sens de l'article 3.1 de l'*Accord antidumping*.[440] En effet, les producteurs dont il est le plus probable qu'ils participeront sont ceux qui, parmi les sociétés ayant soutenu la plainte, avaient les "résultats économiques les moins bons". Les États-Unis pensent également comme la Chine que l'analyse faite par le Groupe spécial au titre de l'article 3.1 était viciée dans la mesure où elle ne tenait pas compte du fait que l'Union européenne ne s'était pas employée activement à recueillir des données sur tous les producteurs d'éléments de fixation de l'UE connus. À cet égard, les États-Unis ne souscrivent pas à l'idée du Groupe spécial selon laquelle le fait que l'Union européenne a exclu de sa définition de la branche de production nationale la plupart des producteurs d'éléments de fixation de l'UE connus peut se justifier par la fragmentation de cette branche de production.

263. Les États-Unis ne souscrivent pas à la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Union européenne est autorisée à utiliser une méthode qui favorise l'inclusion des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte dans la définition de la branche de production nationale, "du moment que les producteurs qui y sont inclus représentent une quantité suffisante de la production nationale pour être considérés comme une "proportion majeure".[441] De l'avis des États-Unis, une telle interprétation vide de leur sens les deux exceptions visées aux alinéas i) et ii), qui autorisent expressément les autorités chargées de l'enquête à s'écarter du critère défini à l'article 4.1, lequel n'exclut aucun producteur. Enfin, les États-Unis n'adhèrent pas à l'argument de l'Union européenne selon lequel la "proportion majeure" mentionnée à l'article 4.1 devrait être interprétée comme désignant des producteurs représentant au moins 25 pour cent de la production nationale totale, eu égard au point de repère de 25 pour cent prévu à l'article 5.4 de l'*Accord antidumping* pour déterminer si la représentativité est

[439] Communication des États-Unis en tant que participant tiers, paragraphe 26.
[440] Communication des États-Unis en tant que participant tiers, paragraphe 41.
[441] Communication des États-Unis en tant que participant tiers, paragraphe 46 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.230).

suffisante. De l'avis des États-Unis, la prescription relative à la représentativité (25 pour cent), prévue à l'article 5.4 ne devrait pas être lue comme fixant un point de repère applicable à la prescription relative à la "proportion majeure" de l'article 4.1 aux fins de la définition de la branche de production nationale pertinente, étant donné que la prescription relative à la représentativité (25 pour cent) elle-même doit être évaluée par rapport à une branche de production nationale plus large, qui est définie à l'article 4.1 comme "l'ensemble des producteurs nationaux" ou "ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale".[442]

264. Les États-Unis estiment que le Groupe spécial a correctement interprété l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping* en constatant que le délai de 30 jours pour répondre au questionnaire prescrit dans cette disposition s'appliquait uniquement au questionnaire antidumping initial. Les États-Unis rappellent que, dans l'affaire *Égypte – Barres d'armature en acier*, le Groupe spécial a expliqué que le terme "questionnaire" désignait une demande de renseignements particulière faite par l'autorité chargée de l'enquête.[443] De plus, le Groupe spécial *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)* a constaté de même que le terme "questionnaires" figurant à l'article 12.1.1 de l'*Accord SMC* désignait le questionnaire initial complet qui était envoyé par l'autorité chargée de l'enquête et qui portait sur les questions au sujet desquelles elle aurait à établir des déterminations en ce qui concerne le subventionnement du produit faisant l'objet de l'enquête, le dommage et le lien de causalité.[444] Les États-Unis font aussi observer que les paragraphes 6 et 7 de l'Annexe I de l'*Accord antidumping* font référence au "questionnaire" au singulier. De l'avis des États-Unis, vu l'importance des renseignements demandés dans le questionnaire antidumping initial, il est logique que l'*Accord antidumping* cherche à ménager un délai minimal aux sociétés répondant à ce questionnaire afin qu'elles puissent réunir les données nécessaires. Toutefois, la possibilité de solliciter le traitement MET ou IT est simplement préalable à la remise du questionnaire antidumping proprement dit et, de ce fait, n'est pas soumise aux obligations énoncées à l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping*.[445]

III. Questions soulevées dans le présent appel

265. Les questions soulevées dans l'appel interjeté par l'Union européenne sont les suivantes, à savoir:

[442] Communication des États-Unis en tant que participant tiers, paragraphe 47.
[443] Communication des États-Unis en tant que participant tiers, paragraphe 32 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier*, paragraphe 7.7276).
[444] Communication des États-Unis en tant que participant tiers, paragraphe 33 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 15.37).
[445] Communication des États-Unis en tant que participant tiers, paragraphe 35.

a) Si le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible "en tant que tel" avec les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping* et avec l'article I:1 du GATT de 1994, et en particulier:

   i) si le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base concernait non seulement l'imposition de droits antidumping mais aussi le calcul des marges de dumping;

   ii) si le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* et en constatant que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* parce qu'il subordonnait la détermination de marges de dumping individuelles pour les exportateurs ou producteurs NME au respect des critères IT;

   iii) si le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 9.2 de l'*Accord antidumping* et en constatant que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec l'article 9.2 de l'*Accord antidumping* parce qu'il subordonnait l'imposition de droits individuels aux exportateurs ou producteurs NME au respect des critères IT;

   iv) si le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base contrevenait à l'obligation NPF énoncée à l'article I:1 du GATT de 1994; et

   v) si, en formulant les constatations selon lesquelles l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible "en tant que tel" avec les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping* et avec l'article I:1 du GATT de 1994, le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord;

b) si le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'Union européenne avait agi d'une manière incompatible avec l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC* et l'article 18.4 de l'*Accord antidumping* en n'assurant pas la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec ses obligations au titre des accords pertinents;

c) si le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping* "tel qu'appliqué" dans l'enquête sur les éléments de fixation;

d) si le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation et l'application de l'article 6.4 de l'*Accord antidumping*, et a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord, en constatant que l'Union européenne avait agi d'une manière incompatible avec l'article 6.4 de l'*Accord antidumping* en ne ménageant pas en temps utile aux exportateurs chinois la possibilité de prendre connaissance des types de produits utilisés par la Commission pour comparer le prix à l'exportation et la valeur normale dans la détermination de l'existence d'un dumping;

e) si le Groupe spécial a fait erreur en constatant qu'en ne ménageant pas en temps utile aux exportateurs chinois la possibilité de prendre connaissance des types de produits, l'Union européenne avait également agi d'une manière incompatible avec l'article 6.2 de l'*Accord antidumping* en ne veillant pas à ce que toutes les parties intéressées aient "toutes possibilités de défendre leurs intérêts";

f) si le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 6.5 et 6.5.1 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne le traitement par l'Union européenne des renseignements confidentiels, et en particulier:

   i) si le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'Union européenne n'avait pas veillé à ce que les deux producteurs nationaux, Agrati et Fontana Luigi, fournissent des exposés appropriés des raisons pour lesquelles les renseignements fournis à titre confidentiel n'étaient pas susceptibles d'être résumés;

   ii) si l'allégation selon laquelle l'Union européenne n'avait pas établi qu'il existait des "raisons valables" pour étayer le traitement confidentiel des renseignements communiqués par le producteur du pays analogue qui participait à l'enquête, Pooja Forge, relevait du mandat du Groupe spécial au titre de l'article 6.2 du Mémorandum d'accord; et, dans l'affirmative,

   iii) si le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'Union européenne n'avait pas établi qu'il existait des "raisons valables" pour étayer le traitement confidentiel des renseignements communiqués par Pooja Forge;

iv) si, en examinant l'allégation de la Chine selon laquelle aucune "raison valable" n'étayait le traitement confidentiel des renseignements communiqués par Pooja Forge, le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord et a privé l'Union européenne de son droit à une procédure régulière; et

g) si le Groupe spécial a fait erreur en constatant que les allégations de la Chine au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne la divulgation de l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte relevaient de son mandat au titre de l'article 6.2 du Mémorandum d'accord.

266. Les questions soulevées dans l'autre appel interjeté par la Chine sont les suivantes, à savoir:

a) si le Groupe spécial a fait erreur en rejetant l'allégation de la Chine selon laquelle la branche de production nationale dans l'enquête sur les éléments de fixation n'incluait pas les producteurs dont les productions additionnées "constitu[aient] une proportion majeure de la production nationale totale" au sens de l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*, et en particulier:

i) si la Commission s'est appuyée à tort sur la présomption que 25 pour cent de la production nationale totale constituaient une "proportion majeure" et n'a donc pas défini la branche de production nationale dans l'enquête sur les éléments de fixation d'une manière compatible avec l'article 4.1; et

ii) si d'autres circonstances spécifiques de l'enquête sur les éléments de fixation étaient pertinentes pour l'examen de la définition de la branche de production nationale dans l'enquête sur les éléments de fixation au titre de l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*;

b) si le Groupe spécial a fait erreur en rejetant l'allégation de la Chine selon laquelle l'Union européenne avait agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* en faisant une détermination de l'existence d'un dommage sur la base d'un échantillon de producteurs qui n'était pas représentatif de la branche de production nationale;

c) si le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'Union européenne n'avait pas agi d'une manière incompatible avec les articles 4.1 et 3.1 de l'*Accord antidumping* en

excluant certains producteurs de la définition de la branche de production nationale, et en particulier:

i) si le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord et de l'article 17.6 de l'*Accord antidumping* en constatant que l'Union européenne n'avait pas exclu de la définition de la branche de production nationale les producteurs qui ne soutenaient pas la plainte;

ii) si le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation et l'application de l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*, et a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord, en constatant que l'Union européenne n'avait pas agi d'une manière incompatible avec l'article 4.1 de l'*Accord antidumping* en excluant de la définition de la branche de production nationale les producteurs qui ne s'étaient pas faits connaître dans un délai de 15 jours après la publication de l'avis d'ouverture; et

iii) si le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation et l'application de l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* en rejetant l'allégation de la Chine selon laquelle l'Union européenne avait agi d'une manière incompatible avec cette disposition en excluant certains producteurs;

d) si le Groupe spécial a fait erreur en constatant que la Commission n'avait pas agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* dans la détermination de l'existence d'un dumping dans le cadre de l'enquête sur les éléments de fixation, et en particulier:

i) si le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord, et a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*, en n'examinant pas l'argument de la Chine selon lequel la Commission n'avait pas informé les parties intéressées des "types de produits" qu'elle avait utilisés pour comparer le prix à l'exportation et la valeur normale;

ii) si le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*, et a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord, lorsqu'il a constaté que la Commission n'avait pas à

procéder à des ajustements pour tenir compte des différences physiques apparaissant dans le numéro de référence du produit (le "NRP"); et

iii) si le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation et l'application de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en constatant que l'Union européenne n'avait pas à procéder à des ajustements pour tenir compte des différences de qualité alléguées;

e) si le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 6.5 et 6.5.1 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne le traitement par l'Union européenne des renseignements confidentiels, et en particulier:

i) si le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'Union européenne n'avait pas agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 6.5 lorsque la Commission avait accédé à la demande visant à ce que l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte soit traitée comme confidentielle; et

ii) si le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord dans son évaluation de l'allégation susmentionnée lorsqu'il a de manière inadmissible déplacé vers la Chine la charge de montrer que les "raisons valables" alléguées pour le traitement confidentiel de l'identité des plaignants étaient infondées;

f) au cas où l'Organe d'appel constaterait que le Groupe spécial a fait erreur en constatant qu'il existait des "raisons valables" pour étayer le traitement confidentiel de l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte, si l'Union européenne a également agi en violation de l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* lorsqu'elle n'a pas divulgué l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte aux producteurs chinois;

g) si le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping*, et en particulier du terme "questionnaire", lorsqu'il a constaté que l'Union européenne n'avait pas agi d'une manière incompatible avec cette disposition en ménageant aux exportateurs chinois moins de 30 jours pour présenter le formulaire de demande de traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et/ou de traitement individuel; et

h) si le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord et l'article 17.6 de l'*Accord antidumping* lorsqu'il a conclu que le formulaire de demande de traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et/ou de traitement individuel ne relevait pas de la définition du terme "questionnaires" tel qu'il était interprété par le Groupe spécial.

IV. Constatations du Groupe spécial concernant l'article 9 5) du Règlement antidumping de base "en tant que tel"

A. *Introduction*

267. Devant le Groupe spécial, la Chine a allégué que l'article 9 5) du Règlement (CE) n° 1225/2009 du Conseil du 30 novembre 2009 (le "Règlement antidumping de base")[446] était incompatible "en tant que tel" avec les articles 6.10, 9.2, 9.3 et 9.4 de l'*Accord antidumping* ainsi qu'avec les articles I:1 et X:3 a) du GATT de 1994. Elle a aussi allégué que, en conséquence du fait que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec les dispositions de l'*Accord antidumping* et du GATT de 1994, cette mesure était aussi incompatible avec l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC* et l'article 18.4 de l'*Accord antidumping*.

268. Le Groupe spécial a constaté que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping* parce qu'il prescrivait qu'une marge de dumping applicable à l'échelle nationale soit déterminée et qu'un droit applicable à l'échelle nationale soit imposé à l'encontre des producteurs ou des exportateurs des économies autres que de marché ("NME"), à moins que ces producteurs ou exportateurs ne montrent, sur la base des critères mentionnés dans cette disposition, qu'ils étaient indépendants de leur État.[447] Le Groupe spécial a aussi constaté que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base constituait une violation de l'obligation de la nation la plus favorisée ("NPF") énoncée à l'article I:1 du GATT de 1994 parce que son application se traduirait, dans certaines situations, par un traitement différent pour le même produit provenant de Membres de l'OMC différents dans les enquêtes antidumping effectuées par l'Union européenne.[448]

269. En conséquence de ses constatations selon lesquelles l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping*, le Groupe spécial a aussi constaté que l'Union européenne avait agi d'une manière incompatible avec l'article XVI:4 de

[446] *Journal officiel de l'Union européenne*, série L, n° 343 (22 décembre 2009) 51, et rectificatif, *Journal officiel de l'Union européenne*, série L, n° 7 (12 janvier 2010) 23 (pièce CHN-3 présentée au Groupe spécial).
[447] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.98 et 7.112.
[448] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.124.

l'*Accord sur l'OMC* et avec l'article 18.4 de l'*Accord antidumping* en n'assurant pas la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec ses obligations au titre des accords pertinents.[449]

270. L'Union européenne fait appel de ces constatations et demande à l'Organe d'appel: i) d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'article 9 5) du Règlement antidumping de base concerne non seulement l'imposition de droits antidumping mais aussi le calcul des marges de dumping, et de constater plutôt que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, tel qu'il est libellé, traite uniquement de l'imposition individuelle ou à l'échelle nationale de droits antidumping en ce qui concerne les importations provenant de NME; ii) d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* puisque cette constatation reposait sur une interprétation incorrecte par le Groupe spécial du champ d'application de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base; iii) d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* parce qu'il subordonne la détermination de marges de dumping individuelles pour les producteurs ou les exportateurs NME au respect des critères ouvrant droit à un traitement individuel (IT); iv) d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article 9.2 de l'*Accord antidumping* parce qu'il subordonne l'imposition de droits individuels aux producteurs ou exportateurs NME au respect des critères IT; v) d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'article 9 5) du Règlement antidumping de base contrevient à l'obligation NPF énoncée à l'article I:1 du GATT de 1994; et vi) d'infirmer les constatations corollaires du Groupe spécial selon lesquelles l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC* et avec l'article 18.4 de l'*Accord antidumping* en n'assurant pas la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec ses obligations au titre des accords pertinents.

271. Avant de passer aux questions spécifiques soulevées en appel, nous jugeons utile de présenter la mesure en cause en l'espèce, c'est-à-dire le Règlement antidumping de base et, en particulier, l'article 9 5).

[449] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.137. Ayant constaté que l'article 9 5) était incompatible "en tant que tel" avec les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping* et avec l'article I:1 du GATT de 1994, le Groupe spécial a appliqué le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations formulées par la Chine au titre de l'article 9.3 et 9.4 de l'*Accord antidumping* et de l'article X:3 a) du GATT de 1994. (*Ibid.*, paragraphes 7.116, 7.118 et 7.133)

B. *Mesure en cause*

272. L'article 9 5) du Règlement antidumping de base dispose qu'"[u]n droit antidumping dont le montant est approprié à chaque cas est imposé d'une manière non discriminatoire sur les importations d'un produit, de quelque source qu'elles proviennent, dont il a été constaté qu'elles font l'objet d'un dumping et causent un préjudice, à l'exception des importations en provenance des sources dont un engagement pris au titre du présent règlement a été accepté". Il établit en outre que le règlement imposant le droit antidumping précise le montant du droit imposé "à chaque fournisseur ou, si cela est irréalisable et, en règle générale, dans les cas visés à l'article 2, paragraphe 7, point a), le nom du pays fournisseur concerné". L'article 2 7) a) dispose que, dans le cas d'importations en provenance de NME, la valeur normale n'est pas déterminée sur la base des prix payés ou à payer au cours d'opérations commerciales normales par des acheteurs indépendants dans le pays exportateur, mais sur la base d'une autre méthode, telle que le prix ou la valeur construite, dans un pays tiers à économie de marché.

273. Pour établir le contexte pertinent de l'article 9 5), nous notons que l'article 2 du Règlement antidumping de base porte sur la détermination de l'existence d'un dumping, y compris la détermination de la valeur normale. Les règles énoncées à l'article 2 1) à 6) sont très semblables aux dispositions de l'article 2.2 de l'*Accord antidumping* et concernent la détermination de la valeur normale pour les importations en provenance des économies de marché. L'article 2 7) du Règlement antidumping de base contient des règles spécifiques sur la détermination de la valeur normale dans les enquêtes antidumping concernant des NME. Il répartit les NME en deux catégories – i) les NME qui ne sont pas Membres de l'OMC et ii) les NME qui sont Membres de l'OMC (et le Kazakhstan) – et établit différentes règles pour déterminer la valeur normale pour ces catégories.

274. L'article 2 7) a) s'applique aux NME qui ne sont pas Membres de l'OMC, y compris l'Albanie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bélarus, la Corée du Nord, la Géorgie, le Kirghizistan, Moldova, la Mongolie, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan.[450] Il prévoit que, pour ces pays, la valeur normale est déterminée sur la base du prix ou de la valeur construite, dans un pays tiers à économie de marché, du prix pratiqué à partir d'un tel pays tiers à destination d'autres pays, y compris l'Union européenne, ou, lorsque cela n'est pas possible, sur toute autre base raisonnable, y compris le prix effectivement payé ou à payer dans l'Union européenne pour le produit similaire, dûment ajusté, si nécessaire, afin d'y inclure une marge bénéficiaire raisonnable. L'article 2 7) b), qui s'applique aux "importations en provenance de la République populaire de Chine, du Viet Nam et du Kazakhstan et

[450] Voir le rectificatif au Règlement antidumping de base, *supra*, note de bas de page 5.

de tout[e] [NME] qui est Membre de l'OMC à la date d'ouverture de l'enquête"[451], dispose que s'il est établi, sur la base de requêtes dûment documentées présentées par un ou plusieurs producteurs faisant l'objet de l'enquête et conformément aux critères et aux procédures énoncés à l'article 2 7) c), que "les conditions d'une économie de marché prévalent" pour eux, la valeur normale est déterminée pour ces producteurs conformément aux règles énoncées à l'article 2 1) à 6) applicables aux économies de marché. L'article 2 7) b) dispose en outre que, si tel n'est pas le cas, la valeur normale sera déterminée sur la base de l'article 2 7) a), c'est-à-dire sur la base du prix ou de la valeur construite, dans un pays tiers à économie de marché, ou du prix effectivement payé ou à payer dans l'Union européenne pour le produit similaire. L'article 2 7) c) énonce les critères qu'un producteur étranger doit remplir pour démontrer qu'il opère dans les conditions d'une économie de marché, et, par conséquent, que "les conditions d'une économie de marché prévalent". Ces critères sont généralement appelés "critères relatifs à l'octroi du traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché" ("critères MET").[452] La détermination des prix à l'exportation auxquels la valeur normale est comparée pour calculer la marge de dumping est traitée à l'article 2 8) et 9). L'article 2 8) dispose que le prix à l'exportation est le prix réellement payé ou à payer pour le produit vendu à l'exportation vers l'Union européenne. L'article 2 9) énonce d'autres méthodes de détermination des prix à l'exportation dans certaines circonstances spécifiées qui ne sont pas pertinentes en l'espèce.

275. L'article 9 5) du Règlement antidumping de base énonce les modalités d'imposition de droits antidumping. Il exige que, en principe, un droit soit précisé pour chaque "fournisseur" d'un produit dont il est constaté qu'il fait l'objet d'un dumping. Il prévoit ensuite deux exceptions à ce principe: i) dans les cas où il est "irréalisable" de préciser le montant du droit pour chaque fournisseur; et

[451] Voir le rectificatif au Règlement antidumping de base, *supra*, note de bas de page 5.

[452] En particulier, l'article 2 7) c) énonce les critères MET suivants. Pour démontrer qu'ils opèrent dans les conditions d'une économie de marché, les producteurs doivent établir que:

- les décisions des entreprises concernant les prix et les coûts des intrants, par exemple des matières premières, de la technologie, de la main-d'œuvre, de la production, des ventes et des investissements, sont arrêtées en tenant compte des signaux du marché reflétant l'offre et la demande et sans intervention significative de l'État à cet égard, et si les coûts des principaux intrants reflètent en grande partie les valeurs du marché;
- les entreprises utilisent un seul jeu de documents comptables de base, qui font l'objet d'un audit indépendant conforme aux normes internationales et qui sont utilisés à toutes fins;
- les coûts de production et la situation financière des entreprises ne font l'objet d'aucune distorsion importante, induite par l'ancien système d'économie planifiée, notamment en relation avec l'amortissement des actifs, d'autres annulations comptables, le troc ou les paiements sous forme de compensation de dettes;
- les entreprises concernées sont soumises à des lois concernant la faillite et la propriété, qui garantissent aux opérations des entreprises sécurité juridique et stabilité; et
- les opérations de change sont exécutées aux taux du marché.

ii) dans les cas où l'article 2 7) a) du Règlement antidumping de base s'applique – c'est-à-dire dans les cas où la valeur normale pour les fournisseurs NME est déterminée sur la base des prix pratiqués dans un pays tiers à économie de marché ou selon l'une des autres méthodes énoncées dans cette disposition. Dans ces situations, le règlement imposant le droit précise un taux de droit unique pour le pays fournisseur concerné, ce qu'on appelle le droit applicable à l'échelle nationale, qui s'appliquera à tous les fournisseurs et à toutes les importations en provenance de ce pays.

276. L'article 9 5) exempte toutefois du taux de droit applicable à l'échelle nationale les fournisseurs NME qui sont admis à bénéficier du traitement individuel ("fournisseurs IT"). Un exportateur provenant d'une NME peut être admis à bénéficier du traitement individuel et se voir appliquer un droit individuel s'il remplit l'ensemble des conditions ci-après:

> a) dans le cas d'entreprises contrôlées entièrement ou partiellement par des étrangers ou d'entreprises communes, les exportateurs sont libres de rapatrier les capitaux et les bénéfices;
>
> b) les prix à l'exportation, les quantités exportées et les modalités de vente sont décidés librement;
>
> c) la majorité des actions appartient à des particuliers. Les fonctionnaires d'État figurant dans le conseil d'administration ou occupant des postes clés de gestion sont en minorité ou la société est suffisamment indépendante de l'intervention de l'État;
>
> d) les opérations de change sont exécutées au taux du marché; et
>
> e) l'intervention de l'État n'est pas de nature à permettre le contournement des mesures si les exportateurs bénéficient de taux de droits individuels.

277. Ces critères sont généralement appelés "critères IT". Si un exportateur démontre qu'il remplit ces conditions et peut donc bénéficier d'un traitement individuel, les autorités de l'Union européenne préciseront un taux de droit individuel pour cet exportateur. Ce taux individuel est déterminé en comparant la valeur normale dans un pays tiers à économie de marché avec les prix à l'exportation effectifs pratiqués par les exportateurs. Les exportateurs qui répondent pas aux critères IT seront assujettis au taux de droit applicable à l'échelle nationale.

278. Par conséquent, lorsqu'un exportateur d'un Membre de l'OMC que l'Union européenne considère comme une NME est visé par une enquête antidumping, les possibilités suivantes concernant la détermination de la valeur normale et l'imposition d'un droit antidumping s'appliquent. Si l'exportateur ou le producteur NME répond aux critères MET énoncés à l'article 2 7) c), alors, conformément à l'article 2 7) b), sa valeur normale sera déterminée sur la même base que celle des

exportateurs des économies de marché, c'est-à-dire sur la base des prix payés ou à payer, au cours d'opérations commerciales normales, par des acheteurs indépendants dans le pays exportateur. En outre, en vertu de l'article 9 5), un taux de droit individuel sera précisé pour ce fournisseur.

279. Si l'exportateur NME ne répond pas aux critères MET, alors sa valeur normale sera déterminée au moyen d'une autre méthode (habituellement fondée sur les prix dans un pays tiers à économie de marché). La question de savoir si un taux de droit individuel ou applicable à l'échelle nationale sera précisé pour ce fournisseur dépendra du point de savoir si l'exportateur demande et obtient le traitement individuel, conformément à l'article 9 5). Ainsi, si l'exportateur NME qui ne remplit pas les critères MET présente une telle demande et démontre qu'il répond aux critères prévus à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base – c'est-à-dire les critères IT – un taux de droit individuel sera précisé pour l'exportateur NME sur la base d'une comparaison entre la valeur normale dans un pays tiers calculée selon l'autre méthode et ses propres prix à l'exportation.[453]

280. Un exportateur NME qui ne répond pas aux critères IT sera assujetti à un taux de droit applicable à l'échelle nationale. La détermination du prix à l'exportation utilisé pour calculer ce taux de droit dépendra du degré de coopération de l'ensemble des exportateurs non-IT. Si ce degré est élevé – c'est-à-dire si les exportateurs non-IT qui coopèrent représentent près de 100 pour cent de toutes les exportations – le prix à l'exportation sera fondé sur la moyenne pondérée du prix effectif de toutes les transactions à l'exportation réalisées par ces exportateurs. Mais si le degré de coopération est faible – c'est-à-dire si les exportateurs non-IT qui coopèrent représentent nettement moins de 100 pour cent de toutes les exportations – la Commission utilisera les données de fait disponibles pour compléter les renseignements manquants. Le recours aux données de fait disponibles dépendra du degré de non-coopération et ces données pourront inclure des données statistiques relatives aux importations.[454]

281. En résumé, l'article 2 7) du Règlement antidumping de base détermine si un fournisseur NME bénéficiera du traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché, c'est-à-dire si la valeur normale de ses importations sera déterminée sur la base de ses prix ou de ses coûts intérieurs ou sur la base d'une autre méthode. L'article 9 5) du Règlement antidumping de base détermine si un fournisseur NME se verra appliquer un droit antidumping individuel ou applicable à l'échelle nationale. En vertu de l'article 9 5), les fournisseurs NME qui remplissent les critères MET

[453] Pour un exportateur ou un producteur NME qui répond aux critères MET, un droit individuel sera précisé sur la base d'une comparaison entre la valeur normale *intérieure* et ses prix à l'exportation; en revanche, pour un exportateur ou un producteur NME qui répond aux critères IT, un droit individuel sera calculé sur la base d'une comparaison entre le prix à l'exportation pratiqué par l'exportateur et la valeur normale dans un *pays tiers à économie de marché*.

[454] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.50.

énoncés à l'article 2 7) se verront automatiquement appliquer des droits individuels; les fournisseurs NME qui ne remplissent pas les critères MET énoncés à l'article 2 7) se verront appliquer des droits applicables à l'échelle nationale, mais ils se verront appliquer des droits individuels s'ils respectent les critères IT énoncés à l'article 9 5).

282. En l'espèce, la Chine ne conteste pas l'autre méthode utilisée par l'Union européenne pour déterminer la valeur normale des importations en provenance des NME fondée sur un pays tiers à économie de marché, et elle ne conteste pas non plus les critères, énoncés à l'article 2 7), relatifs à l'octroi du traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché à des fournisseurs NME Membres de l'OMC. Sa contestation porte sur les règles concernant l'indication des droits individuels et des droits applicables à l'échelle nationale pour les fournisseurs NME, y compris les critères IT qui figurent à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base.

C. *Section 15 du Protocole d'accession de la Chine*

283. Avant de traiter l'appel de l'Union européenne concernant les constatations formulées par le Groupe spécial au titre des articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping*, nous examinons l'allégation de l'Union européenne selon laquelle le Protocole d'accession de la République populaire de Chine ("Protocole d'accession" de la Chine)[455], et en particulier la section 15, l'autorise à traiter la Chine comme une NME aux fins de l'application de règles antidumping et, en particulier, l'article 9 5) du Règlement antidumping de base.

284. L'Union européenne fait valoir que le Protocole d'accession de la Chine semble indiquer que ce pays n'est pas encore une économie de marché et que, bien qu'il ne traite pas directement de la question de savoir si les fournisseurs chinois doivent bénéficier du traitement individuel en ce qui concerne le calcul des marges de dumping et l'imposition de droits antidumping, il "ne limite pas l'ensemble des situations dans lesquelles l'*Accord antidumping* permet une application souple des règles".[456] L'Union européenne souligne que la référence faite dans la section 15 a) i) et ii) du Protocole d'accession de la Chine à "la fabrication, la production et la vente de ce produit" laisse entendre que l'expression "conditions d'une économie de marché" "englobe [également] la situation où l'intervention de l'État dans l'économie, y compris le commerce international, est tellement importante que les opérateurs ne peuvent pas agir indépendamment de l'État dans leurs activités d'exportation".[457] La Chine répond que la section 15 de son Protocole d'accession ne contient aucune "reconnaissance officielle par la Chine" de son statut de NME, mais prévoit seulement "une dérogation temporaire et

[455] WT/L/432, 23 novembre 2001.
[456] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 49.
[457] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 46.

limitée aux règles figurant dans l'[*Accord antidumping*]" concernant la détermination de la valeur normale dans les enquêtes antidumping ouvertes au sujet d'importations en provenance de Chine.[458]

285. Nous observons d'abord qu'il est reconnu dans la section 15 du Protocole d'accession de la Chine, d'une manière analogue à ce qui est indiqué dans la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994, que la détermination de la comparabilité des prix en ce qui concerne les importations en provenance de Chine présente des difficultés.[459] Il est reconnu dans la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 que, dans le cas d'importations en provenance de pays où

---

[458] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 49.

[459] La partie pertinente de la section 15 du Protocole d'accession de la Chine, intitulée "Comparabilité des prix pour déterminer l'existence de subventions et d'un dumping", se lit comme suit:

> L'article VI du GATT de 1994, l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (l'"Accord antidumping") et l'Accord SMC seront d'application dans les procédures concernant des importations d'origine chinoise sur le territoire d'un Membre de l'OMC, conformément à ce qui suit:
>
> a) Pour déterminer la comparabilité des prix au titre de l'article VI du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping, le Membre de l'OMC importateur utilisera les prix ou les coûts chinois pour la branche de production faisant l'objet de l'enquête ou une méthode qui ne sera pas fondée sur une stricte comparaison avec les prix ou les coûts intérieurs en Chine sur la base des règles suivantes:
>
> i) si les producteurs faisant l'objet de l'enquête peuvent démontrer clairement que les conditions d'une économie de marché existent dans la branche de production du produit similaire en ce qui concerne la fabrication, la production et la vente de ce produit, le Membre de l'OMC importateur utilisera les prix ou les coûts chinois pour la branche de production faisant l'objet de l'enquête pour déterminer la comparabilité des prix;
>
> ii) le Membre de l'OMC importateur pourra utiliser une méthode qui ne sera pas fondée sur une stricte comparaison avec les prix ou les coûts intérieurs en Chine si les producteurs faisant l'objet de l'enquête ne peuvent pas démontrer clairement que les conditions d'une économie de marché existent dans la branche de production du produit similaire en ce qui concerne la fabrication, la production et la vente de ce produit.
>
> …
>
> d) Dès que la Chine aura établi, conformément au droit national du Membre de l'OMC importateur, qu'elle est une économie de marché, les dispositions de l'alinéa a) seront abrogées, à condition que le droit national du Membre importateur énonce les critères d'une économie de marché à la date d'accession. En tout état de cause, les dispositions de l'alinéa a) ii) arriveront à expiration 15 ans après la date d'accession. En outre, au cas où la Chine établirait, conformément au droit national du Membre de l'OMC importateur, que les conditions d'une économie de marché existent dans une branche de production ou un secteur particulier, les dispositions de l'alinéa a) relatives à une économie qui n'est pas une économie de marché ne s'appliqueront plus à cette branche de production ou à ce secteur.

l'État a le monopole complet ou presque complet sur le commerce et où tous les prix intérieurs sont fixés par l'État, les Membres importateurs peuvent déterminer qu'une comparaison avec les prix intérieurs dudit pays peut ne pas être appropriée en raison des difficultés spéciales qu'il y a à déterminer la comparabilité des prix. Cette disposition permet aux autorités chargées de l'enquête de ne pas tenir compte des prix et des coûts intérieurs de cette NME dans la détermination de la valeur normale et d'avoir recours aux prix et aux coûts d'un pays tiers à économie de marché. L'article 2.7 de l'*Accord antidumping* dispose que l'article 2 est sans préjudice de la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994, et incorpore donc celle-ci à l'*Accord antidumping*.[460]

286. Selon la section 15 a) du Protocole d'accession de la Chine, il incombe aux producteurs chinois de "démontrer clairement" que les conditions d'une économie de marché existent dans la branche de production du produit similaire afin que les prix ou les coûts chinois soient utilisés pour déterminer la comparabilité des prix. Si les producteurs chinois ne sont pas en mesure de "démontrer clairement" que les conditions d'une économie de marché existent dans la branche de production en question, le Membre de l'OMC importateur pourra utiliser une autre méthode qui ne sera pas fondée sur une stricte comparaison avec les prix ou les coûts intérieurs en Chine, notamment utiliser un pays tiers de substitution ou la valeur normale construite.

---

[460] La deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994 se lit comme suit:

> Il est reconnu que, dans le cas d'importations en provenance d'un pays dont le commerce fait l'objet d'un monopole complet ou presque complet et où tous les prix intérieurs sont fixés par l'État, la détermination de la comparabilité des prix aux fins du paragraphe premier peut présenter des difficultés spéciales et que, dans de tels cas, les Membres importateurs peuvent estimer nécessaire de tenir compte de la possibilité qu'une comparaison exacte avec les prix intérieurs dudit pays ne soit pas toujours appropriée.

Nous observons que la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 fait référence à un "pays dont le commerce fait l'objet d'un monopole complet ou presque complet" et "où tous les prix intérieurs sont fixés par l'État". Il apparaît qu'elle décrit un certain type de NME où l'État a le monopole sur le commerce et fixe tous les prix intérieurs. La deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 ne serait donc pas, telle qu'elle est libellée, applicable à des pays qui ne sont pas tout à fait des NME qui ne remplissent pas ces deux conditions, c'est-à-dire le monopole complet ou presque complet sur le commerce et la fixation de tous les prix par l'État.

En outre, le fait qu'il est indiqué dans la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 qu'une "comparaison exacte avec les prix intérieurs" n'est pas toujours "appropriée" ménage une certaine flexibilité uniquement en ce qui concerne la détermination de la valeur normale. Le fait qu'il est reconnu dans la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 que la détermination de la comparabilité des prix peut présenter des difficultés spéciales ne veut pas dire que les Membres importateurs peuvent déroger aux dispositions relatives à la détermination des prix à l'exportation et au calcul des marges de dumping et des droits antidumping énoncées dans l'*Accord antidumping* et dans le GATT de 1994. Alors que la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 fait référence aux difficultés que présente la détermination de la comparabilité des prix en général, le texte de cette disposition précise que ces difficultés concernent exclusivement l'élément valeur normale de la comparaison. Cela est indiqué par le dispositif de la troisième phrase de cette disposition, qui permet seulement aux Membres importateurs de déroger à une "comparaison exacte avec les prix *intérieurs*".

La deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 a été ajoutée au GATT de 1947 après la session de révision de 1954-1955. (Document L/334, adopté le 3 mars 1955, page 3, paragraphe 6, et Annexe I, Section I.B, page 10; IBDD, S3/249, page 251, paragraphe 6)

287. Nous notons que, en vertu de la section 15 a) du Protocole d'accession de la Chine, il incombe aux producteurs chinois de démontrer clairement que les conditions d'une économie de marché existent dans la branche de production du produit similaire en ce qui concerne la fabrication, la production et la vente de ce produit. Si cela est démontré, le Membre importateur utilisera les prix et les coûts chinois pour déterminer la comparabilité des prix. Comme la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994, la section 15 a) du Protocole d'accession de la Chine permet aux Membres importateurs de déroger à la stricte comparaison avec les prix ou les coûts intérieurs en Chine, c'est-à-dire en ce qui concerne la détermination de la valeur normale. Cela est indiqué dans le texte de la section 15 a), qui, s'agissant de la détermination de la comparabilité des prix, fait référence aux "prix ou […] coûts *chinois*" ou à "une méthode qui ne sera pas fondée sur une stricte comparaison avec les prix ou les coûts *intérieurs* en Chine".[461]

288. Nous ne considérons pas que les références faites dans la section 15 a) i) et ii) au fait que les producteurs doivent démontrer que "les conditions d'une économie de marché existent … en ce qui concerne la fabrication, la production et la *vente*"[462] d'un produit signifie que la section 15 a) permet des dérogations également en ce qui concerne la détermination des prix à l'exportation. Nous arrivons à cette conclusion parce que, lorsque les producteurs ne sont pas en mesure de démontrer que les conditions d'une économie de marché existent (y compris en ce qui concerne la *vente* du produit), la section 15 a) indique clairement que tout ce qu'un Membre de l'OMC importateur est autorisé à faire de ce fait est d'"utiliser une méthode qui ne sera pas fondée sur une stricte comparaison avec les *prix ou les coûts intérieurs en Chine*".[463]

289. La section 15 d) du Protocole d'accession de la Chine établit que les dispositions de la section 15 a) arrivent à expiration 15 ans après la date d'accession de la Chine (c'est-à-dire le 11 décembre 2016). Elle prévoit aussi que d'autres Membres de l'OMC accepteront, avant cette date, l'abrogation anticipée de la section 15 a) pour l'ensemble de l'économie chinoise ou pour des secteurs ou des branches de production spécifiques si la Chine démontre conformément au droit du Membre de l'OMC importateur "qu'elle est une économie de marché" ou que "les conditions d'une économie de marché existent dans une branche de production ou un secteur particulier". Étant donné que la section 15 d) prévoit des règles relatives à l'abrogation de la section 15 a), son champ d'application ne peut pas être plus large que celui de la section 15 a). Ces deux sections concernent exclusivement la détermination de la valeur normale. En d'autres termes, la section 15 a) contient des règles spéciales pour la détermination de la valeur normale dans des enquêtes antidumping concernant la Chine. La

[461] Pas d'italique dans l'original.
[462] Pas d'italique dans l'original.
[463] Pas d'italique dans l'original.

section 15 d) établit quant à elle que ces règles spéciales arriveront à expiration en 2016 et énonce certaines conditions qui pourront donner lieu à l'abrogation anticipée de ces règles spéciales avant 2016.

290. À notre avis, par conséquent, la section 15 du Protocole d'accession de la Chine n'autorise pas les Membres de l'OMC à traiter la Chine différemment des autres Membres, sauf pour la détermination de la comparabilité des prix en ce qui concerne les prix et les coûts intérieurs en Chine, qui a trait à la détermination de la valeur normale. Nous considérons que, tandis que la section 15 du Protocole d'accession de la Chine établit des règles spéciales concernant l'aspect de la comparabilité des prix relatif aux prix intérieurs, elle ne prévoit pas d'exception sans limitation permettant aux Membres de l'OMC de traiter la Chine différemment à d'autres fins au titre de l'*Accord antidumping* et du GATT de 1994, telles que la détermination des prix à l'exportation ou des marges et des droits individuels par opposition à ceux qui sont applicables à l'échelle nationale.[464]

291. Enfin, nous notons que l'allégation formulée par la Chine devant le Groupe spécial concernait la détermination des marges de dumping et de droits individuels et applicables à l'échelle nationale et non la possibilité d'avoir recours à d'autres méthodes pour calculer la valeur normale dans des enquêtes antidumping concernant la Chine.

D. *Champ d'application de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base*

292. Nous passons maintenant à l'appel de l'Union européenne concernant les constatations formulées par le Groupe spécial au sujet du champ d'application de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base. Le Groupe spécial a constaté que "l'article 9 5) du Règlement antidumping de base concern[ait] non seulement l'imposition de droits antidumping mais aussi le calcul des marges de dumping".[465] Il a fait le raisonnement selon lequel, en règle générale, "il exist[ait] un lien étroit et

[464] Le paragraphe 150 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine indique que plusieurs Membres de l'OMC ont relevé que la Chine poursuivait le processus de transition vers une véritable économie de marché et mentionne aussi la possibilité que des difficultés particulières se posent pour la détermination de la comparabilité des prix et la possibilité qu'une stricte comparaison avec les coûts et les prix intérieurs chinois ne soit peut-être pas toujours appropriée. Il est libellé comme suit:

> Plusieurs membres du Groupe de travail ont relevé que la Chine poursuivait le processus de transition vers une véritable économie de marché. Ces membres ont fait observer que dans ces circonstances, dans le cas des importations d'origine chinoise dans un Membre de l'OMC, des difficultés particulières pouvaient se poser pour la détermination de la comparabilité des coûts et des prix lors des enquêtes antidumping et des enquêtes en matière de droits compensateurs. Ces membres ont déclaré qu'en pareil cas, le Membre de l'OMC importateur pourrait juger nécessaire de tenir compte de la possibilité qu'une stricte comparaison avec les coûts et les prix intérieurs chinois ne soit peut-être pas toujours appropriée.

[465] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.77.

nécessaire entre le calcul d'une marge de dumping et l'imposition d'un droit antidumping"[466] et selon lequel "en temps normal, l'autorité chargée de l'enquête calcul[ait] la marge de dumping et impos[ait] le droit antidumping qui s'ensui[vait] sur la même base", qu'ils soient calculés ou imposés par producteur ou à l'échelle nationale.[467] En particulier, le Groupe spécial a constaté que "concrètement, le résultat des critères relatifs à l'octroi d'un traitement individuel qui [étaient] prévus à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base détermin[ait] la nature du calcul de la marge que les autorités de l'UE effectuer[aient], qu'il s'agisse d'une marge individuelle ou d'une marge applicable à l'échelle nationale".[468]

293. L'Union européenne allègue que l'examen de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base tel qu'il est libellé, sur la base de son texte et dans le contexte d'autres articles du Règlement antidumping de base, montre qu'il "traite exclusivement de l'imposition de droits antidumping"[469] et qu'il ne concerne pas le calcul des marges de dumping ni le point de savoir si ces marges de dumping devraient être calculées sur une base individuelle ou à l'échelle nationale. Selon l'Union européenne, la détermination d'une marge de dumping pour un fournisseur ayant droit à une marge de dumping individuelle découle de la règle figurant à l'article 9 4), et non à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, que la Chine n'a pas indiqué comme étant la mesure en cause en l'espèce.

294. La Chine soutient que la constatation du Groupe spécial concernant le "sens" et le "champ d'application" de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est une question de fait que l'Organe d'appel n'est pas compétent pour examiner conformément à l'article 17:6 du Mémorandum d'accord. Elle estime que le sens et le champ d'application de l'article 9 5) "tel qu'il est libellé" ne sont pas clairs et que leur détermination fait intervenir les constatations du Groupe spécial sur des éléments factuels pertinents sur lesquelles l'Organe d'appel n'interviendra pas à la légère. La Chine soutient que, puisque l'Union européenne n'a pas formulé d'allégation au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord à ce sujet, la constatation du Groupe spécial concernant le sens et le champ d'application de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base ne relève pas de notre examen en l'espèce. À titre subsidiaire, à supposer que nous nous considérions compétents pour examiner cette question, la Chine estime que le Groupe spécial a constaté à juste titre que l'article 9 5) du Règlement antidumping de

[466] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.72.
[467] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.74.
[468] Le Groupe spécial a constaté qu'il n'était pas contesté que, dans les cas où, en vertu de l'article 9 5), des droits applicables à l'échelle nationale étaient imposés aux producteurs NME qui ne satisfaisaient pas aux critères IT, la Commission européenne calculait uniquement une marge de dumping applicable à l'échelle nationale pour ces producteurs (et non des marges de dumping individuelles), alors que, s'agissant des producteurs qui satisfaisaient aux critères IT, une marge individuelle était calculée et un droit individuel était imposé. (Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.77)
[469] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 90.

base concernait non seulement l'imposition de droits antidumping mais aussi le calcul des marges de dumping.[470]

295. Nous examinons d'abord l'objection préliminaire de la Chine selon laquelle la constatation du Groupe spécial concernant le sens et le champ d'application de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est une question de fait qui n'est pas susceptible d'examen en appel en vertu de l'article 17:6 du Mémorandum d'accord. Nous ne sommes pas d'accord avec la Chine et le Groupe spécial.[471] À plusieurs reprises, l'Organe d'appel a précisé que le droit interne pouvait à la fois démontrer l'existence de faits et le respect ou le non-respect par un Membre de ses obligations internationales.[472] En particulier, dans l'affaire *États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits*, l'Organe d'appel a indiqué que, lorsqu'un groupe spécial examinait le droit interne d'un Membre de l'OMC pour déterminer si celui-ci avait respecté ses obligations dans le cadre de l'OMC, cet examen constituait une qualification juridique par un groupe spécial et était, par conséquent, susceptible d'un examen en appel au titre de l'article 17:6 du Mémorandum d'accord.[473]

296. Dans l'affaire *Chine – Pièces automobiles*, l'Organe d'appel a indiqué qu'il pouvait examiner les constatations du Groupe spécial concernant le sens du droit interne dans la mesure où celui-ci avait procédé à un examen du droit interne pour déterminer si le Membre avait respecté ses obligations dans le cadre de l'OMC. L'Organe d'appel a reconnu qu'il y avait des cas dans lesquels l'examen de la législation nationale par un groupe spécial irait au-delà du texte de l'instrument tel qu'il était libellé, auquel cas un examen plus approfondi pouvait être nécessaire et pouvait faire intervenir des éléments factuels. Il a expliqué qu'il n'interviendrait pas à la légère sur l'évaluation par un groupe spécial du droit interne qui allait au-delà du texte d'un instrument tel qu'il était libellé et qui faisait intervenir de tels éléments factuels.[474] L'Organe d'appel a précisé que l'examen d'un instrument de droit interne porterait sur le texte de celui-ci, mais pouvait aussi inclure le contexte de la disposition et la "structure et la logique globales"[475] du droit interne.[476] En l'espèce, le Groupe spécial n'a pas examiné

[470] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 67.
[471] Au début de son analyse du champ d'application de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, le Groupe spécial a indiqué qu'il lui incombait "de préciser le champ d'application/fonctionnement de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base en tant que question de fait avant de procéder à une analyse de fond des allégations de la Chine". (Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.68)
[472] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Brevets (États-Unis)*, paragraphes 65 et 66; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 200; rapport de l'Organe d'appel *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphes 177 et 178; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 168; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphes 156 et 157.
[473] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits*, paragraphe 105.
[474] Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 225.
[475] Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 238.

d'éléments factuels concernant l'application de l'article 9 5), tels que des arrêts des tribunaux internes de l'UE ou des opinions des experts juridiques ou de spécialistes reconnus[477], mais a évalué l'article 9 5) du Règlement antidumping de base en s'appuyant sur le texte de cette disposition, son contexte et son fonctionnement.[478]

297. Par conséquent, nous concluons que l'évaluation par le Groupe spécial du sens et du champ d'application de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, qui est fondée sur le texte de la disposition, son contexte dans la structure des autres dispositions pertinentes du Règlement et son fonctionnement n'est pas une "question de fait" et n'est pas exclue de l'examen en appel. Le Groupe spécial a plutôt examiné l'article 9 5) afin de déterminer sa compatibilité avec un certain nombre de dispositions de l'*Accord antidumping* et du GATT de 1994, ce qui, en tant que qualification juridique, est susceptible d'un examen en appel conformément à l'article 17:6 du Mémorandum d'accord.

298. Ayant clarifié que les constatations du Groupe spécial concernant le sens et le champ d'application de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base sont susceptibles d'un examen en appel, nous passons maintenant à l'appel de l'Union européenne selon lequel le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base concernait non seulement l'imposition de droits antidumping mais aussi le calcul des marges de dumping.

299. L'Union européenne soutient que, même si la détermination de l'existence d'un dumping et l'imposition de droits sont des questions étroitement liées, cela ne signifie pas que "toute conséquence de la détermination faite au titre de l'article 9 5), telle que la nature du calcul de la marge de dumping, faisait partie de la mesure en cause".[479] Elle soutient que les dispositions du Règlement antidumping de base autres que l'article 9 5) concernent directement ou indirectement la question distincte de la détermination des marges de dumping et la question de savoir si ces déterminations sont individuelles ou applicables à l'échelle nationale. En particulier, l'Union européenne mentionne: i) l'article 2 7), comme la base sur laquelle un fournisseur remplissant les critères MET se verrait attribuer une marge

---

[476] Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Pièces automobiles*, paragraphes 225 à 245; rapport de l'Organe d'appel *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 177.

[477] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 157.

[478] Le Groupe spécial a indiqué ce qui suit:

> … la signification de la législation nationale d'un Membre de l'OMC est un *fait* qu'il appartient aux groupes spéciaux d'établir. Nous notons que l'Union européenne n'a pas présenté d'éléments de preuve au sujet du sens de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, comme, par exemple, une interprétation donnée par les tribunaux compétents de l'Union européenne. Par conséquent, nous estimons qu'il nous incombe de préciser le champ d'application/fonctionnement de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base *en tant que question de fait* avant de procéder à une analyse de fond des allégations de la Chine.

(Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.68 (pas d'italique dans l'original; notes de bas de page omises))

[479] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 108.

de dumping individuelle; ii) l'article 9 4), qui établit le plafond du montant des droits antidumping par rapport à la marge de dumping qui sera établie; iii) l'article 9 6), qui traite du calcul des marges de dumping et de l'imposition de droits antidumping dans le contexte de l'échantillonnage; iv) l'article 11 4), qui prévoit le calcul de marges de dumping individuelles pour de nouveaux exportateurs dans les réexamens; et v) l'article 11 8), qui exige que la marge de dumping soit établie sur une base individuelle dans les procédures de remboursement. Selon l'Union européenne, ces dispositions traitent de la question distincte de la détermination individuelle des marges de dumping.[480]

300. Comme le Groupe spécial, nous notons que le texte de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base ne mentionne pas explicitement les marges de dumping. Cependant, nous observons que l'article 9 5) exige qu'un droit antidumping "dont le montant est approprié à chaque cas [soit] imposé" et qu'un tel droit soit précisé pour chaque fournisseur ou, dans certaines circonstances, pour le pays fournisseur concerné. Nous pensons comme le Groupe spécial qu'il existe "un lien étroit et nécessaire" entre le calcul d'une marge de dumping et l'imposition d'un droit antidumping.[481] En particulier, nous considérons que la détermination d'une marge de dumping est une condition préalable à l'imposition d'un droit antidumping et que, par conséquent, un droit ne peut pas être imposé à moins qu'une marge n'ait été calculée, en partie parce que la marge fixe le plafond du montant du droit antidumping qui peut être imposé. En outre, la prescription de l'article 9 5) voulant que le montant du droit soit "approprié" présuppose aussi qu'un droit individuel soit fondé sur une marge individuelle et qu'un droit applicable à l'échelle nationale soit fondé sur une marge applicable à l'échelle nationale. Il s'ensuit donc que, si des droits individuels sont imposés, des marges individuelles sont calculées; si des droits applicables à l'échelle nationale sont imposés, des marges applicables à l'échelle nationale sont calculées.[482]

301. Nous ne sommes pas persuadés que les autres dispositions du Règlement antidumping de base citées par l'Union européenne traitent de la question de savoir s'il faudrait calculer des marges de dumping individuelles ou des marges de dumping applicables à l'échelle nationale. L'article 2 du Règlement antidumping de base, comme l'article 2 de l'*Accord antidumping*, est intitulé "Détermination de l'existence d'un dumping" et énonce des règles concernant la détermination de la valeur normale et du prix à l'exportation, la comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation et les méthodes permettant de déterminer l'existence de marges de dumping. Toutefois, l'article 2 du Règlement antidumping de base, comme l'article 2 de l'*Accord antidumping*, n'énonce

[480] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 96.
[481] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.72.
[482] Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.74.

pas de règle exigeant que des marges de dumping soient déterminées pour chaque exportateur ou producteur pris individuellement. Plus précisément, l'article 2 7) du Règlement antidumping de base n'établit pas que des marges de dumping individuelles seront calculées pour les fournisseurs NME s'ils remplissent les critères MET. Cet article prévoit seulement que, dans le cas d'importations en provenance de NME, la valeur normale est déterminée sur la base d'une autre méthode et non sur la base des prix ou des coûts intérieurs, à moins que les exportateurs NME ne soient en mesure d'établir que les conditions d'une économie de marché prévalent en démontrant qu'ils remplissent les critères MET. Toutefois, l'article 2 7) ne dit rien sur le calcul de marges et de droits individuels. C'est l'article 9 5) du Règlement antidumping de base qui établit que des droits individuels seront précisés pour les fournisseurs NME qui remplissaient les critères MET; il dispose aussi que, pour les fournisseurs NME qui ne remplissaient pas les critères MET, un droit individuel sera précisé uniquement s'ils remplissent les critères IT.

302. En outre, l'article 9 4) du Règlement antidumping de base, dont il apparaît qu'il met en œuvre l'article 9.3 de l'*Accord antidumping*, ne traite pas de la question du type de marges de dumping qui devraient être calculées pour les fournisseurs NME. Cet article concerne une autre question, celle du montant maximal des droits antidumping, qui ne doit pas excéder la marge de dumping. Ce plafond s'applique que les marges de dumping aient été calculées pour chaque fournisseur pris individuellement ou pour l'ensemble des fournisseurs d'un pays donné. En effet, l'article 9 4) ne fait aucune mention des marges ou droits individuels car il concerne le plafond maximal applicable aux droits, qu'il s'agisse de droits imposés sur une base individuelle ou à l'échelle nationale.

303. Nous observons que l'article 9 6) du Règlement antidumping de base, dont il apparaît qu'il met en œuvre l'article 9.4 de l'*Accord antidumping*, traite de la situation spécifique où des marges de dumping et des droits antidumping sont déterminés et imposés à des producteurs ne faisant pas partie de l'échantillon, dans les cas où la Commission européenne a recours à l'échantillonnage. Il exige que le droit antidumping appliqué à des exportateurs ou à des producteurs non inclus dans l'échantillon, qui se sont fait connaître et ont fourni des renseignements suffisants dans les trois semaines suivant l'ouverture de l'enquête, n'excède pas la marge moyenne pondérée de dumping établie pour les parties constituant l'échantillon. L'article 9 6) prévoit donc qu'une moyenne doit être calculée pour la marge des exportateurs inclus dans l'échantillon; cette détermination d'une moyenne pondérée est le corollaire du calcul des marges individuelles pour ces exportateurs inclus dans l'échantillon, qui n'est pas régi par l'article 9 6).

304. L'article 11 4) du Règlement antidumping de base, dont il apparaît qu'il met en œuvre l'article 9.5 de l'*Accord antidumping*, exige qu'un examen soit effectué afin de déterminer les marges

individuelles pour de nouveaux exportateurs. L'article 11 4) n'exclut pas l'application de l'article 9 5) à de nouveaux exportateurs NME. En d'autres termes, un exportateur NME qui demande un examen relatif aux nouveaux exportateurs au titre de l'article 11 4) devrait néanmoins remplir les conditions énoncées à l'article 9 5) s'il souhaite obtenir des marges de dumping et des droits antidumping individuels. En outre, l'article 11 4) ne concerne pas le calcul de marges individuelles pour les exportateurs ou les producteurs qui ne sont pas des "nouveaux exportateurs ou producteurs". Enfin, l'article 11 8) du Règlement antidumping de base permet à un importateur de demander des remboursements, et exige qu'à cette fin la marge de dumping pour l'exportateur concerné soit établie sur une base individuelle.

305. Toutes ces dispositions du Règlement antidumping de base présupposent la détermination préalable de marges de dumping en vertu d'une règle différente; de plus, aucune de ces dispositions ne traite de la question spécifique de savoir si des marges individuelles ou applicables à l'échelle nationale devraient être déterminées pour les exportateurs ou les producteurs. Nous pensons donc comme le Groupe spécial qu'aucune de ces autres dispositions du Règlement antidumping de base citées par l'Union européenne ne met en œuvre la prescription de l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* voulant que, en règle générale, des marges de dumping individuelles soient déterminées pour chaque exportateur ou producteur.[483]

306. En revanche, l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, qui établit les circonstances dans lesquelles des droits antidumping doivent être précisés sur une base individuelle ou à l'échelle nationale, exige aussi nécessairement, par implication, que des marges de dumping soient déterminées sur cette même base. Le fait que d'autres dispositions du Règlement antidumping de base citées par l'Union européenne présupposent la détermination d'une marge de dumping étaye le point de vue selon lequel c'est l'article 9 5) qui réglemente les circonstances dans lesquelles des marges de dumping devraient être déterminées sur une base individuelle. Laisser entendre qu'aucune disposition du Règlement antidumping de base ne met en œuvre la prescription de l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* voulant que, en règle générale, des marges de dumping individuelles soient déterminées pour chaque exportateur ou producteur, créerait une lacune qui n'est pas compatible avec la structure et le fonctionnement du Règlement antidumping de base ni avec les autres règles figurant dans le Règlement, qui présupposent l'existence d'une telle règle.

307. Nous considérons aussi que le calcul de marges applicables à l'échelle nationale pour les fournisseurs non-IT ne peut pas être décrit comme "toute conséquence"[484] ni comme étant simplement

[483] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.75.
[484] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 108.

une conséquence possible de la détermination faite au titre de l'article 9 5) car il est directement et nécessairement associé à la règle figurant à l'article 9 5) qui exige que des droits à l'échelle nationale soient précisés pour les fournisseurs non-IT. En d'autres termes, il nous semble que le calcul des marges de dumping et le calcul du montant des droits sont étroitement liés, en ce sens que la méthode utilisée pour déterminer les marges de dumping se traduit par l'imposition de droits. En conséquence, des droits individuels présupposent des marges individuelles et des droits applicables à l'échelle nationale présupposent des marges à l'échelle nationale. C'est pourquoi nous ne considérons pas, comme le soutient l'Union européenne[485], qu'en examinant le calcul des marges de dumping applicables à l'échelle nationale qui résulte du fonctionnement de l'article 9 5), le Groupe spécial ait indûment élargi la portée de la mesure en cause.

308. Compte tenu de ce qui précède, nous considérons que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en constatant que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base concernait non seulement l'imposition de droits antidumping mais aussi le calcul des marges de dumping et qu'il pouvait être contesté "en tant que tel" au titre de l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*, qui traite du calcul des marges de dumping pour chaque exportateur ou producteur.[486]

E. *Articles 6.10 et 9.2 de l'Accord antidumping*

309. Ayant conclu que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base régit non seulement l'imposition et le recouvrement de droits antidumping mais aussi la détermination des marges de dumping et la question de savoir si ces marges sont déterminées sur une base individuelle ou à l'échelle nationale, nous passons maintenant à l'interprétation et à l'application par le Groupe spécial des articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping*.

310. Le Groupe spécial a finalement constaté que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping* parce qu'il prescrit la détermination de marges de dumping à l'échelle nationale et l'imposition de droits antidumping applicables à l'échelle nationale pour les producteurs ou les exportateurs NME, à moins que ces producteurs ou exportateurs ne montrent, sur la base des critères mentionnés dans cette disposition, qu'ils sont indépendants de leur État (critères IT).[487] Nous examinerons ci-dessous d'abord l'interprétation que le Groupe spécial donne des articles 6.10 et 9.2, puis l'application qu'il fait de ces dispositions.

---

[485] Voir la communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 108.
[486] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.77.
[487] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.98 et 7.112.

1. Interprétation des articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping*

a) Article 6.10 de l'*Accord antidumping*

311. Dans le cadre de son analyse de la compatibilité de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base avec l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*, le Groupe spécial a noté que "la première phrase de l'article 6.10 dispos[ait] que les autorités chargées de l'enquête [devaient], "[e]n règle générale", calculer une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur ou producteur connu du produit faisant l'objet de l'enquête"[488] et que "[l]e libellé de l'article 6.10, en particulier le fait que l'exception [était] énoncée immédiatement après la règle, sembl[ait] donner à entendre que l'utilisation d'un échantillon [était] la seule exception à la règle des marges individuelles".[489]

312. L'Union européenne allègue que l'article 6.10 ne devrait pas être interprété comme établissant une règle n'ayant qu'une seule exception et n'impose pas une obligation sans réserve, mais établit plutôt une préférence pour la détermination de marges de dumping individuelles. Elle soutient que l'expression "en règle générale", insérée avant le futur "détermineront", "indique que l'obligation n'est qu'un principe général et non une obligation stricte à laquelle il convient de se conformer quelles que soient les circonstances et quoi qu'il arrive".[490] L'Union européenne fait observer que l'article 6.10 mentionne une situation positive (l'échantillonnage) dans laquelle cette préférence "peut" ne pas être suivie, et fait valoir que "l'échantillonnage" n'est pas la seule situation dans laquelle un Membre n'est pas tenu de déterminer des marges de dumping individuelles.[491] Selon l'Union européenne, le fait que la première phrase de l'article 6.10 ne contient pas de règle stricte, comme l'a constaté le Groupe spécial, mais une préférence est confirmé par l'existence d'autres situations dans lesquelles la préférence n'a pas à être suivie.

313. La Chine répond que l'utilisation du mot "shall" (détermineront) dans la première phrase de l'article 6.10 établit le caractère impératif de cette disposition et que l'"échantillonnage" est la seule exception à cette règle. Selon elle, l'expression "en règle générale" est nécessaire dans la mesure où elle crée un "lien entre l'obligation énoncée dans la première phrase de l'article 6.10, qui constitue la règle, et l'exception à cette règle figurant dans la deuxième phrase de cette disposition".[492] D'après la

[488] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.88.
[489] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.90. Les autorités chargées de l'enquête peuvent utiliser des échantillons lorsque le nombre d'exportateurs, de producteurs, d'importateurs ou de types de produits visés est si important que les déterminations de marges de dumping individuelles sont irréalisables. En pareil cas, les autorités peuvent limiter leur examen soit: i) à un nombre raisonnable de parties intéressées ou de produits, en utilisant des échantillons qui soient valables d'un point de vue statistique; soit ii) au plus grand pourcentage du volume des exportations en provenance du pays en question sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter.
[490] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 114.
[491] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 117.
[492] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 114.

Chine, si les rédacteurs avaient voulu autoriser plus d'exceptions que l'"échantillonnage", ils auraient indiqué expressément que la dérogation à la règle générale était admise dans des situations autres que celle qui est mentionnée dans la deuxième phrase de l'article 6.10.[493]

314. Nous observons que deux principales questions d'interprétation sont soulevées en ce qui concerne les constatations formulées par le Groupe spécial au titre de l'article 6.10. Il s'agit premièrement de la question de savoir si la première phrase de l'article 6.10, du fait de l'utilisation des termes "détermineront" et "en règle générale", énonce une règle impérative ou une simple préférence en faveur de la détermination de marges de dumping individuelles. Deuxièmement, il s'agit de savoir si l'"échantillonnage", qui est autorisé par la deuxième phrase, est la seule exception à la règle formulée dans la première phrase.

315. L'article 6.10 de l'*Accord antidumping* est ainsi libellé:

> En règle générale, les autorités détermineront une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visé par l'enquête. Dans les cas où le nombre d'exportateurs, de producteurs, d'importateurs ou de types de produits visés sera si important que l'établissement d'une telle détermination sera irréalisable, les autorités pourront limiter leur examen soit à un nombre raisonnable de parties intéressées ou de produits, en utilisant des échantillons qui soient valables d'un point de vue statistique d'après les renseignements dont elles disposent au moment du choix, soit au plus grand pourcentage du volume des exportations en provenance du pays en question sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter.[494]

316. Nous notons que l'auxiliaire modal "shall" en anglais (le futur du verbe en français) sont couramment utilisés dans les textes juridiques pour exprimer une règle impérative. Dans le membre de phrase "[t]he authorities *shall, as a rule*, determine an individual margin of dumping for each known exporter or producer" ("*[e]n règle générale*, les autorités *détermineront* une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu ou producteur concerné")[495], "shall" est suivi de

---

[493] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 123.

[494] L'article 6.10.2 est ainsi libellé:

> Dans les cas où les autorités auront limité leur examen ainsi qu'il est prévu dans le présent paragraphe, elles n'en détermineront pas moins une marge de dumping individuelle pour tout exportateur ou producteur qui n'a pas été choisi initialement et qui présente les renseignements nécessaires à temps pour qu'ils soient examinés au cours de l'enquête, sauf dans les cas où le nombre d'exportateurs ou de producteurs est si important que des examens individuels compliqueraient indûment la tâche desdites autorités et empêcheraient d'achever l'enquête en temps utile. Les réponses volontaires ne seront pas découragées.

[495] Pas d'italique dans l'original.

l'expression "as a rule" (le futur "détermineront" est accompagné de l'expression "en règle générale"). L'expression "as a rule" est définie comme incluant "usually" (habituellement) et "more often than not" (le plus souvent).[496] La combinaison des termes "shall" et "as a rule" ("détermineront" et "en règle générale") n'exprime pas une simple préférence. Si les rédacteurs de l'article 6.10 avaient voulu éviter de formuler l'obligation de déterminer des marges de dumping individuelles, ils auraient utilisé des expressions comme "it is desirable" (il est souhaitable) ou "in principal" (en principe) au lieu de "shall" (le futur "détermineront").

317. Bien que le futur "détermineront" rende la règle énoncée dans la première phrase de l'article 6.10 impérative, cette obligation est nuancée par l'expression "en règle générale", et cette nuance doit avoir une signification. À notre avis, l'expression "en règle générale" qui figure dans la première phrase indique que cette obligation n'est pas absolue et signale qu'il peut y avoir des exceptions. Si l'expression "en règle générale" ne figurait pas dans la première phrase de l'article 6.10, l'obligation de déterminer des marges individuelles serait difficile à concilier avec d'autres dispositions de l'*Accord antidumping* qui permettent de déroger à la règle prescrivant la détermination de marges individuelles. Toutefois, bien que l'expression "en règle générale" doive être lue comme modifiant l'obligation de déterminer des marges de dumping individuelles, elle n'en fait pas une simple préférence. Sinon, le futur "détermineront" utilisé dans la première phrase n'aurait plus son sens ordinaire.

318. La deuxième phrase de l'article 6.10 autorise les autorités chargées de l'enquête à s'écarter de l'obligation de déterminer des marges de dumping individuelles dans les cas où le nombre d'exportateurs, de producteurs, d'importateurs ou de types de produits visés est si important que l'établissement de telles déterminations est irréalisable. Dans ces cas, les autorités peuvent limiter leur examen soit: i) à un nombre raisonnable de parties intéressées ou de produits, en utilisant des échantillons qui soient valables d'un point de vue statistique; soit ii) au plus grand pourcentage du volume des exportations en provenance du pays en question sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter. Cet examen limité est généralement désigné sous l'appellation d'"échantillonnage", même lorsqu'il ne s'agit pas d'utiliser un échantillon valable d'un point de vue statistique mais de recourir à la deuxième option pour limiter l'examen.[497] L'échantillonnage est la seule exception à la détermination de marges de dumping individuelles qui est expressément prévue à l'article 6.10.

319. En vertu de l'article 6.10.2, même si les autorités ont limité leur examen en recourant à l'échantillonnage, elles n'en sont pas moins tenues de déterminer une marge de dumping individuelle

[496] *Shorter Oxford English Dictionary*, 6ème édition, A. Stevenson (éd.) (Oxford University Press, 2007), volume 1, page 126.
[497] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.85.

pour tout exportateur ou producteur qui n'a pas été choisi initialement pour un examen individuel, si cet exportateur présente les renseignements nécessaires à temps pendant l'enquête. Nous relevons toutefois que l'article 6.10.2 autorise aussi les autorités chargées de l'enquête à ne pas déterminer de marges de dumping individuelles pour des exportateurs ou producteurs qui n'ont pas été choisis initialement pour faire partie de l'échantillon, même s'ils présentent les renseignements nécessaires à temps, si le nombre de producteurs est si important que des examens individuels de chacun d'entre eux compliqueraient indûment la tâche et empêcheraient d'achever l'enquête en temps utile. Là encore, une dérogation à la règle voulant qu'une marge individuelle soit déterminée est explicitement prévue par l'article 6.10.2. Nous trouvons aussi un contexte pertinent pour interpréter l'article 6.10 dans l'article 9.5 de l'*Accord antidumping*. L'article 9.5 prévoit que les autorités chargées de l'enquête doivent déterminer des marges de dumping individuelles pour les exportateurs ou les producteurs qui n'ont pas exporté le produit pendant la période couverte par l'enquête. Toutefois, lorsque de nouveaux exportateurs ne peuvent pas montrer qu'ils ne sont liés à aucun des exportateurs ou des producteurs qui sont assujettis aux droits antidumping, une telle détermination individuelle n'est pas exigée. Ainsi, une exception permettant de déroger à la règle prescrivant la détermination de marges individuelles pour les nouveaux exportateurs est à nouveau expressément prévue à l'article 9.5.

320. En insérant les termes "[e]n règle générale, … détermineront", les rédacteurs de l'article 6.10 ont veillé à ne pas exprimer une obligation qui serait contraire à d'autres dispositions de l'*Accord antidumping* permettant de déroger à la règle de la détermination de marges de dumping individuelles, en dehors de l'exception de l'échantillonnage, et obligerait les autorités chargées de l'enquête à déterminer des marges de dumping individuelles dans tous les cas. Toutefois, à notre avis, ces exceptions doivent être prévues dans les accords visés, de façon à éviter le contournement de l'obligation de déterminer des marges de dumping individuelles énoncée à l'article 6.10. L'expression "en règle générale" figurant dans la première phrase annonce non seulement l'exception qui suit dans la deuxième phrase de l'article 6.10, mais aussi d'autres dispositions de l'*Accord antidumping* qui autorisent les Membres à s'écarter de la prescription imposant de déterminer des marges de dumping individuelles. En même temps, nous ne pensons pas que la flexibilité apportée par l'expression "en règle générale" aille jusqu'à donner aux Membres une possibilité illimitée de créer des exceptions, ce qui amoindrirait le caractère obligatoire de l'article 6.10. Il serait incompatible avec l'existence d'une telle obligation que les Membres soient libres de s'en écarter en déterminant unilatéralement ce qui peut être considéré comme une exception applicable. La règle générale, à savoir l'obligation de déterminer des marges de dumping individuelles pour chaque exportateur connu ou producteur concerné, s'applique, à moins qu'une dérogation à cette règle ne soit prévue dans les accords visés.

321. Pour étayer sa position selon laquelle l'échantillonnage n'est pas la seule exception à la détermination de marges de dumping individuelles et que d'autres exceptions qui ne sont pas spécifiées dans l'*Accord antidumping* sont autorisées, l'Union européenne cite plusieurs exemples d'autres situations dans lesquelles la règle énoncée à l'article 6.10 qui prescrit la détermination des marges de dumping individuelles n'a pas besoin d'être observée.

322. Le premier exemple cité par l'Union européenne concerne un exportateur ou un producteur qui ne coopère pas, pour lequel la marge de dumping est calculée sur la base des données de fait disponibles. Nous faisons toutefois observer que l'article 6.8 de l'*Accord antidumping* autorise une autorité chargée de l'enquête à s'appuyer sur les "données de fait disponibles" si un exportateur ou un producteur ne coopère pas, et que la marge appliquée à cet exportateur ou producteur ne coopérant pas resterait une marge individuelle même si elle était calculée sur la base des données de fait disponibles et non des renseignements présentés par l'exportateur ou producteur.

323. Le deuxième exemple donné par l'Union européenne, à savoir celui d'un "simple négociant" qui exporte le produit d'un autre producteur et auquel est attribué la marge de dumping du véritable producteur, est clairement fondé sur la première phrase de l'article 6.10, qui mentionne les "exportateurs ou producteurs". La référence aux "exportateurs *ou* producteurs"[498] autorise les autorités chargées de l'enquête à ne pas déterminer une marge de dumping séparée pour le producteur et pour l'exportateur du même produit, mais à déterminer une seule marge pour les deux. Cela ne constitue toutefois pas une exception à la prescription imposant de déterminer des marges individuelles, mais bien une application de cette même règle.

324. Le troisième exemple cité par l'Union européenne se rapporte aux cas dans lesquels une autorité n'est pas en mesure d'identifier le véritable producteur du produit concerné. Cette situation est compatible avec une interprétation correcte de la première phrase de l'article 6.10, qui prescrit que des marges de dumping individuelles doivent être déterminées simplement pour chaque exportateur ou producteur "connu". Lorsqu'une autorité chargée de l'enquête n'est pas en mesure d'identifier un exportateur ou producteur, celui-ci ne peut pas être considéré comme "connu" au sens de l'article 6.10, et on ne peut donc pas s'attendre à ce que l'autorité calcule une marge individuelle pour cet exportateur ou producteur.

325. Le quatrième exemple donné par l'Union européenne concerne les situations dans lesquelles l'autorité chargée d'une enquête décide de construire la valeur normale et les prix à l'exportation pour tous les producteurs ou exportateurs sur la base des mêmes renseignements parce qu'elle n'est pas en

[498] Pas d'italique dans l'original.

mesure de vérifier tous les renseignements nécessaires. Nous relevons que la possibilité de recourir à une valeur normale et un prix à l'exportation construit est explicitement prévue à l'article 2 de l'*Accord antidumping* et, en tant que telle, elle ne peut pas être présentée comme une exception non spécifiée à l'article 6.10. En tout état de cause, le fait qu'une autorité a pu construire la valeur normale et/ou le prix à l'exportation pour un ou plusieurs exportateurs ou producteurs n'implique pas nécessairement qu'elle s'est écartée de la règle énoncée à l'article 6.10. Des marges de dumping fondées sur une valeur normale et un prix à l'exportation construit sur la base des mêmes renseignements pour de nombreux fournisseurs ne sont pas identiques à une marge applicable à l'échelle nationale.

326. Enfin, dans son cinquième exemple, l'Union européenne fait référence à la situation d'un producteur connu qui n'exporte pas le produit pendant la période couverte par l'enquête et qui n'aura pas droit à une marge de dumping individuelle parce qu'il est lié à des exportateurs ou à des producteurs existants. Comme il est indiqué plus haut[499], cette situation est expressément prévue à l'article 9.5 de l'*Accord antidumping*, qui établit que les nouveaux exportateurs ou producteurs auront droit à des droits individuels dans le contexte d'un réexamen seulement s'ils peuvent montrer qu'ils ne sont liés à aucun des exportateurs ou producteurs visés par l'enquête initiale.

327. Nous considérons donc que les exemples cités par l'Union européenne concernent des situations qui soit ne constituent pas des écarts par rapport à la règle des marges individuelles soit sont prévues à l'article 6.10 lui-même ou dans d'autres dispositions de l'*Accord antidumping*. En effet, l'expression "en règle générale" qui figure dans la première phrase de l'article 6.10 annonce qu'il peut y avoir des écarts par rapport à la règle générale, mais, comme il est expliqué ci-dessus, toute exception de ce type doit être prévue dans les accords visés. À cet égard, nous considérons que les exemples cités par l'Union européenne sont compatibles avec le caractère contraignant de la règle énoncée dans la première phrase de l'article 6.10 et, par conséquent, nous ne souscrivons pas à l'allégation de l'Union européenne selon laquelle l'article 6.10 exprime une simple préférence.

328. Cela étant dit, nous ne voyons aucune disposition dans les accords visés qui autoriserait des Membres importateurs à s'écarter de l'obligation de déterminer des marges de dumping individuelles seulement dans le cas d'importations en provenance de NME. Nous avons expliqué ci-dessus[500] que la section 15 du Protocole d'accession de la Chine admet une dérogation en ce qui concerne l'aspect de la comparabilité des prix relatif au prix intérieur ou à la valeur normale, mais ne traite pas de l'aspect de la comparabilité des prix relatif au prix à l'exportation. Elle n'a donc aucune implication s'agissant de l'obligation faite à l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* de déterminer des marges de dumping

[499] Voir *supra*, le paragraphe 319.
[500] Voir *supra*, la section IV.C du présent rapport.

individuelles. Par conséquent, à notre avis, il n'y a pas dans la section 15 du Protocole d'accession de la Chine de fondement juridique qui permette la flexibilité en ce qui concerne les prix à l'exportation et justifie une exception à la prescription énoncée à l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* selon laquelle des marges de dumping individuelles doivent être déterminées.

329. À la lumière de ce qui précède, nous interprétons l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* comme exprimant une obligation, et non une préférence, selon laquelle les autorités doivent déterminer des marges de dumping individuelles. Cette obligation est nuancée et admet non seulement l'exception spécifiée pour l'échantillonnage dans la deuxième phrase de l'article 6.10, mais aussi d'autres exceptions à la règle prescrivant la détermination de marges de dumping individuelles, qui sont prévues dans les accords visés.

b) Article 9.2 de l'*Accord antidumping*

330. Dans le cadre de son analyse de la compatibilité de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base avec l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*, le Groupe spécial a relevé d'importantes similitudes entre l'article 9.2 et l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*. Bien que l'article 6.10 concerne le calcul des marges de dumping et l'article 9.2 l'imposition de droits, ces deux dispositions se rapportent à "la même obligation générale" d'"accorder un traitement individuel" aux exportateurs et aux producteurs dans le contexte des procédures antidumping.[501] Le Groupe spécial a interprété l'article 9.2 de l'*Accord antidumping* comme prescrivant aux autorités chargées de l'enquête de faire connaître le nom des fournisseurs pris individuellement, c'est-à-dire les exportateurs ou les producteurs, à l'égard desquels des droits antidumping sont imposés, sauf dans les cas où le nombre d'exportateurs ou de producteurs est si important qu'il ne serait pas réalisable de le faire, auquel cas les autorités seraient autorisées à faire connaître le nom du pays fournisseur. En conséquence, le Groupe spécial a conclu que l'article 9.2 "n'autoris[ait] pas … l'imposition d'un droit antidumping applicable à l'échelle nationale unique dans une enquête visant une [NME]".[502]

331. Un certain nombre de questions d'interprétation se posent au titre de l'article 9.2. La première question est de savoir si les première et deuxième phrases de l'article 9.2 disposent que les autorités chargées de l'enquête doivent préciser les droits antidumping applicables aux fournisseurs pris individuellement ou simplement préciser les noms des fournisseurs du produit concerné. La deuxième question concerne la portée de l'exception à cette règle énoncée dans la troisième phrase de l'article 9.2, qui permet aux autorités de faire connaître le nom du pays fournisseur en cause lorsqu'il n'est "pas réalisable" de nommer tous les fournisseurs individuellement. Plus précisément, il s'agit de

[501] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.108.
[502] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.112.

savoir si cette exception est limitée au cas d'échantillonnage ou si elle vise aussi des situations dans lesquelles il ne serait pas "efficace" d'imposer des droits individuels s'agissant des NME, comme l'Union européenne le laisse entendre.

332. L'article 9.2 de l'*Accord antidumping* dispose ce qui suit:

> Lorsqu'un droit antidumping est imposé en ce qui concerne un produit quelconque, ce droit, dont les montants seront appropriés dans chaque cas, sera recouvré sans discrimination sur les importations dudit produit, de quelque source qu'elles proviennent, dont il aura été constaté qu'elles font l'objet d'un dumping et qu'elles causent un dommage, à l'exception des importations en provenance des sources dont un engagement en matière de prix au titre du présent accord aura été accepté. Les autorités feront connaître le nom du ou des fournisseurs du produit en cause. Si, toutefois, plusieurs fournisseurs du même pays sont impliqués et qu'il ne soit pas réalisable de les nommer tous, les autorités pourront faire connaître le nom du pays fournisseur en cause. Si plusieurs fournisseurs relevant de plusieurs pays sont impliqués, les autorités pourront faire connaître le nom soit de tous les fournisseurs impliqués, soit, si cela est irréalisable, celui de tous les pays fournisseurs impliqués.

333. L'Union européenne allègue en appel que, comme l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*, l'article 9.2 n'énonce pas de règle impérative concernant l'imposition de droits antidumping individuels, mais simplement un principe ou une préférence. Elle fait valoir que l'article 9.2 de l'*Accord antidumping* reflète une approche à l'échelle du produit et à l'échelle du pays en ce qu'il fait référence à l'imposition d'un droit antidumping sur un "produit", et non sur une société.[503]

334. La Chine répond que "le libellé de l'article 9.2 lu dans son contexte" (y compris l'article 6.10) "confirme que l'article 9.2 énonce l'obligation pour les autorités chargées de l'enquête d'imposer des droits antidumping sur une base individuelle et que la seule exception à cette règle est celle qui est indiquée dans la troisième phrase de l'article 9.2".[504] La Chine estime qu'il n'y a aucune contradiction à reconnaître que l'imposition de droits antidumping est faite pour des "produits", de même que pour chaque "producteur" ou "exportateur" visé. Selon elle, le fait que la première phrase de l'article 9.2 mentionne l'imposition de droits antidumping en ce qui concerne un "produit" ne porte pas autorisation d'imposer des droits applicables à l'échelle nationale.[505]

335. Nous faisons observer que le fait que des droits antidumping sont imposés sur des produits n'est pas incompatible avec la prescription imposant de préciser les marges de dumping et les droits

[503] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphes 160 et 161.
[504] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 238.
[505] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 225.

antidumping pour chaque fournisseur pris individuellement. L'*Accord antidumping* énonce des règles qui se rapportent aux produits, ainsi qu'aux importateurs, aux exportateurs et aux producteurs. L'article 9.2 lui-même mentionne à la fois les produits et les fournisseurs. Nous ne pensons donc pas que l'accent mis sur les produits dans certaines dispositions de l'*Accord antidumping* soit incompatible avec la prescription selon laquelle les droits antidumping dont le montant est approprié à chaque cas doivent être précisés par fournisseur.

336. L'article 9.2 dispose que les droits antidumping "dont les montants seront appropriés dans chaque cas, *seront* recouvrés (en anglais *shall* be collected)" et que les "autorités *feront* connaître le nom (en anglais *shall* name) du ou des fournisseurs du produit en cause".[506] Il ressort donc clairement du texte de cette disposition que le recouvrement de droits antidumping dont les montants sont appropriés et l'indication du nom du fournisseur ont un caractère impératif. Le caractère impératif des première et deuxième phrases de l'article 9.2 peut être opposé à la préférence exprimée dans la deuxième phrase de l'article 9.1 pour des droits moindres que la marge de dumping, si ces droits moindres suffisent à faire disparaître le dommage causé à la branche de production nationale. Pour exprimer cette préférence, l'expression "il est souhaitable" a été utilisée à l'article 9.1.

337. L'Union européenne allègue que l'article 9.2 n'impose pas l'obligation d'accorder un traitement individuel aux exportateurs ou aux producteurs, mais énonce simplement l'obligation de "préciser le nom" des exportateurs ou des producteurs.[507] Selon l'Union européenne, le terme "appropriés" figurant dans la première phrase de l'article 9.2 peut être interprété comme désignant "le taux de droit approprié pour le pays concerné", et la "source" dont il a été constaté qu'elle faisait l'objet d'un dumping et causait un dommage au sens de l'article 9.2 "pourrait être le pays pertinent".[508] La Chine rejette la lecture que l'Union européenne fait du terme "appropriés" figurant dans la première phrase de l'article 9.2, comme désignant le "taux de droit approprié pour le pays concerné" et estime que l'utilisation du terme "appropriés" "confirme" plutôt la règle voulant que "les droits antidumping soient imposés sur une base individuelle".[509]

338. Nous notons que l'article 9.2 de l'*Accord antidumping* prescrit que les droits antidumping soient recouvrés sans discrimination sur les importations "de quelque source qu'elles proviennent", dont il a été constaté qu'elles font l'objet d'un dumping et qu'elles causent un dommage, à l'exception des importations en provenance "des sources" dont un engagement en matière de prix a été accepté. Nous pensons comme le Groupe spécial que le terme "source", qui apparaît deux fois dans la première

[506] Pas d'italique dans l'original.
[507] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 163.
[508] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 161.
[509] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 228.

phrase de l'article 9.2, a le même sens et fait référence aux exportateurs ou producteurs pris individuellement et non au pays dans son ensemble.[510] Cela est indiqué par le fait que les engagements en matière de prix mentionnés dans la première phrase de l'article 9.2 sont acceptés, conformément à l'article 8 de l'*Accord antidumping*, de la part d'exportateurs pris individuellement et non de la part de pays. En conséquence, la prescription de l'article 9.2 selon laquelle les droits antidumping, dont les montants sont appropriés dans chaque cas, sont recouvrés sur les importations de quelque source qu'elles proviennent se rapporte aux exportateurs ou producteurs faisant l'objet de l'enquête pris individuellement.[511]

339. Nous avons conclu ci-dessus que l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* énonçait l'obligation de déterminer des marges de dumping individuelles pour chaque exportateur ou producteur, sauf lorsqu'un échantillon était utilisé ou si une dérogation était autrement prévue dans les accords visés. Nous faisons observer que, dans les cas où une marge de dumping individuelle a été déterminée, il découle de l'obligation énoncée dans la première phrase de l'article 9.2 que le montant *approprié* du droit antidumping qui peut être imposé doit aussi être individuel. Nous ne voyons pas comment un Membre importateur pourrait se conformer à l'obligation faite dans la première phrase de l'article 9.2 de recouvrer des droits dont les montants sont *appropriés* dans chaque cas si, après avoir déterminé des marges de dumping individuelles, il cite les fournisseurs par leur nom, mais impose des droits à l'échelle nationale. En d'autres termes, à moins d'utiliser un échantillon, le montant *approprié* d'un droit antidumping dans chaque cas est celui qui est précisé par fournisseur, comme il est par ailleurs clarifié et confirmé par l'obligation de faire connaître le nom des fournisseurs qui est faite dans la deuxième phrase de l'article 9.2.[512]

340. La deuxième phrase de l'article 9.2 énonce une prescription selon laquelle les autorités doivent faire connaître le nom du ou des fournisseurs du produit en cause. On ne saisit pas très bien à partir du seul libellé de la deuxième phrase quel serait le but de faire connaître le nom des fournisseurs, étant donné que le terme "name" (faire connaître le nom) peut être défini simplement comme voulant dire "mention or specify by name" (mentionner ou préciser le nom).[513] Toutefois, à

[510] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.103.

[511] Nous examinons ci-dessous la situation dans laquelle une autorité peut démontrer que "des exportateurs ou producteurs" constituent avec l'État une entité unique.

[512] La prescription de l'article 9.2 imposant de préciser les droits applicables aux fournisseurs pris individuellement est aussi compatible avec l'obligation énoncée dans cette disposition de ne pas faire de discrimination lors du recouvrement du droit sur les importations de quelque source qu'elles proviennent, dont il a été constaté qu'elles font l'objet d'un dumping et qu'elles causent un dommage. En l'espèce, si une marge de dumping individuelle a été déterminée pour chaque exportateur ou producteur conformément à l'article 6.10, le principe d'une non-discrimination exige que chaque exportateur ou producteur se voie attribuer un droit antidumping qui correspond à sa marge de dumping individuelle.

[513] *Shorter Oxford English Dictionary*, 6ème édition, A. Stevenson (éd.) (Oxford University Press, 2007), volume 2, page 1887.

notre avis, le contenu de l'obligation "de faire connaître le nom" est clarifié par les prescriptions énoncées dans la première phrase, selon lesquelles les droits antidumping, dont les montants sont appropriés, doivent être recouvrés sans discrimination sur les importations de quelque source qu'elles proviennent.

341. L'interprétation de la deuxième phrase de l'article 9.2 comme imposant de préciser les droits antidumping applicables aux fournisseurs pris individuellement est également confirmée par le contexte fourni par l'article 9 de l'*Accord antidumping* dans son ensemble. L'article 9 de l'*Accord antidumping* énonce des règles spécifiques concernant l'imposition de droits antidumping. Le paragraphe 1 indique qu'il est souhaitable que le droit soit moindre que la marge si un droit moindre suffit à faire disparaître le dommage; le paragraphe 2 prescrit l'imposition de droits dont les montants sont appropriés et exige des autorités qu'elles fassent connaître le nom des fournisseurs, à moins que cela ne soit pas réalisable; le paragraphe 3 dispose que le montant du droit ne devrait pas dépasser la marge de dumping; le paragraphe 4 énonce des règles régissant l'application de droits antidumping aux importations en provenance d'exportateurs ou de producteurs qui ne font pas partie de l'échantillon; et le paragraphe 5 prévoit des réexamens afin de déterminer les marges individuelles pour les nouveaux exportateurs ou producteurs. Tous les paragraphes de l'article 9 énoncent des règles concernant l'imposition de droits antidumping, comme l'indique le titre de cette disposition, "Imposition et recouvrement de droits antidumping". Tous les paragraphes de l'article 9, lus conjointement, donnent donc à penser que l'obligation de faire connaître le nom des fournisseurs pris individuellement qui est énoncée dans la deuxième phrase du paragraphe 2 est étroitement liée à l'imposition de droits antidumping individuels et que l'obligation de faire connaître le nom de fournisseurs qui sont visés par l'imposition et le recouvrement de droits antidumping devrait être interprétée comme étant une obligation de préciser les droits imposés à chaque fournisseur.[514]

342. Ayant conclu que les première et deuxième phrases de l'article 9.2 énoncent les obligations de préciser les droits antidumping individuels et de faire connaître le nom des fournisseurs, nous passons maintenant à la troisième phrase de l'article 9.2. Cette phrase prévoit une exception, en vertu de laquelle les Membres importateurs sont autorisés à préciser les droits pour le pays fournisseur en cause, dans les cas où il n'est "pas réalisable" de préciser les fournisseurs individuellement.

[514] Nous notons également qu'il apparaît que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base qui, selon l'Union européenne, "int[ègre] dans l'ordre juridique européen" et "reprend les termes de l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*" (communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 95) interprète les deux premières phrases de l'article 9.2 comme énonçant l'obligation de préciser les droits antidumping par fournisseur pris individuellement. La partie pertinente de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base indique que "[l]e règlement imposant le droit *précise le montant du droit imposé à chaque fournisseur* ou, si cela est irréalisable et, en règle générale, dans les cas visés à l'article 2, paragraphe 7, point a), le nom du pays fournisseur concerné". (pas d'italique dans l'original)

343. L'Union européenne allègue que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base ne relevait pas de l'exception prévue à la troisième phrase de l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*. Elle fait valoir que, comme l'article 6.10, l'article 9.2 autorise expressément l'imposition de droits à l'échelle nationale dans des cas autres que celui de l'"échantillonnage", en particulier lorsqu'il n'est "pas réalisable" d'imposer des droits et de nommer des fournisseurs sur une base individuelle, conformément à l'idée que ces dispositions "devraient … être interprétées d'une manière flexible".[515] La Chine estime que le Groupe spécial a conclu à juste titre que l'article 9.2 prévoyait que les droits antidumping devaient être imposés sur une base individuelle et qu'un droit à l'échelle nationale ne pouvait être imposé que dans les circonstances visées dans la troisième phrase de l'article 9.2. Toutefois, pour la Chine, la troisième phrase n'autorise pas généralement l'imposition d'un droit applicable à l'échelle nationale dans le cas des importations en provenance de NME.

344. Nous observons qu'il y a un fort parallélisme entre l'article 6.10 et l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*. L'article 6.10 prescrit la détermination de marges de dumping individuelles, ce qui correspond à l'obligation d'imposer des droits antidumping sur une base individuelle dans l'article 9.2. Nous notons en outre que le fait que les mêmes termes "irréalisable/pas réalisable" sont utilisés à la fois dans l'article 6.10 et dans l'article 9.2 pour décrire les cas où l'exception s'applique indique que les deux exceptions se rapportent à la situation dans laquelle une autorité détermine des marges de dumping en utilisant un échantillon.

345. La question d'interprétation dont nous sommes saisis ne concerne toutefois pas la portée précise de l'exception énoncée dans la troisième phrase de l'article 9.2, ni la question de savoir si elle coïncide exactement avec l'exception prévue pour l'échantillonnage à l'article 6.10 ou si sa portée est plus large. En fait, il s'agit de savoir si cette exception peut être interprétée comme permettant la situation envisagée à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, à savoir l'imposition d'un droit à l'échelle nationale à des fournisseurs NME qui ne remplissent pas les critères IT au titre de l'article 9 5). En particulier, nous devons vérifier s'il peut être considéré comme "pas réalisable" d'imposer des droits antidumping individuels à des fournisseurs NME qui ne remplissent pas les critères IT.

346. L'Union européenne soutient que l'exception prévue dans la troisième phrase de l'article 9.2 vise des situations comme celles qui sont envisagées à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, lequel prévoit l'imposition de droits à l'échelle nationale dans les cas où des droits antidumping

[515] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 168.

ne peuvent pas être imposés sur une base individuelle pour des raisons "pratiques".[516] L'Union européenne explique qu'il ne serait pas "efficace" d'imposer des droits antidumping individuels à des fournisseurs qui sont tous liés à l'État, parce que l'on pourrait ainsi contourner les droits antidumping plus élevés à imposer à certains exportateurs, pris individuellement, en faisant passer les exportations par des exportateurs liés assujettis aux droits antidumping les plus faibles.[517]

347. Nous notons que la définition du terme "impraticable" (pas réalisable) donnée par le dictionnaire est "[n]ot practicable; unable to be carried out or done; impossible in practice" (irréalisable; infaisable; impossible dans la pratique).[518] La définition du terme "ineffective" (inefficace) donnée par le dictionnaire est la suivante "[n]ot producing any, or the desired effect; ineffectual, inoperative, inefficient" (qui ne produit pas d'effet ou l'effet souhaité; sans effet, inopérant, ineffectif).[519] Il ressort clairement des définitions du dictionnaire que "impraticable" (pas réalisable) et "ineffective" (inefficace) décrivent des qualités ou des caractéristiques différentes d'une action. Ainsi, la notion d'"inefficace" n'est pas incluse dans la notion d'"irréalisable". En particulier, nous notons que le terme "inefficace" a trait à l'idée d'atteindre ou de produire un effet ou un résultat, notion qui n'existe pas dans "irréalisable", qui décrit l'action elle-même.

348. Les raisons avancées par l'Union européenne pour justifier l'imposition d'un droit applicable à l'échelle nationale à des fournisseurs NME non-IT sont axées sur l'efficacité plutôt que sur le caractère réalisable. En d'autres termes, si l'État d'une NME était en mesure de contourner les droits antidumping individuels imposés à des fournisseurs en faisant passer les exportations par l'exportateur assujetti au taux de droit le plus faible, cela pourrait vouloir dire que les droits antidumping individuels sont "inefficaces" pour lutter contre le dumping, et non que leur imposition n'est "pas réalisable". À notre avis, la troisième phrase de l'article 9.2 autorise les Membres à faire connaître le nom du pays fournisseur en cause uniquement lorsqu'il n'est pas réalisable de nommer les fournisseurs individuellement; il ne permet pas de faire connaître le nom du pays fournisseur lorsque l'imposition de droits individuels est inefficace parce qu'elle peut aboutir au contournement des droits antidumping.

349. Nous notons par ailleurs que la teneur et la structure mêmes de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base indiquent que les critères IT et la notion de "caractère irréalisable" exprimée

[516] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 172.
[517] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 186.
[518] *Shorter Oxford English Dictionary*, 6ème édition, A. Stevenson (éd.) (Oxford University Press, 2007), volume 1, page 1332.
[519] *Shorter Oxford English Dictionary*, 6ème édition, A. Stevenson (éd.) (Oxford University Press, 2007), volume 1, page 1363.

dans l'article 9.2 font référence à des situations différentes. Nous rappelons que la partie pertinente de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base dispose ce qui suit:

> Un droit antidumping dont le montant est approprié à chaque cas est imposé d'une manière non discriminatoire sur les importations d'un produit, de quelque source qu'elles proviennent, dont il a été constaté qu'elles font l'objet d'un dumping et causent un préjudice, à l'exception des importations en provenance des sources dont un engagement pris au titre du présent règlement a été accepté. Le règlement imposant le droit précise le montant du droit imposé à chaque fournisseur ou, si cela est irréalisable *et*, en règle générale, dans les cas visés à l'article 2, paragraphe 7, point a), le nom du pays fournisseur concerné. (pas d'italique dans l'original)

350. Ainsi, l'article 9 5) lui-même distingue les situations dans lesquelles l'imposition de droits individuels serait "irréalisable" des situations dans lesquelles l'article 2 7) a) s'applique, à savoir les cas dans lesquels les exportateurs NME recevront un droit applicable à l'échelle nationale à moins qu'ils ne remplissent les critères IT. L'utilisation de la conjonction "et" à l'article 9 5) donne à penser qu'il s'agit de deux situations distinctes qui justifient de déroger à la règle du droit individuel et que l'imposition de droits applicables à l'échelle nationale à des fournisseurs NME ne relève pas de l'exception liée au "caractère irréalisable", parce qu'il s'agit d'une exception distincte.

351. À la lumière de ce qui précède, nous ne pensons pas que l'exception prévue dans la troisième phrase de l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*, qui permet de faire connaître le nom du pays fournisseur dans les cas où il n'est "pas réalisable" de nommer les fournisseurs individuellement, autorise l'Union européenne à imposer des droits à l'échelle nationale à des fournisseurs NME qui ne remplissent pas les critères IT prévus à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base.

352. L'Union européenne estime par ailleurs que son interprétation de l'exception au traitement individuel des fournisseurs prévue dans la troisième phrase de l'article 9.2, comme permettant l'imposition de droits à l'échelle nationale à des fournisseurs NME qui ne sont pas admis à bénéficier d'un traitement individuel au titre de l'article 9 5), est également confirmée par l'analyse des moyens complémentaires d'interprétation. En particulier, l'Union européenne fait référence à l'historique de la négociation et aux circonstances de la conclusion du *Code antidumping des Négociations Kennedy*.[520]

353. Nous avons conclu ci-dessus, en nous fondant sur le texte de la disposition lue dans son contexte, que l'article 9.2 de l'*Accord antidumping* prescrivait l'imposition de droits antidumping sur une base individuelle et que l'exception prévue dans la troisième phrase de l'article 9.2 ne justifiait pas l'imposition de droits à l'échelle nationale à des fournisseurs NME non-IT. Nous considérons par

[520] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 175.

conséquent que nous n'avons pas besoin de faire appel à des moyens complémentaires d'interprétation au titre de l'article 32 de la *Convention de Vienne*, comme les travaux préparatoires et les circonstances dans lesquelles le traité a été conclu, en vue de confirmer ou de déterminer le sens résultant de l'application de l'article 31.

354. Nous concluons donc que l'article 9.2 de l'*Accord antidumping* prévoit que les autorités chargées de l'enquête doivent préciser un droit individuel pour chaque fournisseur, sauf dans les cas où cela est irréalisable, lorsque plusieurs fournisseurs sont concernés. Nous tirons cette conclusion en lisant la première phrase de l'article 9.2 conjointement avec la deuxième phrase de l'article 9.2. La première phrase dispose que les autorités chargées de l'enquête doivent recouvrer des droits antidumping, dont les montants sont appropriés dans chaque cas, sans discrimination sur les importations de quelque source qu'elles proviennent – c'est-à-dire les fournisseurs – alors que la deuxième phrase prévoit que les autorités chargées de l'enquête doivent faire connaître le nom du ou des fournisseurs du produit en cause. Nous considérons aussi que l'exception prévue dans la troisième phrase de l'article 9.2 ne permet pas l'imposition d'un droit antidumping unique à l'échelle nationale dans le cadre d'enquêtes visant des NME dans les cas où il est allégué que l'imposition de droits individuels est "inefficace", mais pas "irréalisable".

2. Application des articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping*

355. L'Union européenne allègue que, même à supposer que le Groupe spécial ait correctement interprété les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping*, il a fait erreur dans l'application desdits articles et, ce faisant, a également agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord. L'Union européenne fait valoir que le Groupe spécial n'a pas tenu compte de son affirmation selon laquelle la fonction des critères IT énoncés à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est d'identifier la source réelle de la discrimination par les prix dans le contexte des importations en provenance des NME, et donc de déterminer si l'État et les entités qui n'agissent pas indépendamment de l'État dans les NME devraient être traités comme un fournisseur unique aux fins des articles 6.10 et 9.2.[521] L'Union européenne s'appuie sur les constatations du Groupe spécial *Corée – Certains papiers* qui, d'après elle, corroborent l'idée que, aux fins de la détermination de marges de dumping individuelles, l'article 6.10 permet aux autorités chargées de l'enquête de déterminer que deux exportateurs et producteurs ou plus font partie de la même entité.[522]

[521] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 191.
[522] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 139 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, paragraphes 7.163 à 7.168).

356. Le Groupe spécial a constaté que, à la différence du critère retenu dans l'affaire *Corée – Certains papiers*, les critères IT ne visaient pas à établir si l'État et les exportateurs ou producteurs constituaient en fait une entité unique, et n'identifiaient pas non plus la source réelle de la discrimination par les prix.[523] De plus, le Groupe spécial a constaté que, à la différence du critère retenu dans l'affaire *Corée – Certains papiers*, les critères IT étaient fondés sur une présomption selon laquelle, dans les NME, l'État et les exportateurs constituaient une entité juridique unique et qu'une telle présomption n'avait pas de fondement juridique dans les accords visés.

357. Dans les sections qui suivent, nous allons d'abord examiner la question de savoir si la présomption inscrite à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base selon laquelle, dans les NME, tous les exportateurs et les producteurs sont liés à l'État est compatible avec les dispositions de l'*Accord antidumping* et la question de savoir si le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord parce qu'il n'a pas tenu compte des éléments de preuve communiqués par l'Union européenne au sujet de cette présomption. Nous allons ensuite examiner la question de savoir si un Membre importateur peut déterminer que les exportateurs et les producteurs NME constituent avec l'État une entité juridique unique aux fins de l'application des articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping*; plus spécifiquement, nous examinerons si l'application des critères IT a pour effet d'identifier une telle entité unique.

a) Question de savoir si l'Union européenne est en droit de présumer que, dans les NME, l'État et les exportateurs constituent une entité unique

358. Le Groupe spécial *Corée – Certains papiers* a constaté que l'article 6.10 pouvait être interprété comme autorisant le traitement d'entités juridiquement distinctes comme un fournisseur unique dans des "circonstances [où] la relation structurelle et commerciale entre les sociétés en question est suffisamment étroite pour qu'elles soient considérées comme un exportateur ou producteur unique".[524] Le Groupe spécial a ensuite constaté que la majorité des actions des trois sociétés en question étaient détenues par la même société mère, qui disposait donc d'un pouvoir de contrôle considérable sur les activités des trois entreprises concernées; que la gestion des trois sociétés comportait des éléments communs importants, car la plupart des administrateurs de chaque société étaient membres du conseil d'administration des autres sociétés; et que les trois sociétés avaient la capacité de répartir la production entre elles, d'harmoniser leurs activités commerciales et leurs objectifs commerciaux fondamentaux communs, et de réaliser toutes leurs ventes intérieures par l'intermédiaire d'une seule société. En conséquence, le Groupe spécial a conclu que ces sociétés

[523] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.94 et 7.106.
[524] Rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, paragraphe 7.162.

avaient une relation structurelle et commerciale qui justifiait de les traiter comme un exportateur ou un producteur unique aux fins de l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*.[525]

359. Nous rappelons que, suivant les critères IT énoncés à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, un exportateur NME qui ne remplissait pas les conditions requises pour bénéficier du traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché au titre de l'article 2 7) c) n'a pas droit à un droit antidumping individuel, à moins qu'il ne puisse démontrer ce qui suit:

> a) dans le cas d'entreprises contrôlées entièrement ou partiellement par des étrangers ou d'entreprises communes, les exportateurs sont libres de rapatrier les capitaux et les bénéfices;
>
> b) les prix à l'exportation, les quantités exportées et les modalités de vente sont décidés librement;
>
> c) la majorité des actions appartient à des particuliers. Les fonctionnaires d'État figurant dans le conseil d'administration ou occupant des postes clés de gestion sont en minorité ou la société est suffisamment indépendante de l'intervention de l'État;
>
> d) les opérations de change sont exécutées au taux du marché; et
>
> e) l'intervention de l'État n'est pas de nature à permettre le contournement des mesures si les exportateurs bénéficient de taux de droit individuels.

360. Le Groupe spécial a estimé qu'il y avait une différence fondamentale entre les critères IT et le critère appliqué par le Groupe spécial *Corée – Certains papiers*. Selon lui, ce dernier critère exige des autorités chargées de l'enquête qu'elles démontrent l'existence d'une relation structurelle et commerciale étroite entre un certain nombre de producteurs telle que ceux-ci constituent un fournisseur unique pour lequel une marge de dumping unique peut être calculée et auquel un droit antidumping unique peut être appliqué. En revanche, dans le cadre des critères IT, l'Union européenne présume que, dans les NME, tous les exportateurs et les producteurs sont liés à l'État (et assujettis à une marge de dumping et un droit antidumping applicables à l'échelle nationale), à moins qu'un producteur ne démontre qu'il n'a pas une telle relation avec l'État et remplit donc les conditions requises pour l'octroi d'un traitement individuel. Selon le Groupe spécial, le fait d'appliquer une telle présomption aux producteurs NME "porterait gravement atteinte à la logique de l'article 6.10", qui prescrit que des marges individuelles soient calculées pour chaque producteur connu.[526]

---

[525] Rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, paragraphe 7.168.
[526] Rapport du Groupe spécial, paragraphe, paragraphe 7.96.

361. L'Union européenne fait valoir que, dans le cas des économies de marché, comme l'a constaté le Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, la relation étroite entre les entités juridiques distinctes doit être établie au cas par cas par l'autorité chargée de l'enquête; en revanche, dans les NME, "la présomption du contrôle de l'État est la règle générale".[527] L'Union européenne soutient également que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord parce qu'il n'a pas tenu compte des éléments de preuve qu'elle avait présentés au sujet de la nature des NME et du statut de NME de la Chine, ni du fait que le Protocole d'accession de la Chine autorisait l'Union européenne à traiter la Chine comme une NME jusqu'en 2016. Ces éléments de preuve qui, d'après l'Union européenne, n'ont pas été contestés par la Chine, étayent la présomption qui sous-tend l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, selon laquelle tous les producteurs et exportateurs dans une NME constituent avec l'État une entité unique.

362. La Chine répond que la présomption défendue par l'Union européenne selon laquelle, dans les NME, l'État et les exportateurs constituent une entité unique n'a aucun fondement juridique dans les accords visés, et en particulier dans le Protocole d'accession de la Chine. La Chine fait également valoir que son Protocole d'accession ne reflète pas un accord général sur le fait que la Chine est une NME ni une reconnaissance de ce statut. La section 15 a) autorise simplement les Membres de l'OMC à appliquer jusqu'en 2016 une dérogation, temporaire et limitée, à certaines règles énoncées dans l'*Accord antidumping* concernant la valeur normale. Conformément à la section 15 d), il se peut que ces Membres cessent d'appliquer la section 15 a) avant cette date pour certaines branches de production ou l'ensemble de l'économie.[528] En tout état de cause, la Chine fait observer que la question de savoir si elle est une économie de marché ou une NME n'est pas pertinente aux fins de la présente affaire parce que rien dans les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping* ne permet d'établir une distinction entre les importations en provenance des économies de marché et celles qui proviennent des NME pour ce qui est de la détermination de marges de dumping et de droits antidumping individuels.

363. Nous rappelons que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base établit une présomption selon laquelle les producteurs ou les exportateurs qui opèrent dans des NME n'ont pas droit à un traitement individuel; pour remplir les conditions requises pour pouvoir bénéficier d'un tel traitement, les exportateurs NME ont la charge de démontrer qu'ils remplissent les conditions des critères IT. Nous observons que, au titre des articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping*, c'est l'autorité chargée de l'enquête qui est appelée à faire une détermination objective positive, sur la base des éléments de preuve qui ont été présentés ou qu'elle a réunis au cours de l'enquête, au sujet de la question de savoir

[527] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 150.
[528] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 195.

qui est l'exportateur ou le producteur connu du produit en cause. Par conséquent, c'est l'autorité chargée de l'enquête qui déterminera si un ou plusieurs exportateurs ont une relation avec l'État telle qu'ils peuvent être considérés comme une entité unique et obtenir une marge de dumping unique et un droit antidumping unique. En d'autres termes, dans les cas où les exportateurs ou les producteurs sont des entités juridiques distinctes, ces éléments de preuve seront pris en compte pour les traiter comme des exportateurs ou des producteurs distincts aux fins des articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping*. Cependant, l'autorité chargée de l'enquête peut aussi avoir besoin d'examiner d'autres éléments de preuve qui démontrent que les exportateurs ou les producteurs juridiquement distincts ont une relation suffisamment étroite pour constituer une entité unique et devraient donc se voir appliquer une marge de dumping et un droit antidumping uniques. En revanche, au titre de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, des marges de dumping applicables à l'échelle nationale et des droits antidumping applicables à l'échelle nationale sont établis pour les exportateurs de NME Membres de l'OMC à moins que ces exportateurs ne demandent un traitement individuel et ne démontrent qu'ils remplissent toutes les conditions des critères IT. Si une seule de ces conditions n'est pas remplie, le traitement individuel n'est pas accordé.

364. Nous considérons que le fait d'attribuer aux exportateurs NME la charge de réfuter une présomption selon laquelle ils sont liés à l'État et de démontrer qu'ils ont droit à un traitement individuel va à l'encontre de l'article 6.10, qui exige que, "en règle générale", les marges de dumping individuelles soient déterminées pour *chaque exportateur ou producteur connu*, et est incompatible avec l'article 9.2, qui exige que les droits individuels soient indiqués par *fournisseur*. Même en acceptant en principe qu'il peut y avoir des circonstances dans lesquelles les exportateurs et les producteurs NME peuvent être considérés comme une entité unique aux fins des articles 6.10 et 9.2, cette unicité ne peut pas être présumée; elle doit être déterminée par les autorités chargées de l'enquête sur la base des faits et des éléments de preuve présentés ou réunis au cours de l'enquête.

365. Nous sommes aussi d'avis qu'aucune autre disposition de l'*Accord antidumping* ni des autres accords visés n'établit de fondement juridique pour la présomption de l'Union européenne inscrite à l'article 9 5) de son Règlement antidumping de base, qui a pour effet que les exportateurs et les producteurs de NME doivent démontrer qu'ils ne sont pas liés à l'État pour pouvoir bénéficier d'un traitement individuel. En particulier, nous ne considérons pas qu'il y ait dans les dispositions du Protocole d'accession de la Chine un fondement juridique étayant une présomption selon laquelle des marges antidumping applicables à l'échelle nationale doivent être calculées et des droits applicables à l'échelle nationale doivent être imposés pour tous les exportateurs chinois d'un produit faisant l'objet d'une enquête. Nous avons expliqué plus haut que la section 15 du Protocole d'accession de la Chine ne disait rien sur la détermination des marges de dumping et l'imposition de droits antidumping

individuels et à l'échelle du pays. La section 15 autorise seulement des dérogations en ce qui concerne l'utilisation des prix ou des coûts intérieurs – c'est-à-dire la valeur normale – mais pas en ce qui concerne les prix à l'exportation pour le calcul des marges et l'imposition des droits qui en résulte.

366. Il est vrai que, en vertu de la section 15 a) du Protocole d'accession de la Chine, il incombe aux exportateurs chinois de "démontrer clairement" que les conditions d'une économie de marché existent pour que les Membres de l'OMC importateurs soient obligés d'utiliser les prix et les coûts intérieurs chinois pour déterminer la comparabilité des prix. Cependant, cette règle concerne seulement l'aspect relatif à la valeur normale de la comparabilité des prix, et n'autorise pas de dérogation aux disciplines de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne le prix à l'exportation. La section 15 a) du Protocole d'accession de la Chine n'établit pas de fondement juridique pour une présomption selon laquelle les prix à l'exportation individuels d'un exportateur ne peuvent pas être utilisés et selon laquelle, par conséquent, des prix à l'exportation applicables à l'échelle nationale devraient être utilisés et, donc, des marges applicables à l'échelle nationale devraient être déterminées et des droits applicables à l'échelle nationale devraient être imposés. La section 15 d) ne peut pas non plus être interprétée comme autorisant les Membres de l'OMC à traiter la Chine comme une NME pour des questions autres que la détermination de la valeur normale. Comme il est expliqué plus haut, la section 15 d) ne dit rien d'une manière générale sur la question du statut de la Chine en tant qu'économie de marché ou NME. En fait, elle permet à un Membre de l'OMC importateur de préciser quand les règles spéciales concernant la valeur normale énoncées à la section 15 a) cessent de s'appliquer – c'est-à-dire en 2016 ou plus tôt – si la Chine établit qu'elle est une économie de marché ou que les conditions d'une économie de marché existent dans des branches de production spécifiques. Compte tenu de ce qui précède, nous concluons qu'il n'y a dans les accords visés aucun fondement juridique pour la présomption générale selon laquelle, dans une NME, l'État et tous les exportateurs sont suffisamment liés pour constituer une entité unique pour laquelle un prix à l'exportation unique et donc un droit unique peuvent être déterminés.

367. À notre avis, la question de savoir si la présomption de l'Union européenne dans le cadre de l'article 9 5) de son Règlement antidumping de base selon laquelle, dans les NME, l'État et tous les exportateurs constituent une entité unique est compatible avec les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping* est une question de droit, et non de fait, qui dépend de la structure économique d'un Membre de l'OMC particulier. D'ailleurs, la structure économique d'un Membre de l'OMC peut être utilisée comme élément de preuve devant une autorité chargée de l'enquête pour déterminer si l'État et plusieurs exportateurs ou producteurs visés par une enquête sont suffisamment liés pour constituer une entité unique, de sorte qu'une marge unique devrait être calculée et un droit unique leur être

imposé. Cependant, elle ne peut pas être utilisée pour induire une présomption juridique qui n'est pas inscrite dans les accords visés.

368. L'Union européenne a présenté au Groupe spécial des éléments de preuve dont elle alléguait qu'ils étayaient la présomption énoncée à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base selon laquelle l'État et les exportateurs devaient être traités comme une entité unique. En particulier, l'Union européenne a donné une définition d'une NME. Elle faisait référence à des situations dans lesquelles "le contrôle de l'État sur les moyens de production et l'intervention de l'État dans l'économie, y compris le commerce international, impliquent que l'ensemble des moyens de production et des ressources naturelles appartiennent à une seule entité, l'État" et "[t]outes les importations en provenance de pays à économie autre que de marché sont donc considérées comme émanant d'un seul producteur, l'État", de sorte que "[l]'État, en ce sens, peut être considéré comme un fournisseur".[529] L'Union européenne a également mis en avant la section 15 d) du Protocole d'accession de la Chine qui, fait-elle valoir, l'autorise à traiter la Chine comme une NME jusqu'en 2016 et a fourni d'autres éléments de preuve concernant l'intervention de la Chine dans son économie et ses échanges internationaux.[530]

369. Nous avons expliqué plus haut pourquoi nous concluons que la section 15 du Protocole d'accession de la Chine n'établit pas de fondement juridique pour la présomption de l'Union européenne énoncée à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base. Nous sommes également d'avis que les éléments de preuve présentés par l'Union européenne au sujet des NME en général et de la Chine en particulier ne sont pas pertinents pour la question *de droit* consistant à savoir si l'Union européenne est autorisée à présumer au titre de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base que l'État et les exportateurs sont un exportateur unique aux fins des articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping*. L'examen de ces éléments de preuve révèle qu'il est possible que, dans des circonstances spécifiques, l'autorité chargée de l'enquête parvienne à la conclusion que l'État et certains exportateurs sont si étroitement liés qu'ils constituent une entité unique. Cependant, les éléments de preuve présentés par l'Union européenne ne permettent pas d'établir que la structure économique de la Chine justifie une présomption générale selon laquelle l'État et tous les exportateurs de toutes les branches de production qui pourraient être visés par une enquête antidumping constituent une entité juridique unique, dans les cas où aucun fondement juridique pour une telle présomption ne figure dans les accords visés. En conséquence, la question de savoir si le Groupe spécial a examiné

[529] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 152 (citant la première communication écrite de l'Union européenne au Groupe spécial, paragraphe 61).

[530] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 51. Il s'agit de publications donnant des définitions des NME et décrivant les mécanismes liés à l'intervention des pouvoirs publics chinois dans l'économie et les échanges internationaux.

ces éléments de preuve est sans pertinence pour la question de savoir s'il existe une présomption juridique ou si le Groupe spécial a procédé à une évaluation objective de la question conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord.

370. Nous avons conclu plus haut qu'une présomption selon laquelle l'État et tous les exportateurs ou producteurs de toutes les branches de production dans les NME étaient suffisamment liés pour constituer une entité unique n'a pas de fondement juridique dans les accords visés. Ainsi, la présomption de l'Union européenne est incompatible avec les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping*, qui exigent un traitement individuel pour chaque exportateur ou producteur. De plus, les éléments de preuve que l'Union européenne a présentés au Groupe spécial au sujet du fonctionnement des NME en général et de la Chine en particulier n'étaient pas pertinents pour la question de droit consistant à savoir si une présomption est autorisée. Par conséquent, indépendamment des éléments de preuve présentés par l'Union européenne, le Groupe spécial n'a pas fait erreur en constatant que l'Union européenne n'avait pas indiqué de fondement juridique pour sa présomption. Nous constatons donc également que le Groupe spécial n'a pas manqué à ses devoirs au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord dans son évaluation des éléments de preuve présentés par l'Union européenne à l'appui de sa présomption.

b) Question de savoir si, dans les NME, l'État et les exportateurs peuvent être considérés comme une entité unique

371. Le Groupe spécial a cru comprendre que le Groupe spécial *Corée – Certains papiers* avait constaté que l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* n'empêchait pas les autorités chargées de l'enquête de traiter des entités juridiques multiples comme un producteur ou exportateur unique aux fins d'une enquête antidumping dans les cas où la relation structurelle et commerciale entre les sociétés en question était suffisamment étroite pour qu'elles soient considérées comme un exportateur ou producteur unique.[531] Le Groupe spécial a également indiqué qu'il était possible, en principe, qu'une autorité chargée de l'enquête détermine qu'"un ou plusieurs producteurs ou exportateurs théoriquement distincts sont, en réalité, suffisamment liés à l'État pour qu'il soit justifié de conclure qu'ils sont un producteur ou un exportateur unique".[532]

372. Le Groupe spécial a établi une distinction entre la situation examiné par le Groupe spécial *Corée – Certains papiers* et l'article 9 5) du Règlement antidumping de base au motif que les conditions des critères IT énoncées à l'article 9 5) ne concernaient pas la relation structurelle et commerciale entre des entités juridiques distinctes, mais portaient sur le rôle de l'État dans la gestion

[531] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.92.
[532] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.94.

des affaires dans un pays donné. Le Groupe spécial a noté que, suivant l'approche de l'Union européenne, l'État serait considéré comme une "société mère" pour peut-être des milliers d'entités juridiques distinctes produisant et exportant un produit faisant l'objet d'une enquête. Le Groupe spécial a estimé que ce n'était pas une application plausible du raisonnement du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*.[533]

373. Le Groupe spécial a également constaté que les critères IT ne visaient pas à établir si l'État était la "source de la discrimination par les prix" comme l'alléguait l'Union européenne. D'après le Groupe spécial, même si un exportateur NME est en mesure de déterminer ses prix à l'exportation –, ce qui voudrait dire que l'État n'est pas la source de la discrimination par les prix – il ne satisferait pas aux critères IT s'il ne satisfaisait pas à toutes les autres conditions.[534]

374. Selon nous, le Groupe spécial *Corée – Certains papiers* n'a pas formulé d'interprétation élargissant le sens de l'expression "chaque exportateur ou producteur connu" et il n'a pas non plus donné une lecture qui inclut dans l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* de nouvelles exceptions. En fait, ce groupe spécial a estimé qu'il pouvait y avoir des situations dans lesquelles plusieurs fournisseurs étroitement liés pouvaient être considérés comme un fournisseur unique aux fins de l'article 6.10 et a fait référence à une "relation structurelle et commerciale".[535] En l'espèce, le Groupe spécial n'a pas exclu la possibilité que, dans une enquête donnée, les autorités puissent déterminer qu'un ou plusieurs exportateur(s) ou producteur(s) juridiquement distincts sont, en fait, suffisamment liés à l'État pour justifier de conclure qu'ils constituent un exportateur ou un producteur unique. Dans une telle situation, a fait observer le Groupe spécial, les autorités pourraient bien traiter le ou les exportateur(s) ou producteur(s) et l'État comme un exportateur unique, calculer une marge de dumping unique pour cet exportateur unique et attribuer un droit unique à cet exportateur unique.[536]

375. Les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping* exigent, respectivement, que des marges de dumping individuelles soient déterminées pour *chaque exportateur ou producteur* et que des droits antidumping individuels soient imposés aux *fournisseurs* individuels. Ces prescriptions de traitement individuel sont respectées, soutient l'Union européenne, pour autant qu'une marge et un droit uniques applicables à l'échelle nationale sont déterminés pour l'État en tant qu'entité unique.

---

[533] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.93.
[534] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.106.
[535] Il n'a pas été fait appel de ce rapport de groupe spécial et la question de savoir si plusieurs fournisseurs peuvent être considérés comme un fournisseur unique auquel une marge et un droit individuels sont attribués s'ils ont une relation commerciale et structurelle suffisamment étroite n'a été examinée par aucun autre groupe spécial.
[536] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.94.

376. Selon nous, les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping* n'empêchent pas l'autorité chargée de l'enquête de déterminer une marge de dumping unique et un droit antidumping unique pour un certain nombre d'exportateurs si elle établit qu'ils constituent un exportateur unique aux fins des articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping*. La question de savoir si la détermination d'une marge de dumping unique et d'un droit antidumping unique pour un certain nombre d'exportateurs est incompatible avec les articles 6.10 et 9.2 dépendra de l'existence d'un certain nombre de situations qui indiqueraient que, bien que juridiquement distincts, deux exportateurs ou plus ont une relation telle qu'ils devraient être traités comme une entité unique. Ces situations peuvent inclure: i) l'existence de liens entre les exportateurs pour ce qui est de la société et sur le plan de la structure, tels qu'un contrôle, un actionnariat et une gestion communs; ii) l'existence de liens entre l'État et les exportateurs pour ce qui est de la société et sur le plan de la structure, tels qu'un contrôle, un actionnariat et une gestion communs; et iii) un contrôle ou une influence importante de l'État en ce qui concerne les prix et la production. Nous notons que l'*Accord antidumping* traite du comportement des exportateurs en ce qui concerne les prix; si l'État dicte ou influence de manière importante le comportement de plusieurs exportateurs en ce qui concerne les prix et la production, ceux-ci pourraient effectivement être considérés comme un seul exportateur aux fins de l'*Accord antidumping* et une marge et un droit uniques pourraient être attribués à cet exportateur unique. Selon nous, toutefois, ce n'est pas la fonction des critères IT.

377. Les critères IT énoncés à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base ont une fonction autre que la détermination de la question de savoir si plusieurs exportateurs distincts constituent un exportateur unique en raison de leur intégration structurelle et commerciale ou du fait du contrôle ou de l'influence importante exercé par l'État. La fonction des critères IT est de déterminer si les exportateurs ou producteurs sont suffisamment distincts de l'État pour infirmer la présomption d'unicité, en vertu de laquelle ils devraient avoir droit à un traitement individuel conformément à l'article 9 5). Ces critères ne peuvent pas être utilisés pour déterminer si des exportateurs distincts sont suffisamment intégrés les uns aux autres ou à l'État pour constituer un exportateur unique. Néanmoins, étant donné que le but des critères IT est de démontrer l'indépendance des exportateurs vis-à-vis de l'intervention de l'État, nous n'excluons pas que certains de leurs éléments soient pertinents pour la question de l'intégration, tandis que les autres ne le seraient pas.

378. Seule une des cinq conditions des critères IT, par exemple, est directement liée à la relation structurelle existant entre la société et l'État: la prescription imposant que la majorité des actions appartienne à des particuliers et que les fonctionnaires d'État occupant des postes de gestion soient en minorité. Une autre condition concerne l'intervention de l'État pour ce qui est des prix et de la production. Il apparaît toutefois que toutes les autres conditions sont liées à l'intervention de l'État

auprès des exportateurs ou à l'intervention de l'État dans l'économie en général et sont susceptibles de conduire au refus du traitement individuel pour les exportateurs qui n'ont guère ou pas de relations structurelles ou commerciales avec l'État et dont les décisions concernant les prix et la production ne font pas l'objet d'une intervention de l'État. Cela tient à ce que les conditions des critères IT s'appliquent de manière cumulative et à ce que le fait de ne pas remplir l'une d'entre elles entraînera le refus du traitement individuel au titre de l'article 9 5).

379. De plus, en mettant l'accent sur l'intervention de l'État auprès des exportateurs et l'intervention de l'État dans l'économie en général, les critères IT prennent en compte des distorsions du marché plus générales dans l'économie et des types d'intervention de l'État différents par rapport aux critère du contrôle ou de l'influence importante exercé par l'État sur les exportateurs en ce qui concerne le prix et la production d'un produit similaire particulier. Par conséquent, les conditions cumulatives des critères IT sont susceptibles d'entraîner le refus d'un traitement individuel dans les cas où la relation entre les exportateurs individuels et l'État n'est pas de nature à justifier le traitement de l'État et d'un ou plusieurs exportateurs comme une entité unique aux fins des articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping*.

380. Par conséquent, même si, comme l'Union européenne le fait valoir, le but des critères IT était d'identifier la source réelle de la discrimination par les prix, nous ne voyons pas pourquoi le fait de ne pas satisfaire à l'une des conditions des critères IT fournit un élément de preuve déterminant indiquant que la discrimination par les prix résultant des fournisseurs individuels peut être attribuée à l'État, lorsque certaines des conditions ne concernent pas la question de savoir si un exportateur est libre de déterminer ses propres prix. Nous estimons donc que les critères IT ne permettent pas d'établir si, comme dans la situation visée dans l'affaire *Corée – Certains papiers*, l'État et un ou plusieurs exportateurs peuvent être considérés comme une entité unique aux fins des articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping*. Néanmoins, il se peut que le critère établi par le Groupe spécial *Corée – Certains papiers* ne prenne pas en compte toutes les situations dans les cas où l'État contrôle ou influence de manière importante et coordonne plusieurs exportateurs, de telle sorte qu'ils peuvent être considérés comme une entité unique. Le Groupe spécial *Corée – Certains papiers* a examiné la question de savoir quand deux sociétés privées juridiquement distinctes ou plus peuvent être considérées comme un "exportateur unique " au titre de l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* du fait de leur relation commerciale et structurelle. La situation analysée par le Groupe spécial *Corée – Certains papiers* présente une certaine pertinence pour déterminer si l'État et plusieurs exportateurs constituent une entité unique. Cependant, les conditions appliquées pour déterminer s'il existe une entité unique du point de vue de la société, bien que certainement pertinentes, ne prendront pas nécessairement en compte toutes les situations dans lesquelles l'État contrôle ou influence de manière

importante plusieurs exportateurs de telle sorte qu'ils pourraient être considérés comme une entité unique aux fins des articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping* et se voir attribuer une marge de dumping unique et un droit antidumping unique.

381. Les conditions relatives à la structure de la société peuvent, dans certaines circonstances, être pertinentes pour déterminer si l'État et certains exportateurs constituent une entité unique. Dans d'autres circonstances, cependant, l'autorité chargée de l'enquête pourrait devoir tenir compte de facteurs et d'éléments de preuve positifs autres que ceux qui permettent d'établir l'existence d'une relation du point de vue de la société ou sur le plan de la structure pour évaluer si l'État et un certain nombre d'exportateurs constituent une entité unique et établir que, partant, l'État est la source de la discrimination par les prix. Par exemple, ils pourraient inclure des éléments de preuve indiquant le contrôle, des instructions ou l'influence importante de l'État sur le comportement de certains exportateurs en ce qui concerne les prix et la production. Ces conditions pourraient montrer que, même en l'absence de liens structurels formels entre l'État et des exportateurs spécifiques, l'État, en fait, détermine et influence de manière importante les prix et la production.

382. Compte tenu de ce qui précède, nous sommes d'avis que, en principe, il peut y avoir des situations dans lesquelles des exportateurs théoriquement distincts peuvent être considérés comme une entité unique aux fins de la détermination de marges de dumping et de droits antidumping individuels au titre des articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping*, en raison du contrôle ou d'une influence importante de l'État sur les prix et la production de ces exportateurs et de sa coordination en la matière. Nous réaffirmons cependant que les critères IT énoncés à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base ne visent pas un tel examen.

383. Nous notons par ailleurs que, même dans les cas où il pourrait être déterminé que des exportateurs particuliers qui sont liés constituent un fournisseur unique, les articles 6.10 et 9.2 de *l'Accord antidumping* prescriraient toutefois de déterminer une marge de dumping individuelle pour l'entité unique, qui devrait être basée sur les prix à l'exportation moyens de chaque exportateur individuel, et d'imposer un droit antidumping unique correspondant. En fait, l'Union européenne ne détermine pas une telle marge de dumping pour l'État et les fournisseurs non-IT, mais calcule plutôt une marge de dumping et un droit applicables à l'échelle nationale. Si les exportateurs non-IT qui coopèrent représentent nettement moins que 100 pour cent de toutes les exportations, ce droit sera basé sur les données de fait disponibles pour les renseignements manquants.[537] Cette marge de

[537] Si le degré de coopération est élevé, c'est-à-dire si les exportateurs non-IT qui coopèrent représentent près de 100 pour cent de toutes les exportations, le prix à l'exportation sera fondé sur la moyenne pondérée du prix effectif de toutes les transactions à l'exportation réalisées par ces exportateurs.

dumping et ce droit à l'échelle nationale sont applicables à tous les exportateurs non-IT qui coopèrent ainsi qu'à tous les exportateurs qui ne coopèrent pas.[538]

384. Selon nous, seule une marge de dumping basée sur une moyenne pondérée des prix à l'exportation de chaque exportateur individuel qui fait partie de l'entité unique serait compatible avec l'obligation, énoncée à l'article 6.10, de déterminer une marge de dumping individuelle pour l'entité unique qui est composée de plusieurs exportateurs juridiquement distincts. Nous n'estimons pas non plus qu'un droit applicable à l'échelle nationale imposé à un groupe d'exportateurs pourrait être considéré comme des "montants [recouvrés] appropriés dans chaque cas" au sens de l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*, dans la mesure où il est déterminé pour le groupe des exportateurs non-IT ayant pleinement coopéré sur la base des données de fait disponibles parce que les exportateurs ayant coopéré représentent nettement moins de 100 pour cent de toutes les exportations.

3. Conclusions au titre des articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping*

385. Compte tenu de ce qui précède, nous confirmons donc, encore que pour des raisons différentes, les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.98 et 7.112 de son rapport, selon lesquelles l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible "en tant que tel" avec les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping*, parce qu'il subordonne la détermination de marges de dumping individuelles et l'imposition de droits antidumping individuels pour les exportateurs ou les producteurs de NME au respect des critères IT. Nous constatons également que le Groupe spécial n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en constatant que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible "en tant que tel" avec les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping*.

F. *Article I:1 du GATT de 1994*

386. Le Groupe spécial a considéré que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base constituait une règle ou formalité afférente aux importations appliquée par l'Union européenne. Selon lui, l'article 9 5) se traduisait par un traitement différent pour le même produit provenant de Membres de l'OMC différents dans les enquêtes antidumping. D'après le raisonnement du Groupe spécial, les importations provenant de NME pouvaient être traitées différemment des importations de produits similaires provenant de pays à économie de marché uniquement dans la mesure où une disposition pertinente des accords visés autorisait ce traitement différencié.[539] Le Groupe spécial a constaté que

[538] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.50.

[539] Le Groupe spécial a mentionné la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994 et la section 15 du Protocole d'accession de la Chine comme exemples de dispositions pertinentes qui

l'Union européenne n'avait pas démontré que telle ou telle disposition de l'*Accord antidumping*, ou toute autre disposition des Accords de l'OMC visés, autorisait le traitement spécifique différent des importations provenant de NME qui était prévu à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base. De surcroît, il a considéré que l'Union européenne n'avait pas établi de base factuelle suffisante pour conclure qu'il y avait une différence pertinente dans la nature des importations considérées provenant de NME, par comparaison avec les importations provenant d'autres Membres de l'OMC, et il a qualifié cet argument de l'Union européenne de simple hypothèse.[540]

387. Par conséquent, en ce qui concerne l'article I:1 du GATT de 1994, le Groupe spécial a conclu ce qui suit:

> [I]l est clair que l'application de l'article 9 5) se traduira, dans certaines situations, par un traitement différent pour le même produit provenant de Membres de l'OMC différents dans les enquêtes antidumping effectuées par l'Union européenne. Nous estimons donc que l'article 9 5) contrevient à l'obligation NPF énoncée à l'article I:1 du GATT de 1994.[541]

388. L'Union européenne allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation et l'application de l'article I:1 du GATT de 1994, et a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord, lorsqu'il a constaté que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec l'obligation NPF énoncée à l'article I:1 du GATT de 1994. Elle soutient que l'avantage allégué accordé aux pays à économie de marché était fondé sur la nature des fournisseurs considérés, et non sur le produit lui-même, et que cela veut dire qu'il n'y a pas, dans la présente affaire, de discrimination entre produits similaires provenant de pays différents.[542] L'Union européenne fait valoir qu'elle est en droit d'accorder un traitement différent aux importations en provenance de pays à économie de marché et de NME parce que ces importations sont différentes par nature. Elle ajoute que les termes "sans condition" figurant à l'article I:1 n'empêchent pas de soumettre l'octroi d'un avantage à certaines conditions dans la mesure où cela n'entraîne pas une discrimination *de facto*.[543]

389. La Chine répond que le Groupe spécial a constaté à juste titre que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994, parce que le traitement différent que l'Union européenne accorde dans ses enquêtes antidumping aux importations provenant

---

autorisent un traitement différencié s'agissant de la détermination de la valeur normale. (Rapport du Groupe spécial, note de bas de page 306 relative au paragraphe 7.125)

[540] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.124 et 7.125.
[541] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.124.
[542] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 213.
[543] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 212.

de NME et de pays à économie de marché Membres de l'OMC "ne peut pas se justifier au motif que l'origine du produit reflète en quelque sorte une différence de nature".[544] La Chine estime en outre que le Groupe spécial n'a pas manqué à son obligation de se conformer à l'article 11 du Mémorandum d'accord et qu'il n'a pas fait erreur en constatant que l'*Accord antidumping* n'autorisait pas le traitement spécifique différent des importations provenant de NME qui est prévu à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base.

390. L'article I:1 du GATT de 1994 exige ce qui suit:

> Tous avantages, faveurs, privilèges ou immunités accordés par un Membre à un produit originaire ou à destination de tout autre pays seront, immédiatement et sans condition, étendus à tout produit similaire originaire ou à destination du territoire de tous les autres Membres. Cette disposition concerne les droits de douane et les impositions de toute nature perçus à l'importation ou à l'exportation ou à l'occasion de l'importation ou de l'exportation, ainsi que ceux qui frappent les transferts internationaux de fonds effectués en règlement des importations ou des exportations, le mode de perception de ces droits et impositions, l'ensemble de la réglementation et des formalités afférentes aux importations ou aux exportations ainsi que toutes les questions qui font l'objet des paragraphes 2 et 4 de l'article III.

391. L'article VI:2 du GATT de 1994 dispose ce qui suit:

> En vue de neutraliser ou d'empêcher le dumping, tout Membre pourra percevoir sur tout produit faisant l'objet d'un dumping un droit antidumping dont le montant ne sera pas supérieur à la marge de dumping afférente à ce produit. Aux fins d'application du présent article, il faut entendre par marge de dumping la différence de prix déterminée conformément aux dispositions du paragraphe premier.

392. Nous observons que l'article VI du GATT de 1994 permet l'imposition de droits antidumping, ce qui pourrait autrement être incompatible avec d'autres dispositions du GATT de 1994, telles que l'article I:1.[545] Par conséquent, nous sommes d'avis qu'une question préliminaire à examiner avant de déterminer si un droit antidumping a été imposé d'une manière incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994 est celle de savoir s'il a été imposé d'une manière compatible avec l'article VI du GATT de 1994.

---

[544] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 330.

[545] Cette relation est aussi reflétée à l'article II:2 b) du GATT de 1994, qui dispose ce qui suit:

> Aucune disposition du présent article n'empêchera un Membre de percevoir à tout moment, à l'importation d'un produit:
>
> …
>
> b) un droit antidumping ou un droit compensateur en conformité de l'article VI.

393. Dans l'affaire *Brésil – Noix de coco desséchée*, l'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'applicabilité de l'article VI du GATT de 1994 à une enquête en matière de droits compensateurs déterminait également l'applicabilité des articles I[er] et II du GATT de 1994. Le Groupe spécial avait constaté que l'article VI du GATT de 1994 ne s'appliquait pas à une mesure en matière de droits compensateurs qui résultait d'une enquête ouverte avant le 1[er] janvier 1995. Il avait en outre constaté que si l'article VI du GATT de 1994 ne constituait pas l'instrument juridique applicable, les allégations au titre des articles I[er] et II, qui découlaient d'allégations d'incompatibilité avec ledit article VI, ne pouvaient pas être retenues.[546]

394. L'article 9 5) du Règlement antidumping de base régit les conditions dans lesquelles un droit antidumping doit être imposé par l'Union européenne. Cependant, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Chine n'a pas formulé d'allégation au titre de l'article VI du GATT de 1994 en ce qui concerne l'article 9 5) du Règlement antidumping de base. La question de savoir si l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est appliqué d'une manière compatible avec les dispositions de l'article VI du GATT de 1994 n'a donc pas été soulevée devant le Groupe spécial et n'est pas contestée devant nous. Cela a des implications importantes pour la question de savoir si l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994.

395. Cependant, le Groupe spécial a constaté que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994, sans examiner la question préliminaire se posant en l'espèce, qui consiste à savoir s'il était compatible avec l'article VI du GATT de 1994. Le Groupe spécial n'a pas traité des implications de l'absence d'allégation au titre de l'article VI du GATT de 1994 pour une allégation formulée au titre de l'article I:1 du GATT de 1994. Il n'a pas non plus examiné la relation entre l'article VI du GATT de 1994 et les dispositions de l'*Accord antidumping*, qui, aux termes de l'article premier de l'*Accord antidumping*, "régissent l'application de l'article VI du GATT de 1994".[547] Par conséquent, nous considérons qu'il manque à la constatation formulée par le Groupe spécial au titre de l'article I:1 du GATT de 1994 une étape essentielle dans le déroulement de l'analyse juridique, à savoir la détermination de la question de savoir si et dans quelles circonstances

[546] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Noix de coco desséchée*, page 24; rapport du Groupe spécial, *Brésil – Noix de coco desséchée*, paragraphes 280 et 281.

[547] L'article premier de l'*Accord antidumping* dispose ce qui suit: "[l]es dispositions qui suivent régissent l'*application* de l'article VI du GATT de 1994 pour autant que des mesures soient prises dans le cadre d'une législation ou d'une réglementation antidumping". (pas d'italique dans l'original) Nous notons aussi que l'article 18.1 de l'*Accord antidumping* dispose qu'il ne pourra être pris aucune mesure particulière contre le dumping "si ce n'est conformément aux dispositions du GATT de 1994, tel qu'il est interprété par le présent accord". Le Groupe spécial n'a pas analysé les implications des termes "application" figurant à l'article premier et "tel qu'il est interprété" figurant à l'article 18 de l'*Accord antidumping* pour ce qui est de la relation entre les obligations énoncées dans l'*Accord antidumping* et aux articles VI et I[er] du GATT de 1994.

une mesure antidumping qui est incompatible avec l'*Accord antidumping* peut être examinée au titre de l'article I:1 du GATT de 1994, sans qu'il y ait examen au titre de l'article VI du GATT de 1994.

396. Comme nous l'avons expliqué plus haut, la Chine n'a pas allégué devant le Groupe spécial que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec l'article VI du GATT de 1994 et, en l'espèce, les parties n'ont pas non plus avancé d'arguments relatifs à la relation entre les dispositions de l'*Accord antidumping* et celles des articles VI et I[er] du GATT de 1994. Par conséquent, nous ne considérons pas qu'il soit approprié que nous examinions plus avant les implications de l'absence d'allégation au titre de l'article VI du GATT de 1994 pour une allégation au titre de l'article I:1 du GATT de 1994.

397. En outre, nous avons déjà confirmé les constatations du Groupe spécial selon lesquelles l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible "en tant que tel" avec les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping* et nous estimons qu'une décision au titre de l'article I:1 du GATT de 1994 n'est pas nécessaire pour régler le présent différend.

398. Par conséquent, pour les raisons exposées plus haut, nous nous abstenons de nous prononcer sur la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994 et déclarons que cette constatation est sans pertinence et sans effet juridique. Nous ne jugeons pas nécessaire d'examiner l'allégation de l'Union européenne selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord, étant donné que nous avons déclaré que la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994 était sans pertinence et sans effet juridique.

G. *Article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC et article 18.4 de l'Accord antidumping*

399. L'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC* exige que les Membres de l'OMC assurent la conformité de leurs lois, réglementations et dispositions administratives avec les dispositions des accords visés. L'article 18.4 de l'*Accord antidumping* exige que chaque Membre prenne toutes les mesures nécessaires pour assurer la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec les dispositions de l'*Accord antidumping*. Après avoir conclu que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping* "en tant que tel", le Groupe spécial a aussi constaté ce qui suit:

> [L']Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC et l'article 18.4 de l'[*Accord antidumping*] en n'assurant pas la conformité de ses lois,

> réglementations et procédures administratives avec ses obligations au titre des accords pertinents.[548]

400. L'Union européenne, à la suite de son affirmation selon laquelle le Groupe spécial a constaté à tort que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible "en tant que tel" avec les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping*, demande aussi à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations du Groupe spécial selon lesquelles elle a agi d'une manière incompatible avec l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC* et avec l'article 18.4 de l'*Accord antidumping* en n'assurant pas la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec ses obligations au titre des accords pertinents.

401. Nous avons confirmé les constatations du Groupe spécial selon lesquelles l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping* "en tant que tel". Par conséquent, nous confirmons aussi la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.137 de son rapport, selon laquelle l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC* et avec l'article 18.4 de l'*Accord antidumping* en n'assurant pas la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec ses obligations au titre des accords pertinents.

V. Constatations du Groupe spécial concernant l'article 9 5) du Règlement antidumping de base "tel qu'appliqué" dans l'enquête sur les éléments de fixation

402. Le Groupe spécial a considéré que le fait que toutes les demandes de traitement individuel de tous les producteurs ou exportateurs chinois ayant demandé un tel traitement avaient été acceptées lors de l'enquête correspondante ne l'empêchait pas d'examiner la question de savoir si l'application de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base dans le cadre de l'enquête sur les éléments de fixation était incompatible avec l'*Accord antidumping*. Le Groupe spécial a aussi noté qu'il était possible que l'existence même de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base en tant que partie intégrante du cadre juridique s'appliquant aux enquêtes antidumping menées par l'Union européenne ait découragé d'autres producteurs chinois de se faire connaître pour coopérer et de solliciter un traitement individuel dans l'enquête en question.[549]

403. Par conséquent, ayant constaté que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible avec les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping* "en tant que tel", le Groupe spécial a considéré qu'il était "difficile de voir comment son application dans cette enquête pourrait être considérée compatible avec les obligations de l'Union européenne au titre de l'[*Accord antidumping*]"

[548] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.137.
[549] Rapport du Groupe spécial, note de bas de page 334 relative au paragraphe 7.148.

et a constaté que "pour les mêmes motifs, son application dans le cadre de l'enquête concernant les éléments de fixation était également incompatible avec ces deux dispositions".[550]

404. L'Union européenne fait valoir que, puisque le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible "en tant que tel" avec les dispositions de l'*Accord antidumping*, l'Organe d'appel devrait également infirmer les constatations "tel qu'appliqué" du Groupe spécial concernant les déterminations faites dans l'enquête sur les éléments de fixation.[551] En outre, l'Union européenne allègue que le Groupe spécial a constaté que l'article 9 5) "en tant que tel" empêchait le résultat que les fournisseurs NME étaient en droit d'obtenir du fait du respect par l'Union européenne des obligations énoncées dans l'*Accord antidumping* et le GATT de 1994. Toutefois, dans une affaire où toutes les sociétés ayant demandé un traitement individuel ont bénéficié d'un tel traitement, rien ne permet de constater l'existence d'une incompatibilité "tel qu'appliqué" parce que le résultat obtenu par ces sociétés était le même que celui qu'elles auraient obtenu si l'Union européenne avait respecté son obligation. Selon l'Union européenne, lorsque le Groupe spécial dit qu'il est possible que l'article 9 5) ait eu une incidence sur la participation des exportateurs chinois à l'enquête sur les éléments de fixation et/ou sur la qualité et la quantité des renseignements que ceux-ci ont fournis à la Commission, cela est pure "conjecture" et n'est pas "étayé par des éléments de preuve".[552]

405. La Chine estime qu'une mesure dont il est constaté qu'elle est "en tant que telle" incompatible avec les obligations dans le cadre de l'OMC sera aussi nécessairement incompatible "tel qu'appliquée". Elle fait valoir que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base non seulement empêche les fournisseurs NME d'aboutir au résultat qu'ils sont en droit d'obtenir, mais leur impose également une charge additionnelle en exigeant d'eux qu'ils demandent et démontrent qu'ils remplissent les conditions énoncées à l'article 9 5).[553]

406. Nous observons que dans l'enquête sur les éléments de fixation l'Union européenne a appliqué l'article 9 5) du Règlement antidumping de base. Les fournisseurs chinois qui n'ont pas bénéficié du traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché au titre de l'article 2 7) du Règlement antidumping de base et qui ont demandé un traitement individuel au titre de l'article 9 5) l'ont obtenu, une fois qu'ils avaient démontré qu'ils remplissaient chacune des prescriptions relatives aux critères IT. Si l'article 9 5) ne subordonnait pas l'octroi du traitement individuel au respect des critères IT, tous les exportateurs NME Membres de l'OMC auraient droit à un traitement individuel,

[550] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.148.
[551] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 228.
[552] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 231.
[553] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 369.

au titre des articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping*, qu'ils remplissent ou non les conditions requises pour bénéficier d'un traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché au titre de l'article 2 7). L'article 9 5) du Règlement antidumping de base soumet le droit des exportateurs NME à un traitement individuel à un certain nombre de conditions, qui ne sont pas prévues aux articles 6.10 et 9.2 de *l'Accord antidumping* comme conditions préalables à l'obtention d'un traitement individuel. À notre avis, le fait que dans cette enquête tous les fournisseurs ayant demandé un traitement individuel au titre de l'article 9 5) se sont acquittés de la charge de démontrer qu'ils remplissaient toutes les conditions énoncées à l'article 9 5) ne rend pas cette application spécifique de l'article 9 5) compatible avec *l'Accord antidumping*.

407. Nous ne souscrivons pas non plus à l'argument de l'Union européenne selon lequel il y a deux catégories de mesures qui peuvent être jugées incompatibles "en tant que telles": les mesures dont l'application produira toujours un résultat incompatible et les "mesures pour lesquelles le résultat jugé incompatible avec les règles de l'OMC peut se produire ou non dans un contexte "tel qu'appliqué" suivant la configuration des faits".[554] À notre avis, tout cas d'application d'une mesure incompatible "en tant que telle" avec un accord visé produira un résultat incompatible, même dans une situation où les fournisseurs réussissent à démontrer qu'ils respectent les conditions relatives aux critères IT et remplissent en fin de compte les conditions requises pour un traitement individuel. Autrement dit, le fait d'accorder un traitement individuel sans le subordonner au respect des critères IT serait compatible "tel qu'appliqué", alors que le fait d'accorder ou de refuser d'accorder un traitement individuel sous réserve du respect des critères IT ainsi que la charge administrative que cela impose restent incompatibles "tels qu'appliqués".

408. L'octroi d'un traitement individuel sous réserve du respect des critères IT produirait un résultat qui pourrait être moins incompatible que le refus total d'accorder un traitement individuel, mais il ne correspondrait pas pour autant aux prescriptions des articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping*. Nous voyons une différence entre l'octroi d'un traitement individuel sans obstacles additionnels au titre des articles 6.10 et 9.2 et l'octroi d'un traitement individuel subordonné à une démonstration du fait que les conditions relatives aux critères IT ont été remplies. L'existence des critères IT eux-mêmes, même dans les cas où les exportateurs réussissent à démontrer qu'ils remplissent les conditions y relatives, impose une charge additionnelle aux exportateurs qui demandent un traitement individuel, et a une incidence potentielle pour ces exportateurs qui, du fait de la charge administrative, peuvent être découragés de coopérer avec l'autorité chargée de l'enquête et de solliciter un traitement individuel. L'existence même des critères IT a eu des effets défavorables sur les exportateurs chinois concernés par l'enquête sur les éléments de fixation. C'était à ces

[554] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 230.

exportateurs qu'il incombait de démontrer qu'ils avaient droit à un traitement individuel, alors que l'*Accord antidumping* ne requiert aucune démonstration de ce type, et il est possible que pour cette seule raison certains exportateurs n'aient pas demandé un traitement individuel.

409. Compte tenu de ce qui précède, ayant confirmé les constatations du Groupe spécial selon lesquelles l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible "en tant que tel" avec les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping*, nous confirmons aussi la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.148 de son rapport, selon laquelle l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible avec les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping* "tel qu'appliqué" dans l'enquête sur les éléments de fixation.

VI. Autre appel de la Chine concernant les constatations du Groupe spécial au titre des articles 4.1 et 3.1 de l'*Accord antidumping*

A. *Introduction*

410. Nous allons maintenant examiner l'autre appel de la Chine concernant les constatations du Groupe spécial selon lesquelles l'Union européenne n'a pas agi d'une manière incompatible avec les articles 4.1 et 3.1 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne la définition de la branche de production nationale dans l'enquête sur les éléments de fixation. Nous commençons notre analyse par l'interprétation de ces dispositions, en particulier l'expression "une proportion majeure" figurant à l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*. Nous examinons ensuite l'allégation de la Chine selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur en rejetant son allégation selon laquelle la branche de production nationale définie dans l'enquête sur les éléments de fixation n'incluait pas les producteurs dont les productions additionnées "constitu[aient] une proportion majeure de la production nationale totale" au sens de l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*. Ensuite, nous examinons les allégations de la Chine selon lesquelles le Groupe spécial a fait erreur en constatant que: i) l'Union européenne n'avait pas agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* en faisant une détermination de l'existence d'un dommage sur la base d'un échantillon de producteurs qui n'étaient pas représentatifs de la branche de production nationale; et ii) l'Union européenne n'avait pas agi d'une manière incompatible avec les articles 4.1 et 3.1 de l'*Accord antidumping* en excluant certains producteurs de la définition de la branche de production nationale.

B. *Interprétation des articles 4.1 et 3.1 de l'Accord antidumping*

411. L'article 4.1 de l'*Accord antidumping* dispose que l'expression "branche de production nationale" doit s'entendre de l'"*ensemble* des producteurs nationaux de produits similaires" ou de "ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent *une proportion majeure* de la

production nationale totale", sauf dans deux circonstances spécifiques qui ne sont pas pertinentes en l'espèce.[555] Ainsi, l'article 4.1 juxtapose deux méthodes permettant de définir l'expression "branche de production nationale". Avec l'emploi de l'expression "une proportion majeure", la deuxième méthode porte sur la question de savoir *quelle quantité* de la production doit être représentée par les producteurs qui composent la branche de production nationale lorsque celle-ci est définie comme étant constituée de moins que l'ensemble des producteurs nationaux. Pour répondre à cette question, l'article 4.1 n'indique pas de proportion spécifique permettant d'évaluer si un certain pourcentage constitue "une proportion majeure".[556]

412. L'absence de proportion spécifique ne signifie toutefois pas que tout pourcentage, si faible soit-il, pourrait automatiquement constituer "une proportion majeure". En fait, le contexte dans lequel l'expression "une proportion majeure" figure indique qu'"une proportion majeure" devrait être dûment interprétée comme étant une proportion relativement élevée de la production nationale totale. Spécifiquement, lorsqu'elle est lue à la lumière du membre de phrase "l'ensemble des producteurs nationaux", l'expression "ceux d'entre eux" employée dans la deuxième méthode permettant de définir la branche de production nationale renvoie clairement aux producteurs figurant parmi "l'ensemble des producteurs nationaux". Par conséquent, les productions additionnées de "ceux" des producteurs doivent être déterminées par rapport à la production de l'ensemble des producteurs nationaux. De plus, l'expression "une proportion majeure" est suivie immédiatement des termes "de la production nationale totale". "Une proportion majeure" devrait donc être interprétée comme étant une proportion définie par référence à la production totale de l'ensemble des producteurs nationaux. "Une proportion majeure" de cette production *totale* reflétera normalement largement la production nationale totale. En effet, plus la proportion sera faible, plus l'autorité chargée de l'enquête devra être attentive à faire en sorte que la proportion utilisée reflète largement la production totale de l'ensemble des producteurs.

413. Selon nous, l'interprétation susmentionnée est confirmée par le but de la définition de la branche de production nationale dans le cadre de l'*Accord antidumping*. Comme l'indique la note de bas de page 9 relative à l'article 3 de l'*Accord antidumping*[557], la branche de production nationale

[555] Pas d'italique dans l'original. En vertu de l'article 4.1 i), les producteurs nationaux qui sont liés aux exportateurs ou aux importateurs ou sont eux-mêmes importateurs du produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping peuvent être exclus. L'article 4.1 ii) dispose en outre que la branche de production nationale peut n'inclure que les producteurs d'une région géographique particulière, si certains critères sont remplis.

[556] Un groupe spécial a constaté que "l'article 4.1 de l'*Accord antidumping* n'exige[ait] pas des Membres qu'ils définissent la "branche de production nationale" comme étant constituée des producteurs nationaux représentant la majorité, ou plus de 50 pour cent, de la production nationale totale". (Rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, paragraphe 7.341)

[557] La note de bas de page 9 dispose ce qui suit:

> Pour les besoins du présent accord, le terme "dommage" s'entendra, sauf indication contraire, d'un dommage important causé à une branche de production nationale, d'une menace de dommage important pour une

constitue la base sur laquelle l'autorité chargée de l'enquête se fonde pour déterminer si les importations faisant l'objet d'un dumping causent ou menacent de causer un dommage important aux producteurs nationaux. À cet égard, l'article 3.1 prescrit qu'une détermination de l'existence d'un dommage se fonde sur des "éléments de preuve positifs". Conformément à l'article 3.4, ces "éléments de preuve positifs" incluent les facteurs et indices économiques pertinents recueillis auprès de la branche de production nationale, qui influent sur la situation de cette branche. Bien évidemment, les "éléments de preuve positifs" à utiliser dans une détermination de l'existence d'un dommage exigent des renseignements de vaste portée concernant les facteurs économiques pertinents afin que soit garantie l'exactitude de l'enquête concernant la situation de la branche de production et le dommage qu'elle a subi. Ainsi, "une proportion majeure de la production nationale totale" devrait être déterminée de telle sorte que la branche de production nationale définie sur cette base soit capable de fournir de nombreuses données garantissant une analyse exacte du dommage.

414. En outre, l'article 3.1 prescrit qu'une détermination de l'existence d'un dommage "comportera un examen objectif" de, entre autres choses, l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur les producteurs nationaux. L'Organe d'appel a constaté qu'un "examen objectif" conforme à l'article 3.1 "exige[ait] que l'on enquête sur la branche de production nationale, et sur les effets des importations faisant l'objet d'un dumping, de manière impartiale, sans favoriser au cours de l'enquête les intérêts d'aucune partie intéressée ou d'aucun groupe de parties intéressées".[558] En d'autres termes, pour garantir l'exactitude d'une détermination de l'existence d'un dommage, l'autorité chargée de l'enquête ne doit pas agir de manière à engendrer un risque important de distorsion lorsqu'elle définit la branche de production nationale, par exemple en excluant toute une catégorie de producteurs du produit similaire. Le risque d'introduction d'une distorsion n'existera pas lorsqu'aucun producteur ne sera exclu et que la branche de production nationale sera définie comme étant constituée de "l'ensemble des producteurs nationaux". Dans le cas où une branche de production nationale est définie comme étant constituée des producteurs dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale, il s'ensuit que plus la proportion sera élevée, plus il y aura de producteurs inclus, et moins une distorsion de la détermination de l'existence d'un dommage effectuée sur cette base sera probable. Par conséquent, l'interprétation susmentionnée est également compatible avec la prescription de l'article 3.1 voulant qu'une détermination de l'existence d'un dommage se fonde sur un examen objectif de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur les producteurs nationaux.

---

branche de production nationale ou d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale; il sera interprété conformément aux dispositions de [l']article [3].

[558] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 193.

415. Nous reconnaissons qu'il peut être difficile d'obtenir des renseignements concernant les producteurs nationaux, en particulier dans des situations du marché particulières, telles qu'une branche de production fragmentée avec de nombreux producteurs. Dans ces cas particuliers, l'utilisation d'"une proportion majeure" au sens de l'article 4.1 ménage à l'autorité chargée de l'enquête une certaine flexibilité pour définir la branche de production nationale en fonction de ce qui est raisonnable et possible en pratique. L'obstacle pratique à la capacité de l'autorité d'obtenir des renseignements concernant les producteurs nationaux peut aussi signifier que, dans ces cas particuliers, ce qui constitue "une proportion majeure de la production nationale totale" peut être inférieur à ce qui est normalement admissible sur un marché moins fragmenté.

416. Néanmoins, si la proportion de la production totale qui constitue "une proportion majeure" dans une situation du marché particulière de ce type peut être inférieure à ce qu'elle est dans un cas normal, cela ne modifie pas le but de la définition de la branche de production nationale, qui est de fournir la base de la détermination de l'existence d'un dommage. Comme dans un cas normal, la branche de production nationale définie dans un tel cas particulier doit également garantir que l'analyse du dommage ultérieure se fonde sur des éléments de preuve positifs et comporte un examen objectif conformément à l'article 3.1 de l'*Accord antidumping*. Une détermination de l'existence d'un dommage concernant une branche de production fragmentée doit donc couvrir une proportion de la production nationale totale suffisamment importante pour garantir qu'une détermination de l'existence d'un dommage appropriée puisse être faite conformément à l'article 3.1. Par conséquent, même si ce qui constitue "une proportion majeure" peut être inférieur compte tenu des obstacles pratiques à l'obtention de renseignements dans une situation du marché particulière, l'autorité chargée de l'enquête a l'obligation de faire en sorte que la façon dont elle définit la branche de production nationale n'introduise pas de risque important d'asymétrie des données économiques et, par conséquent, de distorsion de son analyse de la situation de la branche de production.

417. Enfin, nous allons examiner l'interprétation avancée par l'Union européenne selon laquelle l'article 5.4 de l'*Accord antidumping* fournit des indications contextuelles importantes en ce qui concerne l'interprétation de l'expression "une proportion majeure" figurant à l'article 4.1 dudit accord. L'article 5.4, qui énonce la prescription en matière de représentativité pour l'ouverture d'une enquête, fournit certains points de repère numériques permettant d'évaluer si une plainte en vue de l'ouverture d'une enquête antidumping est suffisamment soutenue par les producteurs nationaux. Spécifiquement, l'article 5.4 dispose qu'une enquête "ne sera ouverte" que si la demande "a été présentée *par la branche de production nationale ou en son nom*".[559] Il dispose ensuite que "[i]l sera considéré que la demande a été présentée "par la branche de production nationale ou en son nom" si elle est soutenue

[559] Pas d'italique dans l'original.

par les producteurs nationaux dont les productions additionnées constituent plus de 50 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la partie de la branche de production nationale exprimant son soutien ou son opposition à la demande". En outre, "il ne sera pas ouvert d'enquête lorsque les producteurs nationaux soutenant expressément la demande représenteront moins de 25 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la branche de production nationale".

418. Selon l'Union européenne, il est "admissible de considérer que les producteurs qui représentent 25 pour cent ou plus de la production nationale peuvent *légitimement* représenter une proportion majeure de la production totale".[560] Or, selon nous, il n'y a aucun fondement textuel pour une telle affirmation. Les articles 4.1 et 5.4 concernent deux aspects différents d'une enquête antidumping. L'article 4.1 définit la totalité de la branche de production nationale pertinente pour la détermination de l'existence d'un dommage dans une enquête antidumping. Par contre, l'article 5.4 concerne la question de savoir si une demande est présentée "par la branche de production nationale ou en son nom", et prescrit un point de repère minimal défini comme étant le soutien exprimé par les producteurs représentant au moins 25 pour cent de la "production totale ... [de] la *branche de production nationale*".[561] Par conséquent, le point de repère des 25 pour cent prévu à l'article 5.4 ne concerne pas la question de savoir comment la totalité de la branche de production nationale *elle-même* devrait être définie. Le recours de l'Union européenne à l'historique de la négociation des articles 4.1 et 5.4 de l'*Accord antidumping* est également vain. Même si l'Union européenne affirme que les "discussions sur la proportion majeure et la représentativité ont été menées de pair" pendant les négociations, cela ne change rien au fait qu'aucun accord n'a été trouvé sur l'établissement d'une proportion spécifique permettant de déterminer ce qui, dans l'abstrait, constitue "une proportion majeure".[562]

419. En résumé, une interprétation correcte de l'expression "une proportion majeure" figurant à l'article 4.1 exige que la branche de production nationale définie sur cette base englobe les producteurs dont les productions additionnées représentent une proportion relativement élevée qui reflète largement la production nationale totale. Cela garantit que la détermination de l'existence d'un dommage se fonde sur des renseignements de vaste portée concernant les producteurs nationaux et ne fait pas l'objet d'une distorsion ou d'une asymétrie. Dans le cas particulier d'une branche de production fragmentée avec de nombreux producteurs, les obstacles pratiques à la capacité de l'autorité d'obtenir des renseignements peut signifier que ce qui constitue "une proportion majeure"

[560] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 187. (italique dans l'original)
[561] Pas d'italique dans l'original.
[562] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 184.

peut être inférieur à ce qui est normalement admissible dans une branche de production moins fragmentée. Toutefois, en pareils cas, l'autorité a la même obligation de faire en sorte que le processus de définition de la branche de production nationale n'engendre pas de risque important de distorsion. C'est à un plaignant alléguant une incompatibilité au regard de la deuxième méthode permettant de définir la branche de production nationale qu'incombe la charge de prouver son allégation et de démontrer que la définition de la branche de production nationale ne satisfait pas au critère "une proportion majeure". Néanmoins, il est probable qu'une branche de production nationale définie sur la base d'une proportion qui est faible, ou définie selon un processus qui implique l'exclusion active de certains producteurs nationaux, prêtera davantage à une constatation d'incompatibilité au titre de l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*.

C. *Question de savoir si 27 pour cent de la production nationale totale dans l'enquête sur les éléments de fixation constituent "une proportion majeure" au sens de l'article 4.1 de l'Accord antidumping*

420. La Chine fait appel de la constatation du Groupe spécial selon laquelle elle n'avait pas établi que la branche de production nationale définie dans l'enquête sur les éléments de fixation n'incluait pas les producteurs nationaux dont les productions additionnées constituaient une "proportion majeure" de la production nationale totale. Selon la Chine, le Groupe spécial a conclu à tort que le fait que la Commission s'était appuyée sur la présomption que 25 pour cent de la production nationale totale constituaient "une proportion majeure" au sens de l'article 4.1 de l'*Accord antidumping* était insuffisant pour démontrer que la définition de la branche de production nationale en l'espèce était incompatible avec l'article 4.1. En outre, la Chine allègue que le Groupe spécial a conclu à tort que certaines circonstances spécifiques dans l'enquête sur les éléments de fixation, telles que la possibilité d'inclure plus de producteurs dans la définition de la branche de production nationale que n'en avait inclus la Commission[563], n'étaient pas pertinentes pour l'examen de la question de savoir si la branche de production nationale définie par la Commission satisfaisait à la prescription relative à "une proportion majeure" visée à l'article 4.1.

421. Nous rappelons qu'en ce qui concerne la définition de la branche de production nationale dans l'enquête sur les éléments de fixation, le considérant 114 du Règlement définitif disposait ce qui suit:

[563] Voir la communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphes 250 à 254. Parmi les autres circonstances spécifiques alléguées par la Chine figurent les suivantes: i) la question de savoir si les producteurs inclus dans la définition de la branche de production nationale étaient représentatifs de la totalité de la branche de production de l'UE; et ii) le fait que le nombre de producteurs inclus dans la définition de la branche de production nationale (45) était très inférieur au nombre total de producteurs de l'UE connus (318). (Voir *ibid.*, paragraphes 247 à 249 et 255 à 258.)

> La production des producteurs communautaires qui ont soutenu la plainte et ont pleinement coopéré à l'enquête représente 27,0% de la production du produit concerné dans la Communauté. Il est *dès lors* considéré que ces sociétés constituent l'industrie communautaire *au sens de l'article 4, paragraphe 1, et de l'article 5, paragraphe 4, du règlement de base*.[564] (pas d'italique dans l'original)

422. Comme l'Union européenne le reconnaît[565], en ce qui concerne la production nationale totale, le chiffre de 27 pour cent se trouve à l'extrémité inférieure de la fourchette. En effet, un chiffre aussi faible que 27 pour cent ne peut guère être considéré comme reflétant largement le total. Néanmoins, l'Union européenne allègue que la branche de production des éléments de fixation est "connue pour être" une branche de production fragmentée avec de nombreux producteurs[566], et la Chine ne le conteste pas. Les obstacles pratiques à l'obtention de renseignements auprès des producteurs nationaux sur un tel marché peuvent signifier que ce qui ne constituerait normalement pas "une proportion majeure" pourrait dans ces circonstances suffire, à condition que le processus de définition de la branche de production nationale n'introduise pas des risques importants de distorsion. Néanmoins, comme cela est expliqué plus en détail plus loin, la Commission n'a pas fait en sorte que la définition de la branche de production nationale n'introduise pas de risque important de distorsion de l'analyse du dommage en s'appuyant sur un point de repère minimal dénué de pertinence pour la question de ce qui constitue "une proportion majeure", et en excluant certains producteurs connus sur la base d'un processus d'autosélection parmi les producteurs.

423. Les éléments de preuve versés au dossier montrent que, dans l'enquête sur les éléments de fixation, la Commission a appliqué un point de repère minimal de 25 pour cent pour définir la branche de production nationale. Comme l'Union européenne l'explique, les articles 4 1) et 5 4) du Règlement antidumping de base[567], qui "li[ent] la prescription relative à la "proportion majeure" au point de repère objectif de l'article 5.4 de l'*Accord antidumping* en tant que présomption légitime"[568] cadrent avec sa position selon laquelle les producteurs qui représentent 25 pour cent ou plus de la production nationale représentent une proportion majeure de la production totale. Nous rappelons que le

[564] Règlement définitif, *supra*, note de bas de page 4, considérant 114.
[565] Réponses de l'Union européenne aux questions posées à l'audience.
[566] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 191. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Union européenne au Groupe spécial, paragraphe 122.
[567] Spécifiquement, l'article 4 1) du Règlement antidumping de base dispose que l'"on entend par "industrie communautaire" l'ensemble des producteurs communautaires de produits similaires ou ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure *au sens de l'article 5 paragraphe 4* de la production communautaire totale de ces produits". (Règlement antidumping de base, *supra*, note de bas de page 5, article 4 1) (pas d'italique dans l'original)) L'article 5 4) du Règlement antidumping de base, quant à lui, transcrit la prescription en matière de représentativité prévue à l'article 5.4 de l'*Accord antidumping*, y compris le point de repère minimal de "25 pour cent de la production totale du produit similaire produit par l'industrie communautaire". (*Ibid.*, article 5 4))
[568] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 186.

considérant 114 du Règlement définitif dispose que les producteurs dont la production représente 27 pour cent de la production nationale totale constituent la branche de production nationale "au sens de l'article 4, paragraphe 1, et de l'article 5, paragraphe 4," du Règlement antidumping de base. Cela indique que la Commission considérait que les producteurs représentant 27 pour cent de la production nationale totale suffisaient à constituer la branche de production nationale simplement parce qu'ils satisfaisaient au critère des 25 pour cent énoncé aux articles 4 1) et 5 4) du Règlement antidumping de base. L'Union européenne confirme cette interprétation en indiquant qu'il est "admissible de considérer que les producteurs qui représentent 25 pour cent ou plus de la production nationale peuvent *légitimement* représenter une proportion majeure de la production totale et … cela était le cas dans l'enquête sur les éléments de fixation".[569]

424. Nous notons que la Chine n'a pas contesté les articles 4 1) et 5 4) du Règlement antidumping de base, en tant que tels, et que le sens et le champ de ces dispositions n'ont pas été examinés par le Groupe spécial. Nous ne sommes donc pas saisis de ces dispositions. Néanmoins, la Chine conteste l'application de ces dispositions dans l'enquête sur les éléments de fixation, faisant valoir que la Commission n'était pas autorisée à appliquer un point de repère minimal mais était tenue d'examiner les circonstances spécifiques pour déterminer s'il était satisfait au critère "une proportion majeure".[570]

425. Le Règlement définitif indique, et l'Union européenne confirme, que la Commission a appliqué le critère des 25 pour cent au titre des articles 4 1) et 5 4) du Règlement antidumping de base dans l'enquête sur les éléments de fixation et a conclu que les producteurs représentant 27 pour cent de la production nationale totale constituaient la branche de production nationale. Toutefois, comme il a été expliqué plus haut, nous contestons la position de l'Union européenne selon laquelle 25 pour cent de la production nationale totale peuvent être présumés satisfaire la prescription relative à "une proportion majeure" prévue à l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*. Selon nous, le point de repère des 25 pour cent énoncé à l'article 5.4 de l'*Accord antidumping* se rapporte à la question de la représentativité et ne concerne pas la question de savoir ce qui constitue "une proportion majeure" à l'article 4.1. Ainsi, la Commission a déterminé qu'une proportion aussi faible que 27 pour cent satisfaisait au critère "une proportion majeure" simplement parce qu'elle dépassait un point de repère qui était dénué de pertinence pour la question de la définition de la branche de production nationale. Suite à l'application d'un point de repère sans aucun lien avec l'interprétation correcte de l'expression "une proportion majeure", la branche de production nationale définie dans l'enquête sur les éléments

[569] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 187. (italique dans l'original) Voir aussi la réponse de l'Union européenne à la question n° 32 du Groupe spécial, paragraphe 98.

[570] Voir la communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphes 223 à 243.

de fixation couvrait une faible proportion de la production nationale, ce qui restreignait notablement le champ des données pour l'établissement d'une détermination du dommage exacte et sans distorsion.

426. En outre, comme il est indiqué plus haut, le considérant 114 du Règlement définitif définit la branche de production nationale comme incluant les "producteurs communautaires qui ont soutenu la plainte et ont pleinement coopéré à l'enquête". Nous notons que la question de savoir si la branche de production nationale, telle qu'elle est définie, incluait seulement les "producteurs qui ont soutenu la plainte" fait l'objet d'une controverse entre les parties, et nous l'examinerons dans la prochaine sous-section. Nul ne conteste toutefois que la Commission a limité la définition de la branche de production nationale aux producteurs qui "ont pleinement coopéré à l'enquête". À cet égard, le Règlement définitif dispose ce qui suit:

> … en raison du nombre élevé de producteurs communautaires, il a été envisagé … de recourir à l'échantillonnage. ... Afin de permettre à la Commission de décider s'il était réellement nécessaire de procéder par échantillonnage et, le cas échéant, de constituer un échantillon, les producteurs de la Communauté ont été invités à se faire connaître dans un délai de 15 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête et à fournir des informations de base sur leur production et leurs ventes, ainsi que les noms et activités de toutes leurs sociétés liées participant à la production et/ou à la vente du produit concerné ... *46 producteurs communautaires qui ont fabriqué le produit concerné dans la Communauté pendant la période d'enquête et ont exprimé, dans le délai susmentionné, le souhait d'être inclus dans l'échantillon ont été considérés comme des sociétés ayant coopéré et ont été pris en compte aux fins de la constitution de l'échantillon* ... Ces producteurs communautaires représentaient plus de 30 pour cent de la production estimée de la Communauté en 2006 et *ont été considérés comme constituant l'industrie communautaire au sens du considérant 114*.[571] (pas d'italique dans l'original)

427. Selon nous, en définissant la branche de production nationale sur la base de la volonté d'être inclus dans l'échantillon, l'approche de la Commission a imposé un processus d'autosélection parmi les producteurs nationaux qui a introduit un risque important de distorsion. Premièrement, nous ne voyons pas pour quelle raison la volonté d'un producteur d'être inclus dans l'*échantillon* devrait influer sur son admissibilité au bénéfice de l'inclusion dans la *branche de production nationale*, qui est un ensemble de producteurs par définition plus grand que l'échantillon. Comme la Chine le fait valoir en appel, l'approche de la Commission "confond deux étapes différentes" parce qu'il faudrait d'abord

[571] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.212 (citant le Règlement définitif, *supra*, note de bas de page 4, considérants 23 à 25). Comme il est indiqué plus haut, il a ultérieurement été constaté qu'un producteur parmi les 46 qui coopéraient ne coopérait pas et il a été exclu de la définition de la branche de production nationale, ce qui a ramené la proportion de la production nationale totale représentée par la branche de production nationale à 27 pour cent.

définir la branche de production nationale avant qu'un échantillon puisse être choisi parmi les producteurs inclus dans la branche de production nationale.[572]

428. Nous notons que le Groupe spécial a dit considérer "avec compréhension l'avis de l'Union européenne d'après lequel il [était] probable que les producteurs qui ne sou[tenaient] pas la plainte ne coopérer[aient] pas et ne [pouvaient] donc pas être effectivement considérés comme faisant partie de la branche de production nationale à moins qu'ils ne se manifestent spécifiquement et acceptent de participer à l'enquête".[573] Toutefois, les éléments de preuve versés au dossier montrent que les producteurs qui "se [sont] manifest[és] spécifiquement"[574] ont été plus nombreux que ceux qui ont été finalement inclus dans la définition de la branche de production nationale. Comme l'Union européenne l'a expliqué devant le Groupe spécial, la Commission a contacté 318 producteurs connus en demandant certains renseignements de base, et 70 sociétés ont répondu en fournissant les renseignements demandés dans le délai de 15 jours, y compris des renseignements sur leur production et leurs ventes.[575] Par conséquent, comme la Chine le fait observer, la Commission a identifié plus de producteurs, dont elle a obtenu des renseignements, que ceux qu'elle a finalement inclus dans la définition de la branche de production nationale.[576]

429. Selon l'explication de l'Union européenne, la Commission a exclu 25 de ces 70 producteurs de la définition de la branche de production nationale pour diverses raisons, l'une d'entre elles étant la volonté exprimée par le producteur de ne pas faire partie de l'échantillon.[577] Cependant, comme il est

---

[572] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 163.

[573] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.215. Bien que nous admettions qu'il peut être difficile d'obtenir des renseignements de sociétés qui ne coopèrent pas, nous notons que la Commission n'était pas totalement dans l'incapacité de solliciter des renseignements. L'article 6 3) du Règlement antidumping de base, par exemple, dispose que "[l]a Commission peut demander aux États membres de lui fournir des renseignements, auquel cas les États membres prennent toutes les dispositions nécessaires pour donner suite à ces demandes". L'article 6 4) dispose en outre que "[l]a Commission peut demander aux États membres d'effectuer toutes les vérifications et tous les contrôles nécessaires, notamment auprès des importateurs, des opérateurs commerciaux et des producteurs communautaires, et d'effectuer des enquêtes dans les pays tiers, sous réserve de l'accord des entreprises concernées et de l'absence d'opposition de la part du gouvernement, officiellement avisé, du pays concerné".

[574] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.215.

[575] À la demande du Groupe spécial, l'Union européenne a fourni la liste des 70 producteurs de l'UE, y compris les noms des sociétés liées impliquées dans la production et/ou la vente du produit concerné (Voir List of "Sampling Form for Community Producers" for inspection by interested parties (pièce EU-19 présentée au Groupe spécial).)

[576] La Chine allègue en appel que 114 producteurs, dont la production représentait 45 pour cent de la production nationale totale, se sont manifestés et ont fourni des renseignements pertinents. Elle allègue également que la Commission aurait pu inclure ces 114 producteurs dans la définition de la branche de production nationale. (Voir la communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 253 et 254.) Il s'agit d'une question factuelle controversée entre les parties et sur laquelle nous ne formulons aucune constatation. La section VI.E du présent rapport contient notre analyse détaillée du différend opposant les participants en appel au sujet de certaines questions factuelles dont le Groupe spécial était saisi.

[577] L'Union européenne a expliqué devant le Groupe spécial que la Commission n'avait pas tenu compte de 25 des 70 producteurs qui avaient répondu parce qu'ils: i) ne produisaient pas le produit concerné; ii) ne

indiqué plus haut, l'échantillon des producteurs nationaux est un ensemble plus petit que la branche de production nationale, et la volonté de ne pas faire partie de l'échantillon ne devrait pas influer sur le point de savoir si un producteur devrait faire partie de la branche de production nationale. Cela est confirmé par les faits pertinents de l'enquête sur les éléments de fixation. En particulier, la Commission a choisi six producteurs pour faire partie de l'échantillon, a obtenu d'eux des renseignements pertinents, et a vérifié les renseignements dans leurs locaux.[578] La Commission a ensuite utilisé les renseignements obtenus des producteurs inclus dans l'échantillon pour son analyse des facteurs de dommage "microéconomiques" mais a procédé à son analyse des facteurs de dommage "macro-économiques" sur la base des renseignements obtenus de l'ensemble des 45 producteurs inclus dans la définition de la branche de production nationale.[579] Par conséquent, en incluant seulement ceux qui voulaient faire partie de l'*échantillon* dans la définition de la branche de production nationale, l'approche de la Commission a réduit l'ensemble des producteurs dont les données auraient pu être utilisées pour une partie de la détermination de l'existence d'un dommage. Même si, en raison de la nature fragmentée de la branche de production des éléments de fixation, les obstacles pratiques à l'obtention de renseignements peuvent justifier l'inclusion d'une proportion plus faible de la production nationale dans la définition de la branche de production nationale, l'approche de la Commission consistant à exclure ceux qui avaient fourni des renseignements pertinents mais ne voulaient pas faire partie de l'échantillon n'avait pas de lien avec ces obstacles pratiques et ne pouvait pas être justifiée par eux.

430. En résumé, dans l'enquête sur les éléments de fixation, les productions additionnées des producteurs inclus dans la définition de la branche de production nationale, qui représentaient 27 pour cent de la production nationale totale, représentaient une faible proportion par rapport au total. La nature fragmentée de la branche de production des éléments de fixation aurait toutefois pu autoriser une proportion aussi faible en raison de l'impossibilité dans la pratique d'obtenir plus de renseignements, à condition que le processus par lequel la Commission avait défini la branche de production n'ait pas engendré un risque important de distorsion. Or, nous notons que la Commission a appliqué un point de repère minimal de 25 pour cent pour définir ce qui constituait "une proportion majeure de la production nationale totale", alors même que ce point de repère ne se rapporte pas au

---

souhaitaient pas être inclus dans l'échantillon; ou iii) avaient refusé de fournir, ou n'avaient pas envoyé, une version publique de leur réponse. (Voir la réponse de l'Union européenne à la question n° 31 du Groupe spécial, paragraphe 93.) Nous n'avons trouvé dans le dossier aucun élément de preuve concernant le nombre des producteurs ayant été exclus pour la seule raison qu'ils ne voulaient pas être inclus dans l'échantillon.

[578] Voir le Règlement définitif, *supra*, note de bas de page 4, considérants 27, 28, 36 et 37.

[579] Les facteurs "microéconomiques" étaient les stocks, la rentabilité et le flux de liquidités, l'investissement, le retour sur investissement, la capacité de se procurer des capitaux et les salaires. Les facteurs "macro-économiques" étaient la production, la capacité de production, l'utilisation des capacités, les ventes, la part de marché, les prix moyens, l'emploi et la productivité. (Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.385.)

critère "une proportion majeure" ni à la possibilité dans la pratique d'obtenir une proportion plus élevée. En outre, en limitant la définition de la branche de production nationale aux producteurs voulant faire partie de l'échantillon, la Commission a exclu des producteurs qui fournissaient des renseignements pertinents. Ce faisant, elle a réduit le champ des données qui auraient pu servir de base à son analyse du dommage et a introduit un risque important de distorsion de la détermination de l'existence d'un dommage. Par conséquent, nous estimons que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que "l'Union européenne n'[avait] pas agi d'une manière incompatible avec l'article 4.1 de l'[*Accord antidumping*] en définissant une branche de production nationale comprenant des producteurs représentant 27 pour cent de la production totale estimée d'éléments de fixation de l'UE".[580]

D. *Compatibilité de l'échantillon avec l'article 3.1 de l'Accord antidumping*

431. La Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur en rejetant son allégation selon laquelle l'Union européenne avait agi en violation de l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* parce que la Commission avait fait une détermination de l'existence d'un dommage concernant un échantillon de producteurs qui n'était pas représentatif.[581] La Chine a fait valoir devant le Groupe spécial que, même à supposer que la branche de production nationale ait été correctement définie, l'échantillon choisi par la Commission aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage était incompatible avec l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* parce qu'il n'était pas représentatif de la branche de production nationale. Selon la Chine, l'échantillon avait été choisi sur la seule base du volume de la production du produit similaire, et non sur la base d'un échantillon valable d'un point de vue statistique.[582] La Chine a également fait valoir que la Commission aurait pu procéder à l'examen de tous les facteurs de dommage pour toute la branche de production nationale qu'elle avait définie, ou au moins pour plus de producteurs que ceux inclus dans l'échantillon.[583]

432. Le Groupe spécial a rejeté ces arguments. Il a constaté que, "en l'absence d'arguments concernant les facteurs pertinents qui auraient été ignorés ou rejetés par l'autorité chargée de l'enquête, et étant donné qu'il appar[aissait] effectivement que l'échantillon choisi inclu[ait] des producteurs dont la production [était] représentative de celle de la branche de production définie dans le cadre de l'enquête, … la Chine n'[avait] pas démontré que l'échantillon choisi n'était pas représentatif de la branche de production nationale au seul motif qu'il [avait] été sélectionné sur la base du volume de

[580] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.230.
[581] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphes 267 et 278.
[582] Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.237.
[583] Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.240.

production".[584] En outre, le Groupe spécial a dit qu'il "ne pouv[ait] pas accepter l'affirmation voulant que seul un échantillon valable d'un point de vue statistique soit suffisamment représentatif aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage".[585] Il a également constaté que le fait que la Commission avait examiné certains facteurs de dommage pour toute la branche de production nationale ne démontrait pas, comme la Chine l'affirmait, qu'elle aurait pu effectuer son examen de tous les facteurs de dommage pour toute la branche de production nationale qu'elle avait définie, ou aurait pu au moins inclure plus de producteurs dans l'échantillon. En appel, la Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* en formulant ces constatations.[586]

433. À titre préliminaire, nous notons l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle l'appel de la Chine concerne une allégation qui ne figurait pas dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine et que l'Organe d'appel n'en est donc pas saisi à bon droit.[587] Selon l'Union européenne, l'allégation de la Chine selon laquelle l'Union européenne a agi en violation de l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* en n'utilisant pas une technique d'échantillonnage qui garantissait que l'échantillon était suffisamment représentatif de la branche de production nationale avait été "soudainement" présentée à la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial et constituait une nouvelle allégation qui ne figurait pas dans la demande de consultation ou la demande d'établissement d'un groupe spécial.[588]

434. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Chine a allégué que l'Union européenne avait agi en violation de l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* en procédant à la détermination de l'existence d'un dommage sur la base d'un échantillon de producteurs représentant 17,5 pour cent seulement de la production nationale totale.[589] L'allégation formulée par la Chine dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial informait donc l'Union européenne du fait que la Chine jugeait l'échantillon insuffisant pour procéder à une analyse du dommage correcte, au moins en ce qui concerne le volume de production. Par conséquent, comme le Groupe spécial, nous estimons que la Chine a simplement développé un nouvel argument à l'appui de son allégation au titre de l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* lorsqu'elle a allégué que l'échantillon choisi n'était pas non plus représentatif de la branche de production nationale. Nous souscrivons donc à la constatation du

[584] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.238.
[585] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.239.
[586] Voir la communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 267.
[587] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 213.
[588] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 214. L'Union européenne a formulé la même objection devant le Groupe spécial. (Voir le rapport du Groupe spécial, note de bas de page 509 relative au paragraphe 7.237.)
[589] WT/DS397/3, paragraphe ii) k) iv).

Groupe spécial selon laquelle l'argument de la Chine ne constituait pas une allégation entièrement nouvelle, comme l'alléguait l'Union européenne, mais était plutôt un argument nouvellement développé à l'appui de l'allégation de la Chine selon laquelle l'Union européenne "n'[avait] pas établi de détermination de l'existence d'un dommage concernant la branche de production nationale pertinente, en partie parce que l'échantillon incluait des producteurs qui ne représentaient que 17,5 pour cent de la production nationale".[590]

435. S'agissant du fond des allégations de la Chine, nous notons que l'*Accord antidumping* est muet sur la question de savoir si l'échantillonnage peut être utilisé aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage. L'Accord n'empêche donc pas l'autorité d'utiliser des échantillons pour déterminer l'existence d'un dommage, et la Chine ne conteste pas ce point de vue.[591] Dans l'enquête sur les éléments de fixation, la Commission a choisi un échantillon composé de six producteurs, dont la production représentait approximativement 65 pour cent de la production des 45 producteurs nationaux dont la Commission avait défini qu'ils constituaient la branche de production nationale. La Commission a choisi ces producteurs sur la base de leurs volumes de production, "afin d'obtenir le plus grand volume représentatif de la production du produit similaire dans la Communauté sur lequel l'enquête pouvait raisonnablement porter compte tenu du temps disponible".[592] La Chine estime qu'un échantillon qui est choisi sur la seule base du "plus grand volume sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter" n'est pas approprié pour satisfaire à la prescription de l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* voulant qu'une détermination de l'existence d'un dommage comporte un examen objectif des effets des importations faisant l'objet d'un dumping, parce qu'un tel échantillon n'est pas représentatif de la branche de production nationale.[593] Elle fait valoir qu'à la place, d'autres méthodes, telles qu'un échantillon valable d'un point de vue statistique, devraient être utilisées.

436. Nous notons que, étant donné que l'*Accord antidumping* ne précise pas si l'échantillonnage est autorisé aux fins d'une détermination de l'existence d'un dommage, il ne contient pas non plus d'indications sur la façon dont l'échantillonnage devrait être effectué. Par conséquent, nous ne voyons pas de fondement pour l'argument de la Chine selon lequel un échantillon choisi sur la base du plus grand volume sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter, plutôt que sur un échantillon valable d'un point de vue statistique, signifie nécessairement qu'une détermination de l'existence d'un dommage effectuée sur cette base est incompatible avec l'article 3.1 de l'*Accord antidumping*. Bien que nous ne contestions pas l'avis selon lequel un échantillon doit être dûment représentatif de la

[590] Rapport du Groupe spécial, note de bas de page 509 relative au paragraphe 7.237.
[591] Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.239.
[592] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.216 (citant le Règlement définitif, *supra*, note de bas de page 4, considérant 27).
[593] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 271.

branche de production nationale définie par l'autorité chargée de l'enquête, nous ne souscrivons pas à l'affirmation de la Chine selon laquelle le seul moyen d'assurer la représentativité est de recourir à un échantillon valable d'un point de vue statistique. Selon nous, dès lors que la branche de production nationale est définie d'une manière compatible avec l'*Accord antidumping*, et que l'échantillon choisi est représentatif de la branche de production nationale, l'autorité chargée de l'enquête a le pouvoir discrétionnaire de décider de la méthode suivant laquelle elle choisit l'échantillon. Un échantillon valable du point de vue statistique est un bon moyen d'assurer la représentativité de l'échantillon. Cependant, l'*Accord antidumping* n'impose pas à l'autorité chargée de l'enquête l'obligation de recourir toujours à des échantillons valables d'un point de vue statistique.

437. La Chine fait en outre valoir que, comme elle l'a démontré au Groupe spécial, la Commission a procédé à son analyse des facteurs de dommage "macro-économiques" sur la base des renseignements provenant de la totalité des 45 producteurs inclus dans la définition de la branche de production nationale. Elle affirme donc que, si la Commission était en mesure d'analyser les facteurs de dommage macro-économiques pour la branche de production nationale telle qu'elle était définie, elle aurait aussi pu analyser les facteurs de dommage "microéconomiques" pour la branche de production nationale telle qu'elle était définie plutôt que pour les seuls producteurs nationaux inclus dans l'échantillon. Toutefois, comme le Groupe spécial l'a constaté à juste titre, la Chine n'a pas fourni d'arguments ou d'éléments de preuve pour étayer son affirmation.[594]

438. Sur cette base, nous nous abstenons de reconnaître le bien-fondé des allégations de la Chine selon lesquelles le Groupe spécial a fait erreur en rejetant l'affirmation selon laquelle seul un échantillon valable d'un point de vue statistique serait suffisamment représentatif de la branche de production nationale, et en constatant que la Chine n'avait pas démontré que la Commission aurait pu effectuer la totalité de son examen du dommage pour la branche de production nationale qu'elle avait définie, ou aurait pu au moins inclure plus de producteurs dans l'échantillon. Nous notons que les allégations susmentionnées de la Chine concernent la question de savoir si l'échantillon *lui-même* choisi dans l'enquête était compatible avec l'article 3.1 de l'*Accord antidumping*. Lorsque nous nous abstenons de reconnaître le bien-fondé de l'allégation de la Chine, par conséquent, notre constatation se limite à la question de savoir si l'*échantillon* était incompatible avec l'article 3.1 de l'*Accord antidumping*, et ne traite pas la question de savoir si *la branche de production nationale définie par la Commission* dans l'enquête sur les éléments de fixation était compatible avec cette disposition.

[594] En outre, nous notons que la Chine n'a pas fait appel de la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Union européenne n'avait pas agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.4 de l'*Accord antidumping* en fondant son examen des facteurs de dommage "microéconomiques" sur les producteurs inclus dans l'échantillon. (Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.395.)

E. *Exclusion alléguée de certains producteurs*

1. Exclusion alléguée des producteurs qui ne soutenaient pas la plainte

439. La Chine allègue que, pour constater que l'Union européenne n'avait pas agi d'une manière incompatible avec l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*, le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective des faits, comme l'exigent l'article 11 du Mémorandum d'accord et l'article 17.6[595] de l'*Accord antidumping*, en constatant que l'Union européenne n'avait pas exclu de la définition de la branche de production nationale les producteurs qui ne soutenaient pas la plainte déposée à l'encontre des importations d'éléments de fixation en provenance de Chine. En particulier, la Chine allègue que le Groupe spécial: i) "n'a pas tenu compte"[596] de certains éléments de preuve présentés par la Chine, c'est-à-dire le Document d'information[597] publié par la Commission au cours de l'enquête et une lettre envoyée par celle-ci; ii) a admis une affirmation factuelle "non étayée"[598] de l'Union européenne selon laquelle au moins un producteur inclus dans la définition de la branche de production nationale ne soutenait pas l'enquête; et iii) a fait une inférence incorrecte à partir de cette affirmation factuelle.

440. La partie pertinente de l'article 11 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit:

> … un groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions, et formuler d'autres constatations propres à aider l'ORD à faire des recommandations ou à statuer ainsi qu'il est prévu dans les accords visés.

441. En vertu de l'article 11 du Mémorandum d'accord, un groupe spécial, en tant que juge des faits, doit fonder ses constatations sur une base suffisante d'éléments de preuve versés au dossier[599], ne peut pas appliquer de double critère de la preuve[600], et le traitement qu'il réserve aux éléments de

[595] La Chine n'a fourni aucun argument concernant spécifiquement l'article 17.6 de l'*Accord antidumping* à l'appui de son allégation au titre de l'article 4.1 de cet accord. En outre, nous rappelons que l'Organe d'appel a constaté qu'"il [était] inconcevable que [l'article 17.6 i)] exige autre chose qu'une "évaluation des faits de la cause" *objective* de la part des groupes spéciaux." (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 55 (italique dans l'original)) À la lumière de ces constatations et en l'absence d'arguments de la Chine concernant l'article 17.6 de l'*Accord antidumping*, nous ne traitons pas séparément, dans notre analyse, l'allégation formulée par la Chine au titre de cette disposition.

[596] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, page 47, point F).

[597] European Commission, Anti-dumping proceeding concerning imports of certain iron or steel fasteners originating in the People's Republic of China, Non-imposition of provisional anti-dumping measures, 4 August 2008 (pièce CHN-17 présentée au Groupe spécial).

[598] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, page 38, point D).

[599] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 338.

[600] Voir le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 137.

preuve ne doit pas "manquer d'équité".[601] En outre, le devoir de procéder à une évaluation objective des faits de la cause "exige qu'un groupe spécial examine les éléments de preuve dont il dispose dans leur totalité, ce qui inclut l'examen des éléments de preuve présentés en relation avec d'autres éléments de preuve"[602], et un groupe spécial ne devrait pas ignorer des éléments de preuve qui sont pertinents pour la cause de l'une des parties.[603] Toutefois, l'Organe d'appel a aussi précisé qu'un groupe spécial "[d]ans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire, … avait le droit de décider que certains éléments de preuve étaient plus importants que d'autres".[604] Ce faisant, un groupe spécial "n'est pas tenu d'examiner, dans son rapport, chacun des éléments de preuve sans exception."[605] En outre, "compte tenu de la différence qui existe entre les rôles respectifs de l'Organe d'appel et des groupes spéciaux", l'Organe d'appel ne va pas "empiéter à la légère" sur le pouvoir d'établissement des faits du Groupe spécial[606] et "ne [peut] pas fonder une constatation d'incompatibilité au titre de l'article 11 simplement sur la conclusion [qu'il aurait] pu aboutir à une constatation de fait différente de celle à laquelle le groupe spécial est arrivé".[607]

442. Ainsi, les erreurs commises, selon les allégations, par un groupe spécial ne constituent pas toutes une violation de l'article 11 du Mémorandum d'accord. Il incombe au participant qui formule en appel une allégation au titre de l'article 11 d'expliquer *pourquoi* l'erreur alléguée *remplit* le critère d'examen prévu par cette disposition. Essayer de faire de chaque erreur d'un groupe spécial une violation de l'article 11 du Mémorandum d'accord est une approche qui est incompatible avec le champ d'application de cette disposition. En particulier, lorsqu'il est allégué qu'un groupe spécial a négligé un élément de preuve, le simple fait que le Groupe spécial n'a pas explicitement fait référence à cet élément de preuve dans son raisonnement est insuffisant pour étayer une allégation de violation au titre de l'article 11. En fait, un participant doit expliquer pourquoi cet élément de preuve est si important pour son argumentation que le fait que le Groupe spécial ne l'a pas examiné et invoqué explicitement a une incidence sur l'objectivité de son évaluation factuelle. Il est tout aussi inacceptable qu'un participant reformule effectivement les arguments qu'il a présentés au Groupe spécial sous le couvert d'une allégation au titre de l'article 11. Un participant doit plutôt identifier des erreurs spécifiques concernant l'objectivité de l'évaluation du groupe spécial. Enfin, une allégation selon laquelle un groupe spécial a manqué à ses devoirs au titre de l'article 11 du Mémorandum

[601] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland (article 21:5 – Brésil)*, paragraphe 292.
[602] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 331.
[603] Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphes 553 et 615.
[604] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 161.
[605] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 202.
[606] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 151; le rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 299; et le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 142.
[607] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 151.

d'accord doit être autonome et ne devrait pas être formulée simplement en tant qu'argument ou allégation subsidiaire à l'appui d'une allégation selon laquelle le groupe spécial n'a pas appliqué correctement une disposition des accords visés.[608] En gardant à l'esprit ces considérations, nous passons à l'examen de l'appel de la Chine concernant la constatation du Groupe spécial relative à l'exclusion alléguée de certains producteurs de la définition de la branche de production nationale.

443. Le Groupe spécial a noté l'explication de l'Union européenne selon laquelle, au moment de l'ouverture de l'enquête, la Commission avait envoyé des formulaires relatifs à l'échantillonnage à 318 producteurs d'éléments de fixation de l'UE en leur demandant de fournir certains renseignements dans un délai de 15 jours et d'indiquer s'ils voulaient bien être inclus dans l'échantillon.[609] Il a aussi noté que les formulaires relatifs à l'échantillonnage ne contenaient aucune question sur le point de savoir si les producteurs soutenaient la demande ou y étaient opposés.[610] Sur la base des formulaires reçus, la Commission a défini la branche de production nationale dans l'enquête sur les éléments de fixation comme comprenant 45 producteurs de l'UE, représentant 27 pour cent de la production communautaire totale, qui tous ont répondu à la demande de renseignements dans le délai de 15 jours et indiqué qu'ils voulaient bien faire partie de l'échantillon.[611] D'après le considérant 114 du Règlement définitif, ces producteurs de l'UE "ont soutenu la plainte et ont pleinement coopéré à l'enquête".[612] L'Union européenne a expliqué que, en dépit de ce qui était indiqué au considérant 114, la question du soutien était en fait seulement pertinente pour déterminer si la plainte déposée en vue de l'ouverture de l'enquête sur les éléments de fixation avait respecté la prescription en matière de *représentativité*. Les formulaires relatifs à l'échantillonnage envoyés aux fins de la définition de la branche de production nationale ne concernaient pas la question de la représentativité. Ils concernaient plutôt la question de la coopération, c'est-à-dire la question de savoir si un producteur voudrait bien faire partie de l'échantillon.[613]

444. Selon le Groupe spécial, "en utilisant les termes "producteurs qui ont soutenu la plainte"", le Règlement définitif a "laiss[é] entendre" que seuls des producteurs ayant exprimé leur soutien à la

[608] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier*, paragraphe 498; et le rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix (article 21:5 – Argentine)*, paragraphe 238.
[609] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.213 (faisant référence à la réponse de l'Union européenne à la question n° 88 du Groupe spécial, paragraphe 17).
[610] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.213 (faisant référence aux documents Non-confidential Sampling Form of Agrati (pièce EU-30 présentée au Groupe spécial) et Non-confidential Sampling Form of Fontana Luigi (pièce EU-31 présentée au Groupe spécial)).
[611] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.212 (faisant référence au Règlement définitif, *supra*, note de bas de page 4, considérants 22 à 25) et 7.216.
[612] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.212 (citant le Règlement définitif, *supra*, note de bas de page 4, considérant 114).
[613] Voir la réponse de l'Union européenne à la question n° 31 du Groupe spécial, paragraphe 97; et la réponse de l'Union européenne à la question n° 89 du Groupe spécial, paragraphe 18.

plainte avaient été inclus dans la branche de production nationale.[614] Nonobstant le considérant 114 du Règlement définitif, le Groupe spécial n'a pas immédiatement formulé une constatation selon laquelle les producteurs qui ne soutenaient pas la plainte avaient été exclus. En fait, il a ensuite examiné plusieurs autres éléments de preuve ainsi que des arguments pertinents des parties. Il a relevé l'affirmation de la Chine selon laquelle la Commission connaissait les positions des producteurs de l'UE au sujet de l'enquête et avait défini la branche de production nationale sur la base du soutien des producteurs à l'enquête. Selon la Chine, le Document d'information, envoyé aux parties au moment où la Commission avait décidé de ne pas publier de mesure provisoire[615], indique que sur les 114 producteurs nationaux qui s'étaient manifestés et avaient communiqué des renseignements pertinents, 86, soit 36 pour cent de la production estimée de l'UE, soutenaient la plainte, alors que 25, qui représentaient 9 pour cent de la production de l'UE, y étaient opposés, et trois n'avaient pas exprimé d'opinion.[616]

445. Le Groupe spécial ne s'est pas appuyé sur le Document d'information, mais a admis l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle ce document était "un document de travail qui fai[sait] état des progrès de l'enquête à ce stade et n'[avait] pas de statut juridique dans le droit communautaire, qui [avait] été mis à la disposition des parties sans qu'il y ait eu obligation de le faire et … n'[était] pas la mesure dont [il était] saisi[ ]".[617] Par conséquent, le Groupe spécial "ne considér[ait] pas les représentations figurant dans le Document d'information comme faisant partie de la mesure qu['il devait] évaluer."[618] En outre, le Groupe spécial a pris note des explications ci-après de l'Union européenne:

> … à partir des arguments présentés par les exportateurs chinois, elle a continué à examiner la question de la représentativité après l'ouverture de l'enquête, … cette poursuite de l'examen a jeté la confusion sur la question de la définition de la branche de production nationale et … *la "formulation du critère malencontreuse" dans le Règlement définitif (par référence à l'utilisation des termes "producteurs qui ont soutenu la plainte" au sujet de la branche de production nationale)*, n'a pas eu d'incidence sur la définition de la branche de production nationale, pour laquelle aucune distinction n'a été faite entre les producteurs qui soutenaient la plainte et ceux qui ne

[614] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.214 (faisant référence à la réponse de l'Union européenne à la question n° 30 du Groupe spécial, paragraphe 88).
[615] Règlement définitif, *supra*, note de bas de page 4, considérant 5; Document d'information, *supra*, note de bas de page 81.
[616] Document d'information, *supra*, note de bas de page 81.
[617] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.214 (faisant référence à la réponse de l'Union européenne à la question n° 30 du Groupe spécial, paragraphe 88).
[618] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.214.

> la soutenaient pas.[619] (pas d'italique dans l'original; notes de bas de page omises)

446. L'Union européenne a expliqué en outre devant le Groupe spécial que revoir la question de la représentativité était une "erreur" parce que cela était source de "confusion"[620], comme en témoignaient certaines inexactitudes figurant dans le Document d'information. En particulier, elle a estimé que 70 sociétés (au lieu des 114 sociétés indiquées dans le Document d'information) s'étaient manifestées après l'ouverture de l'enquête et avaient fourni les renseignements demandés dans l'avis d'ouverture de l'enquête dans le délai de 15 jours.[621] Seuls 46 de ces 70 producteurs avaient été considérés comme coopérant et avaient été inclus dans la définition de la branche de production nationale, comme cela était confirmé par le considérant 25 du Règlement définitif.[622] En faisant cette détermination, la Commission n'avait pas examiné la question du soutien. Cependant, du fait des processus parallèles sur la détermination de la définition de la branche de production nationale et sur la détermination de la représentativité, toutes les sociétés qui avaient communiqué des renseignements, avant et après l'expiration du délai de 15 jours, avaient été "indûment regroupées pour constituer les 114 sociétés mentionnées dans le [D]ocument d'information".[623]

447. En appel, la Chine allègue que le Groupe spécial a agi en violation de l'article 11 du Mémorandum d'accord parce qu'il "a ignoré et négligé les éléments de preuve présentés par la Chine", y compris le Document d'information, alors même que ces éléments de preuve démontraient que la Commission avait exclu de la branche de production nationale tous les producteurs qui ne soutenaient pas la plainte.[624] La Chine estime que, même si le Document d'information ne faisait pas une partie de la mesure en cause, il était néanmoins un élément de preuve et était "tout à fait pertinent" aux fins de l'examen de la question de la définition de la branche de production nationale.[625]

---

[619] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.214 (faisant référence à la réponse de l'Union européenne à la question n° 89 du Groupe spécial, paragraphe 18; et à la réponse de l'Union européenne à la question n° 34 du Groupe spécial, paragraphe 105).

[620] Rapport du Groupe spécial, note de bas de page 357 relative au paragraphe 7.170 (citant la réponse de l'Union européenne à la question n° 31 du Groupe spécial).

[621] À la demande du Groupe spécial, l'Union européenne a communiqué la liste des 70 producteurs de l'UE, y compris les noms des sociétés liées participant à la production et/ou à la vente du produit concerné. (Voir List of "Sampling Form for Community Producers" for inspection by interested parties (pièce EU-19 présentée au Groupe spécial).)

[622] Réponse de l'Union européenne à la question n° 31 du Groupe spécial, paragraphes 92 à 94. Comme il est indiqué plus haut, il a ultérieurement été constaté qu'un producteur parmi les 46 qui coopéraient ne coopérait pas et il a été exclu de la définition de la branche de production nationale. (Voir *supra*, la note de bas de page 571.)

[623] Réponse de l'Union européenne à la question n° 31 du Groupe spécial, paragraphe 97.

[624] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, page 47, point F).

[625] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 93.

448. Nous sommes sensibles à l'argument de la Chine selon lequel le point de savoir si le Document d'information pourrait être pris en compte en tant qu'élément de preuve pertinent ne devrait pas dépendre de son statut juridique en droit de l'UE. Bien que ce document ne fasse pas partie de la mesure en cause en tant que document publié par la Commission au cours de l'enquête, il pourrait néanmoins éclairer certains aspects de celle-ci. Dans le même temps, nous notons que le Groupe spécial a bien posé à l'Union européenne certaines questions au sujet du Document d'information[626], et que, par conséquent, il n'a pas simplement ignoré ou négligé les éléments de preuve présentés par la Chine. En outre, l'explication de l'Union européenne concernant les processus "parallèles" "créant une confusion" entre la détermination de la définition de la branche de production nationale et la détermination de la représentativité met en doute la fiabilité des représentations concernant la branche de production nationale qui figurent dans le Document d'information. Par conséquent, nous ne considérons pas que le Groupe spécial ait outrepassé la marge discrétionnaire dont il disposait au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord en décidant d'accorder moins de poids que n'en accordait la Chine au Document d'information lorsqu'il a formulé ses constatations.

449. La Chine allègue que le Groupe spécial a également ignoré une lettre envoyée par la Commission à deux exportateurs chinois en réponse à leur demande de clarification concernant certains chiffres relatifs à la production figurant dans le Règlement définitif.[627] En particulier, il est expliqué dans la lettre que le chiffre relatif au volume de production de la branche de production nationale figurant dans le considérant 128 du Règlement définitif correspond à celui "des producteurs communautaires qui ont soutenu la plainte et ont pleinement coopéré à l'enquête". La Chine affirme que, bien que cette lettre "démontre sans ambiguïté" que seuls les producteurs qui soutenaient la plainte avaient été inclus dans la branche de production nationale[628], le Groupe spécial "a totalement négligé et ignoré"[629] cet élément de preuve.

450. La référence faite dans la lettre aux "producteurs communautaires qui ont soutenu la plainte et ont pleinement coopéré à l'enquête" reprend la même expression que celle qui figure dans le considérant 114 du Règlement définitif. Comme il est indiqué plus haut, l'Union européenne a expliqué au Groupe spécial que cette "formulation du critère malencontreuse" demeurait dans le Règlement définitif du fait de la confusion entre la question de la représentativité et la définition de la

[626] Par exemple, le Groupe spécial a demandé à l'Union européenne de préciser si le nombre de producteurs qui s'étaient manifestés dans le délai de 15 jours était de 114, comme indiqué dans le Document d'information, et si le nombre de producteurs ayant exprimé la volonté d'être inclus dans l'échantillon était de 86, comme indiqué dans le Document d'information, ou de 46, comme indiqué dans le Règlement définitif. (Voir la question n° 31 du Groupe spécial.)

[627] Lettre du 18 novembre 2008 adressée par la Commission à Van Bael & Bellis en réponse à une lettre de Van Bael & Bellis datée du 12 novembre 2008 (pièce CHN-39 présentée au Groupe spécial).

[628] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 98.

[629] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 99.

branche de production nationale.[630] En outre, en tant que juge des faits, "[u]n groupe spécial a le pouvoir discrétionnaire d'évaluer si un élément de preuve donné est pertinent pour son raisonnement et n'est pas tenu d'examiner, dans son rapport, chacun des éléments de preuve sans exception".[631] Étant donné que les renseignements figurant dans la lettre reprennent essentiellement ceux figurant dans le Règlement définitif, et compte tenu de l'explication de l'Union européenne concernant le contexte de ces éléments de preuve, nous ne considérons pas que le Groupe spécial ait fait erreur en ne mentionnant pas ou en n'utilisant pas explicitement cette lettre lorsqu'il a formulé ses constatations.

451. Enfin, la Chine allègue que le Groupe spécial a accepté à tort comme un fait la déclaration non étayée de l'Union européenne selon laquelle au moins un producteur qui ne soutenait pas la plainte avait été inclus dans la branche de production nationale et dans l'échantillon. Selon la Chine, pour affirmer ce fait, l'Union européenne était tenue de présenter des éléments de preuve pertinents en fournissant, par exemple, la liste des plaignants et des sociétés soutenant la plainte qui s'étaient manifestés avant l'ouverture de l'enquête.[632] Puisque l'Union européenne ne l'avait pas fait, la Chine allègue que le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective des faits comme l'exigeait l'article 11 du Mémorandum d'accord en acceptant simplement l'affirmation factuelle de l'Union européenne.

452. L'Union européenne a fait la déclaration susmentionnée en réponse à la question du Groupe spécial concernant le point de savoir si le soutien à l'enquête servait de critère pour déterminer la définition de la branche de production nationale. Elle a affirmé que le soutien ne servait pas de critère et elle a donné le nom d'un producteur inclus dans l'échantillon qui "n'avait pas soutenu la plainte" parce qu'il "n'était pas un plaignant, ni une société soutenant la plainte" et "avait gardé le silence pendant la phase qui avait précédé l'ouverture de l'enquête".[633] Le Groupe spécial, en se fondant sur cette explication de l'Union européenne, a constaté que "le fait qu'au moins un producteur qui n'avait pas soutenu la plainte d'une manière affirmative [avait] été inclus dans la branche de production nationale" "démontr[ait]" que la Commission n'avait pas exclu de la branche de production nationale les producteurs qui ne soutenaient pas la plainte.[634] Nous notons que, avant l'ouverture de l'enquête, la Commission avait envoyé des formulaires à tous les producteurs énumérés dans la plainte déposée par certains producteurs de l'UE à l'encontre des importations d'éléments de fixation en provenance de Chine afin de vérifier s'ils soutenaient la plainte ou y étaient opposés (les "formulaires relatifs à la

[630] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.214 (citant la réponse de l'Union européenne à la question n° 89 du Groupe spécial, paragraphe 18).
[631] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 202.
[632] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 65.
[633] Réponse de l'Union européenne à la question n° 89 du Groupe spécial, paragraphe 19.
[634] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.215.

représentativité").[635] En appel, l'Union européenne précise que le producteur qu'elle a mentionné devant le Groupe spécial n'avait pas retourné le formulaire relatif à la représentativité et que la Commission ne savait tout simplement pas si ce producteur soutenait l'enquête sur les éléments de fixation en provenance de Chine, y était opposé ou s'il avait un avis neutre. Ainsi, selon nous, il existe des éléments de preuve attestant que la Commission ne connaissait pas la position de ce producteur particulier au sujet de la plainte.

453. En outre, nous notons que, après l'ouverture de l'enquête, on a envoyé à ce producteur un formulaire relatif à l'échantillonnage, qu'il a retourné dans le délai de 15 jours. Il convient de noter que les formulaires relatifs à l'échantillonnage envoyés lors de l'ouverture de l'enquête ne contenaient aucune question concernant le soutien ou l'opposition à la plainte, et que ces formulaires ont été envoyés à *tous* les producteurs d'éléments de fixation de l'UE connus de la Commission au moment où l'enquête a été ouverte. Cet élément de preuve étaye l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle le seul critère pertinent pour l'inclusion dans la définition de la branche de production nationale était qu'un producteur devait retourner le formulaire rempli dans un délai de 15 jours et indiquer qu'il voulait bien être inclus dans l'échantillon. Au vu de l'analyse qui précède, rien ne justifie d'intervenir dans l'évaluation des faits effectuée par le Groupe spécial.

454. En résumé, le Groupe spécial disposait de plusieurs éléments de preuve concernant la question de savoir si la Commission avait exclu de la définition de la branche de production nationale des producteurs qui ne soutenaient pas la plainte. Il y avait des éléments de preuve à l'appui de la position de la Chine selon laquelle seuls les producteurs qui soutenaient la plainte avaient été inclus dans la définition de la branche de production nationale. Ces éléments de preuve comprenaient le considérant 114 du Règlement définitif et une lettre envoyée par la Commission aux parties intéressées chinoises. Il y avait aussi des éléments de preuve qui indiquaient que le soutien n'était pas une condition de l'inclusion dans la définition de la branche de production nationale. Ces éléments de preuve comprenaient les considérants 22 à 25 du Règlement définitif, qui expliquaient, entre autres choses, le processus de définition de la branche de production nationale et le fait que des formulaires relatifs à l'échantillonnage avaient été envoyés à tous les producteurs connus au début de l'enquête aux fins de la définition de la branche de production nationale. Comme le Groupe spécial l'a constaté, aucune question n'avait été posée dans le formulaire relatif à l'échantillonnage au sujet du soutien ou de l'opposition à l'enquête. De plus, le Groupe spécial a admis, à juste titre, la représentation factuelle de l'Union européenne selon laquelle un producteur qui n'avait pas exprimé d'une manière affirmative

[635] Voir Extract from the Non-Confidential File: To Be Integrated in the File for Inspection by Interested Parties: Note for the File dated 8 November 2007 and attached documents (pièce EU-6 présentée au Groupe spécial).

une position au sujet de la plainte avait néanmoins reçu le formulaire relatif à l'échantillonnage et été inclus dans la définition de la branche de production nationale. Le Groupe spécial a examiné et analysé les éléments de preuve susmentionnés et il est finalement parvenu à la conclusion que la Chine n'avait pas démontré que la Commission avait exclu de la branche de production nationale qu'elle avait définie les producteurs qui ne soutenaient pas la plainte. Notre examen du raisonnement du Groupe spécial n'indique pas que celui-ci a outrepassé la marge discrétionnaire dont il disposait lorsqu'il a soupesé divers éléments de preuve et tiré ses conclusions sur cette base. Bien que le Groupe spécial ait accordé à certains éléments de preuve un poids différent de celui accordé par la Chine, cela ne suffit pas à démontrer que son évaluation des faits n'était pas objective. En outre, quand bien même nous aurions pu aboutir à une conclusion différente s'il nous avait été demandé d'examiner ces éléments de preuve *de novo*, nous sommes conscients du fait que nous "ne pouvons pas fonder une constatation d'incompatibilité au titre de l'article 11 simplement sur la conclusion que nous aurions pu aboutir à une constatation de fait différente de celle à laquelle le groupe spécial est arrivé".[636] Nous nous abstenons, par conséquent, de reconnaître le bien-fondé de l'appel de la Chine à cet égard.

2. Exclusion alléguée des producteurs qui n'ont pas répondu dans un délai de 15 jours

455. La Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation de l'article 4.1 de l'*Accord antidumping* lorsqu'il a constaté que "[r]ien dans l'article 4.1 n'empêcherait les autorités chargées de l'enquête de fixer des délais aux sociétés pour qu'elles se manifestent en vue de leur inclusion dans la branche de production nationale".[637] En outre, elle affirme que le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective des faits, comme l'exige l'article 11 du Mémorandum d'accord, lorsqu'il a constaté que la Commission "n'[avait] pas agi de manière à exclure" les producteurs qui ne s'étaient pas fait connaître dans le délai de 15 jours suivant l'ouverture de l'enquête[638], et que le délai de 15 jours n'était pas insuffisant ou déraisonnable.

456. Dans la constatation contestée par la Chine, le Groupe spécial a indiqué ce qui suit:

> … s'il semble clair que les producteurs qui ne s'étaient pas fait connaître dans le délai de 15 jours fixé à l'ouverture de l'enquête n'étaient pas inclus dans la branche de production nationale, nous constatons que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas agi de manière à exclure ces producteurs. *Il semble que d'autres producteurs aient été*

[636] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 151.
[637] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 123 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.219).
[638] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 117 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.215).

> *considérés* en vue de leur inclusion dans la branche de production nationale, sur la base des arguments présentés par les exportateurs.[639] (pas d'italique dans l'original)

457. Les éléments de preuve pertinents présentés au Groupe spécial indiquent néanmoins que la Commission a exclu de la définition de la branche de production nationale les producteurs qui ne s'étaient pas fait connaître dans le délai de 15 jours. Devant le Groupe spécial, l'Union européenne a déclaré qu'à l'ouverture de l'enquête sur les éléments de fixation, la Commission avait invité tous les producteurs connus à se manifester et à indiquer leur volonté de participer dans un délai de 15 jours, et n'avait pas inclus les producteurs qui s'étaient fait connaître après le délai de 15 jours.[640] Comme il est indiqué plus haut, l'Union européenne a également expliqué devant le Groupe spécial que la Commission avait revu la question de la représentativité après l'ouverture de l'enquête en réponse à des observations formulées par les parties intéressées chinoises. Ainsi, après le délai de 15 jours, la Commission avait recueilli des renseignements concernant d'autres producteurs, y compris des données sur leurs volumes de production et leur avis sur la plainte.[641] Ce processus, d'après l'Union européenne, a fait l'objet d'une confusion avec la question de la définition de la branche de production nationale dans le Document d'information. Cette confusion a été clarifiée dans le Règlement définitif, qui indique clairement que "les producteurs nationaux qui … constitu[aient] la branche de production nationale [étaient] ceux qui s'[étaient] fait connaître dans les 15 jours suivant l'ouverture de l'enquête, [avaient] fourni les renseignements demandés et [avaient] indiqué leur volonté de participer à l'enquête".[642] L'Union européenne a répété ces explications à plusieurs reprises au cours de la procédure du Groupe spécial.[643] En appel, elle indique de même qu'après avoir reçu les renseignements fournis par les autres producteurs contactés après le délai de 15 jours, la Commission "[avait] décidé de simplement s'en tenir à l'objectif et au délai raisonnable de 15 jours qu'elle [avait] fixés au moment de l'ouverture de l'enquête d'une manière transparente et prévisible".[644]

---

[639] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.215.

[640] Voir la première communication écrite de l'Union européenne au Groupe spécial, paragraphe 302.

[641] Voir la réponse de l'Union européenne à la question n° 31 du Groupe spécial, paragraphe 97.

[642] Réponse de l'Union européenne à la question n° 31 du Groupe spécial, paragraphe 97.

[643] Par exemple, en réponse aux questions posées par la Chine après la première réunion du Groupe spécial, l'Union européenne a indiqué ce qui suit: [i]l est clair que cette détermination était fondée sur les producteurs qui s'étaient manifestés dans le délai de 15 jours et avaient indiqué leur volonté de coopérer (voir le considérant 24 du Règlement n° 91/2009 du Conseil)". (Réponse de l'Union européenne à la question n° 4 posée par la Chine après la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 10) En réponse à la question posée par le Groupe spécial après sa deuxième réunion, l'Union européenne a soutenu ce qui suit: "[t]ous les producteurs connus ont été contactés, qu'ils aient soutenu la plainte ou s'y soient opposés, et tous ont été invités à se manifester. Ceux qui l'ont fait dans le délai imparti et qui ont indiqué leur volonté de coopérer avec les autorités ont été considérés comme faisant partie de la branche de production nationale". (Réponse de l'Union européenne à la question n° 89 du Groupe spécial, paragraphe 18)

[644] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 92.

458. Ainsi, les éléments de preuve versés au dossier, y compris le Règlement définitif et les explications de l'Union européenne, montrent que la Commission a exclu de la définition de la branche de production nationale les producteurs qui ne s'étaient pas fait connaître dans le délai de 15 jours. Lorsqu'il a constaté que la Commission "n'[avait] pas agi de manière à exclure" ces producteurs, le Groupe spécial a indiqué qu'"[i]l *sembl[ait]* que d'autres producteurs aient été considérés en vue de leur inclusion dans la branche de production nationale, sur la base des arguments présentés par les exportateurs".[645] D'après les explications de l'Union européenne, "d'autres producteurs [avaient] été considérés" aux fins du réexamen de la question de la représentativité et non de la définition de la branche de production nationale.

459. Néanmoins, même si le Groupe spécial a conclu à tort que la Commission n'avait pas exclu les producteurs n'ayant pas répondu dans le délai de 15 jours, cela n'a pas affecté sa conclusion finale. Le Groupe spécial a constaté qu'"en fin de compte, aucun de ces producteurs [considérés après le délai imparti] n'[avait] été inclus dans la branche de production nationale".[646] De plus, il a jugé qu'il était "raisonnable pour les autorités chargées de l'enquête d'imposer des délais aux producteurs nationaux pour se faire connaître et de définir ensuite la branche de production nationale en prenant en compte ceux qui s'[étaient] manifestés dans le délai imparti".[647] Il a également constaté qu'il ne voyait "aucun élément qui [lui] permettrait de conclure que le délai de 15 jours était nécessairement insuffisant" pour définir la branche de production nationale.[648] Il a donc constaté que l'Union européenne n'avait pas agi d'une manière incompatible avec l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*, même si elle n'avait pas inclus les producteurs n'ayant pas répondu dans les 15 jours.

460. À notre avis, en appliquant l'article 4.1 aux faits de la cause, le Groupe spécial a constaté à juste titre qu'il était raisonnable pour la Commission de fixer un délai dans lequel les producteurs étaient tenus de se faire connaître. Compte tenu des multiples étapes par lesquelles il faut passer dans une enquête antidumping et du temps limité imparti pour mener une enquête, l'autorité chargée de l'enquête doit être autorisée à fixer divers délais pour assurer le bon déroulement de l'enquête. De fait, comme l'article 5.10 de l'*Accord antidumping* le prévoit, "[l]es enquêtes seront, sauf circonstances spéciales, terminées dans un délai d'un an, et en tout état de cause dans un délai ne devant pas dépasser 18 mois, après leur ouverture". En outre, l'article 6.14 dispose que les règles de procédure

[645] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.215. (pas d'italique dans l'original)
[646] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.215.
[647] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.219.
[648] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.219.

énoncées à l'article 6 de l'*Accord antidumping* "n'ont pas pour but d'empêcher les autorités d'un Membre d'agir *avec diligence*".[649] À cet égard, l'Organe d'appel a constaté ce qui suit:

> Les autorités chargées de l'enquête doivent pouvoir contrôler le déroulement de leur enquête et passer par les multiples étapes d'une enquête qui sont nécessaires pour arriver à une détermination finale. De fait, en l'absence de délais, les autorités céderaient effectivement le contrôle des enquêtes aux parties intéressées et pourraient ne pas être en mesure d'achever leurs enquêtes dans les délais prescrits par l'*Accord antidumping*.[650]

Nous n'acceptons donc pas l'affirmation de la Chine selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation de l'article 4.1 lorsqu'il a constaté que "[r]ien dans l'article 4.1 n'empêcherait les autorités chargées de l'enquête de fixer des délais aux sociétés pour qu'elles se manifestent en vue de leur inclusion dans la branche de production nationale".[651]

461. La Chine estime en outre que, même si l'imposition aux producteurs nationaux d'un délai pour se manifester peut être admissible pour des raisons de nécessité, tout délai accordé par les autorités chargées de l'enquête aux producteurs nationaux pour se manifester doit être "raisonnable" et "suffisant".[652] À cet égard, la Chine estime que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en "ignor[ant] les "éléments de preuve"" communiqués par la Chine pour démontrer que le délai de 15 jours était insuffisant et déraisonnable.[653] Premièrement, la Chine soutient que, comme elle l'a fait valoir devant le Groupe spécial, le délai de 15 jours est "très court et fait que les plaignants et [ceux] soutenant l'enquête seront bien plus susceptibles" que les producteurs qui y sont opposés de se manifester dans le délai imparti.[654] Elle affirme qu'à l'appui de cet argument elle a renvoyé le Groupe spécial au Document d'information, qui montre que, parmi les 114 producteurs qui s'étaient fait connaître à la date de publication du Document d'information, 25 – soit 9 pour cent de la production de l'UE – étaient opposés à la plainte. Selon la Chine, pourtant à cause du délai de 15 jours, ces 25 producteurs n'ont pas été inclus dans la branche de production nationale.[655]

462. Nous notons que la Chine a une fois encore cherché à s'appuyer sur le Document d'information pour étayer son allégation. Comme il a été dit plus haut, à la lumière de l'explication de

---

[649] Pas d'italique dans l'original.
[650] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 73 (citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 7.54).
[651] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.219.
[652] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 125.
[653] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 130.
[654] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 135.
[655] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 136; première communication écrite de la Chine au Groupe spécial, paragraphe 244.

l'Union européenne quant aux inexactitudes contenues dans le Document d'information, nous ne considérons pas que le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective des faits en ne s'appuyant pas sur le Document d'information pour prendre sa décision. En outre, même en supposant que l'on puisse s'appuyer sur les représentations figurant dans le Document d'information, nous ne voyons pas en quoi ces représentations démontrent que l'imposition d'un délai de 15 jours a pesé sur la décision des producteurs opposés à la plainte de répondre à la demande de renseignements. De fait, le Document d'information indique que, parmi les 114 producteurs qui "se sont manifestés et ont fourni les renseignements demandés *dans le délai imparti*"[656], 25 étaient opposés à la plainte. Il n'indique pas que ces 25 producteurs se sont tous manifestés après le délai de 15 jours imparti et n'étaye donc pas l'affirmation de la Chine selon laquelle, *à cause du délai*, ceux qui étaient opposés à la plainte ont été exclus de la définition de la branche de production nationale.

463. La Chine fait en outre valoir qu'en exigeant que les producteurs se manifestent dans un délai de 15 jours et expriment la volonté d'être inclus dans l'échantillon dans ce délai, la Commission a adopté une approche qui était "fondamentalement non objective", du fait que les producteurs opposés à l'enquête étaient moins susceptibles de vouloir faire partie de l'échantillon.[657] Cependant, la Chine n'a pas étayé cette affirmation. En tout état de cause, son argument ne concerne pas le caractère raisonnable du délai de 15 jours en soi. En fait, il concerne la question de savoir si la définition de la branche de production nationale était compatible avec l'*Accord antidumping* lorsqu'elle était déterminée sur la base de la volonté des producteurs de coopérer en étant inclus dans l'échantillon.

464. En résumé, nous ne considérons pas que le Groupe spécial ait fait erreur dans son interprétation ou son application de l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*, ou ait agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord, lorsqu'il a constaté que "le simple fait que la branche de production nationale telle qu'elle [avait] été définie en définitive n'inclu[ait] aucune proportion particulière de producteurs exprimant des vues différentes au sujet de la plainte ou de producteurs qui ne [s'étaient] pas manifestés dans le délai de 15 jours ne démontr[ait] pas que l'Union européenne [avait] agi d'une manière incompatible avec l'article 4.1 de l'[*Accord antidumping*] pour définir la branche de production nationale".[658] Nous nous abstenons donc de reconnaître le bien-fondé de l'appel de la Chine à cet égard.

---

[656] Document d'information, *supra*, note de bas de page 81, page 5. (pas d'italique dans l'original) Nous rappelons l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle ces 114 producteurs incluent effectivement ceux qui se sont manifestés après le délai de 15 jours. (Voir *supra*, le paragraphe 446.) Or, la Chine n'a pas dit qu'elle ne souscrivait pas à ces affirmations factuelles et cherche plutôt à s'appuyer sur certaines représentations figurant dans le Document d'information.

[657] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 137.

[658] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.219.

3. Exclusion alléguée de producteurs au titre de l'article 3.1 de l'*Accord antidumping*

465. La Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* en rejetant l'allégation qu'elle avait formulée au titre de cette disposition, selon laquelle la Commission avait exclu à tort de la définition de la branche de production nationale les producteurs qui ne soutenaient pas la plainte et qui ne s'étaient pas manifestés dans le délai de 15 jours simplement parce qu'il avait rejeté la même allégation de la Chine au titre de l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*.

466. Devant le Groupe spécial, la Chine a fait valoir qu'"'en définissant la branche de production nationale comme incluant uniquement les producteurs qui soutenaient la plainte et excluant ceux qui ne la soutenaient pas, l'[Union européenne] [avait] procédé à une analyse partiale favorisant les intérêts des plaignants", et qu'"[u]ne telle analyse n'[était] pas "objective" comme l'exigeait l'article 3.1 de l'[*Accord antidumping*]".[659] La Chine a également fait valoir qu'en fixant le délai de 15 jours imparti aux producteurs nationaux pour indiquer leur volonté d'être inclus dans l'échantillon, la Commission "[avait] agi d'une manière non objective en ce sens que seuls les producteurs soutenant l'enquête [avaient] été inclus dans la branche de production nationale".[660] La Chine a ensuite répété les arguments qu'elle avait présentés au titre de l'article 4.1 sur les raisons pour lesquelles le délai de 15 jours était insuffisant et déraisonnable aux fins de la définition de la branche de production nationale.[661] Le Groupe spécial a rejeté l'allégation de la Chine, constatant, à la place, ce qui suit:

> La Chine affirme qu'il n'est possible d'effectuer un examen objectif conformément à l'article 3.1 que si le résultat de l'examen n'est pas prédéterminé par la façon dont la branche de production nationale a été définie. Nous n'en disconvenons pas. Nous avons toutefois rejeté la position de la Chine concernant cet aspect de son allégation contestant la définition de la branche de production nationale en l'espèce. La Chine ne formule aucune autre allégation à l'appui de cette allégation de violation de l'article 3.1, et nous rejetons donc cet aspect de l'allégation de la Chine.[662] (note de bas de page omise)

467. Dans les analyses que nous avons menées dans les deux précédentes sous-sections, nous nous sommes abstenus de reconnaître le bien-fondé de l'appel de la Chine concernant les constatations du Groupe spécial selon lesquelles l'Union européenne n'avait pas agi d'une manière incompatible avec l'article 4.1 de l'*Accord antidumping* en excluant de la définition de la branche de production nationale les producteurs qui ne soutenaient pas la plainte et qui n'avaient pas renvoyé les formulaires relatifs à

[659] Première communication écrite de la Chine au Groupe spécial, paragraphe 244.
[660] Deuxième communication écrite de la Chine au Groupe spécial, paragraphe 577.
[661] Voir la deuxième communication écrite de la Chine au Groupe spécial, paragraphes 578 à 580.
[662] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.221.

l'échantillonnage dans les 15 jours. Étant donné que, pour ce qui est de ces aspects de l'enquête sur les éléments de fixation, la Chine n'a pas présenté d'arguments au titre de l'article 3.1 qui diffèrent des arguments au titre de l'article 4.1, nous nous abstenons également de reconnaître le bien-fondé de son appel concernant la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Union européenne n'avait pas agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* en excluant ces producteurs de la branche de production nationale.

F. *Conclusion*

468. En résumé, en ce qui concerne l'autre appel de la Chine concernant les constatations du Groupe spécial au titre des articles 4.1 et 3.1 de l'*Accord antidumping*, nous avons formulé les constatations suivantes. Nous constatons que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que "l'Union européenne n'[avait] pas agi d'une manière incompatible avec l'article 4.1 de l'[*Accord antidumping*] en définissant une branche de production nationale comprenant des producteurs représentant 27 pour cent de la production totale estimée d'éléments de fixation de l'UE" en s'appuyant sur le fait que les productions additionnées de ces producteurs représentaient "une proportion majeure" de la production nationale totale.[663] Toutefois, nous constatons que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en constatant que la Chine n'avait pas établi que l'Union européenne avait agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* en établissant une détermination de l'existence d'un dommage sur la base d'un échantillon de producteurs dont il était allégué qu'il n'était pas représentatif. Nous ne considérons pas non plus que le Groupe spécial ait fait erreur dans son interprétation ou son application des articles 4.1 et 3.1 de l'*Accord antidumping*, ou ait agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord, lorsqu'il a constaté que "le simple fait que la branche de production nationale telle qu'elle [avait] été définie en définitive n'inclu[ait] aucune proportion particulière de producteurs exprimant des vues différentes au sujet de la plainte ou de producteurs qui ne [s'étaient] pas manifestés dans le délai de 15 jours ne démontr[ait] pas que l'Union européenne [avait] agi d'une manière incompatible avec l'article 4.1 de l'[*Accord antidumping*] pour définir la branche de production nationale"[664], ou avait agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 de cet accord.

[663] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.230.
[664] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.219.

VII. Appel concernant les constatations du Groupe spécial relatives à certains aspects de la détermination de l'existence d'un dumping dans l'enquête sur les éléments de fixation au titre des articles 6.4, 6.2 et 2.4 de l'*Accord antidumping*

A. *Introduction*

469. Nous allons maintenant examiner les appels de l'Union européenne et de la Chine concernant les constatations du Groupe spécial relatives à certains aspects de la détermination de l'existence d'un dumping établie par la Commission dans l'enquête sur les éléments de fixation. En particulier, l'Union européenne fait appel de la constatation du Groupe spécial selon laquelle elle avait agi d'une manière incompatible avec l'article 6.4 et 6.2 de l'*Accord antidumping* en ne ménageant pas en temps utile aux parties intéressées chinoises la possibilité de prendre connaissance des types de produits utilisés par la Commission pour comparer le prix à l'exportation et la valeur normale dans la détermination de l'existence d'un dumping. La Chine fait appel de la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Union européenne n'avait pas agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en ne procédant pas à une "comparaison équitable" entre le prix à l'exportation et la valeur normale dans la détermination de l'existence d'un dumping. Nous commençons notre analyse par une description du contexte factuel pertinent sous-tendant les allégations de l'Union européenne et de la Chine. Puis, nous examinons l'interprétation pertinente des dispositions de l'*Accord antidumping* au titre desquelles les allégations de l'Union européenne et de la Chine sont formulées. Ensuite, nous examinons les allégations et arguments spécifiques présentés en appel.

B. *Contexte factuel pertinent*

470. Le Groupe spécial a constaté que, dans les questionnaires envoyés au producteur indien, Pooja Forge[665], et aux producteurs chinois, la Commission avait demandé que les renseignements relatifs aux produits faisant l'objet de l'enquête soient présentés selon les catégories de produits définies par les numéros de référence des produits ("NRP").[666] Il a noté que les NRP identifiés par la Commission comprenaient les six éléments suivants: type d'éléments de fixation (par code NC); résistance/dureté; revêtement; présence de chrome dans le revêtement; diamètre; et longueur/épaisseur. Tous ces éléments, sauf deux, sont à leur tour subdivisés en sous-catégories,

[665] Nous rappelons que, du fait que l'Union européenne a désigné la Chine comme étant une NME et que le traitement MET n'a pas été accordé aux producteurs chinois dans l'enquête sur les éléments de fixation, la Commission a établi la valeur normale sur la base des prix des éléments de fixation vendus dans le pays analogue, l'Inde. La Commission a identifié deux sociétés indiennes qui produisaient les éléments de fixation faisant l'objet de l'enquête, et l'une d'elles, Pooja Forge, a coopéré à l'enquête. (Voir le Règlement définitif, *supra*, note de bas de page 4, considérants 38 et 92.)

[666] Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.292 (faisant référence à European Commission, Anti-Dumping Questionnaire for Chinese Exporters/Producers (pièce CHN-51 présentée au Groupe spécial), pages 11 à 13).

chacune désignée par un code constitué d'un chiffre ou d'une lettre. Les éléments dont se compose le NRP représentent donc 38 spécifications étroitement définies d'éléments de fixation. Le questionnaire mentionnait, à titre d'exemple, un produit ayant les caractéristiques suivantes: "vis autotaraudeuse, à cémentation, non revêtue, diamètre 4,2 mm, longueur 13 mm". Sur la base des chiffres et lettres correspondant à chacune de ces caractéristiques, le NRP de ce produit serait 2XNR042013.[667]

471. Dans le questionnaire envoyé à Pooja Forge, il était aussi demandé de présenter les renseignements sur la base des mêmes NRP. Cependant, Pooja Forge n'a pas présenté les renseignements selon les catégories définies par les NRP comme cela lui était demandé. Comme, dans le cadre de l'enquête sur les éléments de fixation, la valeur normale était établie sur la base des renseignements fournis par Pooja Forge, la Commission n'a pas pu fonder sa comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation sur les NRP complets.[668] Par conséquent, elle a utilisé les "types de produit", qui étaient définis par deux facteurs, à savoir la résistance et la distinction entre éléments de fixation ordinaires et éléments de fixation spéciaux, pour comparer les prix aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping.[669]

472. Le Groupe spécial a constaté que les producteurs chinois avaient été informés très tardivement dans la procédure des types de produits qui avaient constitué la base des comparaisons sous-tendant les déterminations de l'existence d'un dumping établies par la Commission. En particulier, le Document général pour la divulgation, publié vers la fin de l'enquête le 3 novembre 2008, indiquait que la Commission avait établi sa détermination de la valeur normale sur la base de types de produits, mais ne précisait pas le nombre ou les caractéristiques pertinentes de ces types de produits, ni comment ils avaient été déterminés.[670]

473. Le 8 novembre 2008, deux producteurs chinois ont demandé à la Commission des précisions sur les types de produits utilisés et ont en particulier demandé s'il y avait un lien entre les NRP sur lesquels les producteurs chinois avaient fondé leurs réponses au questionnaire et les types de produits finalement utilisés par la Commission. D'après le Groupe spécial, cette lettre "transm[ettait]

---

[667] Voir la pièce CHN-51 présentée au Groupe spécial, *supra*, note de bas de page 666, pages 11 à 13.

[668] Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.293 (faisant référence à la réponse de l'Union européenne à la question n° 43 b) du Groupe spécial).

[669] Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.293 (faisant référence au Règlement définitif, *supra*, note de bas de page 4, considérant 102; et à la pièce CHN-31 présentée au Groupe spécial), *supra*, note de bas de page 310, page 2.

[670] Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.485. De plus, au point intitulé "Comparaison" du Document général pour la divulgation, il était indiqué que la comparaison des prix entre les éléments de fixation en provenance de Chine et ceux qui étaient vendus par Pooja Forge sur le marché indien "reposait sur la distinction entre les types d'éléments de fixation ordinaires et les types d'éléments de fixation spéciaux". (Document général pour la divulgation, *supra*, note de bas de page 73, paragraphe 93) Cette même indication figure également dans le considérant 102 du Règlement définitif.

clairement la demande de ces deux producteurs chinois visant à prendre connaissance des renseignements concernant les types de produits qui [avaient] constitué la base de la détermination de la valeur normale établie par la Commission et le lien entre ces types de produits et les NRP relatifs aux produits des producteurs chinois".[671] La Commission a répondu le 13 novembre 2008, indiquant qu'"outre les caractéristiques du produit précisées dans le NRP, une distinction [avait] été introduite entre les produits ordinaires et les produits spéciaux car il [avait] été constaté que cela avait une incidence notable sur les prix".[672] Elle a ensuite indiqué que pour ces deux producteurs chinois, "leur volume d'exportation tout entier [avait] été considéré comme constitué de produits ordinaires".[673] Le Groupe spécial a constaté que cette réponse "n'expliqu[ait] pas comment les types de produits [avaient] été établis dans la détermination de la valeur normale ni ne décri[vait] les caractéristiques pertinentes de ces types de produits".[674]

474. Le 17 novembre 2008, les producteurs chinois ont à nouveau demandé des précisions. Ils ont noté que la version non confidentielle de la réponse de Pooja Forge au questionnaire n'indiquait pas que Pooja Forge présentait les ventes sur la base des NRP. Les producteurs chinois ont donc demandé ce qui suit:

> En termes abstraits, la valeur normale a-t-elle été établie sur la base des NRP, ou bien des types plus généraux d'éléments de fixation [du producteur indien] ont-ils été appariés avec des groupes de NRP provenant de nos clients? Dans ce contexte, il serait encore très utile pour nous de disposer d'une liste indiquant simplement quel type d'élément de fixation ou quels NRP [du producteur indien] ont été appariés avec les NRP de nos clients.[675]

Le Groupe spécial a décrit cette lettre comme "réitér[ant] clairement la demande de ces producteurs chinois visant à prendre connaissance des renseignements sur la base desquels les types de produits du producteur indien [avaient] été établis".[676]

475. La Commission a répondu, dans une lettre datée du 21 novembre 2008, que la comparaison "n'[avait] pas été effectuée sur la base des NRP complets, mais sur la base d'une partie des

---

[671] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.486.

[672] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.487 (citant le message électronique du 13 novembre 2008 adressé par la Commission européenne à Van Bael & Bellis (pièce CHN-29 présentée au Groupe spécial), page 1).

[673] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.487 (citant la pièce CHN-29 présentée au Groupe spécial, *supra*, note de bas de page 672, page 1).

[674] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.487.

[675] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.488 (citant la lettre du 17 novembre 2008 adressée à la Commission européenne par Van Bael & Bellis au sujet du Document définitif pour la divulgation: demande de renseignements II au nom de Kunshan Chenghe Standard Component Co. Ltd et Ningbo Jinding Fastening Piece Co. Ltd (pièce CHN-30 présentée au Groupe spécial, page 2). (caractères gras omis)

[676] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.488.

caractéristiques du produit, à savoir la résistance et la distinction susmentionnées entre produits spéciaux et produits ordinaires".[677] Le Groupe spécial a constaté que c'était la première fois que la Commission informait clairement les producteurs chinois qu'elle n'avait pas établi ses constatations sur la base des NRP, mais sur la base des caractéristiques que constituaient la résistance et la distinction entre éléments de fixation ordinaires et éléments de fixation spéciaux. Cette lettre est arrivée un jour ouvrable avant la date limite pour la présentation d'observations sur le Document général pour la divulgation.[678]

476. Le dossier du Groupe spécial indique que le 24 novembre 2008, deux jours après la date limite pour la présentation d'observations, un producteur chinois a adressé une autre lettre à la Commission, dans laquelle il disait qu'il n'était pas possible pour lui de formuler des observations sur la détermination de l'existence d'un dumping établie par la Commission sans savoir quels types ou groupes de produits de Pooja Forge étaient effectivement appariés avec les produits chinois.[679]

477. Ainsi, d'après les constatations de fait du Groupe spécial et le dossier du Groupe spécial, le calendrier des événements pertinents survenus dans le contexte de la détermination de l'existence d'un dumping établie par la Commission est le suivant:

Calendrier des événements pertinents

9 novembre 2007	Avis d'ouverture
3 novembre 2008	Document général pour la divulgation
8 novembre 2008	Première demande de précisions
13 novembre 2008	Réponse de la Commission
17 novembre 2008	Deuxième demande de précisions
21 novembre 2008	Réponse de la Commission précisant les types de produits
22 novembre 2008	Date limite pour la présentation d'observations sur le Document général pour la divulgation
24 novembre 2008	Observations du producteur chinois

C. *Interprétation pertinente des articles 6.4 et 2.4 de l'Accord antidumping*

478. L'article 6.4 de l'*Accord antidumping* dispose ce qui suit:

> Chaque fois que cela sera réalisable, les autorités ménageront en temps utile à toutes les parties intéressées la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents pour la

[677] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.489 (citant la pièce CHN-31 présentée au Groupe spécial, page 2).

[678] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.489.

[679] Lettre du 24 novembre 2008 adressée à la Commission européenne par Van Bael & Bellis au nom de Kunshan Chenghe Standard Component Co. Ltd. Observations sur le Document définitif pour la divulgation (pièce CHN-59 présentée au Groupe spécial), page 4.

> présentation de leurs dossiers, qui ne seraient pas confidentiels aux termes du paragraphe 5 et que les autorités utilisent dans leur enquête antidumping, ainsi que de préparer leur argumentation sur la base de ces renseignements.

479. L'Organe d'appel a constaté que l'article 6.4 visait le fait de "ménager [] en temps utile à toutes les parties intéressées la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents pour la présentation de *leurs* dossiers" et que le pronom possessif "leurs" "renvo[yait] à l'évidence à la référence faite plus haut dans cette phrase aux "parties intéressées"".[680] Par conséquent, ce sont les parties intéressées, et non l'autorité, qui détermine si les renseignements sont en fait "pertinents" aux fins de l'article 6.4.[681] De plus, selon l'Organe d'appel, la question de savoir si l'autorité a "utilisé" les renseignements ne dépend pas du point de savoir si l'autorité s'est spécifiquement appuyée sur ces renseignements. Elle dépend plutôt du point de savoir si les renseignements se rapportent à "une étape requise de l'enquête antidumping".[682] Ainsi, l'article 6.4 vise les renseignements qui se rapportent aux "questions que l'autorité chargée de l'enquête est tenue d'examiner en vertu de l'*Accord antidumping* ou que, de fait, elle examine dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire, au cours d'une enquête antidumping".[683]

480. Le droit que les parties intéressées ont en vertu de l'article 6.4 est donc celui de prendre connaissance de *tous* les renseignements non confidentiels pertinents pour la présentation de leurs dossiers, que l'autorité chargée de l'enquête utilise. L'article 6.4 vise donc un large éventail de renseignements utilisés par l'autorité chargée de l'enquête afin d'accomplir une étape requise d'une enquête antidumping. Nous notons le point de vue de l'Union européenne selon lequel le terme "renseignements" employé à l'article 6.4 "concerne des faits et des données brutes, plutôt que des déterminations factuelles et des conclusions des autorités chargées de l'enquête".[684] À notre avis, il n'y a aucun fondement textuel dans l'article 6.4 qui permette de limiter les renseignements qui sont "pertinents pour la présentation de[s] dossiers [des parties]" et que "les autorités utilisent" aux faits ou aux données brutes non traitées par les autorités. En effet, dans le large éventail visé par l'obligation énoncée à l'article 6.4, les renseignements peuvent prendre diverses formes, y compris des données fournies par les parties intéressées, et des renseignements qui ont été traités, organisés ou résumés par l'autorité. Nous ne voyons pas pourquoi seuls les faits et les données brutes seraient pertinents pour la présentation par les parties de leurs dossiers. Une interprétation correcte de l'article 6.4 ne veut toutefois pas dire que le raisonnement ou la délibération en interne de l'autorité chargée de l'enquête

[680] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 145. (italique dans l'original)
[681] Voir le rapport de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 145.
[682] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 147.
[683] Rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.769. (note de bas de page omise)
[684] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 253.

pour établir sa détermination finale sont aussi assujettis à l'obligation énoncée à l'article 6.4. L'article 6.4 vise les renseignements qui sont utilisés par une autorité, et non l'analyse détaillée des renseignements que fait une autorité, ou la détermination qu'elle établit sur la base de ces renseignements.

481. L'Union européenne fait également valoir que le contexte de l'article 6.4, qui est fourni par les autres paragraphes de l'article 6, confirme que l'obligation énoncée à l'article 6.4 concerne uniquement les faits et les données brutes communiqués par les parties intéressées. L'Union européenne affirme que l'article 6.1 à 6.3 accorde aux parties le droit de présenter leurs *propres* renseignements, et que l'article 6.6 et 6.7 impose aux autorités chargées de l'enquête l'obligation de vérifier les renseignements présentés par les parties. L'article 6.8, quant à lui, autorise le recours aux "données de fait disponibles" lorsqu'une partie intéressée ne communique pas les renseignements nécessaires.[685] Ainsi, déclare l'Union européenne, l'article 6.4 se limite à traiter du "droit que les parties ont de connaître ce que *les autres parties intéressées ont présenté* en termes d'éléments de preuve et de renseignements".[686] À notre avis, toutefois, l'invocation par l'Union européenne des autres paragraphes de l'article 6 est vaine. La seule manière dont le terme "renseignements" est qualifié à l'article 6.4 est qu'il est indiqué que les renseignements sont "pertinents pour la présentation de leurs dossiers", "pas confidentiels aux termes du paragraphe 5" et que "les autorités [les] utilisent dans leur enquête antidumping". L'article 6.2 confirme par ailleurs que l'accès à tous ces renseignements est important parce que, sans ces renseignements, les parties intéressées pourraient ne pas avoir "toutes possibilités de défendre leurs intérêts". De plus, dans les cas où le terme "renseignements" doit être spécifiquement qualifié, les paragraphes pertinents de l'article 6 le font clairement. Par exemple, l'article 6.3 fait référence aux "renseignements présentés oralement", l'article 6.5 vise les renseignements qui sont "de nature confidentielle" et l'article 6.6 concerne les renseignements "fournis par les parties intéressées". En l'absence de tels qualificatifs, nous ne voyons aucun fondement textuel dans l'article 6.4, ou fondement contextuel dans l'article 6, pour limiter le terme "renseignements" employé à l'article 6.4 aux seuls renseignements fournis par les autres parties intéressées.

482. L'Union européenne fait par ailleurs valoir que, en vertu de l'article 6.9, les autorités doivent informer toutes les parties intéressées "des faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision" avant d'établir une détermination finale. De l'avis de l'Union européenne, l'emploi de l'expression "faits essentiels" au lieu du terme "renseignements" à l'article 6.9 indique que l'article 6.1 à 6.8 concerne le processus de collecte de renseignements. L'Union européenne fait aussi valoir que l'article 6.9 marque la fin du processus et exige une divulgation des conclusions factuelles essentielles

[685] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphes 258, 259, 262 et 263.
[686] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 260. (italique dans l'original)

de l'autorité[687], et que les "types de produits" utilisés pour comparer le prix à l'exportation et la valeur normale entrent dans la catégorie des faits essentiels.[688] L'Union européenne soutient également que les différences entre les obligations au titre de l'article 6.4 et de l'article 6.9 sont "bien établies dans la jurisprudence de l'OMC". Par exemple, elle fait valoir que, dans l'affaire *Guatemala – Ciment II*, le Groupe spécial a constaté que l'article 6.4, d'une manière générale, ménageait un droit d'"accès [au] dossier"[689], tandis que l'article 6.9 exigeait davantage et ne pouvait pas être respecté "simplement en offrant aux parties intéressées la possibilité d'obtenir des copies de tous les renseignements consignés au dossier".[690]

483. Les différences alléguées par l'Union européenne entre l'article 6.9 et les autres paragraphes de l'article 6 ne réduisent, à notre avis, pas le sens du mot "renseignements" figurant à l'article 6.4 à la portée étroite que l'Union européenne lui attribue. Comme nous l'avons vu ci-dessus, l'article 6.4 se réfère d'une manière générale à "*tous* les renseignements pertinents pour la présentation de[s] dossiers [des parties intéressées]". De tels renseignements peuvent prendre différentes formes, y compris "les faits ou données brutes" communiqués par les autres parties, mais aussi les renseignements qu'une autorité chargée de l'enquête organise, traite ou résume à chaque étape de l'enquête antidumping. Bien que l'article 6.9 se réfère aux "faits essentiels examinés qui constitueront le fondement" de la détermination finale de l'autorité, nous ne pensons pas que les éléments auxquels les termes "renseignements" et "faits essentiels" se réfèrent doivent s'exclure mutuellement. En fonction des circonstances propres à une affaire, les "renseignements" pertinents pour la présentation du dossier d'une partie intéressée peuvent recouvrir un concept plus large que les faits essentiels sur lesquels l'autorité s'appuie, ou peuvent se recouper avec ces "faits essentiels". Les "faits essentiels" visés à l'article 6.9, qui constituent le fondement d'une détermination finale, sont ceux qui sont importants pour la décision de l'autorité, alors que les "renseignements" qui sont pertinents pour la présentation du dossier d'une partie, et que l'autorité utilise, ne sont pas nécessairement ce sur quoi l'autorité s'appuie pour établir sa détermination finale. De plus, les renseignements au sens de l'article 6.4 doivent être fournis aux parties intéressées en temps utile au cours de l'enquête. Il ne suffit pas de fournir ces renseignements seulement "avant d'établir une détermination finale" au sens de l'article 6.9. En résumé, nous considérons que l'invocation par l'Union européenne du contexte de l'article 6.4 ne permet pas d'étayer sa position.

[687] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphes 264 et 265.
[688] Réponses de l'Union européenne aux questions posées à l'audience.
[689] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 261 (citant le rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 8.133).
[690] Rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 8.230.

484. L'Union européenne se réfère à la constatation du Groupe spécial *Corée – Certains papiers* pour faire observer que ce qui devait être divulgué sur demande dans ce différend, c'étaient les chiffres réels retenus pour les coûts de fabrication, les frais ou les bénéfices utilisés dans le calcul de la valeur normale construite.[691] L'Union européenne déclare en outre que la constatation formulée par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie*, selon laquelle les Communautés européennes étaient tenues de divulguer un document contenant un résumé des "données brutes"[692] relatives à certains facteurs de dommage énumérés à l'article 3.4 de l'*Accord antidumping*, étaye aussi son interprétation du terme "renseignements" figurant à l'article 6.4. Toutefois, le fait que les constatations formulées dans des différends antérieurs au titre de l'article 6.4 ont pu concerner de telles "données brutes" indique seulement qu'il s'agissait des "renseignements" en cause dans les différends en question. Les "renseignements" particuliers dont il a été constaté qu'ils étaient couverts par l'article 6.4 dans certains différends ne limitent toutefois pas la portée du terme employé à l'article 6.4 pour tous les différends concernant cette disposition. De plus, s'agissant de la constatation formulée par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie*, dans la mesure où l'Union européenne utilise l'expression "données brutes"[693] pour désigner des renseignements communiqués par les parties et non traités par l'autorité chargée de l'enquête, nous notons que cette position est contredite par les faits en cause dans ledit différend. De fait, les "renseignements" pertinents pour la constatation formulée par l'Organe d'appel au titre de l'article 6.4 dans ladite affaire étaient constitués des données qui avaient été agrégées et résumées par la Commission ainsi que de l'évaluation que la Commission en avait faite. Plus précisément, les "renseignements" comprenaient des feuilles de calcul élaborées par l'autorité européenne chargée de l'enquête concernant les facteurs de dommage énumérés à l'article 3.4 sur la base des éléments de preuve présentés par les parties intéressées.[694]

485. En résumé, dans le cadre de l'article 6.4 de l'*Accord antidumping*, les renseignements qui sont considérés comme "pertinents pour la présentation de[s] dossiers [des parties intéressées]" et que "les autorités utilisent" dépendraient de l'"étape" spécifique de l'enquête antidumping et de la question particulière dont l'autorité chargée de l'enquête est saisie. Nous rappelons que, dans le présent différend, la Chine allègue que la Commission n'a pas ménagé en temps utile aux producteurs chinois la possibilité de prendre connaissance de certains renseignements pertinents pour la comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping dans l'enquête sur les éléments de fixation. Nous axons donc notre analyse sur le type de

[691] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 253 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, paragraphe 7.199).

[692] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 254 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphes 138 à 141).

[693] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 254.

[694] Rapport du Groupe spécial *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 7.307 et note de bas de page 256 y relative. Voir aussi la communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 397.

"renseignements" visés à l'article 6.4 et le moment où ils doivent être divulgués, dans le contexte de la comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale au sens de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*.

486. La partie pertinente de l'article 2.4 de *l'Accord antidumping* dispose ce qui suit:

> Il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale. Elle sera faite au même niveau commercial, qui sera normalement le stade sortie usine, et pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible. Il sera dûment tenu compte dans chaque cas, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix, y compris des différences dans les conditions de vente, dans la taxation, dans les niveaux commerciaux, dans les quantités et les caractéristiques physiques, et de toutes les autres différences dont il est aussi démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix. … Les autorités indiqueront aux parties en question quels renseignements sont nécessaires pour assurer une comparaison équitable, et la charge de la preuve qu'elles imposeront à ces parties ne sera pas déraisonnable. (note de bas de page omise)

487. L'Organe d'appel a expliqué ce qui suit:

> [E]n vertu de l'article 2.4, l'obligation d'assurer une "comparaison équitable" incombe aux *autorités chargées de l'enquête*, et non aux exportateurs. Ce sont ces autorités qui, dans le cadre de leur enquête, sont chargées de comparer la valeur normale et le prix d'exportation et de déterminer si des importations font l'objet d'un dumping.[695] (italique dans l'original)

488. Cela ne veut toutefois pas dire que les parties intéressées n'ont aucun rôle à jouer dans le processus visant à assurer une comparaison équitable. De fait, dans des différends antérieurs, les groupes spéciaux ont constaté que les exportateurs avaient la charge d'étayer, "de façon aussi constructive que possible"[696], leurs demandes d'ajustements reflétant l'obligation de "dûment tenir compte" au sens de l'article 2.4. S'il n'est pas démontré aux autorités qu'une différence affectant la comparabilité des prix existe, il n'y a aucune obligation de procéder à un ajustement.[697] De plus, l'obligation d'assurer une comparaison équitable ne signifie pas que les autorités doivent accepter chaque demande d'ajustement. Les autorités "doi[vent] prendre des dispositions pour se faire une idée

[695] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 178.
[696] Rapport du Groupe spécial *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 7.158.
[697] Rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, paragraphe 7.147.

claire de l'ajustement demandé et déterminer ensuite si cet ajustement est justifié et jusqu'à quel point".[698]

489. Le processus d'établissement d'une comparaison équitable doit aussi être interprété à la lumière de la dernière phrase de l'article 2.4, qui dispose qu'une autorité chargée de l'enquête doit "indiquer[] aux parties en question quels renseignements sont nécessaires pour assurer une comparaison équitable, et la charge de la preuve qu'elle[] imposer[a] à ces parties ne sera pas déraisonnable". La dernière phrase de l'article 2.4 ajoute donc une prescription de procédure à l'obligation générale qu'ont les autorités chargées de l'enquête d'assurer une comparaison équitable. La phrase impose à l'autorité chargée de l'enquête l'obligation d'indiquer aux parties quels renseignements lui sont nécessaires pour assurer une comparaison équitable. Ainsi, alors que les exportateurs peuvent être tenus d'"étayer leurs affirmations concernant les ajustements"[699], la dernière phrase de l'article 2.4 prescrit que les autorités chargées de l'enquête "indiquent aux parties" les renseignements que ces demandes devraient contenir, afin que les parties intéressées soient en mesure de présenter une demande d'ajustements. Ce processus a été comparé à un "dialogue"[700] entre l'autorité et les parties intéressées.

490. À notre avis, comme point de départ du dialogue entre l'autorité chargée de l'enquête et les parties intéressées visant à assurer une comparaison équitable, l'autorité doit, au minimum, informer les parties des groupes de produits au sujet desquels elle procédera à des comparaisons de prix. Par exemple, l'autorité peut choisir de procéder à des comparaisons des prix de transaction pour un certain nombre de groupes de produits inclus dans le produit similaire qui ont des caractéristiques communes, ce qui réduit au minimum le besoin d'ajustements, ou elle peut choisir d'apporter des ajustements à la valeur normale ou au prix à l'exportation de chaque transaction à comparer pour tenir compte de chaque différence affectant la comparabilité des prix.[701] Si elles ne savent pas quelle méthode particulière l'autorité utilisera pour classer les produits aux fins de la comparaison des prix, les parties intéressées ne pourront pas savoir quels renseignements seront nécessaires pour assurer une comparaison équitable, et demander des ajustements en conséquence. Ainsi, comme le Groupe spécial l'a à juste titre constaté dans son analyse de l'allégation formulée par la Chine au titre de l'article 6.4 de l'*Accord antidumping*:

> Faire en sorte que la comparaison de la valeur normale et du prix d'exportation soit fondée sur des marchandises comparables constitue, comme le prévoit l'article 2.4, une obligation pour les

[698] Rapport du Groupe spécial *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 7.158.
[699] Rapport du Groupe spécial *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 7.158.
[700] Rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier*, paragraphe 7.352.
[701] Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.297.

> autorités chargées de l'enquête. Les producteurs étrangers ont un rôle à jouer dans ce processus en demandant qu'il soit dûment tenu compte des différences dont il est démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix. Pour remplir ce rôle et ainsi veiller à la protection de l'intérêt qu'ils ont à bénéficier d'une comparaison équitable, il est cependant nécessaire qu'ils connaissent la base sur laquelle l'autorité chargée de l'enquête procède à la comparaison de la valeur normale et du prix d'exportation, et suffisamment tôt pour que les exportateurs puissent présenter et étayer des demandes visant à ce qu'il soit dûment tenu compte des différences.[702]

491. Par ailleurs, dans une enquête antidumping visant des importations en provenance de NME, dans laquelle la valeur normale n'est pas établie sur la base des ventes des producteurs étrangers sur le marché intérieur, mais est établie sur la base des ventes intérieures dans un pays analogue, l'obligation qu'a l'autorité chargée de l'enquête d'informer les parties intéressées de la base de la comparaison des prix est encore plus pertinente pour assurer une comparaison équitable. La raison en est qu'il est improbable que les producteurs étrangers connaissent les produits spécifiques et les pratiques en matière de fixation des prix du producteur dans un pays analogue. À moins d'être informés des produits spécifiques au sujet desquels la valeur normale est déterminée, les producteurs étrangers faisant l'objet de l'enquête ne seront pas en mesure de demander les ajustements qu'ils estiment nécessaires.

492. Gardant l'interprétation ci-dessus à l'esprit, nous passons à l'examen des allégations et des arguments soulevés en appel par l'Union européenne et par la Chine.

D. *Appel de l'Union européenne concernant les constatations du Groupe spécial au titre de l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping*

493. L'Union européenne fait appel de la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.4 et 6.2 de l'*Accord antidumping* parce que la Commission n'a divulgué de renseignements sur les types de produits aux producteurs chinois qu'un jour ouvrable avant la fin du délai imparti pour formuler des observations. En particulier, le Groupe spécial a constaté que, en ne divulguant pas de renseignements sur les types de produits, "l'Union européenne n'[avait] pas ménagé en temps utile aux [parties intéressées] chinois[es] la possibilité de prendre connaissance des renseignements"[703] concernant la base sur laquelle la Commission avait procédé à la comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation, en violation de l'article 6.4 de l'*Accord antidumping*. Comme la Commission n'a pas divulgué les types de produits en temps utile, le Groupe spécial a également constaté qu'elle n'avait pas ménagé aux

[702] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.491.
[703] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.492.

parties intéressées chinoises "toutes possibilités de défendre leurs intérêts", en violation de l'article 6.2 de l'*Accord antidumping*.[704]

494. L'appel de l'Union européenne au titre de l'article 6.4 est fondé sur les deux motifs suivants. Premièrement, l'Union européenne soutient que le groupement de produits par types de produits était une "détermination factuelle" faite par la Commission et ne constituait pas des "renseignements" au sens où ce terme est employé à l'article 6.4 de l'*Accord antidumping*.[705] Deuxièmement, l'Union européenne fait valoir que le Groupe spécial a agi en violation de l'article 11 du Mémorandum d'accord en faisant sa détermination au titre de l'article 6.4 parce qu'il a refusé d'examiner certains éléments de preuve concernant la divulgation "en temps utile" de renseignements par la Commission et n'a donc pas examiné les éléments de preuve dans leur totalité.[706]

495. S'agissant du premier motif d'appel, comme il a été indiqué plus haut, nous ne souscrivons pas à l'avis de l'Union européenne selon lequel le terme "renseignements" figurant à l'article 6.4 "concerne [seulement] des faits et des données brutes, plutôt que des déterminations factuelles et des conclusions des autorités chargées de l'enquête".[707] En fait, l'article 6.4 vise un large éventail de renseignements qui sont pertinents pour la présentation des dossiers des parties intéressées et qu'une autorité chargée de l'enquête utilise afin d'accomplir une étape requise d'une enquête antidumping. De tels renseignements incluent des éléments de preuve présentés par les parties intéressées, ainsi que des données traitées, organisées ou résumées par l'autorité. Le raisonnement ou la délibération en interne d'une autorité pour établir une détermination ne constitue toutefois pas des "renseignements" assujettis à l'obligation énoncée à l'article 6.4.

496. Dans le présent différend, les types de produits utilisés par la Commission concernaient "une étape requise"[708] d'une enquête antidumping, à savoir la comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping. Les types de produits utilisés par la Commission aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping étaient particulièrement pertinents pour les dossiers des parties intéressées, étant donné le contexte factuel de la présente affaire. Nous rappelons que, dans le questionnaire envoyé aux producteurs chinois et au producteur indien, il était demandé que les produits soient identifiés sur la base des NRP, ce qui avait donné l'impression à au moins deux exportateurs chinois[709] que ces NRP seraient utilisés aux fins de

[704] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.495.
[705] Voir la communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 248.
[706] Voir la communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 279.
[707] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 253.
[708] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 147.
[709] Ces deux producteurs ont par la suite demandé à la Commission de préciser le sens de l'expression "types de produits" utilisée dans la détermination de l'existence d'un dumping.

la comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale. Comme le Groupe spécial l'a fait observer, "il apparaît, d'après la structure des questionnaires, que [des demandes d'ajustements pour assurer une comparaison équitable] ne seront pas nécessaires à cause du classement du produit selon les groupes de NRP ".[710] De fait, comme elle utilisait les NRP comme principe d'organisation lors de la collecte des renseignements sur les produits auprès des parties intéressées, l'approche de la Commission a créé l'attente raisonnable que les comparaisons des prix seraient effectuées sur une base très particulière. De plus, compte tenu de la nature très précise des caractéristiques énumérées dans les NRP, il était également raisonnable de supposer que peu d'ajustements seraient nécessaires, parce que les prix de produits étroitement définis par les producteurs chinois auraient été comparés aux prix de produits tout aussi étroitement définis dans le pays analogue, l'Inde.

497. Cependant, bien que les producteurs chinois aient fourni des renseignements sur la base des NRP, le producteur indien, Pooja Forge, n'a pas fourni de renseignements sur cette base. En conséquence, la Commission a décidé d'utiliser une méthode de groupement des produits différente pour procéder à la comparaison, à savoir ce qu'elle a nommé les "types de produits", qu'elle a définis sur la base de deux facteurs: la catégorie de résistance et la distinction entre éléments de fixation spéciaux et éléments de fixation ordinaires. Les types de produits utilisés par la Commission constituaient donc un renseignement crucial concernant une étape requise de l'enquête et ces types de produits ont eux-mêmes été établis sur la base des renseignements sur les produits fournis par le producteur indien. Il ne s'agissait donc pas simplement du raisonnement de la Commission pour établir sa détermination finale.

498. De plus, nous rappelons que les NRP comprennent six éléments, subdivisés en 38 spécifications, qui auraient pu donner lieu à des centaines de combinaisons différentes. Or, les caractéristiques des NRP et les types de produits se recoupent seulement pour ce qui est d'un élément, à savoir la catégorie de résistance. Ainsi, les différences entre les NRP et les types de produits utilisés par la Commission auraient pu pousser les producteurs chinois à demander qu'il soit procédé à des ajustements pour tenir compte de toutes différences qui auraient pu affecter la comparabilité des prix entre les éléments de fixation chinois et les éléments de fixation indiens, au sens de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*. De fait, sans savoir ce qu'étaient les "types de produits", "il serait difficile, voire impossible, pour les producteurs étrangers de solliciter les ajustements qu'ils jugent nécessaires pour garantir une comparaison équitable".[711] Donc, les renseignements concernant les types de produits, y compris leurs caractéristiques et la manière dont ils ont été déterminés, constituaient des "renseignements" au sens de l'article 6.4 de l'*Accord antidumping*, parce qu'ils ont été utilisés dans la

[710] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.491.
[711] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.491.

détermination de l'existence d'un dumping faite par la Commission[712], et étaient indispensables aux parties pour présenter leurs dossiers en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dumping.

499. Passant à l'allégation de l'Union européenne selon laquelle le Groupe spécial a agi en violation de l'article 11 du Mémorandum d'accord, nous rappelons que, comme il a été indiqué à la section VI.E, les erreurs commises, selon les allégations, par un groupe spécial ne constituent pas toutes une violation de l'article 11 du Mémorandum d'accord. En fait, un participant qui allègue qu'un groupe spécial a négligé certains éléments de preuve et a donc agi d'une manière incompatible avec l'article 11 doit expliquer pourquoi les éléments de preuve sont si importants pour son argumentation que le fait que le groupe spécial ne les a pas examinés a une incidence sur l'objectivité de son évaluation factuelle.

500. À cet égard, nous notons l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle "[o]n *pourrait* conclure à tort à partir des constatations du Groupe spécial" que les producteurs chinois ayant demandé à prendre connaissance des types de produits n'ont pas été en mesure de développer leur argumentation en raison de contraintes de temps.[713] Selon l'Union européenne, un producteur chinois "a bel et bien présenté des observations" sur les renseignements demandés dans une lettre datée du 24 novembre2008[714] et, dans cette lettre, il n'a pas demandé de prorogation du délai imparti pour développer son argumentation.[715] L'Union européenne fait valoir que cette lettre montre que "le moment choisi n'était *pas* le problème pour les parties intéressées", mais qu'elle n'a pas été mentionnée par le Groupe spécial dans son raisonnement.[716] À notre avis, l'affirmation selon laquelle les constatations du Groupe spécial "pourraient" donner une certaine impression n'explique pas pourquoi la "non-prise en compte" alléguée d'un élément de preuve par le Groupe spécial remet en cause l'objectivité de son évaluation factuelle. À première vue, une telle allégation n'atteint tout simplement pas le niveau de gravité requis pour qu'il y ait violation de l'article 11 du Mémorandum d'accord.[717]

---

[712] Voir le rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe. 7.769.

[713] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 291. (pas d'italique dans l'original)

[714] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 291. (caractère gras omis)

[715] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 292.

[716] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 294. (italique dans l'original)

[717] En tout état de cause, nous notons que, dans la lettre mentionnée par l'Union européenne, le producteur chinois a exprimé le point de vue selon lequel il n'était pas possible de formuler des observations sur la détermination de l'existence d'un dumping faite par la Commission sans savoir quels types ou groupes de produits de Pooja Forge avaient effectivement été appariés avec les produits chinois. La lettre montre donc que les producteurs chinois considéraient toujours que les renseignements fournis par la Commission étaient insuffisants pour qu'ils puissent dûment formuler des observations sur la détermination de l'existence d'un dumping. Par conséquent, cette lettre n'étaye par la position de l'Union européenne, et le Groupe spécial a agi correctement en ne s'appuyant pas sur cet élément de preuve pour parvenir à sa conclusion.

501. L'Union européenne fait par ailleurs observer que le Groupe spécial n'a pas tenu compte du Document d'information, qui "indiqu[ait] le recours aux "types de produit"" trois mois avant la publication du Document général pour la divulgation.[718] Ainsi, de l'avis de l'Union européenne, tout "problème lié au moment de la divulgation" concernant les types de produits "était en grande partie dû au fait que les parties intéressées chinoises n'avaient jamais demandé à connaître la base des groupements par types de produits, jusqu'à un stade très avancé de la procédure".[719]

502. Bien que l'argumentation de l'Union européenne donne à penser que le Document d'information était un élément de preuve important à l'appui de son point de vue, un examen des éléments de preuve pertinents indique le contraire. Le Document d'information, comme le Document général pour la divulgation, indiquait que la Commission fondait sa détermination de la valeur normale sur les types de produits, mais ne précisait pas les caractéristiques pertinentes des types de produits ni la manière dont ils étaient déterminés.[720] De plus, comme le Groupe spécial l'a constaté à juste titre, la correspondance entre la Commission et les deux producteurs chinois qui avaient demandé des précisions au sujet des types de produits montrait que, "jusqu'à la réception du Document général pour la divulgation, les producteurs chinois avaient l'impression que la Commission établirait ses déterminations de l'existence d'un dumping sur la base des NRP, comme le demandaient les questionnaires envoyés aux producteurs chinois et indiens".[721] Il faudrait également rappeler que les "renseignements" demandés par les producteurs chinois étaient des précisions sur ce qu'étaient les "types de produits" indiqués dans le Document général pour la divulgation. Donc, le fait que, dans le Document d'information, il a été fait référence à la notion de types de produits ne modifie pas la constatation finale du Groupe spécial selon laquelle la Commission n'avait divulgué les précisions demandées qu'un jour ouvrable avant la fin du délai imparti pour formuler des observations. Par conséquent, nous ne souscrivons pas à l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle le Groupe spécial a, à tort, ignoré les éléments de preuve figurant dans le Document d'information lorsqu'il a établi sa constatation.

503. L'Union européenne allègue également que, puisque certains producteurs chinois ont fourni des renseignements décrivant certaines caractéristiques qui, selon eux, permettaient de faire la distinction entre différents types d'éléments de fixation, et puisque les types de produits utilisés aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping présentaient les mêmes caractéristiques, les producteurs chinois "ont manifestement été en mesure de développer leur argumentation sur la base

[718] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 284.
[719] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 286.
[720] Document d'information, *supra*, note de bas de page 81, page 12.
[721] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.490.

de ces "renseignements"".[722] En particulier, l'Union européenne fait référence à une communication présentée le 22 février 2008 par l'Association des entreprises importatrices et exportatrices d'éléments de fixation de Jiaxing ("Association de Jiaxing"), qui explique la différence entre les éléments de fixation produits par les producteurs chinois et ceux qui sont produits par les producteurs de l'UE. L'Association de Jiaxing a fait valoir que les entreprises chinoises produisaient essentiellement des éléments de fixation ordinaires de catégories de résistance inférieures, tandis que les producteurs de l'UE produisaient essentiellement des éléments de fixation non ordinaires de catégories de résistance supérieure[723], et que les éléments de fixation des producteurs chinois et des producteurs de l'UE ne se faisaient pas mutuellement concurrence. L'Union européenne affirme que "la conclusion du Groupe spécial selon laquelle la possibilité de "prendre connaissance des renseignements pertinents pour la présentation de leurs dossiers" n'a pas été ménagée en temps utile aux producteurs chinois est viciée car les "renseignements" allégués n'étaient autres que ce que les parties intéressées chinoises avaient présenté comme étant les principales caractéristiques permettant de faire la distinction entre les types de produits tout au long de l'enquête".[724]

504. Toutefois, les éléments de preuve dont, selon les allégations de l'Union européenne, le Groupe spécial n'a "pas tenu compte" étaient sans rapport avec la question examinée par le Groupe spécial au titre de l'article 6.4 de l'*Accord antidumping*. Comme on l'a vu, la question de savoir quels renseignements peuvent être considérés comme "pertinents pour la présentation" des dossiers des parties intéressées au titre de l'article 6.4 dépend de l'étape considérée de l'enquête antidumping et de la question spécifique que l'autorité chargée de l'enquête doit examiner. L'allégation de la Chine et la constatation du Groupe spécial au titre de l'article 6.4 concernent les renseignements sur les types de produits que la Commission a utilisés aux fins des comparaisons de prix entre les éléments de fixation produits par le producteur indien (et non par les producteurs de l'UE) et ceux qui sont produits par les producteurs chinois dans sa détermination de l'existence d'un dumping. Ainsi, les renseignements figurant dans la communication de l'Association de Jiaxing qui a été présentée dans un contexte sans lien avec la question des comparaisons de prix entre les éléments de fixation indiens et chinois ne peuvent pas être considérés comme les renseignements que les deux producteurs chinois ont demandés parce qu'ils étaient pertinents pour la présentation de leurs dossiers concernant la détermination de l'existence d'un dumping. Par conséquent, nous ne considérons pas que le Groupe

[722] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 288.

[723] Jiaxing Association of Fasteners Import & Export Companies, Submission of 22 February 2008 (pièce EU-13 présentée au Groupe spécial), page 4. Les deux producteurs chinois qui ont demandé des précisions au sujet des types de produits n'étaient pas membres de cette association.

[724] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 288 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.492).

spécial ait fait erreur en ne s'appuyant pas sur les éléments de preuve concernant la communication de l'Association de Jiaxing pour formuler sa constatation au titre de l'article 6.4.

505. En résumé, nous estimons que les types de produits utilisés par la Commission aux fins de la comparaison du prix à l'exportation et de la valeur normale dans le cadre de l'enquête sur les éléments de fixation constituaient des "renseignements pertinents pour la présentation" du dossier des parties chinoises. La raison en est que, sans ces renseignements, "il serait difficile, voire impossible, pour les producteurs étrangers de solliciter les ajustements qu'ils jugent nécessaires pour garantir une comparaison équitable".[725] Nous estimons par ailleurs que le Groupe spécial a constaté à juste titre que l'Union européenne avait agi en violation de l'article 6.4 de l'*Accord antidumping* "en ne ménageant pas en temps utile aux producteurs chinois la possibilité de prendre connaissance des renseignements relatifs aux types de produits sur la base desquels la valeur normale a été établie".[726] Par conséquent, nous rejetons l'appel de l'Union européenne concernant ces constatations.

506. S'agissant de la constatation formulée par le Groupe spécial au titre de l'article 6.2 de l'*Accord antidumping*, l'Union européenne soutient que, puisqu'elle a démontré que la constatation du Groupe spécial au titre de l'article 6.4 était viciée, la constatation "purement corollaire" du Groupe spécial au titre de l'article 6.2 était également erronée.[727] Compte tenu de notre constatation selon laquelle le Groupe spécial n'a pas fait erreur en établissant sa constatation au titre de l'article 6.4, nous ne souscrivons pas non plus à l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle la constatation du Groupe spécial au titre de l'article 6.2 était erronée.

507. L'Union européenne estime également que la première phrase de l'article 6.2, qui dispose que toutes les parties intéressées "auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts", ne peut pas "être lue comme une disposition fourre-tout concernant la régularité de la procédure" parce qu'une telle lecture "rendrait redondantes, dans les faits, *toutes* les autres dispositions de l'article 6 qui imposent des obligations spécifiques aux autorités chargées de l'enquête".[728] Nous rappelons que, dans l'enquête sur les éléments de fixation, les producteurs chinois n'ont pas pu présenter de demandes d'ajustement pertinentes pour assurer une comparaison équitable au sens de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*, parce qu'ils n'ont pas été informés en temps utile de la base sur laquelle le prix à l'exportation et la valeur normale étaient comparés. Par conséquent, il ne leur a pas été ménagé toutes possibilités de défendre leurs intérêts en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dumping de la Commission. Ainsi, contrairement à ce qu'affirme l'Union européenne, le Groupe spécial n'a pas

[725] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.491.
[726] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.494.
[727] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 275.
[728] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 277. (italique dans l'original)

simplement traité l'article 6.2 comme une "disposition fourre-tout". En fait, la constatation du Groupe spécial est compatible avec l'interprétation donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie*, selon laquelle l'"argumentation" mentionnée à l'article 6.4 "est logiquement le principal mécanisme par lequel un exportateur faisant l'objet d'une enquête antidumping peut défendre ses intérêts" au sens de l'article 6.2.[729] Sur cette base, nous considérons que le Groupe spécial a constaté à bon droit que "les exportateurs chinois n'[avaient] pas pu défendre leurs intérêts dans l'enquête considérée car la Commission n'a[vait] fourni les renseignements concernant les types de produits utilisés dans la détermination de la valeur normale qu'à un stade très tardif de la procédure" et que, par conséquent, "l'Union européenne a[vait] agi d'une manière incompatible avec l'article 6.2" de l'*Accord antidumping*.[730]

E. *Autre appel de la Chine concernant les constatations du Groupe spécial au titre de l'article 2.4 de l'Accord antidumping*

508. La Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'Union européenne n'avait pas manqué à l'obligation de procéder à une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale au sens de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*. Spécifiquement, elle affirme que le Groupe spécial a fait erreur en n'examinant pas un "argument de fond"[731] qu'elle avait présenté sur la base de la dernière phrase de l'article 2.4, qui prescrit que les autorités indiquent aux parties quels renseignements sont nécessaires pour assurer une comparaison équitable. La Chine soutient également que le fait que le Groupe spécial n'a pas examiné ses arguments est incompatible avec une interprétation et une application correctes de l'article 2.4.[732] Elle demande donc à l'Organe d'appel de compléter l'analyse en appliquant l'article 2.4 aux faits et de constater que le fait que la Commission n'avait pas indiqué aux producteurs chinois les renseignements nécessaires pour assurer une comparaison équitable constituait une violation de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*.[733] En outre, la Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*, et a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord, lorsqu'il a constaté que la Commission n'avait pas à procéder à des ajustements pour tenir compte des différences physiques apparaissant dans les caractéristiques incluses dans les NRP. Enfin, elle soutient que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* lorsqu'il a constaté que la Commission n'avait pas à procéder à des ajustements

[729] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 149.
[730] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.495.
[731] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 306.
[732] Bien que la communication de la Chine en tant qu'autre appelant allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation (voir le paragraphe 296), la Chine a précisé à l'audience que son allégation visait aussi l'application par le Groupe spécial de l'article 2.4 aux faits de la cause.
[733] Voir la communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphes 315 à 334.

pour tenir compte des différences de qualité.[734] Nous allons maintenant examiner chacune de ces allégations.

509. La Chine allègue que, allant à l'encontre de son devoir au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial n'a pas examiné "un des principaux arguments de la Chine relatifs à son allégation de violation de l'article 2.4" de l'*Accord antidumping*, à savoir l'argument concernant le fait que la Commission n'avait pas informé les parties intéressées des "types de produit" sur la base desquels la comparaison avait été faite entre la valeur normale et le prix à l'exportation.[735] Nous notons que, dans sa première communication écrite au Groupe spécial, la Chine a soutenu que la Commission n'avait pas divulgué "la liste des types de produit sur la base desquels la valeur normale avait été déterminée ni la manière dont ces types de produit avaient été comparés avec les NRP des producteurs-exportateurs chinois"[736], bien qu'elle n'ait pas fait spécifiquement référence à la dernière phrase de l'article 2.4. Dans sa deuxième communication écrite, la Chine, pour la première fois devant le Groupe spécial, a fait référence à la dernière phrase de l'article 2.4 et a fait valoir que, parce que la Commission n'avait pas indiqué aux parties en question quels renseignements étaient nécessaires pour assurer une comparaison équitable, l'Union européenne avait agi en violation de l'article 2.4.[737]

510. Le Groupe spécial n'a pas traité cet argument dans le cadre de ses constatations au titre de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*. S'agissant de la demande présentée par la Chine au stade du réexamen intérimaire à l'effet que le Groupe spécial traite cet argument, le Groupe a répondu ce qui suit:

> En ce qui concerne la crainte de la Chine que le Groupe spécial n'ait pas examiné son argument selon lequel, en n'informant pas les producteurs chinois de sa décision de ne pas fonder les déterminations de l'existence d'un dumping sur les NRP complets, l'Union européenne a violé l'article 2.4 de l'[*Accord antidumping*], nous rappelons qu'il s'agit du principal argument qu'avance la Chine dans le cadre de son allégation au titre de l'article 6.2, 6.4, 6.5 et 6.9 de l'[*Accord antidumping*], qui est examinée dans le rapport aux paragraphes 7.477 à 7.483.[738]

[734] Bien que la communication de la Chine en tant qu'autre appelant allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation (voir les paragraphes 296 et 367), la Chine a précisé à l'audience que son allégation visait aussi l'application par le Groupe spécial de l'article 2.4 aux faits de la cause.
[735] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 311.
[736] Première communication écrite de la Chine au Groupe spécial, paragraphe 372.
[737] Deuxième communication écrite de la Chine au Groupe spécial, paragraphes 778 à 787 et 796.
[738] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.98.

511. L'examen ci-dessus des arguments présentés par la Chine au Groupe spécial indique que la Chine n'a pas formulé d'allégation séparée au titre de la dernière phrase de l'article 2.4 mais a fait référence à cette phrase à l'appui de son allégation selon laquelle la Commission avait agi d'une manière incompatible avec l'obligation de procéder à une comparaison équitable au titre de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*. En appel, la Chine a également qualifié son allégation au titre de la dernière phrase de l'article 2.4 d'"'argument … avancé par la Chine".[739] Par conséquent, nous ne partageons pas l'avis de la Chine selon lequel le fait que le Groupe spécial n'a pas traité cet argument constitue "une application indue du principe d'économie jurisprudentielle"[740], parce que la question de l'économie jurisprudentielle n'est pertinente que pour la manière dont un groupe spécial traite les *allégations* d'une partie. En outre, comme l'a constaté l'Organe d'appel, un groupe spécial a le pouvoir discrétionnaire "de ne traiter que les arguments qu'il juge nécessaire de traiter pour régler une allégation donnée" et "le fait qu'un argument donné concernant cette allégation n'est pas expressément traité dans la partie "Constatations" du rapport ne permet pas, en soi, de conclure que ce groupe spécial a omis de procéder à l'"évaluation objective de la question dont il est saisi", prescrite à l'article 11 du Mémorandum d'accord".[741]

512. Bien que le fait que le Groupe spécial n'a pas traité l'argument de la Chine n'équivaille pas à une violation de l'article 11 du Mémorandum d'accord, nous considérons néanmoins que, compte tenu de ses constatations au titre de l'article 6.4 de l'*Accord antidumping*, le Groupe spécial aurait dû examiner l'argument de la Chine au titre de la dernière phrase de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* pour formuler sa constatation. Comme il est indiqué plus haut, l'article 2.4 oblige les autorités chargées de l'enquête à indiquer aux parties quels renseignements sont nécessaires pour assurer une comparaison équitable et prescrit à l'autorité chargée de l'enquête, au minimum, d'informer les parties des produits ou groupes de produits utilisés aux fins de la comparaison des prix. Cela permet ensuite aux parties de décider si une demande visant à ce que des ajustements soient effectués pour tenir compte de différences affectant la comparabilité des prix devrait être présentée.

513. Nous rappelons que, dans l'enquête sur les éléments de fixation, la structure du questionnaire envoyé aux producteurs chinois donnait à penser que des demandes d'ajustement ne seraient pas nécessaires en raison du classement du produit visé par l'enquête selon les groupes de NRP. Toutefois, la Commission a décidé d'utiliser une méthode de groupement des produits différente pour procéder à la comparaison, à savoir les "types de produit" définis sur la base de la résistance et de la distinction entre éléments de fixation ordinaires et éléments de fixation spéciaux. Comme il est

[739] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 306.
[740] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 312.
[741] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, paragraphe 135. (italique omis)

indiqué plus haut, il existait des différences notables entre les NRP et les "types de produit" définis par la Commission. Si les producteurs chinois avaient su que ces types de produits étaient utilisés à la place des NRP, ces différences auraient pu les inciter à demander des ajustements au sens de l'article 2.4. À cet égard, le Groupe spécial a constaté à juste titre, dans son analyse au titre de l'article 6.4, que sans connaître quels "types de produit" étaient utilisés par la Commission, "il serait difficile, voire impossible, pour les producteurs étrangers de solliciter les ajustements qu'ils juge[aient] nécessaires pour garantir une comparaison équitable".[742] Par conséquent, les faits de la cause montrent que, parce que la Commission n'a clairement indiqué les types de produits utilisés aux fins des comparaisons de prix qu'à un stade très tardif de la procédure, l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 2.4 en privant les producteurs chinois de la faculté de demander qu'il soit procédé à des ajustements pour tenir compte des différences qui auraient pu affecter la comparabilité des prix.

514. Le Groupe spécial a néanmoins constaté que l'Union européenne avait agi d'une manière compatible avec l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*. Pour formuler cette constatation, il a analysé l'allégation de la Chine au titre de l'article 2.4 indépendamment de son analyse au titre de l'article 2.6 de cet accord. En particulier, en s'inscrivant en faux contre l'argument de la Chine selon lequel la Commission aurait dû effectuer des ajustements pour tenir compte des différences apparaissant dans les codes NRP, le Groupe spécial a dit que, "dans le cadre de l'enquête en cause, aucun des producteurs chinois n'[avait] fait valoir qu'il y avait des facteurs qui affectaient la comparabilité des prix au sens de l'article 2.4 autres que ceux utilisés par la Commission pour catégoriser les produits à des fins de comparaison, à savoir la catégorie de résistance (qui était un élément des NRP) et la distinction entre éléments de fixation spéciaux et éléments de fixation ordinaires (qui n'était pas un élément des NRP)".[743] Le Groupe spécial a aussi dit que, "[c]omme les exportateurs chinois n'[avaient] pas présenté de demande visant à ce que des [ajustements soient effectués pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix] de ce type, et qu'ils n'[avaient] pas montré qu'il y avait un facteur qui affectait la comparabilité des prix et qui aurait dû être évident pour la Commission", l'allégation de la Chine était dénuée de fondement et devait être rejetée.[744]

515. Toutefois, comme le Groupe spécial l'a constaté dans le contexte de l'article 6.4, "[d]ans un cas comme celui-ci, où il apparaît, d'après la structure des questionnaires, que de telles demandes ne seront pas nécessaires à cause du classement du produit selon les groupes de NRP, *nous considérons qu'il n'est pas déraisonnable pour les exportateurs de ne pas demander à ce qu'on procède à des*

[742] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.491.
[743] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.306.
[744] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.306.

ajustements spécifiques qui sont déjà pris en compte dans ces groupes de NRP".[745] Le Groupe spécial a en outre constaté que "[l]es producteurs chinois [avaient] été informés très tardivement dans la procédure des types de produit qui avaient constitué la base des comparaisons sous-tendant les déterminations de l'existence d'un dumping établies par la Commission".[746] Ainsi, parce que la Commission n'a pas ménagé en temps utile la possibilité de prendre connaissance des renseignements concernant la base des comparaisons de prix, les producteurs chinois n'ont pas pu demander d'ajustements visant à assurer une comparaison équitable. Le fait que les producteurs chinois "n'ont pas présenté"[747] de demande d'ajustements sur la base des caractéristiques incluses dans les NRP n'aurait donc pas dû empêcher une constatation d'incompatibilité au titre de l'article 2.4. Au contraire, elle démontre encore un peu plus que, du fait que la Commission n'avait pas indiqué quels renseignements étaient nécessaires pour une comparaison équitable, les producteurs chinois n'ont pas été en mesure d'exercer leurs droits au titre de l'article 2.4 en vue de faire en sorte que la Commission procède à une comparaison équitable du prix à l'exportation et de la valeur normale. Par conséquent, en ne prenant pas en considération la dernière phrase de l'article 2.4 eu égard aux faits pertinents de la cause et à sa constatation au titre de l'article 6.4, le Groupe spécial a fait erreur dans son application de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*.

516. La Chine soutient en outre que le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en ne faisant pas la distinction entre deux obligations incluses dans cette disposition: premièrement, l'obligation pour l'autorité chargée de l'enquête d'évaluer les différences identifiées susceptibles d'affecter la comparabilité des prix; deuxièmement, l'obligation pour l'autorité d'effectuer des ajustements si elle constate que les différences affectaient vraiment la comparabilité des prix. La Chine fait valoir qu'en l'espèce, étant donné que la Commission avait demandé des renseignements sur la base des NRP au début de l'enquête, elle avait identifié les caractéristiques physiques indiquées dans les NRP.[748] Par conséquent, même en l'absence d'une demande, la Commission aurait dû évaluer si l'une des différences identifiées aurait pu avoir une incidence sur les prix comparés.

517. Le Groupe spécial, citant la constatation formulée par le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie*, a constaté que les autorités chargées de l'enquête "[devaient] prendre des dispositions pour se faire une idée claire de l'ajustement demandé et déterminer ensuite si

[745] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.491. (pas d'italique dans l'original)
[746] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.492.
[747] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.306.
[748] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 360.

cet ajustement [était] justifié et jusqu'à quel point".[749] Logiquement, à titre de disposition "pour se faire une idée claire de l'ajustement demandé", les autorités doivent tout d'abord évaluer les différences identifiées pour évaluer si elles affectent la comparabilité des prix. Par conséquent, nous n'estimons pas que l'interprétation donnée par le Groupe spécial de l'article 2.4 diffère du point de vue de la Chine selon lequel l'autorité chargée de l'enquête doit évaluer les différences identifiées puis procéder à des ajustements.[750] Nous sommes toutefois moins convaincus par l'affirmation de la Chine selon laquelle l'autorité doit évaluer toutes différences identifiées, qu'une demande d'ajustement ait été présentée ou non. Il est probable que, dans une enquête antidumping, les différences entre les produits vendus sur le marché intérieur et sur les marchés d'exportation du producteur étranger seront nombreuses. Toutefois, les différences entre les produits n'affecteront pas toujours la comparabilité des prix et n'exigeront pas toujours des ajustements de la part des autorités. L'affirmation de la Chine risque d'imposer à l'autorité chargée de l'enquête la charge indue d'évaluer chaque différence afin de déterminer si un ajustement est nécessaire dans chaque cas, même en l'absence d'une demande de la partie intéressée.

518. La Chine fait par ailleurs valoir que le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective des faits, comme l'exige l'article 11 du Mémorandum d'accord, en constatant qu'elle n'avait pas fourni d'éléments de preuve à l'appui de son allégation selon laquelle les caractéristiques incluses dans les NRP affectaient nécessairement la comparabilité des prix.[751] En outre, selon la Chine, le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 17.6 i) de l'*Accord antidumping* lorsqu'il a constaté que, du fait que la Commission n'avait pas conclu que les caractéristiques incluses dans les NRP indiquaient des différences affectant la comparabilité des prix, il était inapproprié que le Groupe spécial examine cette question lui-même.[752] La Chine demande à l'Organe d'appel de compléter l'analyse et de constater qu'"une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective dans cette situation n'aurait pu que conclure que de tels ajustements devaient être effectués".[753]

519. Nous soulignons que la constatation que nous avons formulée plus haut, à savoir que le Groupe spécial n'a pas dûment appliqué l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*, ne donne pas à entendre que les caractéristiques incluses dans les NRP reflétaient *nécessairement* des différences affectant la comparabilité des prix. Elle ne donne pas non plus à entendre que la Commission, si elle avait examiné les caractéristiques, aurait procédé à des ajustements. En fait, les autorités "doi[vent] prendre

[749] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.298 (citant le rapport du Groupe spécial *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 7.158).
[750] Voir aussi la communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 272.
[751] Voir la communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 383.
[752] Voir la communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 386. Voir aussi le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.302.
[753] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 400.

des dispositions pour se faire une idée claire de l'ajustement demandé et déterminer ensuite si cet ajustement est justifié et jusqu'à quel point".[754] Par conséquent, l'autorité chargée de l'enquête a le devoir d'examiner les ajustements demandés afin de déterminer si des différences physiques qui lui ont été indiquées sont des différences affectant la comparabilité des prix au sens de l'article 2.4.

520. En l'espèce, étant donné que les producteurs chinois n'ont pas été en mesure de demander des ajustements, la Commission n'a pas examiné la question de savoir si des caractéristiques quelconques incluses dans les NRP, lorsqu'elles étaient comparées aux types de produits utilisés pour établir la valeur normale, représentaient des différences affectant la comparabilité des prix. Les nombreuses caractéristiques incluses dans les NRP n'ont donc pas été comparées aux types de produits retenus par la Commission et examinés aux fins de la comparaison des prix. Dans ce contexte, il était donc raisonnable pour le Groupe spécial de dire que, "même s'il [était] peut-être vraisemblable que les caractéristiques incluses dans les NRP décrites en l'espèce indiquent des différences affectant la comparabilité des prix"[755], il n'y avait aucun élément de preuve dans le dossier du Groupe spécial qui étayait cette conclusion. De plus, la Commission avait le devoir d'examiner tous ajustements demandés pour déterminer si la demande était justifiée. Comme le Groupe spécial l'a constaté à juste titre, en l'absence de tout examen pendant l'enquête en cause, il n'était pas approprié, ni possible, pour le Groupe spécial d'endosser le rôle de l'autorité chargée de l'enquête et d'analyser les différences entre chacune des caractéristiques étroitement définies incluses dans les NRP et les types de produits utilisés par la Commission.[756] De même, examiner si les diverses caractéristiques incluses dans les NRP reflètent des différences physiques qui auraient affecté la comparabilité des prix dans l'enquête sur les éléments de fixation, en l'absence de constatations de fait formulées en la matière par la Commission ou le Groupe spécial, ne relève pas de notre mandat. Par conséquent, nous nous abstenons d'admettre l'allégation de la Chine selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord, ou avec l'article 17.6 i) de l'*Accord antidumping*, et, par conséquent, nous rejetons également la demande de la Chine visant à ce que nous complétions l'analyse.

521. Enfin, la Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en réfutant l'argument de la Chine selon lequel l'Union européenne avait agi en violation de cette disposition parce que la Commission n'avait pas

[754] Rapport du Groupe spécial *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 7.158.

[755] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.302. Le Groupe spécial a rappelé que les caractéristiques incluses dans les NRP étaient: le type d'éléments de fixation (par code NC); la résistance/dureté; le revêtement; la présence de chrome sur le revêtement; le diamètre; et la longueur/épaisseur. (*Ibid.*, note de bas de page 617 relative au paragraphe 7.302)

[756] Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.302.

évalué les différences de qualité[757] entre les éléments de fixation indiens et chinois, et en ne procédant pas à des ajustements pour en tenir compte, alors même que la Chine avait démontré au Groupe spécial qu'un producteur chinois avait demandé un tel ajustement.[758] Selon la Chine, la Commission avait le devoir au moins d'évaluer les différences de qualité alléguées entre les produits indiens et chinois. En outre, du fait que "les différences de qualité affectaient la comparabilité des prix, la Commission était tenue de procéder aux ajustements nécessaires".[759]

522. Pour formuler la constatation contestée par la Chine, le Groupe spécial a pris note de l'affirmation de la Chine selon laquelle, au considérant 52 du Règlement définitif, la Commission avait "reconnu" qu'il existait des différences de qualité entre les éléments de fixation indiens et chinois.[760] La partie pertinente du considérant 52 dispose ce qui suit:

> Les observations des autorités chinoises, évoquées au considérant 48, contenaient un rapport d'analyse détaillant les différences de qualité alléguées entre des éléments de fixation correspondant à une norme donnée (l'exemple utilisé est celui de la norme DIN 933) selon qu'ils sont fabriqués dans la Communauté ou en RPC. … Toute différence de qualité qui pourrait subsister du point de vue de l'utilisateur peut faire l'objet d'un ajustement au titre des différences physiques (voir le considérant 103), mais n'implique pas pour autant que les deux produits ne sont pas comparables.

523. En examinant le considérant 52, le Groupe spécial a constaté que l'argument de la Chine était fondé sur une lecture erronée de ce considérant. Spécifiquement, le Groupe spécial a constaté que "le considérant 52 se rapport[ait] à la question du produit similaire, et non aux déterminations de l'existence d'un dumping", et qu'"il [faisait] référence à une analyse des différences entre les éléments de fixation produits en Chine et les éléments de fixation produits dans l'Union européenne", que la Chine avait invoquée à l'appui de son argument selon lequel les éléments de fixation chinois et ceux de l'UE n'étaient pas comparables, et ne devraient donc pas être considérés comme "similaires".[761] En outre, le Groupe spécial a noté que "[l]'argument de la Chine sembl[ait] reposer sur l'hypothèse selon laquelle la Commission [avait] dit au considérant 52 que les éventuelles différences perçues dans la qualité seraient prises en compte au moyen d'ajustements, et [selon laquelle] il aurait donc fallu opérer de tels ajustements".[762] Le Groupe spécial a cependant observé "qu'il [était] dit au considérant 52 que toute différence de qualité [pouvait] faire l'objet d'ajustements", et qu'"il [était] évident que ce

[757] Nous rappelons que la qualité ne fait pas partie des caractéristiques identifiées dans les NRP.
[758] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphes 405 et 406.
[759] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 408.
[760] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.307.
[761] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.308.
[762] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.309 (faisant référence à la réponse de la Chine à la question n° 94 du Groupe spécial). (souligné dans l'original)

considérant ne parl[ait] même pas des différences entre les éléments de fixation indiens et chinois".[763] Sur la base de son examen, le Groupe spécial a donc conclu ce qui suit:

> Par conséquent, même s'il fait référence [dans le considérant 52] au considérant 103, où la Commission explique l'ajustement effectué pour tenir compte des différences de coûts du contrôle de la qualité entre les producteurs indien et chinois, nous ne voyons pas en quoi le considérant 52 est pertinent pour la question soulevée par la Chine, à savoir que la Commission aurait dû opérer un ajustement pour tenir compte des différences de qualité entre les éléments de fixation chinois et indiens.[764]

524. En appel, bien que la Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en constatant que la Commission n'était pas tenue d'effectuer des ajustements pour tenir compte des différences de qualité, elle ne présente aucun argument spécifique traitant d'une telle erreur d'interprétation du droit. En fait, l'appel de la Chine repose sur son désaccord avec le Groupe spécial en ce qui concerne le sens et le champ du considérant susmentionné du Règlement définitif. Selon nous, la constatation du Groupe spécial, à savoir que le considérant 52 du Règlement définitif n'étayait pas le point de vue selon lequel la Commission reconnaissait des différences de qualité entre les éléments de fixation indiens et chinois, était fondée sur une analyse motivée du texte de la mesure en cause. Comme le Groupe spécial l'a constaté à juste titre, le considérant 52 "ne parle même pas des différences entre les éléments de fixation indiens et chinois".[765] En outre, la Chine n'a indiqué aucune différence de qualité spécifique qui avait été identifiée durant l'enquête sur les éléments de fixation. Nous ne voyons donc aucun fondement pour l'argument de la Chine selon lequel le considérant 52 du Règlement définitif démontre que ces différences de qualité avaient été "identifiées".[766]

525. La Chine fait par ailleurs valoir qu'elle a communiqué au Groupe spécial une lettre envoyée par la Commission en réponse aux questions de certains exportateurs chinois, dans laquelle la Commission indiquait que "[l]es différences physiques [étaient] prises en compte par le biais ... d'un ajustement effectué pour tenir compte du coût du contrôle de la qualité qui refl[était] la différence générale au niveau de la qualité".[767] La Chine soutient que cette lettre démontrait que la Commission savait qu'il y avait une "différence générale au niveau de la qualité".[768]

---

[763] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.309. (souligné dans l'original)
[764] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.309.
[765] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.309.
[766] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 412.
[767] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 413 (citant la pièce CHN-31 présentée au Groupe spécial, *supra*, note de bas de page 310, point 5).
[768] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 414.

526. Le Groupe spécial a rejeté la pertinence de la lettre, constatant que "rien dans la lettre n'indiqu[ait] que des éléments de preuve [avaient] été présentés à la Commission pour démontrer que cette différence de qualité alléguée affectait la comparabilité des prix", et que la lettre ne montrait pas clairement que la Commission reconnaissait qu'il y avait des différences de qualité affectant la comparabilité des prix.[769] Selon nous, la constatation du Groupe spécial repose à juste titre sur le contenu de la lettre. La lettre montre clairement qu'elle concerne des ajustements visant à prendre en compte "le coût du contrôle de la qualité", et non des différences dans la qualité des éléments de fixation des producteurs chinois et indiens. En outre, en appel, la Chine n'a pas formulé d'allégations au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord alléguant que l'examen susmentionné par le Groupe spécial d'un élément de preuve présenté par elle était incompatible avec son obligation de procéder à une évaluation objective des faits. Par conséquent, il ne nous appartient pas de remettre en cause la conclusion du Groupe spécial sur la base de son évaluation de cet élément de preuve. Nous estimons donc que l'allégation de la Chine n'est pas dûment étayée et devrait donc être rejetée. Par conséquent, l'allégation de la Chine selon laquelle la Commission aurait dû effectuer des ajustements pour tenir compte de ces différences de qualité "reconnues" ne peut pas non plus être admise.[770]

F. *Conclusion*

527. En résumé, s'agissant des constatations du Groupe spécial concernant certains aspects de la détermination de l'existence d'un dumping, nous *constatons* que le Groupe spécial a constaté à juste titre que l'Union européenne avait agi en violation de l'article 6.4 de l'*Accord antidumping* "en ne ménageant pas en temps utile aux producteurs chinois la possibilité de prendre connaissance des renseignements relatifs aux types de produits sur la base desquels la valeur normale [avait] été établie".[771] Le Groupe spécial a aussi constaté à juste titre que, du fait que la Commission n'avait pas divulgué les renseignements sur les types de produits en temps utile, l'Union européenne avait privé les producteurs chinois de "toutes possibilités de défendre leurs intérêts", en violation de l'article 6.2 de l'*Accord antidumping*.[772] Nous constatons en outre qu'en ne tenant pas compte de la dernière phrase de l'article 2.4 eu égard aux faits pertinents de la cause et à sa constatation au titre de l'article 6.4 de l'*Accord antidumping*, le Groupe spécial a fait erreur dans son application de l'article 2.4 dudit accord. Nous *constatons*, à la place, qu'en ne divulguant pas les renseignements sur les types de produits en temps utile, l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en n'indiquant pas aux parties en question quels renseignements étaient nécessaires pour assurer une comparaison équitable.

---

[769] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.311.
[770] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 418.
[771] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.494.
[772] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.495.

528. Toutefois, nous ne constatons pas que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en ne faisant pas la distinction entre l'obligation pour l'autorité chargée de l'enquête d'évaluer les différences identifiées susceptibles d'affecter la comparabilité des prix et l'obligation d'effectuer des ajustements si elle constatait que les différences affectaient vraiment la comparabilité des prix. Nous ne constatons pas non plus que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord ou l'article 17.6 de l'*Accord antidumping* en constatant que la Commission n'était pas tenue de procéder à des ajustements pour tenir compte des différences physiques entre les caractéristiques apparaissant dans les NRP et les types de produits. Enfin, nous *constatons* que le Groupe spécial n'a pas fait erreur dans l'interprétation et l'application de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en rejetant l'argument de la Chine selon lequel la Commission avait agi d'une manière incompatible avec cette disposition en n'évaluant pas les différences de qualité et en ne procédant pas à des ajustements pour en tenir compte.

VIII. Traitement confidentiel et divulgation de renseignements au titre de l'article 6.5 et 6.5.1 et de l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping*

A. *Introduction*

529. Nous passons maintenant aux différents appels des participants concernant le traitement des renseignements confidentiels par la Commission au titre de l'article 6.5 et 6.5.1 de l'*Accord antidumping* et la divulgation des renseignements au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping*.

530. Conformément à l'article 6.5 de l'*Accord antidumping*, les renseignements qui seraient "de nature confidentielle" ou qui seraient "fournis à titre confidentiel" seront, sur exposé de "raisons valables", traités comme tels par les autorités chargées de l'enquête. L'article 6.5.1 de l'*Accord antidumping* prescrit que les parties qui fournissent des renseignements confidentiels en donnent aussi des résumés non confidentiels suffisamment détaillés pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements communiqués à titre confidentiel. Dans des circonstances exceptionnelles, les parties pourront indiquer que les renseignements confidentiels ne sont pas susceptibles d'être résumés et les raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni devront être exposées.

531. Les participants soulèvent en appel plusieurs questions au titre de l'article 6.5 et 6.5.1. Nous traiterons d'abord l'appel de l'Union européenne concernant la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.5.1 parce que deux

producteurs nationaux[773] ont insuffisamment exposé les raisons pour lesquelles ils ne pouvaient pas fournir des résumés non confidentiels des renseignements communiqués à titre confidentiel. L'Union européenne allègue en appel que l'article 6.5.1 n'exige pas des autorités chargées de l'enquête qu'elles veillent à ce que les producteurs fournissent des exposés "appropriés" des raisons pour lesquelles un résumé ne peut pas être fourni parce que, selon elle, cette disposition n'impose qu'une clause de l'"effort maximal" aux autorités chargées de l'enquête.

532. Ensuite, nous traiterons la deuxième allégation formulée par l'Union européenne au titre de l'article 6.5 en ce qui concerne le traitement confidentiel des renseignements relatifs aux "types de produit" communiqués par le producteur du pays analogue, dont la Commission a utilisé les données pour la détermination de la valeur normale *au lieu* des prix intérieurs chinois. Pour commencer, nous traiterons l'exception préliminaire de l'Union européenne selon laquelle cette allégation ne relevait pas du mandat du Groupe spécial et selon laquelle l'examen et la décision du Groupe spécial concernant cette allégation ont privé l'Union européenne de ses droits en matière de régularité de la procédure. Ensuite, nous traiterons la question soulevée par l'Union européenne qui consiste à savoir si la prescription de l'article 6.5 imposant d'exposer des "raisons valables" pour le traitement confidentiel s'applique à un producteur du pays analogue qui n'a pas été désigné comme "partie intéressée" en application de l'article 6.11 de l'*Accord antidumping*.

533. Nous traiterons ensuite les allégations formulées par la Chine dans sa déclaration d'un autre appel concernant la constatation du Groupe spécial selon laquelle une "mesure de rétorsion commerciale potentielle" justifiait le traitement confidentiel de l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte. La Chine allègue que les plaignants n'ont pas fourni un exposé de "raisons valables" suffisant pour que l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte soit traitée comme confidentielle, et que le Groupe spécial a fait erreur à la fois dans son application de la charge de la preuve et dans son rejet de l'argument de la Chine selon lequel la divulgation par la Commission de l'identité des plaignants dans un autre contexte affaiblissait les "raisons valables" alléguées.

534. Enfin, nous traiterons l'appel de l'Union européenne au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord selon lequel le Groupe spécial a fait erreur en constatant que les allégations de la Chine au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* contestant la non-divulgation de l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte relevaient de son mandat, malgré l'absence de référence explicite dans la demande d'établissement d'un groupe spécial à l'allégation de la Chine

[773] Les producteurs de l'UE A. Agrati S.p.A. et Fontana Luigi S.p.A.

concernant la non-divulgation de cette identité.[774] Étant donné que, selon la Chine, il n'avait été exposé en application de l'article 6.5 aucune "raison valable" permettant de traiter comme confidentiel l'identité des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte, la Chine a allégué que la non-divulgation de cette identité aux exportateurs et producteurs chinois était incompatible avec les prescriptions relatives à la transparence et à la régularité de la procédure de l'article 6.2 et 6.4. L'Union européenne soutient en appel que les allégations de la Chine au titre de l'article 6.2 et 6.4 concernant la non-divulgation de l'identité des plaignants ne relevaient pas du mandat du Groupe spécial parce qu'elles n'étaient pas incluses dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

B. *Traitement confidentiel des renseignements au titre de l'article 6.5 et 6.5.1*

535. Nous commençons par interpréter l'article 6.5 et 6.5.1 de l'*Accord antidumping*. L'article 6.5 et 6.5.1 énonce des règles spécifiques régissant l'acceptation et le traitement des renseignements confidentiels par l'autorité chargée de l'enquête. Les dispositions sont libellées comme suit:

> 6.5 Tous les renseignements qui seraient de nature confidentielle (par exemple, parce que leur divulgation avantagerait de façon notable un concurrent ou aurait un effet défavorable notable pour la personne qui a fourni les renseignements ou pour celle auprès de qui elle les a obtenus), ou qui seraient fournis à titre confidentiel par des parties à une enquête seront, sur exposé de raisons valables, traités comme tels par les autorités. Ces renseignements ne seront pas divulgués sans l'autorisation expresse de la partie qui les aura fournis.
>
> 6.5.1 Les autorités exigeront des parties intéressées qui fournissent des renseignements confidentiels qu'elles en donnent des résumés non confidentiels. Les résumés seront suffisamment détaillés pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements communiqués à titre confidentiel. Dans des circonstances exceptionnelles, lesdites parties pourront indiquer que ces renseignements ne sont pas susceptibles d'être résumés. Dans ces circonstances, les raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni devront être exposées.

536. Au titre de l'article 6.5, les autorités doivent traiter les renseignements communiqués par des parties à une enquête comme confidentiels s'ils sont "de nature" confidentielle, ou s'ils sont "fournis à titre confidentiel" et "sur exposé de raisons valables". La confidentialité des renseignements qui sont

[774] Nous rappelons que l'article 6.2 de l'*Accord antidumping* dispose que les parties intéressées auront toute possibilité de défendre leurs intérêts pendant toute la durée de l'enquête. L'article 6.4 exige quant à lui que les autorités ménagent en temps utile aux parties intéressées la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements non confidentiels pertinents pour la présentation de leurs dossiers. (Voir *supra*, les paragraphes 478 et 507.)

"de nature" confidentielle sera souvent évident. L'article 6.5 fournit à titre d'illustration des exemples de renseignements classés comme étant "de nature" confidentielle, y compris des renseignements qui sont sensibles "parce que leur divulgation avantagerait de façon notable un concurrent ou aurait un effet défavorable notable pour la personne qui a fourni les renseignements ou pour celle auprès de qui elle les a obtenus". Des renseignements de ce type sont les renseignements sensibles sur le plan commercial qui ne sont habituellement pas divulgués au cours d'opérations commerciales normales et dont il est probable qu'ils seraient régulièrement traités comme confidentiels dans les enquêtes antidumping.[775] La question de savoir si des renseignements sont "de nature" confidentielle dépend de la *teneur* des renseignements. Les renseignements qui sont "fournis à titre confidentiel" ne sont pas nécessairement confidentiels en raison de leur teneur mais la confidentialité découle plutôt des circonstances dans lesquelles ils sont communiqués aux autorités. En pratique, il peut y avoir chevauchement entre ces deux catégories.

537. L'obligation d'exposer des "raisons valables" pour le traitement confidentiel s'applique à la fois aux renseignements qui seraient "de nature" confidentielle et à ceux qui seraient fournis à l'autorité "à titre confidentiel".[776] Les "raisons valables" alléguées doivent constituer une raison suffisante pour justifier que les renseignements ne soient communiqués ni au public ni aux autres parties intéressées à l'enquête qui auraient, sinon, le droit d'en prendre connaissance en vertu de l'article 6 de l'*Accord antidumping*. Autrement dit, les "raisons valables" doivent démontrer le risque d'une conséquence potentielle qu'il est suffisamment important d'éviter pour que la non-divulgation des renseignements soit justifiée. Les "raisons valables" doivent être évaluées et déterminées objectivement par l'autorité chargée d'enquête et elles ne peuvent pas être déterminées simplement sur la base des préoccupations subjectives de la partie qui communique les renseignements.

538. Nous constatons que les exemples fournis à l'article 6.5 dans le contexte des renseignements qui seraient "de nature" confidentielle aident à interpréter les "raisons valables" en général parce qu'ils illustrent le type de dommage qui pourrait résulter de la divulgation de renseignements sensibles et les intérêts en jeu pouvant faire l'objet de la protection. L'article 6.5 dispose que la divulgation de ces renseignements "avantagerait de façon notable un concurrent" ou "aurait un effet défavorable notable pour la personne qui a fourni les renseignements ou pour celle auprès de qui elle les a obtenus". Ces exemples donnent à penser que les "raisons valables" pouvant justifier la non-divulgation de renseignements confidentiels pourraient inclure l'avantage conféré à un concurrent ou le fait d'avoir un effet défavorable pour la partie qui a fourni les renseignements ou auprès de qui ils ont été obtenus.

[775] Cela pourrait être le cas, par exemple, pour certaines données relatives aux bénéfices ou aux coûts ou certains renseignements exclusifs concernant la clientèle.

[776] Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.451; le rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, paragraphe 7.335; et le rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 8.219.

Ces exemples n'ont toutefois qu'une valeur exemplative et nous considérons qu'un vaste éventail d'autres raisons pourrait constituer des "raisons valables" justifiant de traiter des renseignements comme confidentiels en application de l'article 6.5.

539. Dans la pratique, la partie sollicitant le traitement confidentiel des renseignements doit présenter son exposé des "raisons valables" à l'autorité chargée de l'enquête lors de la communication des renseignements. L'autorité doit évaluer objectivement les "raisons valables" alléguées pour le traitement confidentiel et examiner minutieusement l'exposé de la partie pour déterminer si la partie qui fournit les renseignements a suffisamment étayé sa demande. Pour procéder à son évaluation, l'autorité chargée de l'enquête doit chercher à établir un équilibre entre l'intérêt qu'a la partie qui fournit les renseignements à protéger ses renseignements confidentiels[777] et l'effet dommageable que la non-divulgation des renseignements pourrait avoir sur les intérêts en matière de transparence et de régularité de la procédure des autres parties impliquées dans l'enquête pour ce qui est de présenter leur dossier et défendre leurs intérêts. Le type d'éléments de preuve et l'importance des éléments justificatifs que l'autorité doit exiger dépendront de la nature des renseignements en cause et des "raisons valables" particulières alléguées. L'autorité chargée de l'enquête reste obligée d'examiner objectivement la justification donnée pour la nécessité d'un traitement confidentiel. Si l'autorité traitait ces renseignements comme confidentiels sans qu'un exposé de "raisons valables" ait été présenté, elle agirait d'une manière incompatible avec l'obligation que lui impose l'article 6.5 de n'accorder ce traitement que "sur exposé de raisons valables".

540. Pour examiner le champ d'application de l'article 6.5, nous notons que cet article étend la nécessité de demander un traitement confidentiel aux renseignements fournis par les "parties à une enquête", et non pas par celles figurant dans le groupe spécifiquement défini des "parties intéressées". Par conséquent, l'article 6.5 ne limite pas la protection accordée aux renseignements sensibles aux "parties intéressées" expressément énumérées à l'article 6.11 de l'*Accord antidumping*.[778] À notre

[777] Dans les cas où cela est nécessaire, l'autorité doit aussi examiner les relations de la partie qui fournit les renseignements avec la source des renseignements confidentiels.

[778] L'article 6.11 de l'*Accord antidumping* est libellé comme suit:

> Aux fins du présent accord, les "parties intéressées" seront:
>
> i) un exportateur ou producteur étranger ou l'importateur d'un produit faisant l'objet d'une enquête ou un groupement professionnel commercial ou industriel dont la majorité des membres produisent, exportent ou importent ce produit;
>
> ii) le gouvernement du Membre exportateur; et
>
> iii) un producteur du produit similaire dans le Membre importateur ou un groupement professionnel commercial ou industriel dont la majorité des membres produisent le produit similaire sur le territoire du Membre importateur.

avis, l'expression "parties à une enquête" fait référence à toute personne qui participe à l'enquête ou est impliquée dans l'enquête.[779] En outre, l'article 6.11 ne comporte pas une liste exhaustive des "parties intéressées" mais dispose que les "interested parties shall *include*" ("les "parties intéressées" seront") les personnes ou groupes de personnes énumérés dans cet article. À notre avis, les personnes expressément énumérées à l'article 6.11 sont celles qui sont, dans tous les cas, considérées comme des "parties intéressées" mais elles ne sont pas les seules personnes à pouvoir être considérées comme des "parties intéressées" dans une enquête particulière. Nous ne pensons pas que l'autorité chargée de l'enquête soit libérée de ses obligations au titre de l'article 6.5 simplement parce qu'un participant à l'enquête ne figure pas sur la liste des "parties intéressées" à l'article 6.11.[780] De fait, une fois les "raisons valables" exposées, le traitement confidentiel des renseignements sensibles doit être accordé à toute partie qui participe à l'enquête ou à la fourniture des renseignements à l'autorité, ou est impliquée dans cette enquête ou cette fourniture. En application de l'article 6.5, ces parties sont les personnes fournissant des renseignements, les personnes auprès de qui des renseignements confidentiels sont obtenus et les parties à une enquête.

541. Chaque fois que des renseignements seront traités comme confidentiels, cela suscitera nécessairement des préoccupations en matière de transparence et de régularité de la procédure parce qu'un tel traitement suppose de ne pas communiquer des renseignements aux autres parties à une enquête. La régularité de la procédure exige que les parties intéressées aient le droit de prendre connaissance des éléments de preuve fournis ou recueillis dans une enquête et se voient ménager des

---

> Cette liste n'empêchera pas les Membres de permettre aux parties nationales ou étrangères autres que celles qui sont mentionnées ci-dessus d'être considérées comme des parties intéressées.

[779] Le Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille* a analysé une expression semblable figurant à l'article 6.1.2 de l'*Accord antidumping*, c'est-à-dire "autres parties intéressées participant à l'enquête", et a élaboré une interprétation semblable de cette expression. (Rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, paragraphe 7.153)

[780] Nous notons, à cet égard, l'argument de l'Union européenne selon lequel la prescription relative aux "raisons valables" pour le traitement confidentiel des renseignements figurant à l'article 6.5 ne s'applique pas aux producteurs du pays analogue comme Pooja Forge, parce que ceux-ci n'entrent pas dans la définition des "parties intéressées" énoncée à l'article 6.11 de l'*Accord antidumping*. (Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphes 349 à 354) Dans l'enquête sur les éléments de fixation, la Commission n'a pas déterminé la valeur normale sur la base des renseignements provenant des producteurs et exportateurs chinois et a décidé de demander des renseignements aux producteurs du pays analogue. La société indienne Pooja Forge a participé à l'enquête à la demande de la Commission et a fourni une grande quantité de renseignements qui ont été utilisés comme base pour déterminer la valeur normale. À notre avis, la décision de la Commission de déterminer la valeur normale sur la base de renseignements émanant d'un producteur du pays analogue et la participation de Pooja Forge à l'enquête exigent que la protection des renseignements sensibles soit accordée à Pooja Forge sur exposé de "raisons valables", et que les obligations prévues tant à l'article 6.5 que 6.5.1 s'appliquent.

possibilités adéquates de défendre leurs intérêts.[781] Comme l'Organe d'appel l'a indiqué, "il faut que cette possibilité soit réelle, s'agissant de la capacité d['une] partie de se défendre".[782]

542. L'article 6.5 et l'article 6.5.1 répondent aux préoccupations en matière de confidentialité, de transparence et de régularité de la procédure en protégeant les renseignements de nature confidentielle ou fournis à titre confidentiel et sur exposé de "raisons valables", mais en établissant une autre méthode pour en communiquer le contenu de manière à satisfaire au droit des autres parties à l'enquête de pouvoir comprendre raisonnablement la substance des renseignements confidentiels et de défendre leurs intérêts. Comme le Groupe spécial l'a constaté, "l'article 6.5.1 sert à établir un équilibre entre le but consistant à veiller à ce que la possibilité de bénéficier d'un traitement confidentiel ne nuise pas à la transparence du processus d'enquête".[783] S'agissant des renseignements traités comme confidentiels en application de l'article 6.5, l'article 6.5.1 oblige l'autorité chargée de l'enquête à exiger qu'un résumé non confidentiel des renseignements soit fourni et à veiller à ce que ce résumé soit "suffisamment détaillé[] pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements communiqués à titre confidentiel".[784] Le caractère suffisant du résumé fourni dépendra donc des renseignements confidentiels en cause, mais le résumé devra permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements non communiqués afin que soit ménagée aux autres parties à l'enquête la possibilité de répondre et de défendre leurs intérêts.

543. L'article 6.5.1 envisage la possibilité que dans des "circonstances exceptionnelles", les renseignements confidentiels ne soient pas "susceptibles d'être résumés". Dans ces circonstances exceptionnelles, une partie pourra indiquer qu'elle ne peut pas fournir de résumé non confidentiel des renseignements présentés à titre confidentiel, mais elle sera néanmoins tenue d'exposer "les raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni". L'article 6.5.1 ne libère une partie de son devoir de fournir un résumé non confidentiel des renseignements communiqués à titre confidentiel que si ledit résumé "ne peut être fourni". Il ne suffit pas simplement qu'une partie allègue qu'il serait contraignant

[781] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 272.
[782] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Jeux*, paragraphe 270.
[783] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.515.
[784] Le Groupe spécial *Mexique – Tubes et tuyaux* a formulé une constatation semblable:

> Nous considérons que les conditions énoncées dans le texte introductif et l'alinéa 1 de l'article 6.5 sont d'une importance cruciale pour maintenir l'équilibre entre l'intérêt de confidentialité et la capacité d'une autre partie intéressée de défendre ses droits tout au long d'une enquête antidumping. Pour cette raison précise, nous estimons qu'il est primordial que l'autorité chargée de l'enquête s'assure que les conditions énoncées dans ces dispositions sont respectées. Nous estimons également important qu'un groupe spécial de l'OMC chargé d'examiner le traitement accordé par l'autorité chargée de l'enquête aux renseignements confidentiels exige le strict respect de ces dispositions, tout en gardant présent à l'esprit le critère d'examen applicable.

(Rapport du Groupe spécial *Mexique – Tubes et tuyaux*, paragraphe 7.380)

ou coûteux de fournir un résumé. Un résumé des renseignements confidentiels ne pourra pas être fourni dans les cas où aucune autre méthode de présentation des renseignements qui ne divulguerait pas nécessairement les renseignements sensibles ou n'assurerait pas nécessairement un niveau de détail suffisant pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements communiqués à titre confidentiel ne pourra être élaborée.

544. Dans les cas où la confidentialité des renseignements est maintenue sur exposé de "raisons valables" et où un résumé non confidentiel des renseignements qui permette d'en comprendre raisonnablement la substance ne peut être fourni, l'équilibre établi entre l'article 6.5 et l'article 6.5.1 est modifié et les droits en matière de régularité de la procédure des autres parties à l'enquête ne sont pas pleinement respectés. Par conséquent, lorsqu'il n'est pas possible de fournir un résumé non confidentiel, l'article 6.5.1 exige qu'une partie précise les circonstances exceptionnelles et expose les raisons pour lesquelles ce résumé ne peut être fourni. Pour sa part, l'autorité chargée de l'enquête doit examiner minutieusement ces exposés afin de déterminer s'ils établissent l'existence de circonstances exceptionnelles[785] et si les raisons données expliquent d'une manière appropriée pourquoi, dans ces circonstances, aucun résumé permettant de comprendre raisonnablement la substance des renseignements ne peut être fourni.[786] Comme le Groupe spécial l'a constaté, "en l'absence d'un examen minutieux par l'autorité chargée de l'enquête des résumés non confidentiels ou de la raison indiquée pour expliquer pourquoi un résumé ne peut pas être fourni, les parties intéressées pourraient librement abuser du traitement confidentiel à moins que et jusqu'à ce que la question ait été examinée par un groupe spécial".[787] Cela "réduirait manifestement à néant l'objectif consistant à maintenir la transparence au cours de l'enquête elle-même, l'un des buts de l'article 6.5".[788] En résumé, l'article 6.5.1 impose aux autorités chargées de l'enquête l'obligation de veiller à ce que des résumés non confidentiels suffisamment détaillés pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements confidentiels soient fournis; et, dans des circonstances exceptionnelles, de veiller

---

[785] Le Groupe spécial *Mexique – Huile d'olive* est arrivé à une conclusion semblable dans son interprétation des dispositions parallèles de l'*Accord SMC* en constatant ce qui suit:

> … l'autorité chargée de l'enquête devrait examiner les raisons invoquées pour ne pas fournir de résumé des renseignements confidentiels, et déterminer si, de fait, ces raisons constituent des circonstances "exceptionnelles".

(Rapport du Groupe spécial *Mexique – Huile d'olive*, paragraphe 7.92)

[786] Nous notons que les parties et les autorités chargées de l'enquête utilisent diverses méthodes pour établir des résumés dans les enquêtes antidumping, comme l'indexation des données, la présentation d'analyse des tendances et l'agrégation de données provenant de producteurs multiples. Dans les cas où l'on peut s'attendre à ce qu'une certaine méthode soit utilisée pour le type de renseignements spécifiques en cause, il incomberait à la partie ayant fourni les renseignements d'expliquer, entre autres choses, les raisons pour lesquelles les circonstances présentes l'empêchent d'employer cette méthode.

[787] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.515.

[788] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.515.

à ce que les parties exposent d'une manière appropriée les raisons pour lesquelles des éléments d'information confidentiels particuliers ne sont pas susceptibles d'être résumés.

C. *Exposé des producteurs nationaux indiquant les raisons pour lesquelles un résumé des renseignements confidentiels ne pouvait pas être fourni*

545. Nous allons traiter maintenant l'appel de l'Union européenne concernant la constatation du Groupe spécial selon laquelle la Commission n'a pas veillé à ce que deux producteurs nationaux satisfassent aux prescriptions de l'article 6.5.1 de l'*Accord antidumping* et selon laquelle l'Union européenne a donc agi d'une manière incompatible avec cette disposition.[789] Dans l'enquête sur les éléments de fixation, deux producteurs nationaux, A. Agrati S.p.A ("Agrati") et Fontana Luigi S.p.A. ("Fontana Luigi"), ont présenté à la Commission une grande quantité de renseignements à titre confidentiel. Comme l'exigeait l'article 6.5.1, chaque producteur a fourni, en plus de la version non confidentielle de sa réponse au questionnaire, des résumés pour la plupart des renseignements fournis à titre confidentiel. Pour certaines catégories de renseignements, toutefois, aucun résumé non confidentiel n'a été fourni et seules des raisons limitées ont été exposées concernant l'absence de ces résumés.

546. Le Groupe spécial a constaté que les raisons exposées par les deux producteurs n'étaient pas suffisantes pour satisfaire à la prescription de l'article 6.5.1 voulant que, dans des circonstances exceptionnelles où les renseignements confidentiels ne sont pas susceptibles d'être résumés, les parties exposent les raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni. Il a constaté que les exposés fournis par ces producteurs ne "se rapport[aient] cependant à aucun des renseignements spécifiques pour lesquels aucun résumé non confidentiel n'[était] fourni ou à quoi que ce soit ayant à voir avec [le producteur] [lui]-même, la partie fournissant les renseignements".[790] Spécifiquement, le Groupe spécial a constaté que l'exposé d'Agrati affirmait simplement que les renseignements confidentiels ne pouvaient pas être résumés. Il a noté en outre que, dans certains cas, l'affirmation d'Agrati selon laquelle il ne pouvait pas fournir de résumé des renseignements était décrédibilisée par le fait que d'autres producteurs nationaux avaient pu produire des résumés des mêmes types de renseignements.[791] Dans le cas de Fontana Luigi, le Groupe spécial a constaté que le producteur n'affirmait même pas que les renseignements n'étaient pas susceptibles d'être résumés mais indiquait seulement que les diverses réponses au questionnaire étaient "de nature confidentielle".[792] Il a constaté en outre qu'aucun élément de preuve "ne donnerait même à penser que la Commission [avait] jamais examiné si la raison exposée par [le producteur] pour expliquer l'absence d'un résumé non

[789] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.516 et 7.517.
[790] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.516 et 7.517.
[791] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.516.
[792] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.517.

confidentiel de[] [tels] renseignements … était plus qu'une raison fictive" et a conclu que l'Union européenne avait manqué à l'obligation que lui imposait l'article 6.5.1 de veiller à ce qu'un exposé approprié des raisons soit fourni.[793]

547. En appel, l'Union européenne soutient que l'article 6.5 et l'article 6.5.1 imposent seulement deux prescriptions aux autorités chargées de l'enquête, à savoir traiter les renseignements comme confidentiels, sur exposé de raisons valables, et exiger des parties qu'elles fournissent des résumés non confidentiels des renseignements fournis à titre confidentiel. Les deuxième, troisième et quatrième phrases de l'article 6.5.1 imposent seulement à l'autorité chargée de l'enquête, en vertu de la "clause de l'effort maximal", l'obligation de veiller à ce que les résumés non confidentiels fournis soient "suffisamment détaillés pour permettre de comprendre raisonnablement" les renseignements correspondants ou d'exiger que dans les cas où un résumé ne peut être fourni, les raisons en soient exposées.[794] Rien ne justifie, de l'avis de l'Union européenne, la constatation du Groupe spécial selon laquelle les autorités chargées de l'enquête doivent veiller à ce que les parties fournissent des résumés non confidentiels "appropriés" ou des exposés "appropriés" des raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni.[795] Selon l'Union européenne, si les rédacteurs avaient voulu que l'article 6.5.1 impose aux autorités chargées de l'enquête une stricte obligation à cet égard, la disposition aurait donné auxdites autorités le pouvoir de sanctionner le non-respect, par exemple en ne tenant pas compte des renseignements confidentiels lorsqu'aucun résumé non confidentiel, ni aucun exposé des raisons pour lesquelles un résumé ne peut être donné, n'est fourni.[796]

548. En réponse, la Chine affirme que, comme le Groupe spécial l'a constaté, l'article 6.5.1 comporte une obligation en deux parties. Premièrement, l'article 6.5.1 oblige l'autorité chargée de l'enquête à exiger des résumés non confidentiels des renseignements confidentiels ou, le cas échéant, un exposé des raisons pour lesquelles un résumé ne peut pas être fourni. Deuxièmement, l'autorité chargée de l'enquête doit en outre exiger que ces résumés ou exposés des raisons soient "appropriés" pour satisfaire aux prescriptions de l'article 6.5.1.[797] De l'avis de la Chine, interpréter cette disposition d'une manière qui autoriserait des résumés ou exposés qui ne soient pas "appropriés" rendrait l'obligation "inutile" et serait contraire au principe d'interprétation voulant qu'un interprète ne donne pas une lecture qui rendrait "redondantes ou inutiles" les dispositions d'un traité.[798]

[793] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.516 et 7.517.
[794] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 317.
[795] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphes 298 et 321.
[796] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 319.
[797] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 523.
[798] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphes 524 et 527.

549. Comme nous l'avons constaté plus haut, contrairement à ce que l'Union européenne affirme, l'article 6.5.1 impose aux autorités chargées de l'enquête l'obligation de veiller à ce que les parties à une enquête fournissent des résumés non confidentiels suffisamment détaillés pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements communiqués à titre confidentiel; et, dans les circonstances exceptionnelles où un résumé des renseignements confidentiels ne peut être fourni, que les raisons pour lesquelles cela n'est pas possible soient exposées de manière appropriée.[799] L'Union européenne a raison de dire que *l'Accord antidumping* ne prévoit pas de sanctions spécifiques envers les parties si elles ne fournissent pas un résumé non confidentiel suffisamment détaillé ou un exposé des raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni. L'*Accord antidumping* impose aux autorités chargées de l'enquête un certain nombre d'obligations, à savoir procéder à une évaluation équitable et objective des questions particulières dans chaque enquête et établir un équilibre entre les droits et obligations des parties intéressées visées par cette enquête, avec un pouvoir limité d'imposer des sanctions à une partie qui ne les respecte pas. Toutefois, cela n'enlève rien au caractère obligatoire des prescriptions. Cela ne signifie pas, comme l'Union européenne le fait valoir, que l'autorité chargée de l'enquête doit simplement faire de son mieux pour veiller à ce que de tels résumés ou exposés de raisons soient fournis. Les Membres ont l'obligation de se conformer aux prescriptions de l'article 6.5.1, et il appartient à chaque Membre de déterminer comment il le fera.

550. En l'espèce, le Groupe spécial a constaté que la version non confidentielle de la réponse au questionnaire communiquée par Agrati contenait des résumés non confidentiels de renseignements fournis à titre confidentiel concernant certains facteurs relatifs au dommage, mais pas d'autres.[800] S'agissant des renseignements pour lesquels un résumé non confidentiel n'était pas fourni, la déclaration suivante étaient incluse: "[l]es renseignements ne peuvent pas être résumés sans que soient divulgués des renseignements confidentiels qui peuvent causer un dommage à notre société. Les renseignements ont été communiqués dans le cadre d'une diffusion restreinte".[801]

551. S'agissant du deuxième producteur national, Fontana Luigi, alors que la réponse initiale au questionnaire ne contenait "presque pas de renseignements résumés non confidentiels concernant les facteurs relatifs au dommage", une réponse complémentaire établie sur la base d'une demande spécifique de la Commission contenait des résumés non confidentiels de la majorité des

[799] Voir *supra*, les paragraphes 542 à 544.

[800] Agrati a inclus un résumé non confidentiel pour l'emploi, les ventes et les reventes du produit visé, les stocks, la production, les capacités et l'utilisation des capacités. Aucun résumé n'a été fourni pour des facteurs tels que le retour sur investissement, les investissements, la rentabilité, le flux de liquidités, le coût de production, les fournisseurs des matières (premières) directes, le volume des matières premières utilisées pour la production, des éléments extraordinaires en ce qui concerne les coûts, la liste de toutes les ventes aux clients nationaux non liés, et l'imputation des différents éléments de coûts entre les différents types de produit. (Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.516.)

[801] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.516.

renseignements communiqués à titre confidentiel.[802] Toutefois, aucun résumé n'a été fourni pour les renseignements concernant les systèmes de distribution et la fixation des prix. La raison donnée pour expliquer pourquoi un résumé ne pouvait pas être fourni était simplement que "[c]es renseignements [étaient] de nature confidentielle parce que leur divulgation avantagerait de façon notable un concurrent".[803]

552. Comme nous l'avons constaté plus haut, dans le cas où une partie allègue qu'elle ne peut pas fournir de résumé non confidentiel des renseignements communiqués à titre confidentiel, l'article 6.5.1 exige de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle veille à ce que, dans les circonstances exceptionnelles où les renseignements confidentiels ne sont pas susceptibles d'être résumés, la partie les ayant communiqué fournisse à la place un exposé expliquant d'une manière appropriée pour quelles raisons un résumé de ces renseignements particuliers ne peut être fourni. Comme nous l'avons constaté aussi, un résumé des renseignements confidentiels ne pourra pas être fourni dans les cas où aucune autre méthode de présentation des renseignements, qui ne divulguerait pas nécessairement les renseignements sensibles ou n'assurerait pas nécessairement un niveau de détail suffisant pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements communiqués à titre confidentiel ne pourra être élaborée.

553. Aucun des exposés fournis par Agrati ou Fontana Luigi n'indiquait pourquoi les renseignements pour lesquels aucun résumé non confidentiel n'était fourni constituaient une "circonstance exceptionnelle" qui justifiait l'absence de résumé, et aucun n'exposait non plus les raisons pour lesquelles un résumé d'une catégorie particulière de renseignements ne pouvait pas être fourni. S'agissant d'Agrati, son exposé affirmant pour chaque catégorie que "[l]es renseignements ne p[ouvaient] pas être résumés sans que soient divulgués des renseignements confidentiels" concerne avant tout la justification de l'octroi du traitement confidentiel. Il ne traite pas de la question de savoir pourquoi un résumé des renseignements ne peut pas être fourni, ou pourquoi les renseignements en question constituent des circonstances exceptionnelles qui justifieraient le fait de ne pas fournir un résumé non confidentiel. Et l'unique déclaration répétée par Agrati ne peut pas non plus être interprétée comme une justification adéquate permettant de traiter un certain nombre d'éléments d'information différents comme étant également non susceptibles d'être résumés. En outre,

[802] Ces résumés non confidentiels ont trait aux renseignements concernant le volume de production, la capacité de production, l'utilisation des capacités, les achats totaux en valeur et en volume, les stocks de produits finis en volume, les ventes et reventes, en valeur et en volume, tant aux sociétés liées qu'aux sociétés non liées, l'utilisation captive, le coût de production, la consommation de matières premières, la rentabilité du produit en question et la rentabilité totale de la société, les flux de liquidités, les investissements, le rendement de l'actif net, et les coûts de l'emploi et de la main-d'œuvre pour le produit concerné et pour la société. (Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.517 (faisant référence aux annexes de la réponse non confidentielle de Fontana Luigi au questionnaire (pièce EU-28 présentée au Groupe spécial).)

[803] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.517.

l'affirmation d'Agrati selon laquelle il ne pouvait pas fournir de résumé des renseignements était décrédibilisée par le fait que Fontana Luigi avait pu fournir des résumés des mêmes types de renseignements.[804] Nous pensons comme le Groupe spécial que l'exposé d'Agrati ne "se rapport[ait] [] à aucun des renseignements spécifiques pour lesquels aucun résumé non confidentiel n'[était]fourni ou à quoi que ce soit ayant à voir avec la société Agrati elle-même".[805] Par conséquent, nous estimons que la Commission n'a pas veillé à ce qu'Agrati fournisse un exposé approprié des raisons pour lesquelles un résumé de certaines parties de sa réponse au questionnaire ne pouvait pas être fourni.

554. S'agissant de Fontana Luigi, nous notons que son exposé indiquant que les renseignements pour lesquels un résumé n'est pas fourni sont "de nature confidentielle parce que leur divulgation avantagerait de façon notable un concurrent" traite aussi avant tout des raisons de demander le traitement confidentiel plutôt qu'elle ne démontre qu'un résumé des renseignements ne peut pas être fourni. De fait, Fontana Luigi n'a même pas affirmé que les renseignements confidentiels ne pouvaient pas faire l'objet d'un résumé, et a encore moins démontré que les renseignements en cause constituaient des "circonstances exceptionnelles" au sens de l'article 6.5.1. En l'absence complète de tout exposé des raisons pour lesquelles un résumé des renseignements confidentiels ne pouvait pas être fourni, nous souscrivons au point de vue du Groupe spécial selon lequel l'Union européenne, en acceptant ces exposés comme suffisants, ne s'est pas acquittée de ses obligations au titre de l'article 6.5.1.

555. En outre, le dossier du Groupe spécial n'indique pas que la Commissions a examiné ces déclarations pour évaluer leur compatibilité avec l'article 6.5.1.[806] Dans sa communication en tant qu'appelant, l'Union européenne dit qu'elle avait demandé aux producteurs nationaux des résumés non confidentiels améliorés et que, parce que les parties intéressées n'avaient pas formulé d'autre plainte concernant le dossier non confidentiel, "les autorités ont estimé qu'il n'était pas nécessaire d'insister davantage".[807] L'Union européenne indique en outre qu'"il n'a été procédé à aucune enquête supplémentaire en ce qui concerne les quelques éléments d'information pour lesquels aucun résumé n'était fourni et pour lesquels un exposé des raisons était présenté".[808] L'article 6.5.1 de l'*Accord antidumping* exige de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle examine minutieusement les raisons données par la partie afin de déterminer si elles établissent l'existence de circonstances

[804] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.516.
[805] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.516.
[806] Pour l'un et l'autre producteur, le Groupe spécial a indiqué ce qui suit: "[r]ien dans le Règlement définitif ou tout autre élément de preuve qui a été fourni ne donnerait même à penser que la Commission a jamais examiné si la raison exposée par [les parties] pour expliquer l'absence de résumé non confidentiel … était plus qu'une raison fictive." (Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.516 et 7.517)
[807] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 332.
[808] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 332.

exceptionnelles et si elles expliquent d'une manière appropriée pourquoi un résumé ne peut pas être fourni. Nous n'estimons pas que l'Union européenne ait fait cela en l'espèce.

556. Pour ces raisons, nous *confirmons* les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.516 et 7.517 de son rapport, selon lesquelles l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 6.5.1 de l'*Accord antidumping* en ne veillant pas à ce que les producteurs nationaux Agrati et Fontana Luigi fournissent des exposés appropriés des raisons pour lesquelles un résumé des renseignements confidentiels ne pouvait pas être fourni.

D. *Traitement confidentiel des renseignements communiqués par le producteur du pays analogue, Pooja Forge*

557. Nous examinons maintenant l'appel de l'Union européenne concernant la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 6.5 de l'*Accord antidumping* "en ce qui concerne le traitement des renseignements confidentiels figurant dans la réponse au questionnaire communiquée par Pooja Forge".[809]

558. Dans l'enquête sur les éléments de fixation, la Commission a appliqué à la Chine l'article 2 7) de son Règlement antidumping de base et n'a donc pas déterminé la valeur normale sur la base des renseignements fournis par les producteurs et les exportateurs chinois. En fait, elle a demandé des renseignements aux producteurs d'éléments de fixation de pays analogues et a finalement trouvé en Inde une société, Pooja Forge, qui a bien voulu répondre à ses demandes de renseignements. Pooja Forge a donné une quantité considérable de renseignements qui ont servi de base pour déterminer la valeur normale. Lorsqu'elle a renvoyé son questionnaire, Pooja Forge a fourni une version non confidentielle de sa réponse, dans laquelle elle a déclaré confidentielles, ou a laissé en blanc, de grandes parties.[810] La Chine a soutenu que la Commission n'aurait pas dû accorder un traitement confidentiel à ces renseignements. Le Groupe spécial a déterminé que "la Chine n'[avait] fourni aucun élément de preuve ou argument concernant le traitement confidentiel de toute autre catégorie de renseignements que celle concernant les types de produits" et a limité son analyse à cette catégorie.[811]

---

[809] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.525.

[810] Le Groupe spécial a constaté que la réponse non confidentielle contenait des renseignements sur le chiffre d'affaires, la production, les capacités et l'utilisation des capacités de la société, mais n'incluait pas de renseignements sur les ventes à des clients indépendants, les coûts ou les bénéfices (rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.518).

[811] Le Groupe spécial a noté à cet égard que, dans sa deuxième communication écrite au groupe spécial, la Chine avait allégué que le résumé non confidentiel de la réponse au questionnaire communiquée par Pooja Forge "ne cont[enait] *aucun renseignement* et, en particulier, aucun renseignement sur les "types de produits" sur la base desquels les renseignements [avaient] été fournis par ce producteur", et le Groupe spécial a décidé de limiter son analyse au traitement confidentiel des "types de produits" (rapport du Groupe spécial,

Le Groupe spécial a constaté ensuite que Pooja Forge n'avait établi ni exposé aucune "raison valable" de traiter de tels renseignements sur les "types de produits" comme étant confidentiels, et n'avait pas non plus fourni de résumé non confidentiel ni d'exposé des raisons pour lesquelles il n'était pas possible de résumer les renseignements confidentiels.[812] Sur cette base, le Groupe spécial a conclu que l'Union européenne avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 6.5 de l'*Accord antidumping* parce qu'elle avait traité les renseignements sur les "types de produits" comme étant confidentiels sans demander à Pooja Forge d'exposer des "raisons valables" expliquant un tel traitement.[813]

559. L'Union européenne fait appel des constatations du Groupe spécial concernant le traitement confidentiel de la réponse au questionnaire communiquée par Pooja Forge pour des raisons de procédure et de fond. Premièrement, elle soutient que l'allégation de la Chine concernant le traitement confidentiel par la Commission des renseignements communiqués par Pooja Forge ne relevait pas du mandat du Groupe spécial[814] ou, à titre subsidiaire, que la manière dont la Chine et le Groupe spécial ont examiné cette allégation au cours de la procédure a privé l'Union européenne de ses droits à une procédure régulière, et que le Groupe spécial a plaidé la cause du plaignant.[815] Deuxièmement, l'Union européenne allègue que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que la prescription énoncée à l'article 6.5, à savoir qu'il fallait exposer des "raisons valables" pour traiter des renseignements comme étant confidentiels, s'appliquait aussi aux producteurs des pays tiers analogues. De l'avis de l'Union européenne, les prescriptions de l'article 6.5 ne s'appliquent qu'aux "parties intéressées", selon la définition de ce terme énoncée à l'article 6.11 de l'*Accord antidumping*, et un producteur d'un pays tiers comme Pooja Forge n'est pas une "partie intéressée" au sens de cette disposition.[816] L'Union européenne fait valoir en outre que cette interprétation se conçoit dans le contexte d'une enquête faisant intervenir un producteur d'un pays analogue, parce qu'il serait trop difficile de faire appel à des entreprises désireuses de participer à une telle enquête si ces dernières devaient se conformer aux prescriptions de l'article 6.5 et de l'article 6.5.1.[817]

560. La Chine soutient que l'allégation qu'elle a formulée au titre de l'article 6.5 pour contester le traitement confidentiel accordé par la Commission aux renseignements communiqués par Pooja Forge

---

paragraphe 7.524 et note de bas de page 1041 y relative (citant la deuxième communication écrite de la Chine au Groupe spécial, paragraphe 1110 (italique dans l'original))). Nous rappelons que le terme "types de produits", tel qu'il est employé dans l'enquête sur les éléments de fixation, fait référence aux catégories de produits sur lesquelles la Commission a fondé sa comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation.

[812] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.525.

[813] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.525.

[814] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphes 335 et 336.

[815] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphes 343 et 344.

[816] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphes 349 à 353.

[817] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 356.

relevait du mandat du Groupe spécial. Elle fait valoir que l'Organe d'appel devrait en tout état de cause rejeter l'appel de l'Union européenne, celle-ci n'ayant pas saisi le Groupe spécial de cette question "dans les moindres délais" et ayant donc renoncé à son droit de faire examiner une telle objection en appel.[818] La Chine soutient par ailleurs que l'article 6:2 du Mémorandum d'accord impose à une partie de dresser la liste de ses *allégations* dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, mais n'impose pas à une partie d'inclure ses *arguments* expliquant comment la mesure indiquée constitue un manquement aux obligations de la partie défenderesse au titre d'une disposition.[819] S'agissant du fond de l'allégation de l'Union européenne, la Chine fait observer que, selon ses propres termes, l'article 6.5 s'applique aux "parties à une enquête", et non aux "parties intéressées", et que la première expression recouvre une notion plus large qui engloberait aussi un producteur d'un pays analogue.[820] Elle fait valoir que, en raison du pouvoir discrétionnaire étendu dont disposent les autorités chargées de l'enquête pour déterminer une valeur normale de remplacement pour les pays NME, il est particulièrement important que les prescriptions en matière de transparence énoncées à l'article 6.5 soient appliquées strictement.[821] Enfin, la Chine fait valoir que, même s'il s'appliquait uniquement aux "parties intéressées" au sens de l'article 6.11, l'article 6.5 ne s'appliquerait pas moins à Pooja Forge, parce que la Commission a déclaré cette société "partie intéressée" en raison de sa participation à l'enquête.[822]

561. S'agissant du mandat du Groupe spécial, l'Union européenne reconnaît n'avoir pas présenté sa contestation à cet égard au Groupe spécial.[823] L'Organe d'appel a constaté que les parties étaient tenues de soulever les objections de procédure "dans les moindres délais"[824], mais aussi que les questions touchant à la compétence d'un groupe spécial étaient "fondamentales" et pouvaient donc être soulevées à n'importe quel stade d'une procédure, y compris en appel.[825] Un groupe spécial n'a pas compétence pour examiner une allégation qui ne relèverait pas de son mandat. Par ailleurs, le fait qu'une partie n'a pas soulevé en temps voulu une objection en matière de compétence ne peut servir à remédier à un tel défaut de compétence. Nous constatons par conséquent que le fait qu'elle n'a pas

[818] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphes 572 à 575.
[819] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 578.
[820] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphes 599 à 603.
[821] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphe 606.
[822] Communication de la Chine en tant qu'intimé, paragraphes 608 à 611.
[823] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 337.
[824] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 123; rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 50; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC*, paragraphe 166; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi de 1916*, paragraphe 54.
[825] Rapport de l'Organe d'appel *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 791; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 123; rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 36; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi de 1916*, paragraphe 54.

présenté au Groupe spécial son allégation relative au mandat dans les moindres délais n'empêche pas l'Union européenne de soulever cette objection en appel.

562. L'article 6:2 du Mémorandum d'accord énonce les prescriptions essentielles en matière de demande d'établissement d'un groupe spécial et, par implication, les prescriptions relatives à l'établissement du mandat conféré à un groupe spécial conformément à l'article 7:1 du Mémorandum d'accord. La partie plaignante doit indiquer la mesure spécifique en cause et présenter un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème. L'Organe d'appel a constaté que la demande d'établissement d'un groupe spécial "aid[ait] ... à déterminer la portée du différend" en ce qui concerne chaque mesure et, "par conséquent, établi[ssait] et délimit[ait] la compétence du groupe spécial".[826] La demande d'établissement d'un groupe spécial contribue en outre à réaliser, du point de vue de la régularité de la procédure, l'objectif important de notification au défendeur de la nature de la cause que celui-ci doit défendre.[827] Comme l'a dit l'Organe d'appel dans l'affaire *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, "[c]et objectif concernant la régularité de la procédure n'est pas un élément constitutif d'un établissement correct de la compétence d'un groupe spécial mais en découle".[828] Il faut donc examiner la demande d'établissement d'un groupe spécial "telle qu'elle existait au moment du dépôt" pour déterminer si une allégation donnée relève du mandat du groupe spécial.[829] Pour sa part, un groupe spécial doit "examiner soigneusement la demande d'établissement d'un groupe spécial, lue dans son ensemble, et d'après le libellé utilisé"[830], afin de déterminer si cette demande est "suffisamment précise"[831] pour être conforme à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Les communications ultérieures d'une partie peuvent être mentionnées lorsque le sens des termes employés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, telle qu'elle est libellée, n'est pas clair, mais le contenu de ces communications

[826] Rapport de l'Organe d'appel *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 640.
[827] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 126 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Noix de coco desséchée*, page 186). Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 155; et le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (article 21:5 – Japon)*, paragraphe 108.
[828] Rapport de l'Organe d'appel *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 640.
[829] Rapport de l'Organe d'appel *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 642.
[830] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 127; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphes 164 et 169; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 161; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (article 21:5 – Japon)*, paragraphe 108.
[831] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 142; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (article 21:5 – Japon)*, paragraphe 108.

ultérieures "ne peu[t] pas avoir pour effet de remédier aux insuffisances d'une demande d'établissement d'un groupe spécial qui présente des lacunes".[832]

563. En ce qui concerne l'appel formé par l'Union européenne, la Chine a dit dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial que l'Union européenne avait violé:

> … l'article 6.2, 6.4, 6.5 et 6.5.1 de l'*Accord antidumping* parce que les CE n'[avaient] pas veillé à ce que les producteurs nationaux fournissent des résumés non confidentiels des renseignements confidentiels qu'ils avaient communiqués ou parce qu'elles [avaient] traité à tort des renseignements comme confidentiels, empêchant ainsi les producteurs chinois d'avoir toutes possibilités de défendre leurs intérêts.[833]

Nous considérons, à la lecture de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine, que cette demande contient les allégations selon lesquelles 1) l'Union européenne n'a pas veillé à ce que les producteurs nationaux fournissent des résumés non confidentiels des renseignements confidentiels qu'ils avaient communiqués, ou 2) l'Union européenne a traité à tort des renseignements comme confidentiels et empêché ainsi les producteurs chinois d'avoir toutes possibilités de défendre leurs intérêts.

564. L'allégation en cause pose la question de savoir si l'Union européenne a traité à tort comme confidentiels les renseignements communiqués par Pooja Forge dans sa réponse au questionnaire concernant les "types de produits". Pooja Forge n'étant pas un producteur national, cette allégation ne peut pas relever de la première phrase qui figure dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Cependant, le libellé de la deuxième phrase, "[l'Union européenne a] traité à tort des renseignements comme confidentiels", serait assez général pour rendre compte de l'allégation de la Chine concernant le traitement confidentiel des renseignements communiqués par Pooja Forge. Une allégation selon laquelle "[l'Union européenne a] traité à tort des renseignements comme confidentiels" implique que l'Union européenne a agi ainsi dans des circonstances où aucune "raison valable" n'était exposée et relève ainsi du libellé de l'article 6.5 de l'*Accord antidumping*. Le fait que la première phrase fait référence aux "producteurs nationaux" ne limite ni ne réduit, à notre avis, la portée de la deuxième phrase. Nous *constatons* par conséquent que l'allégation formulée par la Chine au titre de l'article 6.5 de l'*Accord antidumping* concernant le traitement confidentiel par la Commission des renseignements communiqués par Pooja Forge relevait du mandat du Groupe spécial.

---

[832] Rapport de l'Organe d'appel *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 642; rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 143; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 127.

[833] WT/DS397/3, page 5.

565. Ayant constaté que cette allégation a été soumise à bon droit au Groupe spécial, nous examinons maintenant les arguments et allégations de fond formulés en appel par l'Union européenne. Celle-ci estime que, en raison de la manière dont il a examiné son allégation au titre de l'article 6.5, le Groupe spécial l'a privée de son droit à une procédure régulière et a donc agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord. L'Union européenne allègue en outre que le Groupe spécial a violé l'article 11 du Mémorandum d'accord parce que de plus, et d'une manière inadmissible, il a "plaidé la cause" de la Chine par l'intermédiaire des questions qu'il a posées au cours de la procédure au sujet de cette allégation.[834] Autrement dit, l'Union européenne fait valoir que, sans les questions posées par le Groupe spécial, la Chine n'aurait pas avancé son argument ni établi des éléments *prima facie* selon lesquels aucune "raison valable" n'avait été exposée pour justifier que soient traités comme confidentiels par la Commission les renseignements communiqués par Pooja Forge.

566. Nous notons tout d'abord qu'il incombe au plaignant d'étayer ses allégations au moyen d'arguments juridiques et d'éléments de preuve dans les communications écrites et orales qu'il présente au groupe spécial. Alors que le Mémorandum d'accord, et l'article 11 en particulier, lui imposent de procéder à une évaluation objective des questions dont il est saisi, un groupe spécial doit faire porter son attention et ses questions sur les allégations et les arguments que les parties ont formulés. Lorsque dans ses communications à un groupe spécial un plaignant n'a pas présenté d'arguments suffisants pour étayer ses allégations, le groupe spécial ne peut pas user de son pouvoir de poser des questions pour compenser l'absence d'arguments et d'éléments justificatifs pertinents.[835] Il ne faudrait toutefois pas croire que nous laissons entendre que, quand des arguments ont été *avancés* d'une manière affirmative par les parties, le groupe spécial ne devrait pas examiner en détail ces éléments de preuve et cette argumentation. En l'*absence* d'argumentation, toutefois, un groupe spécial ne peut pas intervenir pour avancer des arguments au nom d'une partie et plaider la cause du plaignant.

567. Nous rappelons que, lorsqu'il a examiné l'argument de l'Union européenne selon lequel la Chine n'a pas étayé son allégation au titre de l'article 6.5, le Groupe spécial a dit que "la façon dont la Chine [avait] présenté cette allégation dans le présent différend [était] loin d'être idéale" et qu'il jugeait "particulièrement préoccupant le fait que l'allégation n'[avait] pas du tout été développée dans la première déclaration écrite de la Chine".[836] Il a expliqué que le fait que la Chine "[n'a pas présenté] d'explication plus complète ni d'argumentation pour étayer son allégation … [avait] placé l'Union

[834] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphes 340 à 347.
[835] Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 343; le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 129.
[836] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.522.

européenne dans une position difficile lorsqu'elle s'[était] efforcée de répondre à une allégation qui n'était pas claire".[837] Le Groupe spécial a déterminé, cependant, que la Chine avait finalement fourni, "dans sa deuxième communication écrite et sa réponse à [la] question n° 71, une argumentation suffisamment claire à l'appui de son allégation pour ménager à l'Union européenne une possibilité adéquate de répondre".[838]

568. Nous jugeons nous aussi préoccupante la manière dont la Chine a présenté son allégation au titre de l'article 6.5 concernant le traitement confidentiel des renseignements communiqués par Pooja Forge au sujet des "types de produits". Comme le Groupe spécial l'a constaté, la Chine, dans sa première communication écrite, n'a pas formulé d'allégation ni d'argument concernant des "raisons valables" au titre de l'article 6.5. Les arguments qu'elle a présentés dans sa première communication étaient limités au caractère insuffisant de la version non confidentielle de la réponse au questionnaire communiquée par Pooja Forge, allégation qui relève de l'article 6.5.1, et ne se rapporte pas à la question de savoir si des "raisons valables" pour le traitement confidentiel ont été exposées au titre de l'article 6.5.

569. Le dossier du Groupe spécial indique que, à la première réunion des parties, aucune de celles-ci n'a abordé dans sa déclaration orale les allégations concernant Pooja Forge. Après cette première réunion, le Groupe spécial, se référant à la première communication écrite de la Chine, a posé à celle-ci la question suivante:

> Question n° 71: Le Groupe spécial note que, dans l'intitulé de son allégation concernant les insuffisances alléguées des réponses au questionnaire, la Chine fait aussi référence aux réponses au questionnaire communiquées par le producteur du pays tiers analogue. Or, cette question n'est pas mentionnée dans le texte de l'argumentation de la Chine à cet égard. Veuillez donner des précisions.

La Chine a présenté sa réponse à cette question le jour même où elle a déposé sa deuxième communication écrite. Le texte qui suit est extrait de la réponse de la Chine à la question n° 71 du Groupe spécial:

> De l'avis de la Chine, une grande partie (si ce n'est l'ensemble) **des renseignements étaient considérés comme confidentiels bien qu'aucune "raison valable" n'ait été exposée**. À cet égard, la Chine se réfère entre autres choses au fait que même les catégories ("types de produits") utilisées pour la fourniture des données n'ont pas été divulguées. Ces renseignements ne sont manifestement pas

[837] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.522.
[838] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.522.

> confidentiels et la Chine ne voit par conséquent aucune "raison valable" pour qu'ils fassent l'objet d'un traitement confidentiel. En fait, aucune "raison valable" de traiter comme confidentiels les types de produits appliqués aux données à fournir ne peut être exposée. En accordant un traitement confidentiel à ces données, l'UE a violé l'article 6.5 de l'[*Accord antidumping*].[839] (caractères gras dans l'original)

570. Bien qu'elle ait mentionné, pour la première fois, la question des "raisons valables" dans sa réponse ci-dessus, la Chine n'a présenté aucun argument ni élément de preuve supplémentaire à cet égard. Dans sa deuxième communication écrite, elle a dit n'avoir pas abandonné son allégation au titre de l'article 6.5 "dans la mesure où celle-ci avait trait au caractère insuffisant de la réponse au questionnaire communiquée par le producteur du pays analogue".[840] La Chine a dit ensuite que la version non confidentielle de la réponse au questionnaire fournie par Pooja Forge "ne cont[enait] *aucun renseignement* et, en particulier, aucun renseignement sur les "types de produits" sur la base desquels les renseignements [avaient] été fournis par ce producteur qui soit manifestement non confidentiel".[841] Ces arguments concernaient toutefois la question de savoir si le résumé non confidentiel fourni par Pooja Forge satisfaisait à la prescription de l'article 6.5.1. Ils n'étaient pas pertinents pour la question de savoir si des "raisons valables" de traiter comme confidentiels les renseignements communiqués par Pooja Forge dans sa réponse au questionnaire étaient exposées conformément à l'article 6.5.[842]

571. Le dossier du Groupe spécial indique en outre que, à la deuxième réunion des parties, la Chine a simplement répété le même argument que celui qu'elle avait avancé dans sa deuxième communication écrite, à savoir que la réponse non confidentielle au questionnaire communiquée par Pooja Forge était inadéquate.[843] La Chine n'a pas soulevé la question de l'absence d'exposé de "raisons valables" dans sa déclaration orale à cette réunion. Après la deuxième réunion des parties, le Groupe spécial a demandé à la Chine de préciser si elle "attend[ait] une constatation" au titre de l'article 6.5 au sujet de la question des "raisons valables", ou une constatation au sujet de la conformité

---

[839] Réponse de la Chine à la question n° 71 du Groupe spécial, page 113.

[840] Deuxième communication écrite de la Chine au Groupe spécial, paragraphe 1110.

[841] Deuxième communication écrite présentée par la Chine au Groupe spécial, paragraphe 1110. (italique dans l'original)

[842] Bien qu'adressées à la Chine, l'Union européenne a présenté ses propres observations en réponse à la question n° 71 du Groupe spécial, indiquant que dans la mesure où la Chine maintenait ses allégations concernant Pooja Forge, "le Groupe spécial devrait simplement décider que la Chine n'a pas fourni d'éléments *prima facie*", parce qu'elle "n'a fourni aucun élément de preuve conformément au paragraphe 16 des procédures de travail du Groupe spécial et dans les délais fixés dans ce paragraphe". (réponse de l'Union européenne à la question n° 71 posée par le Groupe spécial après la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 170)

[843] En réponse, l'Union européenne a dit que les *Procédures de travail* du Groupe spécial empêchaient celui-ci d'autoriser la Chine à formuler ses arguments à un stade aussi avancé de la procédure et a affirmé que "le Groupe spécial ne devrait pas aller plus loin parce que la Chine avait la possibilité d'essayer de plaider sa cause mais elle ne l'avait même pas fait". (rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.520)

du résumé non confidentiel de la réponse au questionnaire communiquée par Pooja Forge avec l'article 6.5.1.[844]

572. En réponse, la Chine a dit qu'elle souhaitait, premièrement, une constatation au titre de l'article 6.5 et, deuxièmement, si le Groupe spécial concluait que les renseignements avaient été traités à bon droit comme confidentiels, une constatation au titre de l'article 6.5.1 établissant que l'Union européenne n'a pas imposé à Pooja Forge de fournir un "résumé non confidentiel" de ces renseignements qui soit "suffisamment détaillé pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements communiqués à titre confidentiel".[845] Cependant, à l'appui de ces allégations, la Chine a encore une fois simplement répété son argument selon lequel la réponse au questionnaire communiquée par Pooja Forge "ne con[tenait] aucun renseignement du tout, en particulier concernant les "types de produits"".

573. Par conséquent, comme le dossier du Groupe spécial le montre clairement, la Chine n'a employé qu'une fois l'expression "raisons valables", à savoir dans sa réponse à la question n° 71, où cette expression était employée en passant, simplement pour soutenir une allégation, sans que des arguments ou éléments justificatifs ne soient présentés. Pendant toute la procédure du Groupe spécial, la Chine a mis l'accent sur l'absence de renseignements concernant les "types de produits" dans la version non confidentielle de la réponse au questionnaire, plutôt que sur l'absence d'exposé de "raisons valables" pour le traitement confidentiel en premier lieu.

574. La règle 4 des Procédures de travail du Groupe spécial dispose qu'"[a]vant la première réunion de fond du groupe spécial avec les parties, les parties au différend feront remettre au groupe spécial des exposés écrits dans lesquels elles présenteront les faits de la cause et leurs arguments respectifs". Comme nous l'avons indiqué plus haut, le dossier du Groupe spécial montre que c'est uniquement en réponse aux questions du Groupe spécial que la Chine a établi son allégation au titre de l'article 6.5 concernant l'absence d'exposé de "raisons valables" de traiter de manière confidentielle les réponses au questionnaire communiquées par Pooja Forge, et que la Chine n'a formulé cette allégation qu'une fois que les parties avaient remis leurs communications écrites au Groupe spécial et avaient participé à une réunion de fond. Nous ne pensons pas que des affirmations faites à un stade

[844] Le texte intégral de la question n° 103 du Groupe spécial est le suivant: En ce qui concerne l'allégation portant sur les versions non confidentielles des réponses au questionnaire communiquées par les deux producteurs de l'UE et de celle du producteur indien, le Groupe spécial note que, dans ses communications écrites, la Chine se réfère uniquement à l'article 6.5, mais que dans sa réponse à la question n° [71] du Groupe spécial, elle se réfère à l'article 6.5.1. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine fait référence à la fois à l'article 6.5 et à l'article 6.5.1. Veuillez expliquer si la Chine attend du Groupe spécial une constatation au titre du texte introductif de l'article 6.5 ou au titre de l'article 6.5.1 en ce qui concerne cette allégation.

[845] Réponse de la Chine à la question n° 103 posée par le Groupe spécial après la deuxième réunion du Groupe spécial, page 24.

aussi avancé de la procédure, et uniquement en réponse aux questions posées par le Groupe spécial, puissent satisfaire à la règle 4 des Procédures de travail du Groupe spécial ni aux prescriptions en matière de régularité de la procédure. L'établissement tardif d'une allégation au titre de l'article 6.5 en ce qui concerne l'absence d'exposé de "raisons valables" de traiter de manière confidentielle les renseignements communiqués par Pooja Forge au sujet des "types de produits", ainsi que l'absence d'une argumentation appropriée et de la fourniture d'éléments de preuve pertinents à l'appui de cet établissements n'exigeaient pas qu'il soit demandé à l'Union européenne de répondre.

575. Compte tenu de ce qui précède, nous *constatons* que la Chine n'a pas étayé son allégation au titre de l'article 6.5 de l'*Accord antidumping* selon laquelle le traitement confidentiel des renseignements communiqués par Pooja Forge au sujet des "types de produits" dans sa réponse au questionnaire était correct. Par conséquent, nous *infirmons* la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.525 de son rapport, selon laquelle l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 6.5 de l'*Accord antidumping* "en ce qui concerne le traitement des renseignements confidentiels communiqués par Pooja Forge". Ayant infirmé la constatation du Groupe spécial sur cette base, nous ne jugeons pas nécessaire de formuler une constatation distincte au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord selon laquelle le Groupe spécial, comme l'a fait valoir l'Union européenne, a privé celle-ci de son droit à une procédure régulière et a d'une manière inadmissible plaidé la cause de la Chine.[846]

E. *Traitement confidentiel de l'identité des plaignants*

576. Nous examinons maintenant l'autre appel de la Chine concernant les constatations formulées par le Groupe spécial au titre de l'article 6.5 de l'*Accord antidumping* selon lesquelles l'Union européenne n'a pas fait erreur en traitant comme confidentielle l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte. Dans l'enquête sur les éléments de fixation, les plaignants et ceux qui soutenaient la plainte ont demandé à la Commission d'accorder ce traitement "pour éviter des mesures de rétorsion potentielles qui pourraient être appliquées par certains de leurs clients qui achètent également des produits directement en R.P. de Chine".[847] Les plaignants alléguaient que ces clients, s'ils savaient quels producteurs européens avaient demandé l'ouverture de cette enquête, pourraient cesser d'acheter des éléments de fixation à ces producteurs. La Commission a accepté cette demande et a accordé le traitement confidentiel.

577. Le Groupe spécial a constaté que, bien que l'exposé des "raisons valables" des plaignants ait été limité à l'allégation contenue dans la plainte, il ne s'agissait pas là d'une "absence d'éléments de

[846] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphes 340 à 347.
[847] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.448.

preuve rédhibitoire" au titre de l'article 6.5.[848] De l'avis du Groupe spécial, la raison d'appliquer le traitement confidentiel invoquée dans la plainte, à savoir que les mesures de rétorsion pourraient être appliquées par des clients qui achetaient également des produits aux producteurs chinois, "étay[ait dans une certaine mesure l']affirmation [des plaignants] en expliquant les circonstances qui, selon [ces derniers], montraient que des mesures de rétorsion commerciales pourraient être appliquées".[849] Le Groupe spécial a dit ce qui suit: "[S]auf s'il y a une raison de croire que la crainte d'une mesure de rétorsion est déraisonnable, infondée ou fausse – et la Chine n'en a donné aucune – nous estimons que l'allégation des plaignants en l'espèce constitue une base suffisante pour la conclusion de la Commission".[850] Le Groupe spécial a conclu par conséquent que l'Union européenne n'avait pas agi d'une manière incompatible avec l'article 6.5 lorsqu'elle avait traité l'identité des plaignants comme confidentielle sur la base de l'allégation de ces derniers concernant des mesures de rétorsion commerciales potentielles.[851]

578. En appel, la Chine fait valoir que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que les "mesures de rétorsion commerciales potentielles" alléguées par les plaignants satisfaisaient à la prescription en matière de "raisons valables" figurant à l'article 6.5. Elle allègue que les mesures de rétorsion commerciales invoquées par les plaignants n'étaient pas suffisantes pour constituer une "raison valable" parce qu'elles étaient "purement hypothétiques".[852] Elle fait observer en outre que les plaignants n'ont fourni aucun élément de preuve à l'appui de l'affirmation concernant les mesures de rétorsion commerciales potentielles contenue dans la plainte.[853] Par ailleurs, la Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation de l'article 6.5, et a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord, lorsqu'il a déplacé vers elle la charge de montrer que l'affirmation des plaignants concernant les mesures de rétorsion commerciales potentielles était "infondée, déraisonnable ou fausse".[854] Elle soutient qu'elle a néanmoins démontré que cette affirmation était infondée quand elle a fait valoir qu'en fait les mêmes producteurs avaient vu leur identité divulguée en tant que producteurs inclus dans l'échantillon dans le contexte de la détermination de l'existence d'un dommage à laquelle la Commission avait procédé.[855] Enfin, si l'Organe d'appel constate qu'il n'existait aucune "raison valable" de traiter l'identité des plaignants comme confidentielle au titre de l'article 6.5, la Chine lui demande de compléter l'analyse au titre de

[848] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.453.
[849] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.453.
[850] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.453.
[851] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.455.
[852] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphes 450 à 453.
[853] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphes 458 et 459.
[854] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphes 464 à 467 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.453).
[855] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphes 471 à 477.

l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* et de constater que la non-divulgation de l'identité des plaignants par l'Union européenne était aussi incompatible avec ces dispositions.[856]

579. En réponse, l'Union européenne fait valoir que l'allégation de la Chine ne tient pas compte du fait que la protection des renseignements confidentiels prévue à l'article 6.5 a pour objet de garantir que toute conséquence négative résultant de la divulgation de renseignements sensibles reste hypothétique.[857] Selon elle, le Groupe spécial ne s'est pas appuyé sur une "simple affirmation", mais a évalué les éléments de preuve à la lumière de la justification spécifique fournie.[858] En outre, l'Union européenne fait observer que la Chine n'a pas inclus l'allégation qu'elle formule au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord dans sa déclaration d'un autre appel et que cette allégation n'a donc pas été dûment présentée à l'Organe d'appel.[859] En tout état de cause, elle affirme que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en déplaçant la charge de la preuve vers la Chine, parce qu'il incombait à celle-ci, qui avait présenté l'allégation au Groupe spécial, d'établir *prima facie* qu'il y avait incompatibilité.[860] En ce qui concerne la divulgation, à un stade ultérieur de l'enquête, de l'identité des producteurs inclus dans l'échantillon, l'Union européenne soutient que l'allégation de la Chine se rapporte à l'évaluation des éléments de preuve par le Groupe spécial et aurait donc dû être présentée au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, ce que la Chine n'a pas fait.[861] Sur le fond de l'argumentation, l'Union européenne réplique que tous les producteurs inclus dans l'échantillon ne soutenaient pas la plainte et que ceux qui ont seulement coopéré à l'enquête n'encouraient pas les mêmes risques de voir leur identité divulguée en tant que plaignants.[862]

580. À titre préliminaire, nous examinons la contestation formulée par l'Union européenne selon laquelle nous ne sommes pas dûment saisis de l'allégation présentée par la Chine au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord au sujet de la constatation du Groupe spécial selon laquelle des "raisons valables" avaient été exposées pour justifier le fait que la Commission avait traité de manière confidentielle l'identité des plaignants, parce que cette allégation n'était pas mentionnée dans la déclaration d'un autre appel de la Chine. Celle-ci soutient que le libellé de sa déclaration d'un autre appel était suffisant pour notifier à l'Union européenne la nature de son allégation en dépit de l'absence de mention explicite de l'article 11 du Mémorandum d'accord à cet égard. La Chine fait observer en outre que, conformément aux nouvelles *Procédures de travail* qui sont entrées en vigueur

[856] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphes 482 à 488.
[857] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 371.
[858] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 375 (faisant référence à la communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 462).
[859] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 362.
[860] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 378.
[861] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 363.
[862] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 385.

le 15 septembre 2010, la déclaration d'un autre appel et la communication en tant qu'autre appelant sont déposées le même jour. Par conséquent, un éventuel doute quant au point de savoir si une allégation a été formulée dans la déclaration d'un autre appel de la Chine aurait été facilement dissipé par la communication de la Chine en tant qu'autre appelant.[863]

581. Nous ne sommes pas convaincus par les arguments de la Chine. Les règles 20 2) d) ii) et 23 2) c) ii) B) des *Procédures de travail* imposent à un participant d'inclure dans sa déclaration d'appel ou dans sa déclaration d'un autre appel "une liste de la (des) disposition(s) juridique(s) des accords visés dans l'interprétation ou l'application de laquelle (desquelles) il est allégué que le groupe spécial a fait erreur". L'Organe d'appel a reconnu la fonction de garantie du droit à une procédure régulière que remplit la déclaration d'appel, soulignant:

> … l'équilibre important qui devait être maintenu entre le droit des Membres d'exercer véritablement et efficacement le droit d'appel, et le droit des intimés d'avoir connaissance par le biais de la déclaration d'appel des constatations visées par l'appel, afin de pouvoir exercer efficacement leur droit de défense.[864]

582. Si les allégations formulées par l'appelant ou l'autre appelant dans la déclaration d'appel ou dans la déclaration d'un autre appel ne sont pas notifiées à l'intimé, ces allégations n'entrent pas dûment dans le cadre de l'appel et l'Organe d'appel ne formulera pas de constatations à leur sujet.[865] La Chine n'a pas mentionné l'article 11 du Mémorandum d'accord dans sa déclaration d'un autre appel en ce qui concerne le traitement confidentiel de l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte, et nous constatons donc que cette allégation au titre de l'article 11 ne nous est pas dûment soumise. Par conséquent, en l'absence d'allégation au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, il ne nous est pas demandé de déterminer si le Groupe spécial a procédé à une évaluation objective des faits ni d'examiner l'évaluation que le Groupe spécial a faite des éléments de preuve qui lui avaient été présentés.

583. Nous rappelons que, outre son allégation au titre de l'article 11, dont nous constatons qu'elle n'entre pas dans le cadre de notre examen, la Chine formule aussi les quatre arguments ci-après pour expliquer pourquoi le Groupe spécial a fait erreur en constatant que le traitement confidentiel de l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte n'était pas incompatible avec l'article 6.5

---

[863] Réponses de la Chine aux questions posées à l'audience.

[864] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE*, paragraphe 62.

[865] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE*, paragraphe 72; les rapports de l'Organe d'appel *CE – Bananes III (article 21:5 – Équateur II)/CE – Bananes III (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 285; et le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphes 124 à 128.

de l'*Accord antidumping*. Premièrement, la Chine allègue que le Groupe spécial s'est appuyé sur le caractère hypothétique de mesures de rétorsion commerciales qui "pourraient" être appliquées, plutôt que de mesures qui "seraient" appliquées.[866] Deuxièmement, la Chine fait valoir que le Groupe spécial s'est appuyé sur une simple affirmation contenue dans la plainte et n'a exigé aucun élément de preuve à l'appui de cette allégation.[867] Troisièmement, la Chine soutient que le Groupe spécial a déplacé vers elle la charge de montrer que l'affirmation contenue dans la plainte était "infondée, déraisonnable ou fausse".[868] Quatrièmement, la Chine affirme que le Groupe spécial a rejeté à tort son argument selon lequel la divulgation ultérieure de l'identité des plaignants en tant que producteurs inclus dans l'échantillon a réduit à néant l'allégation selon laquelle il existait des "raisons valables" de ne pas divulguer l'identité des mêmes producteurs en tant que plaignants.[869]

584. Sur cette base, nous ne pensons pas que la Chine fasse valoir que des "mesures de rétorsion commerciales" ne peuvent pas constituer une justification du traitement confidentiel pour des "raisons valables". À cet égard, nous convenons avec le Groupe spécial que "rien dans l'article 6.5 … [ne] s'opposerait à ce que des mesures de rétorsion commerciales potentielles constituent une raison valable pour appliquer un traitement confidentiel à tout renseignement, y compris l'identité des plaignants", constatation que la Chine ne conteste pas.[870]

585. En revanche, nous croyons comprendre que la Chine fait valoir que la Commission a fait erreur en concluant que les plaignants avaient exposé des "raisons valables" et que le Groupe spécial a fait erreur en soutenant la conclusion de la Commission. Nous avons indiqué plus haut que le critère "raisons valables" imposait d'établir un équilibre entre d'une part les intérêts propres de ceux qui souhaitent une protection des renseignements et d'autre part la transparence et la garantie d'une procédure régulière qui devraient être accordées aux parties qui ont besoin d'avoir accès aux renseignements pour défendre leurs intérêts. Sur la base de ce critère, il appartient à l'autorité chargée de l'enquête d'établir cet équilibre et de déterminer objectivement si des "raisons valables" ont été exposées. Compte tenu de ce critère, un groupe spécial peut examiner une telle détermination sur la base des faits et des arguments juridiques pertinents. Par conséquent, l'appel de la Chine exige que nous examinions si le Groupe spécial, en examinant la détermination de la Commission, a fait une erreur dans son interprétation juridique de l'article 6.5 ou a appliqué de façon incorrecte l'article 6.5 aux faits établis figurant dans le dossier en l'espèce. Gardant cela à l'esprit, nous examinons maintenant les quatre arguments de la Chine énoncés ci-dessus.

[866] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 454.
[867] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 455.
[868] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 464 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.453).
[869] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 471.
[870] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.452.

586. Premièrement, la Chine soutient qu'une partie qui demande un traitement confidentiel doit démontrer que des mesures de rétorsion commerciales potentielles "seraient" appliquées si les renseignements étaient divulgués, et il est insuffisant de simplement montrer que de telles mesures "pourraient" être appliquées. La question dont nous sommes saisis est donc de savoir si le Groupe spécial a fait une erreur dans l'interprétation et l'application de l'article 6.5 parce qu'une demande de traitement des renseignements comme confidentiels exige de démontrer que la divulgation "déboucherait", et non pas simplement "pourrait déboucher", sur la possibilité que soient appliquées des mesures de rétorsion.

587. Comme nous l'avons constaté plus haut, des "raisons valables" peuvent être exposées quand la partie qui demande un traitement confidentiel démontre l'existence d'un risque de conséquences négatives potentielles. L'objet de l'octroi d'un traitement confidentiel dans cette situation est "précisément de s'assurer qu'un effet défavorable redouté, en l'espèce des "mesures de rétorsion commerciales potentielles", reste hypothétique et ne se concrétise pas effectivement".[871] Nous considérons que l'argument de la Chine selon lequel les plaignants devaient démontrer que des mesures de rétorsion commerciales potentielles "seraient" appliquées – plutôt que "pourraient" être appliquées – repose sur une compréhension erronée de la nature de l'examen. De fait, l'allégation de la Chine se rapporte à la gravité et la probabilité du risque pertinent d'application de mesures de rétorsion commerciales potentielles allégué par un plaignant, ce qui est une question de degré. Nous ne considérons pas que le degré de risque d'application de mesures de rétorsion commerciales soit une question de droit. Le degré du risque ne définit pas ce qui constitue une "raison valable" au sens de l'article 6.5. Nous ne considérons pas non plus que le degré de risque soit une application du critère "raisons valables" aux faits établis. En revanche, il s'agit d'une question en rapport avec la portée et la nature des éléments de preuve requis par l'autorité chargée de l'enquête à l'appui d'un exposé de "raisons valables". Dans le cadre de l'examen de la détermination par l'autorité de l'existence de "raisons valables", l'évaluation par le Groupe spécial de la probabilité d'une application de mesures de rétorsion commerciales dépend donc de l'évaluation des éléments de preuve par le Groupe spécial. Nous considérons par conséquent que la contestation de la Chine est axée sur l'évaluation par le Groupe spécial de la question de savoir si la nature et la portée des éléments de preuve présentés à la Commission étaient suffisantes pour que celle-ci parvienne à la conclusion qu'il avait été montré que les "mesures de rétorsion commerciales potentielles" constituaient une "raison valable".

588. En l'absence d'allégation selon laquelle un groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective des faits, la question ne nécessite pas que nous l'examinions en appel. Le niveau de risque et, plus particulièrement, la probabilité ou l'éventualité de voir un tel risque se concrétiser sont des

[871] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.453.

questions de degré qui doivent être évaluées en fonction des faits, et le Groupe spécial a procédé à une telle évaluation pour parvenir à sa constatation. Aucune allégation au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord n'a été dûment formulée en appel et la question dont nous sommes saisis est donc de savoir si le Groupe spécial a fait une erreur d'interprétation ou d'application des textes. Or, aucune erreur de ce type n'a été démontrée. Par conséquent, cette détermination factuelle par le Groupe spécial ne justifie aucune intervention de notre part.

589. Deuxièmement, en ce qui concerne l'allégation de la Chine selon laquelle le Groupe spécial s'est appuyé sur une simple affirmation pour parvenir à sa constatation, nous rappelons que le Groupe spécial a fait observer que les plaignants avaient allégué dans la plainte que le traitement confidentiel de leur identité était nécessaire parce que des mesures de rétorsion "pourraient être appliquées par certains de leurs clients qui ach[etaient] également des produits directement en R.P. de Chine".[872] Selon le Groupe spécial, "les "mesures de rétorsion commerciales potentielles" ne constituent pas un phénomène suffisamment concret pour que la preuve de leur existence soit susceptible d'être obtenue".[873] Le Groupe spécial a considéré que la Commission pouvait s'appuyer, en tant qu'élément de preuve de l'existence d'un risque d'application de mesures de rétorsion commerciales, sur la circonstance factuelle qui consistait à avoir en commun avec les fournisseurs chinois des clients susceptibles de subir les effets des actions des plaignants. Il a poursuivi en ces termes: "[S]auf s'il y a une raison de croire que la crainte d'une mesure de rétorsion est déraisonnable, infondée ou fausse – et la Chine n'en a donné aucune – nous estimons que l'allégation des plaignants en l'espèce constitue une base suffisante pour la conclusion de la Commission".[874] Le Groupe spécial a conclu que "[l]a Chine ne contest[ait] pas l'affirmation factuelle selon laquelle certains des clients des plaignants et de ceux qui sout[enaient] la demande [avaient] également acheté le produit visé auprès des producteurs chinois".[875] Il a constaté qu'"en disant que leurs clients étaient eux-mêmes également des importateurs du produit visé en provenance de Chine, les plaignants [avaient] dans une certaine mesure étayé leur affirmation en expliquant les circonstances qui, selon eux, montraient que des mesures de rétorsion commerciales pourraient être appliquées".[876]

590. Nous ne pensons pas que le Groupe spécial, en formulant ces constatations, ait mal interprété l'article 6.5 de l'*Accord antidumping* ou ait mal appliqué aux faits établis portés à sa connaissance l'interprétation correcte de cette disposition. En fait, le Groupe spécial a constaté que l'affirmation

[872] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.453.
[873] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.448. (citant European Industrial Fasteners Institute (EIFI), Complaint against Imports of Carbon Steel Fasteners from China, 24 September 2007 (pièce CHN-15 présentée au Groupe spécial)).
[874] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.453.
[875] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.452.
[876] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.453.

contenue dans la plainte avait démontré des "raisons valables" de traiter l'identité des plaignants comme confidentielle, parce que des mesures de rétorsion commerciales potentielles pourraient être appliquées en raison du fait incontesté que les plaignants avaient des clients en commun avec les fournisseurs chinois. De plus, nous ne pensons pas que l'argument de la Chine soit axé sur la question de savoir si le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 6.5 ou son application de cet article aux faits de la cause. L'argument de la Chine selon lequel le Groupe spécial s'est appuyé sur cette "simple affirmation"[877] pour parvenir à sa constatation concerne plutôt l'évaluation par le Groupe spécial des éléments de preuve qui lui étaient soumis. Or, comme nous l'avons dit plus haut, il ne nous est pas demandé d'évaluer si le Groupe spécial a outrepassé ses pouvoirs en tant que juge des faits en examinant la décision de la Commission de garder confidentielle l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte, parce que aucune allégation au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord n'a été dûment formulée à cet égard.

591. Troisièmement, la Chine fait valoir que le Groupe spécial a déplacé vers elle la charge de montrer que l'affirmation contenue dans la plainte était "infondée, déraisonnable ou fausse".[878] Nous rappelons que, devant le Groupe spécial, la Chine a allégué que l'Union européenne avait agi d'une manière incompatible avec l'article 6.5 en acceptant l'affirmation de "mesures de rétorsion commerciales potentielles" dans la demande des plaignants comme étant un exposé suffisant de "raisons valables" de traiter de manière confidentielle leur identité. En formulant cette allégation devant le Groupe spécial, la Chine se devait d'établir *prima facie* qu'aucune "raison valable" n'avait été démontrée par les plaignants et que la décision de la Commission d'accéder à la demande des plaignants visant à ce que leur identité soit traitée de manière confidentielle était incompatible avec l'article 6.5. Le Groupe spécial n'a pas fait erreur, par conséquent, en demandant à la Chine de présenter des arguments juridiques et factuels pour étayer son allégation selon laquelle aucune "raison valable" n'avait été exposée ou, selon les termes employés par le Groupe spécial, de montrer que l'affirmation par les plaignants de mesures de rétorsion commerciales potentielles était "déraisonnable, infondée ou fausse".[879] Nous ne constatons donc pas que le Groupe spécial a déplacé la charge de la preuve vers la Chine en demandant à celle-ci de procéder ainsi. Comme nous l'avons précisé plus haut, le Groupe spécial a examiné la détermination de la Commission et a expliqué pourquoi il considérait que l'affirmation par les plaignants de "mesures de rétorsion commerciales potentielles" constituait un exposé suffisant de "raisons valables" de traiter de manière confidentielle l'identité des plaignants. À notre avis, là encore, l'élément central de la contestation de la Chine concernant ces

[877] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 455.
[878] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 464 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.453).
[879] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.453.

contestations est axé principalement sur l'évaluation des éléments de preuve par le Groupe spécial. Vu qu'aucune allégation au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord n'a été dûment formulée à cet égard, nous nous abstenons d'examiner plus avant ces constatations du Groupe spécial.

592. Enfin, nous rappelons que le Groupe spécial a rejeté l'argument de la Chine selon lequel la divulgation de l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte en tant que producteurs inclus dans l'échantillon a réduit à néant l'allégation selon laquelle il existait des "raisons valables" de ne pas divulguer l'identité de ces mêmes producteurs ou de ceux-là même qui soutenaient la plainte. L'argument présenté en appel par la Chine repose sur la contestation par cette dernière de la constatation formulée par le Groupe spécial au titre de l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*, selon laquelle les producteurs de la branche de production nationale dont faisaient partie les producteurs inclus dans l'échantillon n'étaient *pas tous* des plaignants ou ne soutenaient *pas tous* la plainte, parce que la Commission ne connaissait pas le point de vue d'au moins un des producteurs inclus dans l'échantillon au sujet du soutien de cette plainte ou de l'opposition à celle-ci.[880] Nous avons constaté plus haut que le Groupe spécial n'avait pas fait erreur en constatant qu'un producteur au moins qui n'avait pas déclaré son soutien de la plainte d'une manière affirmative faisait partie de la branche de production nationale et avait été inclus dans l'échantillon.[881] Par conséquent, l'affirmation de la Chine selon laquelle tous les producteurs inclus dans l'échantillon étaient des plaignants ou soutenaient la plainte n'a pas été établie devant le Groupe spécial, lequel n'a pas non plus formulé de constatation de fait à cet effet. De ce fait, nous ne convenons pas non plus que la divulgation de l'identité des producteurs inclus dans l'échantillon démontre, comme le soutient la Chine, qu'aucune "raison valable" de maintenir confidentielle l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte n'a été exposée. Par ailleurs, nous constatons à nouveau que la contestation de la Chine concerne les constatations de fait du Groupe spécial et l'évaluation par lui des éléments de preuve. Nous rappelons que la Chine n'a pas dûment formulé d'allégation au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord en ce qui concerne la façon dont le Groupe spécial s'est prononcé sur son argument selon lequel la divulgation ultérieure de l'identité des plaignants en tant que producteurs inclus dans l'échantillon avait réduit à néant l'allégation selon laquelle il existait des "raisons valables" de ne pas divulguer l'identité de ces producteurs en tant que plaignants. En outre, la Chine n'a signalé aucune erreur spécifique dans l'interprétation juridique de l'article 5 ou l'application de cet article aux faits de la cause par le Groupe spécial. Nous nous abstenons par conséquent d'examiner plus avant l'argument de la Chine sur ce sujet.

[880] Voir *supra*, paragraphe 451.
[881] Voir *supra*, paragraphe 452.

593. Compte tenu de ce qui précède, nous *confirmons* la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.455 de son rapport, selon laquelle l'Union européenne n'a pas agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 6.5 de l'*Accord antidumping* lorsque la Commission a accédé à la demande visant à ce que l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte soit traitée comme confidentielle.[882]

F. *Question de savoir si l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping concernant la non-divulgation de l'identité des plaignants relevait du mandat du Groupe spécial*

594. L'Union européenne fait appel de la constatation du Groupe spécial selon laquelle les allégations de la Chine au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne la non-divulgation de l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte relevaient du mandat du Groupe spécial.[883] L'Union européenne soulève cette constatation d'ordre procédural dans sa déclaration d'appel, indépendamment des allégations de fond présentées par la Chine dans sa déclaration d'un autre appel selon lesquelles le traitement confidentiel de l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte est incompatible avec l'article 6.5. L'Union européenne fait appel de la constatation relative au mandat du Groupe spécial nonobstant le fait que le Groupe spécial a constaté ultérieurement que le traitement confidentiel de l'identité des plaignants n'était pas incompatible avec l'article 6.5 et que, en conséquence, l'Union européenne n'avait pas agi d'une manière incompatible avec l'article 6.2 ou 6.4.[884]

595. Comme nous l'avons dit plus haut, l'article 6.2 du Mémorandum d'accord dispose qu'une partie plaignante doit indiquer dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial la mesure spécifique en cause et fournir un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour "*énoncer clairement le problème*".[885] Si une partie ne parvient pas dans sa demande

---

[882] La Chine ne nous demande de compléter l'analyse au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne la non-divulgation alléguée de l'identité des plaignants que si nous infirmons la constatation formulée par le Groupe spécial au titre de l'article 6.5, selon laquelle des "raisons valables" consistant en des "mesures de rétorsion commerciales potentielles" avaient été exposées. Ayant confirmé cette constatation du Groupe spécial au titre de l'article 6.5, nous considérons que la demande de la Chine visant à faire compléter l'analyse au titre de l'article 6.2 et 6.4 ne présente plus d'intérêt.

[883] Communication de l'Union européenne en tant qu'appelant, paragraphe 361 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.458).

[884] Le Groupe spécial est parvenu à cette constatation parce que les renseignements qui sont traités à juste titre comme confidentiels au titre de l'article 6.5 ne sont pas soumis à l'obligation énoncée à l'article 6.4 de ménager en temps utile à toutes les parties intéressées la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents pour la présentation de leurs dossiers. En outre, le Groupe spécial a constaté que la prescription de l'article 6.2 voulant que les parties intéressées aient toutes possibilités de défendre leurs intérêts pendant toute la durée de l'enquête antidumping est aussi subordonnée à la nécessité de préserver la confidentialité.

[885] Pas d'italique dans l'original. Comme nous l'avons aussi indiqué plus haut, la demande d'établissement d'un groupe spécial "établit et délimite la compétence du groupe spécial" et contribue aussi à

d'établissement d'un groupe spécial à "énoncer clairement le problème", l'allégation en question ne relève pas de la compétence du groupe spécial et ne peut pas être entendue.

596. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine indique que le Règlement de base était incompatible avec:

> … l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* et le paragraphe 151 c) e) du *rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine* parce que les CE n'ont pas ménagé aux producteurs/exportateurs chinois, pendant toute la durée de l'enquête, toutes possibilités de défendre leurs intérêts et ne leur ont pas ménagé en temps utile la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents pour la présentation de leurs dossiers, y compris, mais pas exclusivement, la composition de la branche de production nationale, les données concernant la détermination de la valeur normale, les renseignements sur les ajustements à opérer pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix, les données d'Eurostat d'où sont tirés les chiffres relatifs à la production totale et à la consommation totale des CE.[886]

La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine contient quatre allégations au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* concernant: i) la composition de la branche de production nationale; ii) les données concernant la détermination de la valeur normale; iii) les renseignements sur les ajustements à opérer pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix; et iv) les données d'Eurostat d'où sont tirés les chiffres relatifs à la production totale et à la consommation totale de l'UE.

597. Nous constatons que l'allégation de la Chine concernant la divulgation de l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte n'entre pas dans le cadre de l'une quelconque des quatre descriptions susmentionnées. Le Groupe spécial n'a pas formulé de constatation différente, mais il a estimé que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine ne devait pas être interprétée comme concernant uniquement les descriptions spécifiques contenues dans la demande parce qu'elles étaient précédées du membre de phrase "y compris, mais pas

---

réaliser, du point de vue de la régularité de la procédure, l'objectif important de notification au défendeur de la nature de l'argumentation qu'il doit défendre. (Rapport de l'Organe d'appel *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 640. Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 126 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Noix de coco desséchée*, page 24; le rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 155; et le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (article 21:5 – Japon)*, paragraphe 108)). Cette demande doit être examinée comme elle existait au moment de la communication et, s'il y a des lacunes, il n'est pas possible d'y remédier en examinant les communications ultérieures d'une partie. (Rapport de l'Organe d'appel *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 642; rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 143; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 127).

[886] Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine (rapport du Groupe spécial, annexe G, page G-10).

exclusivement".[887] L'Organe d'appel a cependant constaté antérieurement que ce membre de phrase ne pouvait pas servir à inclure toutes les autres allégations qui ne sont pas incluses spécifiquement dans la demande.[888] En fait, chaque allégation doit être présentée d'une manière qui "énonce clairement le problème" au sens de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. La Chine souligne la distinction entre "allégations" et "arguments", et affirme que les descriptions ci-dessus représentent des "arguments" qui ne doivent pas du tout être inclus dans une demande d'établissement d'un groupe spécial conformément à l'article 6:2. Toutefois, cela ne signifie pas que la simple mention de l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping*, sans plus, a permis d'"énoncer clairement le problème" en ce qui concerne le fait allégué que l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte n'a pas été divulguée.

598. Par conséquent, nous ne partageons pas le point de vue du Groupe spécial selon lequel la "nature" des obligations énoncées à l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* est telle qu'une partie plaignante a seulement besoin de mentionner cet article afin de satisfaire aux prescriptions figurant à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord voulant que la demande "cont[ienne] un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème" et imposant de notifier au défendeur et aux tierces parties la nature de l'affaire citée. Nous sommes d'avis que les obligations énoncées à l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* ont une portée relativement large et s'appliquent de façon continue pendant toute la durée d'une enquête. La diversité des allégations contenues dans la demande d'établissement d'un groupe spécial confirme elle-même ce fait. Il peut être possible, dans certaines circonstances, de faire référence aux communications écrites initiales des parties afin de clarifier le sens des termes utilisés dans une demande d'établissement d'un groupe spécial. En l'espèce, toutefois, nous n'estimons pas que l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.2 et 6.4 contestant la non-divulgation de l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte puisse être incluse dans les termes effectivement utilisés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial grâce au recours à l'explication qui figure dans les communications de la Chine.

599. Nous *infirmons* par conséquent la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.458 de son rapport, selon laquelle les allégations de la Chine au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* concernant la non-divulgation de l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte relevaient du mandat du Groupe spécial. En conséquence, nous déclarons sans pertinence la constatation ultérieure formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.459 de son rapport, selon laquelle l'Union européenne n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 6.2

[887] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.458.
[888] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Brevets (États-Unis)*, paragraphe 90.

et 6.4 de l'*Accord antidumping* en ne divulguant pas l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte.

IX. Délai pour la présentation du formulaire de demande de traitement MET/IT

600. Nous allons maintenant examiner l'appel de la Chine concernant la constatation du Groupe spécial selon laquelle le "formulaire de demande de traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché/de traitement individuel" (le "formulaire de demande de traitement MET/IT") dans l'enquête sur les éléments de fixation n'était pas soumis au délai de réponse de 30 jours prévu à l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping*. Pour établir le contexte pertinent, nous rappelons que, lorsqu'une enquête antidumping concerne une NME, l'Union européenne applique une autre méthode pour calculer la valeur normale, conformément à l'article 2 7) du Règlement antidumping de base, en utilisant les données d'un pays tiers à économie de marché ou en utilisant une valeur construite et elle calcule aussi un droit antidumping applicable à l'échelle nationale pour tous les exportateurs conformément à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base.[889] Toutefois, s'ils satisfont à certains critères, les exportateurs NME peuvent établir individuellement qu'ils opèrent dans les conditions du marché (en vertu des "critères MET"), ou, à titre subsidiaire, que leurs prix à l'exportation ne sont pas soumis à l'intervention de l'État (en vertu des "critères IT").[890] Si un exportateur remplit les critères MET, la valeur normale et le prix à l'exportation seront calculés sur la base des données concernant ses propres ventes intérieures, et il bénéficiera d'une marge de dumping individuelle et d'un droit individuel, et donc du même traitement que les exportateurs des économies de marché.[891] Si un exportateur ne remplit pas les critères MET mais satisfait aux critères IT, sa marge de dumping sera calculée sur la base d'une comparaison entre un autre calcul de la valeur normale et les prix à l'exportation de cet exportateur particulier, de manière qu'il bénéficie d'une marge de dumping et d'un droit individuels et non d'un droit applicable à l'échelle nationale.[892] Afin de déterminer le type de traitement dont les exportateurs NME bénéficieront pendant l'enquête, la Commission distribue à chaque exportateur un formulaire unique intitulé "Market Economy Treatment and/or Individual Treatment claim form" (formulaire de demande de traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et/ou de traitement individuel) (le formulaire de demande de traitement MET/IT). La Commission a distribué ces formulaires dans l'enquête sur les

[889] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.47.
[890] Voir *supra*, la section IV.B du présent rapport pour avoir une description détaillée des critères MET et IT contenus dans le Règlement antidumping de base.
[891] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.47.
[892] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.48 et 7.49.

éléments de fixation, et elle a donné aux producteurs chinois un délai de 15 jours pour les remplir à compter de la date de publication de l'avis d'ouverture de l'enquête.[893]

601. La Chine a fait valoir devant le Groupe spécial que l'Union européenne avait agi d'une manière incompatible avec l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping* parce que la Commission n'avait pas ménagé un délai d'au moins 30 jours aux exportateurs et producteurs chinois pour remplir les formulaires de demande de traitement MET/IT, délai commençant une semaine après la date à laquelle ces formulaires avaient été envoyés par l'autorité chargée de l'enquête. Le Groupe spécial a rejeté l'allégation de la Chine. Il a constaté que le délai de 30 jours stipulé à l'article 6.1.1 s'appliquait uniquement au "questionnaire" qu'il a défini comme étant "le questionnaire général initial adressé dans une enquête antidumping à chacune des parties intéressées par l'autorité chargée de l'enquête à l'ouverture ou après l'ouverture de l'enquête, … qui demande des renseignements sur toutes les questions pertinentes relatives aux principales questions qui devront être tranchées (dumping, dommage et lien de causalité)".[894] Le Groupe spécial a examiné le formulaire de demande de traitement MET/IT et a conclu que ce formulaire n'était pas un "questionnaire" au sens de l'article 6.1.1 et que l'Union européenne n'était pas obligée de ménager aux producteurs un délai d'au moins 30 jours pour sa présentation.[895]

602. En appel, la Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation du terme "questionnaires" figurant à l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping*, ainsi que dans son application de cette interprétation au formulaire de demande de traitement MET/IT. La Chine fait valoir que l'interprétation correcte du terme "questionnaires" couvre toutes les "demandes de renseignements … qui sont si importantes qu'elles méritent que des vérifications soient effectuées et [qui] n'empêchent pas les autorités chargées de l'enquête de respecter les délais fixés dans l'[*Accord antidumping*]".[896] À titre subsidiaire, si l'Organe d'appel confirme l'interprétation du terme "questionnaires" donnée par le Groupe spécial, la Chine fait valoir que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord et avec l'article 17.6 de l'*Accord antidumping* lorsqu'il a constaté que le formulaire de demande de traitement MET/IT ne relevait pas de sa définition de ce terme.[897]

603. L'Union européenne demande à l'Organe d'appel de confirmer l'interprétation de l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping* donnée par le Groupe spécial, et elle fait valoir que l'interprétation de la Chine "rendrait le sens du terme "questionnaires" arbitraire et tributaire d'une analyse au cas par

[893] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.567.
[894] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.574.
[895] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.577.
[896] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 538.
[897] Communication de la Chine en tant qu'autre appelant, paragraphe 544.

cas".[898] L'Union européenne fait valoir aussi que la détermination du Groupe spécial selon laquelle le formulaire de demande de traitement MET/IT n'était pas un "questionnaire" aux fins de l'article 6.1.1 était correcte, parce que ce formulaire a une portée étroite et vise un but différent de celui du "questionnaire général initial" distribué dans une enquête antidumping.[899] L'Union européenne estime en outre que l'Organe d'appel n'est pas saisi à bon droit des allégations de la Chine au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord et de l'article 17.6 de l'*Accord antidumping* parce que ces allégations ne sont pas incluses dans la déclaration d'un autre appel présentée par la Chine.[900]

604. À titre préliminaire, nous convenons que la déclaration d'un autre appel présentée par la Chine ne mentionne pas explicitement d'allégations au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord et de l'article 17.6 de l'*Accord antidumping*[901] en rapport avec son allégation selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur dans son application de l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping*. Dans sa déclaration d'un autre appel, la Chine "demande que soient examinées les conclusions et constatations du Groupe spécial au sujet de l'allégation de la Chine selon laquelle l'Union européenne a enfreint l'article 6.1.1 de l'[*Accord antidumping*]". La Chine affirme que "[l]e Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation du terme "questionnaire" figurant à l'article 6.1.1" et que "même à supposer que le Groupe spécial n'ait pas fait erreur dans son interprétation du terme "questionnaire" …, le Groupe spécial a conclu à tort que le formulaire de demande de traitement MET/[IT] n'était pas un "questionnaire" au regard de cette définition". En outre, la Chine demande à l'Organe d'appel "d'infirmer les constatations du Groupe spécial et de conclure que le "formulaire de demande de traitement MET/[IT]" est un questionnaire au sens de l'article 6.1.1 de l'[*Accord antidumping*] et de compléter l'analyse en constatant que l'[Union européenne] a enfreint ledit article 6.1.1".

605. Par conséquent, il est clair, d'après la déclaration d'un autre appel, que ce motif de l'autre appel formé par la Chine a été soulevé uniquement au titre de l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping*. Comme il est dit plus haut[902], en vertu des règles 20 2) d) ii) et 23 2) c) ii) des *Procédures de travail*, seules les allégations formulées au titre des dispositions des accords visés qui sont énumérées spécifiquement dans une déclaration d'appel ou une déclaration d'un autre appel sont soulevées à bon droit en appel. Par conséquent, comme les allégations de la Chine au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord et de l'article 17.6 de l'*Accord antidumping* concernant le formulaire de

[898] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 418.
[899] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 429.
[900] Communication de l'Union européenne en tant qu'intimé, paragraphe 404.
[901] Nous notons que l'Union européenne n'a pas présenté cette contestation dans sa communication en tant qu'intimé, mais rappelons que les questions touchant à la compétence d'un groupe spécial sont fondamentales et peuvent donc être soulevées à n'importe quel stade d'une procédure. (Voir le rapport de l'Organe d'appel *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 791; et le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 123.)
[902] Voir *supra*, les paragraphes 581 et 582.

demande de traitement MET/IT n'étaient pas incluses dans sa déclaration d'un autre appel, nous nous abstenons de formuler des constatations à leur sujet. Nous allons maintenant examiner les questions restantes soulevées dans le cadre de l'autre appel de la Chine au titre de l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping*.

606. L'article 6.1 et 6.1.1 de l'*Accord antidumping* est libellé comme suit:

> 6.1 Toutes les parties intéressées par une enquête antidumping seront avisées des renseignements que les autorités exigent et se verront ménager d'amples possibilités de présenter par écrit tous les éléments de preuve qu'elles jugeront pertinents pour les besoins de l'enquête en question.
>
> 6.1.1 Un délai d'au moins 30 jours sera ménagé aux exportateurs ou aux producteurs étrangers pour répondre aux questionnaires utilisés dans une enquête antidumping.[*] Toute demande de prorogation du délai de 30 jours devrait être dûment prise en considération et, sur exposé des raisons, cette prorogation devrait être accordée chaque fois que cela sera réalisable.
>
> ---
>
> [* note de bas de page 15 de l'original] En règle générale, le délai imparti aux exportateurs courra à compter de la date de réception du questionnaire qui, à cette fin, sera réputé avoir été reçu au bout d'une semaine à compter de la date à laquelle il aura été envoyé à l'intéressé ou transmis au représentant diplomatique approprié du Membre exportateur ou, dans le cas d'un territoire douanier distinct Membre de l'OMC, à un représentant officiel du territoire exportateur.

607. Le Groupe spécial a commencé son interprétation du terme "questionnaires" (questionnaires) figurant à l'article 6.1.1 en faisant référence à la définition d'un dictionnaire, à savoir "a formulated series of questions by which information is sought from a selected group" (une série de questions formulées au moyen desquelles des renseignements sont demandés à un groupe choisi).[903] Le Groupe spécial a déterminé que cette définition "ne suffi[sait] pas pour répondre à la question dont [il était] saisi[…]", parce que l'application d'une telle définition "pourrait mettre les autorités dans l'impossibilité d'obtenir les renseignements nécessaires tout en respectant les délais impartis pour l'enquête à l'article 5.10 de l'[*Accord antidumping*]".[904]

608. Le Groupe spécial a ensuite analysé le contexte du terme "questionnaires" à l'article 6.1.1 qui est fourni par d'autres dispositions de l'*Accord antidumping* contenant ce terme, y compris l'Annexe I intitulée Procédures à suivre pour les enquêtes sur place menées conformément au paragraphe 7 de

[903] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.571 (citant *The New Shorter Oxford English Dictionary*, 4ème éd., L. Brown (éd.) (Clarendon Press, 1993), Vol. 2, page 2447).
[904] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.571.

l'article 6.[905] L'Annexe I indique, aux paragraphes 6 et 7 respectivement, que "[l]es visites d'explication du questionnaire ne devraient avoir lieu que si l'entreprise exportatrice le demande" et que ces visites "devrai[ent] avoir lieu après la réception de la réponse au questionnaire". Le Groupe spécial a constaté que ces références laissaient entendre que ""le questionnaire" est une demande de renseignements suffisamment importante pour justifier une visite de vérification des renseignements", "qu'il est envoyé au début de l'enquête", et qu'une visite de vérification est "un événement important" qui n'est pas susceptible d'être répété pour des "questionnaires" multiples.[906] Outre l'Annexe I, le Groupe spécial a également souligné l'utilisation du terme au singulier dans la note de bas de page 15 relative à l'article 6.1.1, qui indique que "le délai imparti aux exportateurs courra à compter de la date de réception du questionnaire".[907] Le Groupe spécial a estimé que, si les rédacteurs avaient voulu que l'obligation énoncée à l'article 6.1.1 s'applique à plus d'un questionnaire, ils auraient pu utiliser une formulation au pluriel ou une formulation vague dans la note de bas de page, telle que ""tout" ou "un" "questionnaire"".[908] Or, de l'avis du Groupe spécial, le libellé de la note de bas de page laisse entendre qu'un seul questionnaire est envoyé à chaque destinataire. Le Groupe spécial a constaté que le terme "questionnaires" figurant dans la première phrase de l'article 6.1.1 désigne:

> … un seul type de document dans une enquête. Passant à la question de savoir ce que ce document pourrait être, nous notons que les considérations relatives au contexte … laissent entendre qu'il désigne le questionnaire général initial adressé dans une enquête antidumping à chacune des parties intéressées par l'autorité chargée de l'enquête à l'ouverture ou après l'ouverture de l'enquête, questionnaire qui demande des renseignements sur toutes les questions pertinentes relatives aux principales questions qui devront être tranchées (dumping, dommage et lien de causalité).[*]
>
> ---
>
> [* note de bas de page 1123 de l'original] Nous reconnaissons qu'il peut y avoir des différences entre les questionnaires généraux initiaux envoyés aux différentes parties intéressées, visant leurs différentes activités et leurs intérêts dans l'enquête. De plus, selon la façon dont un Membre organise le déroulement des enquêtes antidumping, il peut exister des questionnaires initiaux séparés et distincts concernant les questions relatives au dumping, au dommage et au lien de causalité. Ces circonstances n'influent pas sur notre conclusion fondamentale, à savoir que le document général initial ou l'ensemble initial de documents couvrant toutes ces questions sont compris dans le terme "questionnaires" figurant à l'article 6.1.1.[909]

[905] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.572 (citant le rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier*, paragraphe 7.276).
[906] Rapport du Groupe spécial, note de bas de page 1122 relative au paragraphe 7.574.
[907] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.573. (souligné par le Groupe spécial)
[908] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.573.
[909] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.574.

609. La question dont nous sommes saisis est de savoir si le Groupe spécial a fait erreur en définissant de cette manière le terme "questionnaires" qui figure à l'article 6.1.1. L'interprétation de l'article 6.1.1 exige que la disposition soit lue dans son juste contexte, en particulier l'article 6.1 auquel il fait suite. L'article 6.1 dispose que "[t]outes les parties intéressées par une enquête antidumping seront avisées des renseignements que les autorités exigent et se verront ménager d'amples possibilités de présenter par écrit tous les éléments de preuve qu'elles jugeront pertinents pour les besoins de l'enquête en question". L'article 6.1 exige donc que l'autorité chargée de l'enquête: i) avise les parties intéressées des renseignements dont elle a besoin; et ii) leur ménage d'"amples possibilités" de présenter leurs éléments de preuve par écrit. Dans le cas où l'autorité chargée de l'enquête formule une demande de renseignements spécifique, ce qui constitue "d'amples possibilités" de répondre dépend de la nature et de la portée spécifiques de la demande.[910] Outre l'article 6.2 de l'*Accord antidumping*, l'Organe d'appel a constaté que le libellé de l'article 6.1 prévoyait les "droits fondamentaux liés à la régularité de la procédure" pour les parties intéressées dans une enquête antidumping.[911] Conjointement, ces dispositions "donnent à penser qu'il devrait y avoir de larges possibilités pour les sociétés interrogées de défendre leurs intérêts".[912]

610. Lu dans ce contexte, l'article 6.1.1 concerne les situations dans lesquelles il est demandé "aux exportateurs ou aux producteurs étrangers" de remplir des "questionnaires" et exige que l'autorité chargée de l'enquête ménage aux parties défenderesses un délai d'au moins 30 jours à compter de la date de réception pour présenter leurs réponses. Les producteurs nationaux peuvent contrôler le moment de la présentation d'une demande d'ouverture d'une enquête antidumping parce que c'est leur plainte qui déclenche le processus d'enquête engagé par l'autorité. Les producteurs à l'origine de la plainte ont donc la possibilité de réunir à l'avance une grande partie des éléments de preuve nécessaires pour étayer leur plainte. Les parties défenderesses, par contre, ne sont généralement pas avisées avant l'ouverture de l'enquête. L'article 6.1.1 protège les exportateurs et les producteurs étrangers en imposant aux autorités chargées de l'enquête de leur ménager un délai d'au moins 30 jours pour répondre aux "questionnaires" et en permettant que des prorogations soient accordées chaque fois que cela sera réalisable, sur exposé des raisons. Cela nous montre que l'intérêt spécifique

[910] Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droits antidumping et droits compensateurs (Chine)*, paragraphe 15.23, dans lequel ce Groupe spécial a formulé une constatation semblable.
[911] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 241.
[912] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 241.

des exportateurs et des producteurs étrangers, sur le plan de la régularité de la procédure, de se voir ménager d'amples possibilités de répondre a été expressément prévu.[913]

611. L'interprétation correcte de l'article 6.1.1 doit aussi prendre en considération l'intérêt pour les autorités chargées de l'enquête de contrôler leur processus d'enquête et de mener à bien les enquêtes dans un délai stipulé. L'article 5.10 de l'*Accord antidumping* exige que les enquêtes soient achevées dans un délai de 12 mois ou, dans des circonstances spéciales, dans un délai ne devant pas dépasser 18 mois. Dans le même ordre d'idées, l'article 6.14 de l'*Accord antidumping* indique qu'aucune des procédures énoncées à l'article 6 n'a pour but "d'empêcher les autorités d'un Membre d'agir avec diligence" pour établir leurs déterminations. L'équilibre entre les "amples possibilités" ménagées à une partie et l'intérêt pour l'autorité chargée de l'enquête de contrôler le processus d'enquête a été formulé par l'Organe d'appel dans son rapport *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, dans lequel il a constaté ce qui suit:

> … les droits en matière de procédure régulière énoncés à l'article 6 de l'*Accord antidumping* – qui incluent le droit à un délai de 30 jours pour répondre à un questionnaire – "ne peuvent pas s'étendre de manière illimitée" mais, au contraire, sont limités par la nécessité pour l'autorité chargée de l'enquête "de "contrôler le déroulement" de son enquête et de "passer par les multiples étapes" nécessaires pour achever en temps opportun" la procédure. Ainsi, les délais pour l'achèvement d'une enquête servent à circonscrire l'obligation énoncée à l'article 6.1.1 de ménager à toutes les parties intéressées un délai de 30 jours pour répondre à un questionnaire.[914] (italique omis; notes de bas de page omises)

612. Par conséquent, l'article 6.1.1 met en évidence une préoccupation spécifique concernant la régularité de la procédure, telle qu'elle est indiquée plus haut, tandis que les "questionnaires" mentionnés dans cet article ne visent pas chaque demande de renseignements qui est présentée par l'autorité chargée de l'enquête aux exportateurs ou aux producteurs étrangers. En fait, les "questionnaires" doivent être des demandes importantes, distribuées au début de l'enquête, lorsqu'un délai de 30 jours pour la réponse n'entraîne pas de retard dans l'achèvement de l'enquête. Ils donnent à l'autorité chargée de l'enquête une première possibilité de solliciter auprès des exportateurs et des

[913] La note de bas de page 15 relative à l'article 6.1.1 veille à ce que les exportateurs étrangers bénéficient d'un délai de 30 jours au total pour remplir et présenter les questionnaires, en précisant que ce délai "courra à compter de la date de réception du questionnaire qui, à cette fin, sera réputé avoir été reçu au bout d'une semaine à compter de la date à laquelle il aura été envoyé".

[914] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 282. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphes 241 et 242; et le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 73.

producteurs étrangers des renseignements pertinents sur des aspects essentiels de l'enquête qu'elle doit mener.

613. Sur la base de ces considérations, nous concluons que le sens et la portée du terme "questionnaires" figurant à l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping*, et son application à des types spécifiques de documents, doivent refléter un équilibre entre l'obligation, sur le plan de la régularité de la procédure, de ménager aux parties d'"amples possibilités" de présenter tous les renseignements dont elles considèrent qu'ils permettent de répondre à un questionnaire dans une enquête antidumping, et le délai général imposé pour l'enquête au titre de l'article 5.10, ainsi que la nécessité pour les autorités d'agir avec diligence comme il est envisagé à l'article 6.14. Nous constatons par conséquent que les "questionnaires" mentionnés à l'article 6.1.1 sont un type particulier de document contenant des demandes de renseignements importantes, qui est distribué au début de l'enquête et au moyen duquel l'autorité chargée de l'enquête sollicite une grande quantité de renseignements concernant les aspects essentiels de l'enquête qui doit être menée par l'autorité (c'est-à-dire le dumping, le dommage et le lien de causalité). Dans un grand nombre d'enquêtes, un seul "questionnaire" peut être utilisé pour solliciter de tels renseignements sur ces aspects de l'enquête, mais nous considérons que, en fonction de la manière dont différents Membres organisent le déroulement du processus d'enquête, une partie peut recevoir plusieurs demandes importantes sollicitant de tels renseignements généraux qui sont des "questionnaires" au sens de l'article 6.1.1.

614. Ayant défini le type de demandes de renseignements qui sont considérées comme des "questionnaires", nous examinons maintenant le formulaire de demande de traitement MET/IT en cause en l'espèce. La Commission européenne distribue des formulaires de demande de traitement MET/IT aux exportateurs et aux producteurs étrangers dans les pays spécifiés comme étant des NME en vertu de l'article 2 7) de son Règlement antidumping de base. Le formulaire a 14 pages et contient des questions sur l'identité de la société et d'autres renseignements y relatifs, les matières premières et les autres éléments des coûts pour le produit concerné, les droits de propriété industrielle, les droits des travailleurs et les conditions de travail, les installations de production et la production, les prix de vente, les états financiers et les principes et pratiques comptables. Le but du formulaire de demande de traitement MET/IT est de déterminer si un exportateur ou producteur particulier d'un pays NME devrait être traité comme un exportateur ou producteur d'une économie de marché, malgré la désignation du pays exportateur en tant que NME; ou, si un exportateur particulier ne peut pas satisfaire à ces critères MET, de déterminer si cet exportateur devrait néanmoins bénéficier d'un "traitement individuel" dans la détermination des marges et des droits parce qu'il est suffisamment

indépendant de l'État pour satisfaire aux critères IT.[915] Le Groupe spécial a constaté que les questions contenues dans le formulaire de demande de traitement MET/IT "n['étaient] pas pertinentes dans toutes les enquêtes et n['étaient] pas directement liées aux déterminations de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité".[916] En fait, les renseignements sollicités sont nécessaires pour déterminer si un exportateur ou un producteur étranger opère dans les conditions d'une économie de marché, ou si ses activités d'exportation sont indépendantes de l'intervention de l'État.[917]

615. Nous rappelons que l'article 6.1 de l'*Accord antidumping* exige que les autorités chargées de l'enquête ménagent à toutes les parties intéressées d'"amples possibilités" de présenter les éléments de preuve qu'elles jugeront pertinents pour les besoins de l'enquête et que cette obligation s'applique aussi aux demandes de renseignements qui ne peuvent pas être considérées comme des "questionnaires". À notre avis, les déterminations établies en ce qui concerne le traitement MET et le traitement IT sont importantes pour les exportateurs et les producteurs étrangers NME.[918] Le formulaire de demande de traitement MET/IT a été la première demande de renseignements reçue par les exportateurs chinois dans l'enquête sur les éléments de fixation et leurs réponses ont fait l'objet d'une vérification.[919] Bien qu'il semble qu'un grand nombre des renseignements demandés soient facilement accessibles à la partie défenderesse, il est demandé dans le formulaire certaines données relatives à la production et aux ventes "du produit concerné" qui peuvent devoir être recueillies et communiquées dans un formulaire qui n'est pas régulièrement rempli par la société, l'obtention de ces données pouvant, par conséquent, nécessiter un certain temps et un certain nombre d'efforts.[920] Étant donné les conséquences du statut MET/IT pour les exportateurs et les producteurs étrangers et le nombre de renseignements requis dans le formulaire de demande de traitement MET/IT, nous considérons que, au titre des prescriptions énoncées à l'article 6.1, un délai de 15 jours à compter de la date de publication de l'avis d'ouverture de l'enquête était trop court et ne ménageait pas aux parties d'"amples possibilités" de présenter tous les éléments de preuve à l'appui de leurs demandes de traitement MET ou IT. Cependant, la Chine n'a pas invoqué l'article 6.1 en l'espèce. En fait, elle a limité son allégation au délai spécifique requis pour la présentation de "questionnaires" prévu à l'article 6.1.1 et c'est au titre de cette disposition qu'il nous est demandé de formuler des constatations.

---

[915] European Commission, Market Economy Treatment and/or Individual Treatment Claim Form (Formulaire de demande de traitement MET/IT) (pièce CHN-72 présentée au Groupe spécial).

[916] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.577.

[917] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.576.

[918] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.577. Voir *supra*, les paragraphes 600 et 614.

[919] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.577.

[920] Par exemple, il est demandé aux exportateurs chinois dans le formulaire de demande de traitement MET/IT de communiquer les chiffres mensuels de la production du produit concerné, ou, s'il s'agit d'une société étrangère, le volume total de production au cours de la période visée par l'enquête, une liste des coûts unitaires moyens des matières premières ainsi qu'une explication de leur mode d'approvisionnement, y compris une liste des fournisseurs. (Voir la pièce CHN-72 présentée au Groupe spécial.)

616. Pour déterminer si une demande de renseignements est un "questionnaire" au titre de l'article 6.1.1, tel que nous avons défini ce terme plus haut, l'autorité chargée de l'enquête doit établir s'il s'agit d'une demande substantielle visant à obtenir des exportateurs et des producteurs étrangers des renseignements complets concernant les aspects essentiels de la détermination antidumping, à savoir l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité. Bien que la longueur et la complexité de la demande ne soient pas dénuées de pertinence, la détermination du point de savoir si une demande de renseignements particulière constitue un "questionnaire" dépend de la teneur et du but de cette demande.

617. Afin d'établir des déterminations sur les aspects essentiels que sont l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité, conformément aux articles 2 et 3 de l'*Accord antidumping*, les autorités chargées de l'enquête doivent recueillir, entre autres, des renseignements sur les produits des exportateurs, les ventes intérieures et les ventes à l'exportation, la production et la capacité de production, le coût de production et les facteurs se rapportant aux ajustements nécessaires pour effectuer une comparaison équitable. Le questionnaire antidumping type que la Commission adresse aux exportateurs permet donc de demander des renseignements relatifs à l'ensemble de ces facteurs. Plus précisément, il permet de demander des renseignements concernant les spécifications des produits d'exportation et des produits nationaux, la comparaison entre les produits d'exportation et les produits nationaux, le chiffre d'affaires, la quantité et la valeur totales des ventes, les statistiques relatives à la production et à la capacité, les stocks, l'emploi, les investissements, les ventes à l'exportation aux clients liés et non liés dans l'Union européenne, les ventes intérieures aux clients liés et non liés, le système et les politiques comptables, le processus de production et le coût de production, les frais relatifs aux ventes à l'exportation et les frais relatifs aux ventes intérieures.[921]

618. En revanche, le formulaire de demande de traitement MET/IT est utilisé par la Commission dans un but différent spécifiquement défini: sélectionner les exportateurs ou les producteurs qui opèrent dans les conditions d'une économie de marché ou qui sont suffisamment indépendants de l'État pour justifier un traitement différent de celui qui est accordé aux exportateurs ou producteurs NME non admissibles. Pour déterminer si un exportateur ou un producteur étranger opère dans les conditions du marché selon les critères MET, la Commission examine certains facteurs, y compris: i) les "décisions des entreprises concernant les prix et les coûts des intrants"; ii) leurs normes comptables; iii) la mesure dans laquelle les coûts de production font "l'objet [de] distorsion[s] importante[s]"; iv) l'applicabilité des "lois concernant la faillite et la propriété, qui garantissent […]

[921] Aux fins de la présente discussion, nous faisons référence au questionnaire antidumping envoyé aux exportateurs et aux producteurs de saumon d'élevage en provenance de Norvège, qui a été communiqué au Groupe spécial par la Chine dans la pièce CHN-63.

sécurité juridique et stabilité"; et v) la question de savoir si "les opérations de change sont exécutées aux taux du marché".[922] Afin d'établir si un exportateur ou un producteur étranger est suffisamment indépendant de l'État selon les critères IT, la Commission déterminera: i) s'il est "libre[] de rapatrier les capitaux et les bénéfices"; ii) si "les prix à l'exportation, les quantités exportées et les modalités de vente sont décidés librement"; iii) si "la majorité des actions appartient à des particuliers"; iv) si "les opérations de change sont exécutées au taux du marché"; et v) si "l'intervention de l'État [permettrait] le contournement des mesures si les exportateurs bénéfici[aient] de taux de droit individuels".[923]

619. La Chine fait valoir qu'un grand nombre des renseignement requis dans le formulaire de demande de traitement MET/IT sont *également* pertinents pour les déterminations de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité et que ce formulaire est donc suffisamment semblable au questionnaire antidumping type de l'Union européenne examiné plus haut pour constituer un "questionnaire" aux fins de l'article 6.1.1. Cependant, une comparaison de ces deux demandes de renseignements montre qu'un questionnaire antidumping type demande des renseignements différents et dans un but différent de ce que demande le formulaire de demande de traitement MET/IT. Ce dernier permet de demander des renseignements sur des facteurs tels que les lois concernant la faillite et la propriété qui sont applicables, la question de savoir si les entreprises sont libres de rapatrier les capitaux et les bénéfices ou si la majorité des actions appartient à des particuliers, qui peuvent être pertinents pour déterminer si les exportateurs opèrent indépendamment de l'État; ces renseignements ne sont toutefois pas pertinents aux fins de déterminer l'existence d'un dumping, d'un dommage ou d'un lien de causalité.

620. Même dans les cas où des renseignements semblables sont requis dans le formulaire de demande de traitement MET/IT et dans le "questionnaire" type, ces renseignements sont utilisés dans un but différent. Par exemple, en établissant sa détermination de l'existence d'un dumping, la Commission examine en détail, produit par produit, des facteurs tels que les spécifications, les ventes et les prix des produits afin de faire une comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale. Pour ce faire, elle recueille des données auprès des exportateurs pour déterminer les quantités exportées et les prix à l'exportation, les coûts de production et la capacité réels.[924]

---

[922] Règlement antidumping de base, *supra*, note de bas de page 5, article 2 7) c).
[923] Règlement antidumping de base, *supra*, note de bas de page 5, article 9 5).
[924] Par exemple, il est demandé dans le questionnaire type envoyé par la Commission aux exportateurs dans une enquête antidumping de communiquer, entre autres choses, la production et les achats totaux du produit concerné, la capacité et l'utilisation des capacités, y compris la manière dont ces facteurs sont calculés, le pays d'origine et les sources spécifiques d'approvisionnement du produit, des descriptions des chaînes de production et des principaux composants et des descriptions du processus de fabrication et des installations de production utilisés pour chaque produit, y compris les matières premières utilisées, la relation avec le fournisseur, les autres produits fabriqués dans les mêmes installations, les autres sociétés participant au

621. En revanche, il est requis dans le formulaire de demande de traitement MET/IT des renseignements relatifs à la production dans le but différent et spécifique de déterminer si "les coûts de production et la situation financière des entreprises" font "l'objet [de] distorsion[s] importante[s]", et si les "décisions" des exportateurs et des producteurs NME concernant les prix et les coûts des intrants sont "arrêtées en tenant compte des signaux du marché reflétant l'offre et la demande et sans intervention significative de l'État", de sorte que leurs coûts de production "reflètent en grande partie les valeurs du marché".[925] Si les critères MET ne sont pas respectés, la Commission analyse les données relatives à la production communiquées afin de déterminer, selon les critères IT, si les prix à l'exportation et les quantités exportées "sont décidés librement"[926] aux fins d'évaluer si l'exportateur opère indépendamment de l'État. Les renseignements requis dans le formulaire de demande de traitement MET/IT sont beaucoup moins détaillés que ceux qui sont demandés dans le questionnaire antidumping type; il est demandé aux exportateurs de communiquer les chiffres mensuels de la production du produit concerné, ou, s'il s'agit d'une société étrangère, le volume total de production au cours de la période visée par l'enquête, une liste des coûts unitaires moyens des matières premières ainsi qu'une explication de leur mode d'approvisionnement, y compris une liste des fournisseurs.[927] Il n'est pas requis dans le formulaire de demande de traitement MET/IT que ces données soient communiquées sur la base des NRP étroitement définis ou d'autres catégories de produits, mais seulement qu'elles soient communiquées pour le "produit concerné". Ces renseignements ne pourraient pas servir de base à la détermination par la Commission des prix à l'exportation réels, comme il est prescrit pour la détermination de l'existence d'un dumping.

622. En résumé, les catégories de renseignements requis dans le formulaire de demande de traitement MET/IT se rapportent aux facteurs utilisés selon les critères MET et IT aux fins de déterminer si un exportateur opère dans les conditions du marché ou, si ce n'est pas le cas, s'il opère indépendamment de l'État. Les facteurs examinés par la Commission, tels que les restrictions concernant le rapatriement des capitaux et des bénéfices, la composition du conseil d'administration et de l'actionnariat et les opérations de change[928], ne sont pas pertinents pour les déterminations par la Commission de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité. Les renseignements requis dans le formulaire de demande de traitement MET/IT concernant les

---

processus de fabrication et le nombre de jours moyen pendant lequel le produit concerné est gardé en stock avant d'être vendu. Tous les renseignements relatifs aux produits doivent être communiqués sur la base des NRP, que l'exportateur doit créer "pour chaque combinaison unique de caractéristiques des produits" en utilisant le tableau fourni par la Commission. (Voir la pièce CHN-63 présentée au Groupe spécial, *supra*, note de bas de page 921.)

[925] Règlement antidumping de base, *supra*, note de bas de page 5, article 2 7) c).
[926] Règlement antidumping de base, *supra*, note de bas de page 5, article 9 5) b).
[927] Formulaire de demande de traitement MET/IT, *supra*, note de bas de page 915, pages 8 et 10.
[928] Règlement antidumping de base, *supra*, note de bas de page 5, article 9 5).

restrictions relatives à l'importation des matières premières utilisées, les autorisations commerciales exigées et les renseignements concernant le troc ou les échanges compensés[929] correspondants ne sont pas non plus pertinents pour les déterminations de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité. Nous concluons que la teneur des renseignements requis dans le formulaire de demande de traitement MET/IT est différente d'un point de vue qualitatif de la teneur des renseignements requis dans un questionnaire antidumping type.[930]

623. Par conséquent, sur la base du contenu du formulaire de demande de traitement MET/IT et du but dans lequel il est utilisé, nous constatons que ce formulaire n'est pas une demande de renseignements sollicitant, de la part des exportateurs et producteurs chinois, une grande quantité de renseignements sur lesquels la Commission fonderait ses déterminations concernant les aspects essentiels d'une enquête antidumping.[931] Nous *confirmons* donc la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.579 de son rapport, selon laquelle le formulaire de demande de traitement MET/IT n'est pas un "questionnaire" au sens de l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping*, et selon laquelle, par conséquent, l'Union européenne n'a pas agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 6.1.1 en ne ménageant pas aux exportateurs chinois un délai de 30 jours pour présenter leurs réponses.

X. Constatations et conclusion

624. Pour les raisons exposées dans le présent rapport, l'Organe d'appel:

a) en ce qui concerne l'article 9 5) du Règlement antidumping de base[932]:

i) confirme la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.77 de son rapport, selon laquelle l'article 9 5) du Règlement antidumping de base concerne non seulement l'imposition de droits antidumping mais aussi le calcul des marges de dumping, et selon laquelle il pourrait être contesté "en tant que tel" au titre de l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*, qui traite du calcul des marges de dumping pour chaque exportateur ou producteur;

[929] Formulaire de demande de traitement MET/IT, *supra*, note de bas de page 914, pages 8, 10, 13 et 14.

[930] Nous constatons que les autres arguments avancés par la Chine au sujet de la longueur et de la nature substantielle de la demande, ainsi que son importance pour les exportateurs et les producteurs chinois, sont aussi inutiles. Comme nous l'avons constaté plus haut, ces facteurs devraient être pris en considération au moment de déterminer si une partie s'est vu ménager d'"amples possibilités" pour présenter des éléments de preuve au titre de l'article 6.1.

[931] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.577.

[932] Voir aussi le rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.2 a).

ii) confirme, bien que pour des raisons différentes, la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.98 de son rapport, selon laquelle l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible "en tant que tel" avec l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* parce qu'il subordonne la détermination de marges de dumping individuelles pour les producteurs ou exportateurs NME au respect des critères IT;

iii) confirme, bien que pour des raisons différentes, la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.112 de son rapport, selon laquelle l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible "en tant que tel" avec l'article 9.2 de l'*Accord antidumping* parce qu'il subordonne l'imposition de droits individuels aux producteurs ou exportateurs NME au respect des critères IT;

iv) constate que, en formulant les constatations selon lesquelles l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était incompatible "en tant que tel" avec les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping*, le Groupe spécial n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord;

v) déclare sans pertinence et sans effet juridique la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.127 de son rapport[933], selon laquelle l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'obligation NPF énoncée à l'article I:1 du GATT de 1994;

vi) confirme la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.137 de son rapport[934], selon laquelle l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC* et avec l'article 18.4 de l'*Accord antidumping* en n'assurant pas la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec ses obligations au titre des accords pertinents;

vii) confirme la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.148 de son rapport[935], selon laquelle l'article 9 5) du Règlement antidumping de base est incompatible avec les articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping* "tel qu'appliqué" dans l'enquête sur les éléments de fixation.

[933] Voir aussi le rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.2 a).
[934] Voir aussi le rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.2 a).
[935] Voir aussi le rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.2 b).

b) en ce qui concerne les constatations formulées par le Groupe spécial au titre des articles 4.1 et 3.1 de l'*Accord antidumping*[936]:

i) constate que le Groupe spécial a fait erreur en constatant, au paragraphe 7.230 de son rapport, que "l'Union européenne n'a[vait] pas agi d'une manière incompatible avec l'article 4.1 de l'[*Accord antidumping*] en définissant une branche de production nationale comprenant des producteurs représentant 27 pour cent de la production totale estimée d'éléments de fixation de l'UE" sur la base du fait que les productions additionnées de ces producteurs représentaient "une proportion majeure" de la production nationale totale;

ii) constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en constatant, au paragraphe 7.241 de son rapport, que la Chine n'avait pas établi que l'Union européenne avait agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* lors du choix de l'échantillon de la branche de production nationale aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage; et

iii) constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur dans son interprétation ou son application des articles 4.1 et 3.1 de l'*Accord antidumping*, ni n'a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord et avec l'article 17.6 de l'*Accord antidumping*, en constatant, au paragraphe 7.219 de son rapport, que "le simple fait que la branche de production nationale telle qu'elle [avait] été définie en définitive n'inclu[ait] aucune proportion particulière de producteurs exprimant des vues différentes au sujet de la plainte ou de producteurs qui ne [s'étaient] pas manifestés dans le délai de 15 jours ne démontr[ait] pas que l'Union européenne [avait] agi d'une manière incompatible avec l'article 4.1 de l'[*Accord antidumping*] pour définir la branche de production nationale" ou qu'elle avait agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 de cet accord.

c) en ce qui concerne les constatations du Groupe spécial relatives à certains aspects de la détermination de l'existence d'un dumping dans l'enquête sur les éléments de fixation:

[936] Voir aussi le rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.3 b).

i) constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en constatant, au paragraphe 7.494 de son rapport[937], que l'Union européenne avait enfreint l'article 6.4 de l'*Accord antidumping* "en ne ménageant pas en temps utile aux producteurs chinois la possibilité de prendre connaissance des renseignements relatifs aux types de produits sur la base desquels la valeur normale [avait] été établie";

ii) constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en constatant, au paragraphe 7.495 de son rapport[938], que "les exportateurs chinois n'[avaient] pas pu défendre leurs intérêts dans l'enquête considérée car la Commission n'[avait] fourni les renseignements concernant les types de produit utilisés dans la détermination de la valeur normale qu'à un stade très tardif de la procédure" et que, par conséquent, "l'Union européenne [avait] agi d'une manière incompatible avec l'article 6.2" de l'*Accord antidumping*;

iii) constate que le Groupe spécial n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en n'examinant pas l'argument de la Chine selon lequel l'Union européenne n'avait pas informé les parties intéressées des "types de produit" qu'elle avait utilisés pour comparer le prix à l'exportation et la valeur normale;

iv) constate que le Groupe spécial a fait erreur dans son application de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en ne prenant pas en compte la dernière phrase de l'article 2.4 à la lumière des faits pertinents de l'affaire et de sa constatation au titre de l'article 6.4 de l'*Accord antidumping*; et constate, au lieu de cela, que, en ne divulguant pas les renseignements concernant les types de produits en temps utile, l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* parce qu'elle n'a pas indiqué aux parties en question quels renseignements étaient nécessaires pour assurer une comparaison équitable;

v) constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur dans son interprétation de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en constatant, au paragraphe 7.306 de son rapport, que l'Union européenne n'avait pas agi d'une manière

[937] Voir aussi le rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.2 e).
[938] Voir aussi le rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.2 e).

incompatible avec l'article 2.4 de cet accord en n'effectuant pas d'ajustements pour chaque élément des NRP;

vi) constate que le Groupe spécial n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en constatant, au paragraphe 7.302 de son rapport, qu'il n'y avait aucune raison intrinsèque de conclure que chaque élément des NRP reflétait nécessairement une différence affectant la comparabilité des prix; et

vii) constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en constatant, au paragraphe 7.311 de son rapport, que l'Union européenne n'était pas tenue d'effectuer des ajustements pour tenir compte de différences de qualité alléguées;

d) en ce qui concerne l'article 6.5 et 6.5.1 de l'*Accord antidumping*:

i) confirme les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.516 et 7.517 de son rapport[939], selon lesquelles l'Union européenne n'a pas veillé à ce que deux producteurs de l'UE, Agrati et Fontana Luigi, fournissent des déclarations appropriées exposant les raisons pour lesquelles les renseignements communiqués à titre confidentiel n'étaient pas susceptibles d'être résumés;

ii) constate que l'allégation formulée par la Chine au titre de l'article 6.5 selon laquelle l'Union européenne n'a pas établi l'existence de "raisons valables" à l'appui du traitement confidentiel des renseignements communiqués par le producteur du pays analogue participant à l'enquête, Pooja Forge, relevait du mandat du Groupe spécial; mais constate que la Chine n'a pas étayé cette allégation; et par conséquent

iii) infirme la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.525 de son rapport[940], selon laquelle l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 6.5 en ce qui concerne le traitement des renseignements confidentiels communiqués par Pooja Forge; et

[939] Voir aussi le rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.2 f).
[940] Voir aussi le rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.2 f).

iv) confirme la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.455 de son rapport[941], selon laquelle l'Union européenne n'a pas agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 6.5 lorsque la Commission a accédé à la demande visant à ce que soit traitée comme confidentielle l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte; et

v) constate que l'allégation formulée par la Chine au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord concernant le traitement confidentiel de l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte n'entre pas dans le champ du présent appel puisqu'elle ne figurait pas dans la déclaration d'un autre appel présentée par la Chine;

e) infirme la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.458 de son rapport, selon laquelle les allégations de la Chine au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* concernant la non-divulgation de l'identité des plaignants relevaient de son mandat au titre de l'article 6.2 du Mémorandum d'accord; et, par conséquent, déclare sans pertinence la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.459 de son rapport[942], selon laquelle l'Union européenne n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* en ne divulguant pas l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte; et

f) en ce qui concerne l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping*:

i) confirme la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.579 de son rapport[943], selon laquelle le ""formulaire de demande de traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et/ou de traitement individuel" n'est pas un "questionnaire" au sens de l'article 6.1.1"; et selon laquelle, "par conséquent, l'Union européenne n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping* en ne ménageant pas aux exportateurs chinois un délai de 30 jours pour communiquer leurs réponses"; et

ii) constate que les allégations formulées par la Chine au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord et de l'article 17.6 de l'*Accord antidumping* en ce qui

[941] Voir aussi le rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.3 h).
[942] Voir aussi le rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.3 h).
[943] Voir aussi le rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.3 k).

concerne le formulaire de demande de traitement de société opérant dans les conditions d'une économie de marché et/ou de traitement individuel n'entrent pas dans le champ du présent appel puisqu'elles ne figuraient pas dans la déclaration d'un autre appel présentée par la Chine.

625. L'Organe d'appel recommande que l'ORD demande à l'Union européenne de rendre ses mesures, dont il a été constaté dans le présent rapport et dans le rapport du Groupe spécial, modifié par le présent rapport, qu'elles étaient incompatibles avec l'*Accord antidumping* et l'*Accord sur l'OMC*, conformes à ses obligations au titre de ces accords.

Texte original signé à Genève le 19 juin 2011 par:

_____
Shotaro Oshima
Président de la section

_____ _____
Jennifer Hillman David Unterhalter
Membre Membre

ANNEXE I

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS397/7
29 mars 2011

(11-1542)

Original: anglais

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES[1] – MESURES ANTIDUMPING DÉFINITIVES VISANT CERTAINS ÉLÉMENTS DE FIXATION EN FER OU EN ACIER EN PROVENANCE DE CHINE

Notification d'un appel présenté par l'Union européenne au titre de l'article 16:4 et de l'article 17 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord) et de la Règle 20 1) des *Procédures de travail pour l'examen en appel*

La notification ci-après, datée du 25 mars 2011 et adressée par la délégation de l'Union européenne, est distribuée aux Membres.

Conformément à l'article 16:4 et à l'article 17:1 du *Mémorandum d'accord*, l'Union européenne notifie par la présente à l'Organe de règlement des différends sa décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci dans le différend *Communautés européennes – Mesures antidumping définitives visant certains éléments de fixation en fer ou en acier en provenance de Chine* (WT/DS397). Conformément à la Règle 20 1) des *Procédures de travail pour l'examen en appel*, l'Union européenne dépose simultanément la présente déclaration d'appel auprès du Secrétariat de l'Organe d'appel.

Pour les raisons qu'elle développera dans ses communications à l'Organe d'appel, l'Union européenne fait appel des constatations, conclusions et recommandations du Groupe spécial, et demande que l'Organe d'appel les infirme et/ou les modifie, en ce qui concerne les erreurs de droit et les interprétations du droit ci-après figurant dans le rapport du Groupe spécial.

---

[1] Le 1er décembre 2009, le Traité de Lisbonne, modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne (fait à Lisbonne le 13 décembre 2007) est entré en vigueur. Le 29 novembre 2009, l'OMC a reçu une note verbale (WT/L/779) du Conseil de l'Union européenne et de la Commission des Communautés européennes indiquant que, en vertu du Traité de Lisbonne, à compter du 1er décembre 2009, l'"Union européenne" se substitue et succède à la "Communauté européenne". Le 13 juillet 2010, l'Organisation mondiale du commerce a reçu une note verbale (WT/Let/679) du Conseil de l'Union européenne confirmant que, avec effet à compter du 1er décembre 2009, l'Union européenne a remplacé la Communauté européenne et a assumé tous les droits et obligations de la Communauté européenne en ce qui concerne tous les accords dont le Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce est le dépositaire et auxquels la Communauté européenne participe en tant que signataire ou partie contractante.

I. REGLEMENT N° 1225/2009 DU CONSEIL ("LE REGLEMENT ANTIDUMPING DE BASE")

Le Groupe spécial fait erreur dans son interprétation et son application des articles 6.10, 9.2 et 18.4 de l'*Accord antidumping*, de l'article I:1 du *GATT de 1994* et de l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC* et n'a pas procédé à une évaluation objective conformément à l'article 11 du *Mémorandum d'accord* lorsqu'il a conclu que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était, en tant que tel, incompatible avec ces dispositions.[2] En particulier:

a) le Groupe spécial a fait erreur dans son application de l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* lorsqu'il a constaté que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base concernait non seulement l'imposition de droits antidumping mais aussi le calcul des marges de dumping.[3] S'appuyant sur son interprétation inexacte du champ de l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, le Groupe spécial a conclu à tort que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base, en tant que tel, était incompatible avec l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*[4];

b) le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation et l'application de l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* et a aussi enfreint l'article 11 du *Mémorandum d'accord* lorsqu'il a constaté que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était, en tant que tel, incompatible avec l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* dans la mesure où il subordonne le calcul de marges individuelles pour les producteurs des pays à économie autre que de marché au respect des critères ouvrant droit à un traitement individuel[5];

c) le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation et l'application de l'article 9.2 de l'*Accord antidumping* et a aussi enfreint l'article 11 du *Mémorandum d'accord* lorsqu'il a constaté que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était, en tant que tel, incompatible avec l'obligation énoncée à l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*, qui n'autorise pas l'imposition d'un droit antidumping unique à l'échelle nationale dans une enquête visant une économie autre que de marché[6];

d) le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation et l'application de l'article I:1 du *GATT de 1994* et a aussi enfreint l'article 11 du *Mémorandum d'accord* lorsqu'il a constaté que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base contrevenait à l'obligation NPF énoncée à l'article I:1 du *GATT de 1994*.[7] En outre, le Groupe spécial a fait erreur lorsqu'il a conclu que l'*Accord antidumping* n'autorisait pas le traitement différent des importations en provenance des pays à économie autre que de marché prévu à l'article 9 5) du Règlement antidumping de base[8]; et

e) le Groupe spécial a fait erreur lorsqu'il a constaté que l'UE avait agi d'une manière incompatible avec l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC* et l'article 18.4 de l'*Accord antidumping* en n'assurant pas la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec ses obligations au titre des accords pertinents.[9]

---

[2] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8 2) a).
[3] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.77.
[4] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.98.
[5] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.96 et 7.98.
[6] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.112 et note de bas de page 278.
[7] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.124, 7.126 et 7.127.
[8] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.125 et note de bas de page 307.
[9] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.137.

II. REGLEMENT N° 91/2009 DU CONSEIL (ENQUETE SUR LES ELEMENTS DE FIXATION)

Le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation et l'application des articles 6.2, 6.4, 6.5, 6.5.1, 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping* et a aussi enfreint les articles 6:2, 7:1 et 11 du *Mémorandum d'accord* lorsqu'il a conclu que l'UE avait agi d'une manière incompatible avec ces dispositions de l'*Accord antidumping* dans l'enquête sur les éléments de fixation.[10] En particulier:

a) le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application des articles 6.10 et 9.2 de l'*Accord antidumping* lorsqu'il a constaté que, ayant constaté que l'article 9 5) du Règlement antidumping de base était, en tant que tel, incompatible avec ces dispositions, son application dans l'enquête sur les éléments de fixation était, pour les mêmes motifs, incompatible avec ces deux dispositions[11];

b) le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation et l'application de l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping* et a enfreint l'article 11 du *Mémorandum d'accord* lorsqu'il a constaté que l'UE avait enfreint ces dispositions en ne ménageant pas en temps utile aux producteurs chinois la possibilité de prendre connaissance des renseignements relatifs aux types de produits sur la base desquels la valeur normale avait été établie, renseignements qui étaient pertinents pour la présentation de leurs dossiers[12];

c) le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation et l'application de l'article 6.5.1 de l'*Accord antidumping* lorsqu'il a constaté que les autorités européennes chargées de l'enquête avaient enfreint cette disposition dans la mesure où elles n'avaient pas veillé à ce qu'Agrati et Fontana Luigi se conforment aux prescriptions de l'article 6.5.1[13];

d) Le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec les articles 6:2, 7:1 et 11 du *Mémorandum d'accord* lorsqu'il a examiné le fond de l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.5 de l'*Accord antidumping* en relation avec Pooja Forge[14];

e) Le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation et l'application de l'article 6.5 de l'*Accord antidumping* lorsqu'il a considéré que, faute d'un exposé des "raisons valables", les autorités européennes chargées de l'enquête n'avaient pas le droit d'octroyer un traitement confidentiel aux renseignements présentés par Pooja Forge, le producteur du pays analogue[15]; et

f) Le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord* lorsqu'il a considéré que la question de "l'identité des plaignants et de ceux qui soutiennent la plainte" était indiquée à bon droit dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine dans le cadre de ses allégations faisant référence à l'article 6.2 et 6.4 de l'*Accord antidumping*.[16]

---

[10] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 8 2) b), 8 2) e) et 8 2) f).
[11] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.148.
[12] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.494 et 7.495.
[13] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.516 et 7.517.
[14] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.518 à 7.526.
[15] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.525.
[16] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.458.

ANNEXE II

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS397/8
5 avril 2011

(11-1682)

Original: anglais

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES[1] – MESURES ANTIDUMPING DÉFINITIVES VISANT CERTAINS ÉLÉMENTS DE FIXATION EN FER OU EN ACIER EN PROVENANCE DE CHINE

Notification d'un autre appel présenté par la Chine au titre de l'article 16:4 et de l'article 17 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord) et de la Règle 23 1) des *Procédures de travail pour l'examen en appel*

La notification ci-après, datée du 30 mars 2011 et adressée par la délégation de la République populaire de Chine, est distribuée aux Membres.

Conformément à l'article 16:4 et à l'article 17:1 du Mémorandum d'accord, la République populaire de Chine notifie par la présente à l'Organe de règlement des différends sa décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci dans le différend *Communautés européennes – Mesures antidumping définitives visant certains éléments de fixation en fer ou en acier en provenance de Chine* (WT/DS397/R). Conformément à la Règle 23 1) des *Procédures de travail pour l'examen en appel*, la Chine dépose simultanément la présente déclaration d'un autre appel auprès du Secrétariat de l'Organe d'appel.

La Chine demande que l'Organe d'appel examine les aspects ci-après du rapport du Groupe spécial:

---

[1] Le 1er décembre 2009, le *Traité de Lisbonne, modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne* (fait à Lisbonne le 13 décembre 2007) est entré en vigueur. Le 29 novembre 2009, l'OMC a reçu une note verbale (WT/L/779) du Conseil de l'Union européenne et de la Commission des Communautés européennes indiquant que, en vertu du *Traité de Lisbonne*, à compter du 1er décembre 2009, l'"Union européenne" se substitue et succède à la "Communauté européenne". Le 13 juillet 2010, l'Organisation mondiale du commerce a reçu une note verbale (WT/Let/679) du Conseil de l'Union européenne confirmant que, avec effet à compter du 1er décembre 2009, l'Union européenne a remplacé la Communauté européenne et a assumé tous les droits et obligations de la Communauté européenne en ce qui concerne tous les accords dont le Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce est le dépositaire et auxquels la Communauté européenne participe en tant que signataire ou partie contractante.

1. La Chine demande que soient examinées les conclusions et constatations du Groupe spécial au sujet de l'allégation de la Chine selon laquelle l'Union européenne a enfreint les articles 4.1 et 3.1 de l'Accord antidumping en ce qui concerne la définition de la branche de production nationale dans l'enquête sur les éléments de fixation en excluant de cette définition les producteurs qui s'étaient fait connaître après le délai de 15 jours suivant la publication de l'avis d'ouverture de l'enquête et les producteurs qui ne soutenaient pas la plainte (paragraphes 7.209 à 7.221 et paragraphe 8.3 b) du rapport du Groupe spécial). La Chine a identifié, entre autres, les erreurs ci-après dans les questions de droit couvertes et les interprétations du droit données par le Groupe spécial:

- Le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective des faits en violation, entre autres, de l'article 11 du Mémorandum d'accord et de l'article 17.6 de l'Accord antidumping relativement à l'allégation de la Chine selon laquelle l'UE avait enfreint les articles 4.1 et 3.1 de l'Accord antidumping en excluant de la définition de la branche de production nationale les producteurs qui ne soutenaient pas la plainte, puisque:

  - le Groupe spécial a accepté à tort comme un "fait" les propos non étayés de l'UE selon lesquels "au moins un producteur qui n'était pas un plaignant et qui avait gardé le silence avant l'ouverture de l'enquête a été non seulement inclus dans la branche de production nationale, mais a été retenu dans l'échantillon"[2];

  - le Groupe spécial a conclu à tort que le fait qu'"au moins un producteur qui n'était pas un plaignant et qui avait gardé le silence avant l'ouverture de l'enquête a été non seulement inclus dans la branche de production nationale mais retenu dans l'échantillon" démontrait que "l'autorité de l'UE chargée de l'enquête [n']avait [pas] en l'espèce effectivement exclu de la branche de production nationale les producteurs qui ne soutenaient pas la plainte"[3] et a délibérément ignoré à tort l'explication avancée par la Chine soulignant que cette conclusion ne pouvait pas être correcte, et ne l'était pas;

  - le Groupe spécial n'a pas pris en compte et a délibérément ignoré les éléments de preuve présentés par la Chine qui démontraient que l'UE avait exclu de la branche de production nationale tous les producteurs qui ne soutenaient pas la plainte.

La Chine demande à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations du Groupe spécial et de compléter l'analyse en constatant qu'il a été démontré que l'UE avait exclu de la définition de la branche de production nationale les producteurs qui ne soutenaient pas la plainte. La Chine demande par ailleurs à l'Organe d'appel de compléter l'analyse en constatant que l'exclusion des producteurs qui ne soutenaient pas la plainte de la définition de la branche de production nationale est incompatible avec l'article 4.1 de l'Accord antidumping.

- Le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 4.1 de l'Accord antidumping lorsqu'il a examiné l'allégation de la Chine selon laquelle l'exclusion de la branche de production nationale des producteurs qui ne s'étaient pas fait connaître dans le délai de 15 jours suivant la publication de l'avis d'ouverture de l'enquête était incompatible avec l'article 4.1 et n'a pas procédé à une évaluation objective des faits en violation de l'article 11 du Mémorandum d'accord relativement à cette allégation:

[2] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.214.
[3] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.215.

- le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective des faits comme le prescrit l'article 11 du Mémorandum d'accord lorsqu'il a conclu que l'"[UE] n'[avait] pas agi de manière à exclure"[4] les producteurs qui ne s'étaient pas fait connaître dans les 15 jours suivant la date d'ouverture de l'enquête;

- le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 4.1 de l'Accord antidumping lorsqu'il a conclu qu'il n'y avait rien dans l'article 4.1 qui interdirait aux autorités chargées de l'enquête d'établir, à l'intention des sociétés, des délais pour se faire connaître et être prises en considération aux fins d'inclusion dans la branche de production nationale;

- le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective des faits comme le prescrit l'article 11 du Mémorandum d'accord lorsqu'il a conclu que la Chine n'avait pas démontré que "les 15 jours accordés par la Commission étaient insuffisants".[5]

La Chine demande à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations du Groupe spécial et de compléter l'analyse en constatant que, sur la base des faits dont était saisi le Groupe spécial, il a été démontré que l'UE avait agi pour exclure de la définition de la branche de production nationale les producteurs qui s'étaient bien fait connaître dans les 15 jours suivant la date de publication de l'avis d'ouverture de l'enquête et que, par conséquent, elle avait agi en violation de l'article 4.1 de l'Accord antidumping. Par ailleurs, la Chine demande à l'Organe d'appel de conclure qu'il a été démontré que le délai de 15 jours accordé aux producteurs nationaux pour se faire connaître n'était pas "raisonnable" ou "suffisant" et que l'UE avait donc agi en violation de l'article 4.1 de l'Accord antidumping.

- Le Groupe spécial a fait erreur en rejetant l'allégation de la Chine selon laquelle l'UE avait enfreint l'article 3.1 de l'Accord antidumping en excluant de la branche de production nationale les producteurs qui ne s'étaient pas fait connaître dans les 15 jours suivant la date de l'avis d'ouverture de l'enquête et les producteurs qui ne soutenaient pas la plainte.

La Chine demande à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations du Groupe spécial et de conclure que l'UE a enfreint l'article 3.1 puisqu'elle n'a pas fait de détermination de l'existence d'un dommage fondée sur un "examen objectif" comme le prescrit l'article 3.1 de l'Accord antidumping.

2. La Chine demande que soient examinées les conclusions et constatations du Groupe spécial au sujet de l'allégation de la Chine selon laquelle l'Union européenne a enfreint les articles 4.1 et 3.1 de l'Accord antidumping en ce qui concerne la définition de la branche de production nationale dans l'enquête sur les éléments de fixation parce que la branche de production nationale telle qu'elle a été définie par l'UE n'incluait pas les producteurs nationaux dont les productions additionnées du produit similaire constituent une "proportion majeure" de la production nationale totale (paragraphes 7.222 à 7.230 et paragraphe 8.3 b) du rapport du Groupe spécial). La Chine a identifié, entre autres, les erreurs ci-après dans les questions de droit couvertes et les interprétations du droit données par le Groupe spécial:

- Le Groupe spécial n'a pas donné d'interprétation correcte des termes "proportion majeure" fondée sur le sens ordinaire de ces termes et à la lumière de leur contexte conformément aux principes d'interprétation des traités de la Convention de Vienne sur le droit des traités, et, de ce fait, a formulé les constatations et conclusions erronées ci-après:

[4] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.215.
[5] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.219.

i) le Groupe spécial a conclu à tort que le fait que la Commission s'était appuyée sur une présomption n'était pas à lui seul suffisant pour démontrer, *prima facie*, que la définition de la branche de production nationale en l'espèce était incompatible avec l'article 4.1 de l'Accord antidumping;

ii) le Groupe spécial a conclu à tort que les facteurs autres que quantitatifs évoqués par la Chine n'étaient pas pertinents en l'espèce ou en général.

La Chine demande à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations du Groupe spécial et de conclure que, en considérant que les producteurs représentant 25 pour cent de la production nationale totale constituaient nécessairement une proportion majeure, l'UE a enfreint l'article 4.1 de l'Accord antidumping et que les "facteurs autres que quantitatifs" identifiés par la Chine sont pertinents aux fins de déterminer si la prescription relative à la proportion majeure est satisfaite et devaient être pris en considération par la Commission dans l'enquête sur les éléments de fixation. La Chine demande par ailleurs à l'Organe d'appel de conclure que, compte tenu de ces facteurs autres que quantitatifs, les producteurs nationaux constituant la branche de production nationale dans l'enquête sur les éléments de fixation ne représentaient pas une "proportion majeure" de ladite branche de production.

3. La Chine demande que soient examinées les conclusions et constatations du Groupe spécial au sujet de l'allégation de la Chine selon laquelle l'Union européenne a enfreint les articles 3.1 et 4.1 de l'Accord antidumping puisqu'elle a fait une détermination de l'existence d'un dommage en ce qui concerne un échantillon de producteurs qui n'était pas représentatif (paragraphes 7.234 à 7.241 et 8.3 b) du rapport du Groupe spécial). La Chine a identifié, entre autres, les erreurs ci-après dans les questions de droit couvertes et les interprétations du droit données par le Groupe spécial:

- Le Groupe spécial a conclu à tort qu'"[il] ne pouv[ait] pas accepter l'affirmation voulant que seul un échantillon valable d'un point de vue statistique soit suffisamment représentatif aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage";

- Le Groupe spécial a conclu à tort que la Chine n'avait pas démontré que l'autorité de l'UE chargée de l'enquête aurait pu effectuer son enquête relative au dommage pour la branche de production qu'elle avait définie, ou au moins inclure plus de producteurs dans l'échantillon.

La Chine demande à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations du Groupe spécial et de conclure que l'UE a enfreint l'article 3.1 de l'Accord antidumping.

4. La Chine demande que soient examinées les conclusions et constatations du Groupe spécial au sujet de l'allégation de la Chine selon laquelle l'Union européenne a enfreint l'article 2.4 de l'Accord antidumping en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dumping dans l'enquête sur les éléments de fixation (paragraphes 7.291 à 7.311 et paragraphe 8.3 d) du rapport du Groupe spécial). La Chine a identifié, entre autres, les erreurs ci-après dans les questions de droit couvertes et les interprétations du droit données par le Groupe spécial:

- Le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective des faits comme le prescrit l'article 11 du Mémorandum d'accord en ne traitant pas l'argument de la Chine selon lequel l'UE a enfreint l'article 2.4 puisque la Commission n'a pas indiqué aux parties intéressées quels renseignements étaient nécessaires pour garantir une comparaison équitable et les a mises dans l'impossibilité de réclamer des ajustements pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix et, dans la mesure où le Groupe spécial aurait implicitement conclu que ce manquement n'était

pas incompatible avec l'article 2.4 de l'Accord antidumping, le Groupe spécial n'a pas donné d'interprétation correcte dudit article;

- le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 2.4 de l'Accord antidumping lorsqu'il a rejeté l'argument de la Chine selon lequel l'UE avait enfreint l'article 2.4 en n'évaluant pas si les caractéristiques figurant dans les NRP affectaient la comparabilité des prix et s'il était justifié de procéder à des ajustements pour tenir compte de ces différences dans les caractéristiques physiques;

- le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective des faits comme l'exigent l'article 11 du Mémorandum d'accord et l'article 17.6 de l'Accord antidumping lorsqu'il a conclu que la Chine n'avait indiqué aucun élément de preuve à l'appui de la conclusion selon laquelle les caractéristiques incluses dans les NRP faisaient apparaître des différences affectant la comparabilité des prix et lorsqu'il a allégué qu'"il serait inopportun, au regard du critère d'examen, que [le Groupe spécial] les examin[e] [lui]-même[]";

- le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 2.4 de l'Accord antidumping lorsqu'il a rejeté l'allégation de la Chine selon laquelle l'UE avait enfreint ledit article 2.4 en n'effectuant pas les ajustements nécessaires pour tenir compte des différences de qualité.

La Chine demande à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations du Groupe spécial et de conclure que, sur la base des faits dont était saisi le Groupe spécial, il a été démontré que l'UE avait enfreint l'article 2.4 de l'Accord antidumping en ce qui concerne chacune des questions identifiées susmentionnées.

5. La Chine demande que soient examinées les conclusions et constatations du Groupe spécial au sujet de l'allégation de la Chine selon laquelle l'UE a enfreint l'article 6.5, 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping relativement à la non-divulgation de l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte (paragraphes 7.445 à 7.459 et paragraphe 8.3 h) du rapport du Groupe spécial). La Chine a identifié, entre autres, les erreurs ci-après dans les questions de droit couvertes et les interprétations du droit données par le Groupe spécial dans ses constatations relatives à l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.5 de l'Accord antidumping:

- Le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de la prescription relative aux "raisons valables" lorsqu'il a délibérément ignoré la différence entre une mesure de rétorsion potentielle hypothétique qui "pouvait" être prise et une mesure de rétorsion qui "serait" prise;

- le Groupe spécial a fait erreur en considérant que la prescription relative aux "raisons valables" était satisfaite sans que les parties qui demandaient à bénéficier d'un traitement confidentiel aient fourni des éléments de preuve à l'appui;

- le Groupe spécial a fait erreur en rejetant l'argument de la Chine selon lequel l'existence de raisons valables n'a pas été établie puisque les sept producteurs de l'UE qui composaient l'échantillon aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage par la Commission faisaient aussi partie des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte et qu'ils n'avaient pas demandé à la Commission de traiter leur identité comme un renseignement confidentiel.

La Chine demande à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations du Groupe spécial et de conclure que l'UE a enfreint l'article 6.5 de l'Accord antidumping en ne divulguant pas l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte. La Chine demande aussi à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations du Groupe spécial relatives à l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping et de compléter l'analyse en constatant que la non-divulgation par l'UE de l'identité des plaignants et de ceux qui soutenaient la plainte est aussi incompatible avec l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping.

6. La Chine demande que soient examinées les conclusions et constatations du Groupe spécial au sujet de l'allégation de la Chine selon laquelle l'UE a enfreint l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping en limitant à 15 jours à compter de la publication de l'avis d'ouverture de l'enquête le délai pour la présentation du formulaire de demande de traitement MET/traitement individuel (paragraphes 7.566 à 7.579 et 8.3 k) du rapport du Groupe spécial). La Chine a identifié, entre autres, les erreurs ci-après dans les questions de droit couvertes et les interprétations du droit données par le Groupe spécial:

- Le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation du terme "questionnaire" figurant à l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping en adoptant une interprétation qui n'est pas compatible avec le sens ordinaire de ce mot à la lumière de son contexte et de l'objet et du but comme l'exigent les principes d'interprétation des traités énoncés dans la Convention de Vienne sur le droit des traités;

- même à supposer que le Groupe spécial n'ait pas fait erreur dans son interprétation du terme "questionnaire" dans la mesure où celui-ci désignerait "le questionnaire général initial adressé dans une enquête antidumping à chacune des parties intéressées par l'autorité chargée de l'enquête à l'ouverture ou après l'ouverture de l'enquête, qui demande des renseignements sur toutes les questions pertinentes relatives aux principales questions qui devront être tranchées (dumping, dommage et lien de causalité)", le Groupe spécial a conclu à tort que le formulaire de demande de traitement MET/traitement individuel n'était pas un "questionnaire" au regard de cette définition.

La Chine demande à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations du Groupe spécial et de conclure que le "formulaire de demande de traitement MET/traitement individuel" est un questionnaire au sens de l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping et de compléter l'analyse en constatant que l'UE a enfreint ledit article 6.1.1.

_____